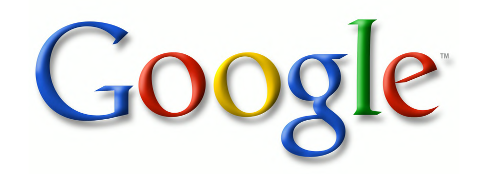
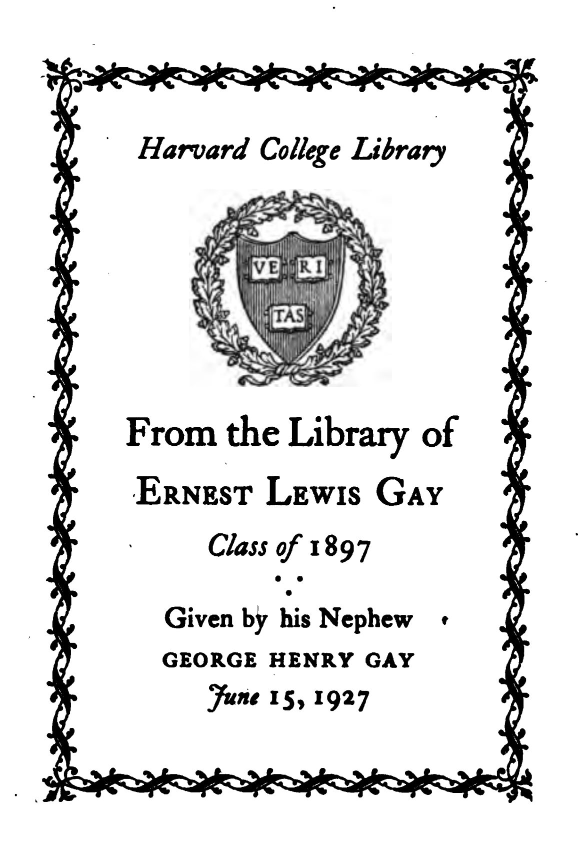



HN 2YK6 G
Digitized by Google


Harvard College Library
VE RI TAS
From the Library of
Ernest Lewis Gay
Class of 1897
Given by his Nephew
GEORGE HENRY GAY
June 15, 1927


Harvard College Library


VE
RI
TAS

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE,

PAR

M. SIMONDE DE SISMONDI,

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT ET DE L'ACADÉMIE ROYALE DE PRUSSE,
DES ACADÉMIES ITALIENNE, DE WILNA,
DE CAGLIARI, DES GEORGOFILI, DE GENÈVE, DE PISTOIA, ETC.


Quatrième Édition.

TOME NEUVIÈME.



Bruxelles,

AUG. WAHLEN, LIBRAIRE-IMPRIMEUR DE LA COUR.

MÊME MAISON, LEIPZIG ET LIVOURNE.

M DCCC XXVI.

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

CHAPITRE XCIV.

Terreur et irrésolution du pape à l'approche de Charles VIII; ce monarque entre à Rome. Abdication et fuite d'Alphonse II; dispersion de l'armée de Ferdinand II. Le royaume de Naples se soumet à Charles VIII.

1494—1495.

Le pape Alexandre VI avoit obtenu cette réputation de prudence et d'habileté que le monde accorde souvent sans réflexion à ceux qui, s'élevant au-dessus de toute considération de morale et d'honneur, ne se proposent que leur seule utilité pour but de leur politique. Le vulgaire les voit marcher vers l'accomplissement de leurs desseins avec une hardiesse qui l'étonne; il demeure persuadé que ce n'est pas sans une mûre délibération qu'ils ont osé renverser ces barrières, que lui-même s'est accoutumé à respecter. Lorsqu'il voit révoquer en doute les principes auxquels 1494.

1494. la grande masse des hommes reste soumise, et peser dans une nouvelle balance les droits divins et humains, il s'abandonne à une admiration crédule pour celui dont la tête est si forte qu'elle s'élève au-dessus de tous les préjugés. Cependant ces principes moraux que le vulgaire a adoptés comme préjugés, sont pour le philosophe l'essence la plus pure de la raison humaine, le fruit le plus parfait de ses méditations. De même que la vertu est pour chaque individu le seul moyen d'atteindre le but de son existence, d'arriver à cette paix de l'ame, fruit constant du développement de nos facultés et du perfectionnement de notre être; de même la morale est, pour toute société politique, et pour tout gouvernement, la vraie, la seule voie vers la prospérité publique et la conservation de l'état. La complète coïncidence de la morale avec l'intérêt bien entendu, a souvent été remarquée; cependant lorsqu'il s'agit des individus seulement, cet intérêt peut être modifié de tant de manières par les circonstances, les passions ou les chances contraires, qu'on ne peut point se fier à lui comme à un guide assuré : mais son application à la conduite des nations est tout autrement certaine, parce que plus le nombre des individus qui sont dirigés d'après les principes de morale est grand, plus le calcul d'après lequel ces principes ont été établis acquiert de force; les circonstances accidentelles se compensent, les passions se neutralisent, les chances contraires se détruisent l'une l'autre, et en résultat général il demeure toujours vrai que la politique la mieux entendue est la plus conforme à la probité.

L'histoire est riche en applications de ce principe; elle a rarement mis en évidence un de ces hommes célèbres par leur immoralité, sans montrer comment ses calculs personnels l'ont égaré, et comment ses crimes ont pesé sur sa tête. Ces politiques réputés si habiles, qui ont voulu mettre leurs propres intérêts à la place des grands principes de la société humaine, une fois aux prises avec le danger

perdent tout point d'appui, toute direction sûre, toute 1494.
base pour leurs combinaisons. Le scandaleux Alexandre VI devient le plus lâche et le plus irrésolu des hommes; le cruel et perfide Alphonse II, effrayé par sa propre conscience, se laisse tomber du trône sans attendre un choc étranger.

Il paroît qu'Alexandre VI, dans la versatilité de sa politique, avoit eu quelque part aux négociations qui avoient appelé Charles VIII en Italie. Il vouloit alors obtenir de meilleures conditions de la maison d'Aragon, et intimider Virginio Orsini (1). Mais depuis, lorsqu'il eut assuré à ses bâtards le sort le plus brillant dans le royaume de Naples, il changea absolument de parti; il déclara que ses prédécesseurs ayant accordé trois investitures à la maison d'Aragon, il se croyoit obligé à ne point lui en refuser une quatrième : il protesta que le royaume de Naples étant un *fief de l'Église*, Charles VIII ne pouvoit l'attaquer par les armes sans attaquer l'Église elle-même, et il entra avec ardeur dans la ligue destinée à le défendre. Dans ce temps, Alexandre étoit fort éloigné de croire aux rapides succès des Français; et il ne s'étoit si ouvertement compromis, que d'après la persuasion qu'il ne couroit aucun danger. Les négociations de Pierre de Médicis à Sarzane, et le bouleversement de la Toscane, portèrent une terreur subite dans son ame; cette terreur s'augmenta encore, lorsqu'ayant envoyé à Charles, qui étoit toujours à Florence, le cardinal François Piccolomini comme légat, Charles refusa de le recevoir, autant en haine de son oncle Pie II, qui avoit combattu avec acharnement la maison d'Anjou, que par aversion pour le pontife qui l'envoyoit (2).

Le pape avoit reçu le duc de Calabre avec son armée dans les terres de l'Église; il lui avoit envoyé tout ce qu'il avoit de soldats disponibles : il avoit levé en hâte

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. I, p. 63.
(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp*. Lib. II, p. 39.

1494. parmi le peuple des compagnies de fantassins; et il avoit invité, par ses brefs, les Romains à prendre les armes pour défendre leur patrie. Cependant sa terreur croissant avec les succès des Français, il avoit bientôt témoigné le désir d'ouvrir de nouvelles conférences. Le cardinal Ascagne Sforza étoit alors le chef principal du parti français dans le sacré collége. Alexandre l'invita à se rendre à Rome; mais comme Sforza pouvoit ne s'y pas croire en sûreté, il lui envoya pour otage son propre fils le cardinal de Valence, qui fut gardé à Marino, entre les mains des Colonna. Cette première conférence n'eut pas de résultat. Ascagne retourna au camp français, et le cardinal de Valence auprès de son père, sans qu'il y eût rien de conclu : mais les premières paroles ayant été portées, Alexandre envoya auprès de Charles, les évêques de Concordia et de Terni, et Maître Gratian, son confesseur, pour traiter en même temps en son nom et en celui du roi de Naples. Charles VIII, déterminé à ne rien entendre de la part d'Alphonse II, voulut bien cependant négocier avec le pape seul; l'excès de sa défiance s'étoit un peu calmé, et il envoya à Rome La Trémouille, le président de Gannay, le cardinal Ascagne, et Prosper Colonna, sans demander d'otages pour leur sûreté. Dans ce moment l'armée napolitaine, commandée par Ferdinand, rentra à Rome; et le pape, prenant confiance à la vue de tant de soldats, ne voulut pas perdre l'occasion de se saisir de ses ennemis. Le 9 décembre, il fit arrêter le cardinal Ascagne et Prosper Colonna; il les jeta dans les prisons du château Saint-Ange, et il leur déclara qu'il ne les remettroit en liberté qu'autant qu'on lui livreroit Ostie. Les deux ambassadeurs français avoient aussi été arrêtés; mais le pape les fit aussitôt relâcher (1).

(1) *Franc. Guicciardini.* Lib. I, p. 62. —*Pauli Jovii Hist. sui temporis.* Lib. II, p. 40. — Mém. de Ph. de Comines. L. VII, ch. XII, p. 203.— *Burchardi Diar.* Apud Raynald. 1494, §. 23, p. 434. — *Allegr. Allegr. Diari Sanesi.* p. 836.

Charles VIII avançoit toujours; il étoit entré à Sienne 1494.
le 2 décembre, avec le même appareil militaire qu'il avoit auparavant déployé à Florence : il avoit fait sortir de la ville la garde de la seigneurie; il avoit demandé qu'on lui consignât quelques forteresses dans la Maremme siennoise; et lorsqu'il étoit reparti de cette ville le surlendemain, il y avoit laissé quelques troupes, pour maintenir dans l'obéissance une république dont il se défioit (1). Ferdinand, duc de Calabre, abandonné successivement par les soldats de la république florentine, par Annibal Bentivoglio avec sa troupe, par Jean Sforza, seigneur de Pesaro, et par Guido de Montefeltro, duc d'Urbin, qui tous se retiroient chez eux pour éviter de se compromettre avec les Français, avoit perdu aussi presque tous ses gens de pied, qui, frappés de terreur, désertoient en foule. Il avoit pris par l'Ombrie le chemin de Rome (2). Son intention avoit été d'abord de faire tête à Viterbe, parce que cette ville se trouvoit au milieu des terres des Orsini, qu'il regardoit comme ses plus fidèles alliés, que Rome étoit derrière lui, et que sa retraite sur Naples étoit assurée, en cas de malheur (3): mais les négociations d'Alexandre VI, et ses continuelles irrésolutions, ne permirent à Ferdinand de prendre aucun parti vigoureux. Charles VIII entra dans Viterbe sans coup férir, tandis que Ferdinand se replioit sur Rome; et ce dernier s'occupoit à fermer les brèches des vieilles murailles de cette ville, et à les mettre en état de défense, au moment où le pape faisoit arrêter le cardinal Ascagne et Prosper Colonna (4).

Cependant cette violation même du droit des gens n'avoit pas rompu toute négociation; le 19 décembre, le pape

(1) *Allegretto Allegretti Diari Sanesi.* T. XXIII, p. 835. — *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 61. — *Arnoldi Ferronii.* Lib. I, p. 8.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 39.

(3) Mémoires de Phil. de Comines. L. VII, ch. XI, p. 197.

(4) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 62.

1494. avoit retiré de prison le cardinal Frédéric de San-Severino, arrêté en même temps qu'Ascagne, et l'avoit envoyé à Népi auprès de Charles VIII, en lui faisant dire qu'il étoit prêt à séparer ses intérêts de ceux du roi de Naples (1). Mais dans le tumulte de son ame il ne savoit se fixer à aucune résolution; tantôt il prétendoit défendre Rome, et il délibéroit avec Ferdinand sur les moyens d'en relever les fortifications; tantôt il s'effrayoit de la difficulté de se maintenir dans une si vaste et si foible enceinte, de celle de l'arrivage des vivres par mer, tandis qu'Ostie étoit aux mains des ennemis, du mécontentement sourd du peuple, et des factions diverses qui éclatoient dans Rome. Alors, déterminé à s'enfuir, il demandoit à chaque cardinal un engagement par écrit, de le suivre partout : puis, le courage lui manquant encore, il revenoit à des projets d'accommodement.

L'irrésolution du chef de l'état forçoit chacun de ses membres à chercher séparément les moyens de pourvoir à sa propre sûreté. Les Français avoient passé le Tibre : ils parcouroient en tous sens le patrimoine de saint Pierre et la campagne de Rome; et tous les feudataires de l'Église s'efforçoient de faire avec eux leur paix particulière. Virginio Orsini lui-même, qui par tant de liens devoit être attaché à la maison d'Aragon, qui étoit capitaine général de l'armée royale, et grand-connétable du royaume, qui avoit fait épouser son fils à une sœur naturelle d'Alphonse II, et qui tenoit de lui les plus riches fiefs dans le royaume de Naples, consentit, sans abandonner sa solde, à ce que ses fils traitassent avec le roi de France, lui accordassent un libre passage, et des vivres dans toutes leurs terres, et lui donnassent quelques lieux-forts, en gage de leur fidélité (2).

(1) *Raynaldi Annal. eccles.* 1494, §. 26, T. XIX, p. 434.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 62. — *Pauli Jovii Hist. sui temporis.* Lib. II, p. 40. — *Bernardi Oricellarii Comment.* p. 61.

Le comte de Pitigliano, et les autres membres de la famille Orsini, firent aussi leur traité particulier : Ives d'Allégre, et Louis de Ligny, entrèrent à Ostie avec cinq cents lances et deux mille Suisses ; Charles avoit été reçu à Bracciano, principale forteresse des Orsini ; Civita-Vecchia et Corneto avoient ouvert leurs portes ; les postes français communiquoient avec ceux des Colonna, qui de l'autre côté du Tibre, soulevoient toute la campagne de Rome ; les prélats et la populace demandoient avec une égale ardeur une paix qui mît fin à leurs craintes. Cependant, plus le danger approchoit, plus Alexandre, tremblant pour lui-même, s'embarrassoit dans ses négociations. Il voyoit dans le camp ennemi le cardinal de Saint-Pierre *ad vincula*, Julien de La Rovère, son ennemi personnel ; il connoissoit le crédit de ce prélat à la cour de France, son impétuosité, son penchant pour les mesures extrêmes, et son désir ardent de le précipiter lui-même du trône pontifical : on savoit par quels moyens honteux il avoit obtenu la tiare, par quels vices scandaleux, par quel étalage de son immoralité il l'avoit souillée, et il craignoit par-dessus tout un concile et un jugement de l'Église (1). 1494.

Mais Charles VIII, malgré les instances des cardinaux ennemis d'Alexandre, redoutoit de son côté de s'engager dans une lutte avec le pape. Il étoit impatient d'arriver à Naples ; et toute diversion lui paroissoit dangereuse. D'ailleurs, au milieu même de ses succès, il avoit chaque jour à surmonter des difficultés qui sembloient de nature à faire débander son armée. Comme il marchoit sans magasins, il avoit bientôt éprouvé, à son entrée dans l'état de Rome, les conséquences de l'extrême pauvreté du pays. Les paysans avoient été ruinés par les guerres continuelles entre les Colonna et les Orsini ; les châteaux les plus foibles avoient été pillés ou volés ; toutes les récoltes étoient en-

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. I, p. 63. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 40.

1494. fermées dans les plus forts, et les soldats français ne trouvoient pas dans les champs une seule maison qu'ils pussent mettre à contribution. La place du Bracciona fournit en abondance des vivres à l'armée royale; mais celle-ci, dans les jours qui avoient précédé, avoit éprouvé d'extrêmes besoins (1). Vers le même temps, Perron de Baschi, maître d'hôtel du roi, étoit arrivé à Piombino avec vingt mille ducats que lui envoyoit le duc de Milan; puis la flotte qui l'avoit porté, et que commandoit le prince de Salerne, avoit été battue par les vents, poussée en Corse, et dispersée, en sorte qu'elle ne rendoit plus aucun service à l'armée, et n'assuroit plus ses convois (2). Enfin, Charles VIII étoit entouré de conseillers qui tous prétendoient obtenir de l'Église quelque dignité ou quelque bénéfice. Le surintendant des finances, Briçonnet, déjà évêque de St.-Malo, désiroit le chapeau de cardinal; et il sentoit qu'il lui seroit plus facile de l'obtenir d'un pape qui se croyoit sur le point d'être déposé, que d'une église réformée. Il engagea donc le roi à renouer les négociations.

D'après ces considérations, le maréchal de Giez, le sénéchal de Beaucaire, et Jean de Gannay, premier président du parlement de Paris, furent envoyés de nouveau au pontife. Ils demandèrent que le roi fût admis sans résistance dans Rome; ils promirent que Charles respecteroit l'autorité pontificale et les immunités de l'Église, et ils assurèrent que, dès sa première conférence avec le pape, toutes les difficultés qui existoient encore entre eux seroient levées. Alexandre trouvoit bien dur de mettre sa capitale entre les mains de ses ennemis, et de renvoyer ses auxiliaires avant d'avoir arrêté aucune condition. Cependant l'armée de Charles avançoit toujours, jamais il ne séjournoit plus de deux jours dans une même ville; les

(1) Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VII, chap. IX, p. 198.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 71. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VII, chap. XII, p. 201.

Colonna avoit assemblé une armée à Genazzano; le cardinal de La Rovère en avoit une autre à Ostie : toute résistance paroissoit impossible, et Alexandre consentit enfin à faire retirer de Rome le duc de Calabre avec son armée (1). Il demanda pour lui un sauf-conduit, afin que le prince napolitain sortît de l'État ecclésiastique sans être molesté : mais Ferdinand ne voulut pas l'accepter. Seulement le cardinal Ascagne Sforza l'accompagna, pour contenir le peuple, jusqu'à la porte San-Sebastiano, par laquelle il sortit de Rome, tandis qu'à la même heure, le 31 décembre 1494, le roi de France y entroit à la tête de son armée, par la porte de Sainte-Marie-du-Peuple (2). 1494.

L'apparition de cette armée, qui pour la première fois faisoit connoître aux Romains la force et la nouvelle organisation militaire des Ultramontains, leur inspira un étonnement mêlé de terreur. L'avant-garde étoit composée des Suisses et des Allemands, qui marchoient au son des tambours, par bataillons et sous leurs drapeaux. Leurs habits étoient courts, et de couleurs variées, et ils étoient coupés selon la forme même du corps. Leurs chefs portoient, pour se distinguer, de hauts plumets sur leurs casques. Les soldats étoient armés de courtes épées, et de lances de bois de frêne, de dix pieds de long, dont le fer étoit étroit et acéré. Un quart d'entre eux portoit des hallebardes au lieu de lances : le fer de celles-ci ressembloit à une hache tranchante surmontée d'une pointe à quatre angles; ils les manioient à deux mains, et frappoient également du tranchant et de la pointe. A chaque millier de soldats étoit attachée une compagnie de cent fusiliers. Le premier rang de chaque bataillon étoit armé de casques et de cuirasses qui couvroient la poitrine : c'étoit aussi l'armure des capitaines; les autres n'avoient point d'armes défensives.

(1) Mémoires de Phil. de Comines. L. VII, ch. XII, p. 202.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 63. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. II, p. 40. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* Lib. V, p. 143. — *Raynaldi Annal.* 1494, §. 30, p. 435. — *Arnoldi Ferronii.* Lib. I, p. 9.

1494. Après les Suisses marchoient cinq mille Gascons, presque tous arbalétriers; la promptitude avec laquelle ils tendoient et tiroient leurs arbalètes de fer, étoit remarquable: du reste, la petitesse de leur taille, et l'absence de tout ornement dans leur costume, les faisoit contraster désavantageusement avec les Suisses. La cavalerie venoit ensuite; elle étoit composée de la fleur de la noblesse française, et elle brilloit par ses manteaux de soie, ses casques et ses colliers dorés. On y comptoit deux mille cinq cents cuirassiers, et deux fois autant de cavalerie légère. Les premiers portoient, comme les gendarmes italiens, une lance forte, striée, ornée d'une pointe solide, et une masse d'armes de fer. Leurs chevaux étoient grands et forts; mais selon l'usage français, on leur avoit coupé la queue et les oreilles. La plupart n'étoient point couverts, comme ceux des gendarmes italiens, de caparaçons de cuirs bouillis, qui les missent à l'abri des coups. Chaque cuirassier étoit suivi par trois chevaux; le premier monté par un page armé comme lui, les deux autres par des écuyers qu'on nommoit les auxiliaires latéraux.

Les chevau-légers portoient de grands arcs de bois, à l'usage d'Angleterre, propres à lancer de longues flèches; ils n'avoient pour armes défensives que le casque et la cuirasse; quelques-uns portoient une demi-pique, pour transpercer par terre ceux que la cavalerie pesante avoit renversés. Leurs manteaux étoient ornés d'aiguillettes et de plaques d'argent, qui dessinoient les armoiries de chacun de leurs chefs. Quatre cents archers, parmi lesquels cent Écossais, marchoient aux côtés du roi; deux cents chevaliers français, choisis sur toute la fleur de la noblesse, l'entouroient à pied. Ils portoient sur leurs épaules des masses d'armes de fer, semblables à de pesantes haches. Les mêmes, lorsqu'ils montoient à cheval, prenoient tout l'accoutrement des gendarmes; seulement ils étoient distingués par la beauté de leurs chevaux, l'or et la pourpre qui les

couvroient. Les cardinaux Ascagne Sforza, et Julien de La 1494.
Rovère, marchoient à côté du roi; les cardinaux Colonna et Savelli le suivoient immédiatement. Prosper et Fabrice Colonna, et tous les généraux italiens, marchoient entremêlés avec les grands seigneurs de France.

Trente-six canons de bronze, attelés, étoient traînés à la suite de l'armée. Leur longueur étoit d'environ huit pieds, leur poids de six milliers, et leur calibre à peu près comme la tête d'un homme; les coulevrines, de moitié plus longues, marchoient ensuite; puis les fauconnaux, dont les plus petits lançoient des boulets de la grosseur d'une grenade. Les affûts étoient formés, comme aujourd'hui, de deux pesantes pièces de bois, unies par des traverses; ils n'étoient soutenus que par deux roues: mais pour marcher on en joignoit deux autres avec un avant-train qui se séparoit de la pièce en la mettant en batterie. L'avant-garde avoit commencé à passer la porte du Peuple à trois heures après midi; mais la marche dura jusqu'à neuf heures du soir, à la lueur des torches et des flambeaux, qui, en éclairant l'armée, lui donnoient quelque chose de plus lugubre et de plus imposant (1).

Cependant le pape s'étoit retiré dans le château Saint- 1495.
Ange, avec six cardinaux seulement : presque tous les autres secondoient les instances de Julien de La Rovère et d'Ascagne Sforza, qui sollicitoient le roi de délivrer l'Église d'un pape qui la couvroit de honte, et dont la conduite étoit aussi scandaleuse que son élection avoit été simoniaque. Le nom de concile, répété par tout le parti qui reconnoissoit Ascagne pour son chef, remplissoit de terreur l'ame du pape (2). Aussi, plus il trembloit pour sa

(1) Toute cette description est prise de Paul Jove, qui sans doute étoit présent. Lib. II, p. 41. — *Voyez aussi* Mémoires de Louis de La Trémouille. Vol. XVI, p. 148. — André de La Vigne. *Apud* Godefroi. p. 122.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II. p. 40.

1495. propre sûreté, plus il s'obstinoit à refuser de remettre au roi le château Saint-Ange, que celui-ci demandoit comme un gage de la bonne foi d'Alexandre, et que le dernier regardoit, au contraire, comme son plus sûr asile. Deux fois l'artillerie française, qui étoit au palais de Saint-Marc où logeoit le roi, en fut tirée et braquée contre le château Saint-Ange; mais deux fois les courtisans français, qui convoitoient les dignités de l'Église, réussirent à empêcher les premières hostilités (1).

Enfin les conditions de la paix furent arrêtées le 11 janvier. Le roi promit de regarder le pape comme ami et comme allié dans la paix et dans la guerre, et de respecter en tout point son autorité pontificale; mais en même temps il demanda que les citadelles de Civita-Vecchia, de Terracine et de Spolète, lui fussent livrées, pour les tenir jusqu'à la fin de la guerre; que César Borgia, fils d'Alexandre, suivît pendant quatre mois l'armée française comme otage, encore que, par égard pour les apparences, il dût y prendre le titre de cardinal-légat; que Gem, frère de Bajazeth, fût remis aux Français, pour les seconder dans leur attaque contre la Turquie; enfin, que Briçonnet, évêque de Saint-Malo, fût admis dans le collége des cardinaux. Le pape, déterminé à n'observer d'autres traités que ceux qui lui seroient avantageux, et se regardant déjà comme délié de ses sermens par la violence qu'il éprouvoit, ne disputa sur aucune des conditions. Il se rendit au palais du Vatican; il admit au baisement des pieds le roi et toute sa cour, il donna de sa main le chapeau de cardinal à Briçonnet, aussi bien qu'à Philippe, évêque du Mans, de la maison de Luxembourg, et il remit entre les mains du roi le sultan Gem, après avoir fait dresser par un notaire un acte authentique de cette consignation (2).

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. I, p. 64. — Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VII, ch. XV, p. 219.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 43. — Philippe de Comines.

Le malheureux fils de Mahomet II, s'approchant de Charles VIII, baisa sa main, puis son épaule; ensuite il se retourna vers le pape et il le pria avec noblesse et modestie en même temps, de le recommander à la protection du grand roi auquel il le confioit, et qui se préparoit à la conquête de l'Orient. Il se flattoit, ajouta-t-il, que le pontife n'auroit point à se repentir de lui avoir rendu la liberté, ni Charles, s'il suivoit ses conseils après avoir passé en Grèce, de l'avoir pris pour compagnon de voyage. Gem avoit quelque chose de noble et de royal dans son aspect; son esprit étoit cultivé par l'étude de la littérature arabe: il montroit dans ses discours une politesse flatteuse, et quelque chose de piquant dans son expression. La grandeur de son ame et la noblesse de sa figure répondoient à l'impression que faisoit d'avance son malheur (1). 1495.

Mais tandis que Gem se livroit à l'espoir de sortir bientôt de sa captivité, et de rentrer dans sa patrie, le terme de sa vie étoit déjà fixé par celui qui le livroit ainsi à un nouveau gardien. Cette captivité avoit valu au pape un revenu considérable; Bajazeth lui payoit quarante mille ducats sous le titre de pension de son frère, mais plutôt comme récompense de ce qu'on le retenoit éloigné de ses états. Lorsque le Génois Georges Bucciardi fut envoyé par le pape au sultan, pour engager celui-ci à concourir à la défense du royaume de Naples, Bajazeth, toujours inquiet de l'existence de son frère, voulut profiter de cette négociation pour se défaire de lui. Il renvoya Bucciardi au pape, et le fit accompagner par Dauth, son propre ambassadeur. Celui-ci portoit une lettre du sultan, adressée en grec à Alexandre VI. Des ménagemens hypocrites pour le caractère de celui qui écrivoit la lettre, et de celui à qui il l'adressoit, y étoient observés. Bajazeth, disoit-il, sentoit une profonde

Liv. VII, chap. XV, p. 221. — *Raynaldus ex Burchardi Diario.* 1495, §. 2, p. 438.

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 43.

1495. commisération pour le sort de son frère ; il étoit temps de mettre un terme à sa captivité chez les étrangers et à sa dépendance ; la mort pour un sultan ottoman étoit mille fois préférable à cet état d'anxiété, et puisque ce n'étoit point un crime aux yeux d'un chrétien de donner la mort à un musulman, il invitoit Alexandre à le défaire par le poison de cet ennemi domestique, lui promettant en récompense une somme de deux cent mille ducats (1), la relique précieuse de la tunique du Christ, et la promesse de ne point porter de toute sa vie les armes contre les chrétiens (2).

Les deux ambassadeurs, en débarquant sur le rivage près d'Ancône, furent arrêtés par Jean de La Rovère, préfet de Sinigaglia, qui avoit embrassé le parti de son frère le cardinal de Saint-Pierre *ad vincula*, et qui avoit commencé des hostilités contre le pape ; il leur enleva l'argent qu'ils portoient pour payer pendant deux années la pension de Gem. Dauth réussit cependant à s'échapper ; il se réfugia auprès de François de Gonzague, marquis de Mantoue, qui avoit contracté une alliance avec le grand-seigneur, et qui le renvoya à Constantinople (3).

On ignore si Alexandre avoit accepté les conditions que le sultan lui offroit, ou s'il n'eut d'autre motif pour agir que la jalousie qu'il avoit conçue contre Charles VIII : mais on assure qu'avant de livrer Gem à celui-ci, il avoit fait mêler au sucre dont ce prince faisoit un grand usage, une poudre blanche d'un goût agréable, et dont l'effet n'étoit point subit, mais opprimoit lentement les esprits vitaux, et causoit sans convulsion une mort certaine. Ce fut le même poison qu'Alexandre VI employa ensuite pour se défaire de plusieurs cardinaux, et dont il fut enfin lui-même vic-

(1) *Lettere de' Principi*. T. I, f. 4. Dans la lettre rapportée par Burchard, on lit 300,000.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 44. — *Burchardus in Diario.* Lib. II, apud Raynald. 1494. §. 28, p. 435.

(3) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 44.—*Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 65.

time. Gem, arrivé à Capoue à la suite de l'armée française, 1495.
y tomba dangereusement malade; il mourut, ou dans cette ville, ou à Naples, le 26 février. Charles VIII le fit ensevelir à Gaëte. Mais, en 1497, le roi don Frédéric rendit son corps à Bajazeth II (1).

Charles demeura près d'un mois à Rome; mais, pendant ce temps même, il continuoit à faire avancer ses troupes vers les frontières du royaume de Naples. Il en avoit fait deux corps d'armée, dont l'un devoit entrer dans le pays ennemi par les Abruzzes, l'autre par la terre de Labour. Il donna le commandement du premier à Fabrice Colonna, à Antonello Savelli, et à Robert de Lenoncourt, bailli de Vitri. Il joignit aux compagnies des deux premiers quelques brigades de gendarmerie française, et quelques bataillons d'infanterie suisse et gasconne. Cette division s'avança par le comté de Tagliacozzo dans les Abruzzes. Ces provinces, et surtout l'Aquila leur capitale, étoient toutes pleines du souvenir des Angevins, et toutes disposées à la révolte; en sorte qu'en peu de temps elles arborèrent partout les étendards de France. Barthélemi d'Alviano avoit été envoyé par Ferdinand sur les bords du lac de Celano, pour défendre les passages des montagnes et l'entrée de l'Abruzze : mais il s'étoit trouvé trop inférieur en forces, et il avoit été obligé d'évacuer toute cette province sans livrer de combat (2).

D'autre part, Charles VIII, à la tête de la plus grande partie de son armée, se mit en route le 23 janvier (3), traversant le Latium, et s'avançant vers Naples par la route de Ceperano, Aquino, et San-Germano, qui est un

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 47. — *Bernardi Oricellarii Comment.* p. 64. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. II, p. 30. — *Cronica di Venezia anon.* T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 16. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 85. — *Summonte, Istorie di Napoli.* Lib. VI, c. II, p. 511.

(2) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 45. — Phil. de Comines, Mém. Liv. VII, ch. XVI, p. 226.

(3) *Allegretto Allegretti, Diari Sanesi.* p. 838.

1495. peu plus éloignée de la mer que celle qu'on suit aujourd'hui pour aller de Rome à Naples. A peine étoit-il sorti de la première de ces deux villes, que le pontife romain, humilié de la paix qu'il venoit de signer, prit ses mesures pour en rejeter le joug. Don Antonio de Fonseca, ambassadeur des rois d'Espagne, accompagnoit Charles dans cette expédition : il ne pouvoit voir sans douleur dépouiller la branche bâtarde d'Aragon, d'un royaume conquis originairement avec les armes de l'Espagne. Il connoissoit l'inquiétude du pape et la fermentation de tous les états d'Italie, alarmés par les succès rapides des Français, et il convint avec Alexandre VI de tenter quel seroit l'effet d'une protestation éclatante; se flattant que si elle n'arrêtoit pas Charles VIII, du moins elle ranimeroit le courage des princes de Naples. A l'arrivée du roi à Velletri, il lui demanda une audience : alors il lui représenta que lorsque Ferdinand et Isabelle s'étoient engagés, moyennant la restitution de Perpignan, à ne point passer les Pyrénées, et à ne point attaquer la France, ils avoient cru, sur la parole du roi, que celui-ci avoit surtout en vue de porter la guerre contre les Turcs; qu'avant d'attaquer le royaume de Naples par les armes, il consentiroit à soumettre sa cause à un juste arbitrage; qu'il respecteroit la liberté de tout le reste de l'Italie, et surtout celle de l'Église. Mais Fonseca n'avoit pu voir sans étonnement, et ses maîtres n'apprendroient pas sans douleur que Charles VIII avoit décliné la juridiction du pape à laquelle Alphonse II étoit disposé à se soumettre, tandis que le royaume de Naples, qui étoit en litige entre eux, étant un fief de l'Église, ne pouvoit être possédé légitimement par l'un ou par l'autre prétendant, sans une décision de la cour de Rome; que Charles VIII, loin de respecter l'indépendance des autres états d'Italie, les avoit tous forcés à lui fournir des subsides prodigieux, qu'il avoit bouleversé leurs constitutions et mis garnison dans leurs forte-

resses. Lucques avoit dû se racheter à prix d'argent; les Médicis avoit été chassés de Florence; Pise avoit été encouragée à la révolte, Sienne obligée de recevoir garnison, et tous les lieux forts de ces divers états étoient entre les mains des Français. Enfin le pape, objet de la vénération de tous les princes chrétiens, avoit été forcé par la terreur à signer une paix humiliante; il avoit reçu des garnisons françaises dans ses forteresses, livré en otage le cardinal de Valence, abandonné le sultan Gem à Charles VIII; et, par toutes ces concessions, il n'avoit qu'avec peine sauvé Rome de l'incendie et du pillage. Puisque le roi de France ne se croyoit obligé à respecter aucun traité, ni aucune des garanties du droit des gens, l'ambassadeur de Ferdinand et d'Isabelle étoit appelé à lui déclarer que ses maîtres ne souffriroient point qu'il enlevât à des princes aragonais un royaume, qu'une possession de soixante ans, et les décisions de plusieurs papes, avoient rendu héréditaire dans leur famille (1). 1495.

A peine les gentilshommes français qui entouroient le roi permirent-ils à Fonseca d'achever son discours; ils répondirent, avec cette impétuosité et cet orgueil qu'avoient nourris des succès inespérés : que les armes ne leur avoient jamais manqué pour soutenir leurs droits; que si Ferdinand oublioit ses traités et des engagemens dont la restitution de Perpignan avoit été le prix, les chevaliers français étoient bons pour l'en faire ressouvenir, et qu'ils lui feroient connoître bientôt la différence qui existoit entre eux et les archers maures, qu'il étoit si fier d'avoir vaincus en Andalousie. Des paroles toujours plus piquantes furent alors échangées des deux côtés; et Fonseca, qui cependant étoit un homme grave et modéré, se laissa tellement transporter par la colère, qu'il déchira sous les yeux

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. II, p. 46. — *Fr. Guicciardini Ist.* Lib. II, p. 87. — *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, *Rer. Ital.* p. 545. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. VI, p. 149.

1495. du roi le traité signé entre la France et l'Espagne, et qu'il signifia à deux Espagnols qui servoient dans l'armée française l'ordre d'en sortir sous trois jours, s'ils ne vouloient tomber dans le crime de haute trahison (1).

Le roi de France avoit à peine reçu cette dénonciation d'une guerre imminente, lorsqu'il apprit que le cardinal de Valence s'étoit enfui de Velletri sous un déguisement, et qu'il étoit retourné à Rome; que le pape refusoit de remettre Spolète à ses lieutenans, comme il s'y étoit engagé, et qu'enfin le malheureux Gem paroissoit atteint par un poison qu'il portoit dans ses entrailles. Mais Charles ne se laissa point arrêter par ces preuves de la mauvaise foi d'Alexandre VI. La flotte qu'Alphonse avoit chargée de défendre les côtes de la Campanie et de s'emparer de Nettuno, avoit été battue par la tempête et forcée de rentrer dans le port de Naples. La flotte française n'avoit pas été plus heureuse, et après avoir été jetée en Corse par le même coup de vent, elle étoit revenue à Porto-Ercole, où presque tout ses soldats l'avoient quittée (2). Après les avoir réunis à son armée, Charles attaqua Monte-Fortino, château de la campagne de Rome, qui appartenoit à Jacob des Conti, baron romain. Celui-ci, après avoir été quelque temps au service de Charles, avoit passé dans le camp des Aragonais, pour ne pas servir sous les mêmes drapeaux que les Colonna. L'artillerie française ouvrit en peu d'heures une brèche dans les murs de ce château, qu'on regardoit comme très-fort. Il fut pris, et tous ses habitans furent massacrés. Les Français attaquèrent ensuite, sur la frontière même du royaume, le mont Saint-Jean, qui appartenoit au marquis de Pescaire, Alphonse d'Avalos. Ce château-fort contenoit une garnison de trois cents hommes, et cinq cents paysans bien armés; il fut cependant pris en peu d'heures, sous les yeux mêmes du

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 46.
(2) *Ibid.* p. 47.

roi : celui-ci ordonna également qu'on en massacrât tous les habitans, et ne se laissa point fléchir pendant les huit heures que dura cette boucherie. Le mont Saint-Jean fut ensuite brûlé. Cette férocité, dont l'Italie n'avoit point encore vu d'exemple, répandit au loin la terreur du nom français : les soldats déjà découragés, et les habitans qui n'avoient point d'affection pour leurs princes, perdirent *dès-lors* toute envie de se défendre (1). 1495.

Mais la terreur du roi de Naples passoit encore celle que ressentoient ses soldats ou ses sujets. Cet Alphonse II qui, dans les guerres d'Italie et dans celle des Turcs, s'étoit acquis une grande réputation de bravoure ; que l'on croyoit non moins sage que courageux, non moins ferme que prudent, ne trouva plus de force en lui-même lorsqu'il eut besoin de résister aux clameurs publiques : pendant sa toute-puissance elles avoient été supprimées, mais lorsqu'elles assaillirent pour la première fois ses oreilles, elles réveillèrent aussi les remords de sa conscience.

Alphonse, il est vrai, n'avoit pas encore régné une année ; mais depuis bien plus long-temps le royaume de Naples étoit soumis à son autorité. Dès l'époque où il étoit parvenu à l'âge d'homme, son père Ferdinand lui avoit donné une part importante dans l'administration, et avoit paru le plus souvent déférer à ses conseils. Tout ce qu'il y avoit eu de plus perfide dans la politique du cabinet de Naples, de plus cruel dans ses vengeances, de plus vexatoire dans son système de finances, avoit constamment été attribué par le peuple à Alphonse plutôt qu'à Ferdinand. Des exactions intolérables appauvrissoient la ville et les campagnes ; tous les genres d'industrie étoient soumis à des monopoles ruineux ; le roi achetoit l'huile, le blé, le vin, à un prix fixe, qui dédommageoit à peine le cultivateur de

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 66. — *Pauli Jovii Hist.* L. II, p. 50. — *Diario Ferrarese*, p. 293. — André de La Vigne, Journal dans Godefroi p. 129. — Phil. de Comines, Mémoires. L. VII, ch. XVI, p. 223.

1495. ses avances; et il les revendoit ensuite avec un bénéfice considérable, lorsque, par une famine artificielle, il en avoit augmenté démesurément le prix (1). Aucun sujet de l'état ne pouvoit se croire assuré dans la possession de ses biens ou de sa liberté individuelle. Le roi, par des actes arbitraires, dépouilloit, arrêtoit, faisoit périr sans jugement les plus grands seigneurs comme les gens du peuple. Alphonse avoit encore enchéri sur son père, dans ses actes de vengeance et de cruauté politique. Lorsqu'il étoit monté sur le trône, il avoit trouvé dans les prisons de Naples un grand nombre de seigneurs arrêtés sous le règne de Ferdinand. Philippe de Comines, qui, à cet égard, ne s'accorde pas avec les historiens italiens, déclare s'être assuré, par le témoignage d'un Africain employé à ces exécutions, que parmi ces prisonniers se trouvoient encore le duc de Suessa et le prince de Rossano, arrêtés en 1464, contre la foi jurée, après la guerre dans laquelle Jean d'Anjou avoit disputé à Ferdinand la succession au trône, et vingt-quatre barons arrêtés en 1486, après la guerre d'Innocent VIII et des seigneurs mécontens. Il ajoute que, aussitôt qu'Alphonse fut monté sur le trône, il les fit transporter à Ischia, et les y fit tous assommer (2). Cependant on croyoit généralement que tous ces prisonniers avoient péri plus tôt, mais d'après les conseils qu'Alphonse avoit donnés à son père.

Cette haine populaire, que les tyrans excitent contre eux, et qu'ils ne connaissent cependant point, qu'ils ne devinent point au milieu du concert de flatteries dont leurs courtisans les entourent, n'attend pour se manifester que le moment où le trône est en danger. De toutes parts on invoquoit dans le royaume de Naples les Français comme

(1) Phil de Comines, Mémoires. Liv. VII, ch. XIII, p. 209.

(2) Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VII, ch. XIII, p. 206. — *Voyez* ci-devant ch. LXXX, vol. VII, p. 345; et ch. LXXXIX, vol. VIII, p. 187.

des libérateurs : on détestoit la cruauté et l'avarice d'Al- 1495.
phonse et de son père, on maudissoit le joug des Aragonais; et les cris de la populace enhardie retentissoient jusque sous les fenêtres du palais où Alphonse craignoit à toute heure de demeurer victime d'un peuple furieux (1).

On assure qu'à ces dangers extérieurs, la conscience troublée d'Alphonse joignit bientôt des craintes superstitieuses. Il passoit pour n'avoir point de croyance religieuse, et pour n'observer point les pratiques de l'Église (2). Mais l'ame d'un tyran est toujours accessible à la superstition, parce que la fatalité lui paroît avoir une grande part à sa destinée; et l'autorité supérieure qu'il n'a point trouvée sur la terre, il la cherche avec inquiétude dans des êtres sur-humains. On répandit le bruit que Jacques, premier chirurgien de la cour, étoit venu déclarer à Alphonse que l'ombre de Ferdinand lui avoit apparu par trois fois, en trois différentes nuits; qu'elle lui avoit ordonné, la première fois avec douceur, la seconde et la troisième fois avec menaces, d'aller dire à Alphonse, en son nom, qu'il n'espérât point de résister au roi de France, parce qu'il étoit arrêté dans sa destinée, que sa race, tourmentée par des maux infinis, seroit privée de ce beau royaume, et bientôt après éteinte; que les cruautés dont ils s'étoient rendus coupables, en étoient la cause, mais plus que toutes, celles que lui Ferdinand avoit commises à la persuasion d'Alphonse, à son retour de Pozzuolo, dans l'église de Saint-Léonard à Chiaia, près de Naples. On disoit que l'ombre, ou le chirurgien qui la faisoit parler, ne s'étoit pas expliqué davantage; mais on supposoit que c'étoit dans ce lieu qu'Alphonse avoit persuadé à son père de faire mourir les barons qu'il tenoit depuis si long-temps prisonniers (3).

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 48.
(2) Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VII, ch. XIII, p. 210.
(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 66. — *Summonte Historia di Napoli.* Lib. VI, p. 502.

1495. Cette dénonciation qui peut-être étoit elle-même l'effet de la haine universelle du peuple, ajouta encore aux terreurs qui troubloient Alphonse, et aux remords de sa conscience. Dans ses songes, tantôt il croyoit voir les ombres de tant de seigneurs qu'il avoit fait inhumainement massacrer, tantôt il se figuroit être lui-même entre les mains du peuple, qui le livroit à d'affreux supplices. Il ne pouvoit trouver un instant de repos, ni pendant les jours ni pendant les nuits. Le 23 janvier il se retira au château de l'Œuf avec un petit nombre de ses familiers. Cette fuite causa dans la ville un deuil et un effroi extrêmes : le lendemain, le peuple se rassembla de toutes parts en armes, mais plutôt par une inquiétude vague, qu'avec un dessein déterminé; aussi Ferdinand, duc de Calabre, qui après avoir ramené son armée sur les frontières, étoit revenu à Naples, réussit-il à apaiser le tumulte en parcourant la ville à cheval, et invoquant l'aide des corporations de la noblesse, qui, au nombre de six, sous le nom de *Seggi* ou *Sedili*, exerçoient l'autorité municipale (1).

On assure que le cardinal Ascagne Sforza avoit fait donner à Alphonse le conseil d'abdiquer en faveur de son fils, lui représentant que ce dernier étoit fils d'une sœur du duc de Milan; et que les frères Sforza, qui haïssoient leur beau-frère, étoient prêts cependant à protéger leur neveu (2). La terreur d'Alphonse lui fit adopter ce conseil; il signa, le 23 janvier, l'acte d'abdication, tel qu'il fut dressé par Jovianus Pontanus (3); il refusa à la reine, sa belle-mère, de différer au moins de deux jours cet acte de foiblesse, pour accomplir l'année de son règne. Il fit charger précipitamment tous ses effets les plus précieux sur quatre galères; son trésor, partie en argent monnoyé, par-

(1) *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 546.

(2) *Summonte Hist. di Napoli.* Lib. VI, c. I, p. 500. — *Bernardi Oricellarii Comm.* p. 60.

(3) *Pauli Jovii.* Lib. II, p. 49.

tie en pierreries, montoit alors à la somme de 300,000 ducats, avec laquelle il auroit pu solder un corps de troupes bien suffisant pour se défendre. Mais il ne voulut point le laisser à son fils; et tandis qu'il le faisoit emballer, il montroit une si grande terreur, qu'on auroit dit qu'il étoit déjà entouré de Français. Au moindre bruit qu'il entendoit, il se retournoit avec effroi, comme si le ciel et les hommes étoient également conjurés contre lui. Cependant le vent du midi retenoit sa flotte dans le port; ce ne fut que le 3 février qu'il put la faire cingler vers Mazari, petite ville de Sicile, dont Ferdinand d'Espagne lui avoit donné la seigneurie (1); et là, ne s'entourant plus que de religieux olivetans, il passa le reste de ses jours uniquement occupé d'œuvres de pénitence, de jeûnes, d'abstinences et d'aumônes. Une maladie douloureuse ajouta encore à ses peines: elle l'enleva de ce monde le 19 novembre de la même année, avant qu'il eût pu accomplir le projet qu'il avoit formé de revêtir l'habit religieux, et d'entrer dans un couvent à Valence en Espagne (2). 1495.

Ferdinand, précédé par l'étendard royal, entouré de toute sa noblesse et suivi par le peuple, fit le tour de la ville de Naples le 24 janvier, pour prendre possession du royaume: il se rendit ainsi à la cathédrale, où il fit sa prière à haute voix, à genoux et la tête nue, après quoi il repartit pour l'armée (3). Ce jeune prince n'avoit point hérité de la haine qu'on portoit à son père et à son aïeul. On n'avoit remarqué en lui que des qualités aimables, de

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 66. — *Pauli Jovii.* Lib. II, p. 49.

(2) Mémoires de Phil. de Comines. L. VII, ch. XIV, p. 215. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. II, p. 29. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. VI, p. 45. — *Summonte Hist. di Napoli.* Lib. VI, cap. I, p. 500. — *Arnold. Ferronii.* Lib. I, p. 9.

(3) *Barth. Senaregæ de Reb. Gen.* p. 546. — *Allegr. Allegr. Diari Sanesi.* p. 839. — *Diario Ferrarese.* T. XXIV, p. 291. — Guicciardini diffère d'avec les autres dans son récit; il prétend que Ferdinand n'étoit point à Naples, et ne fut pas même consulté au moment de l'abdication de son père.

1495. de l'humanité, de la loyauté et du courage. Peut-être s'il étoit monté plus tôt sur le trône, auroit-il été défendu avec enthousiasme par tout le peuple : mais il étoit déjà trop tard. Dans chaque province les gentilshommes ou les citoyens les plus considérés s'étoient déjà compromis aux yeux de la maison d'Aragon, en arborant l'étendard de France; et Alphonse, en emportant son trésor avec lui, n'avoit pas même laissé à son fils les moyens de défense dont il auroit pu disposer lui-même.

Cependant Ferdinand étoit venu se placer à San-Germano, à quinze milles en arrière des frontières du royaume, dans un défilé resserré entre des montagnes âpres et impraticables, et des marais qui s'étendent jusqu'au Garigliano. Ce passage, facile à défendre, étoit considéré comme une des clefs du royaume de Naples. Ferdinand avoit eu le temps de le fortifier avec soin, d'élever des bastions à l'entrée de la route, et de fermer tous les défilés des montagnes par des abatis d'arbres. Il avoit sous ses ordres deux mille six cents gendarmes et cinq cents chevau-légers, qui ne sembloient nullement inférieurs à la cavalerie française : mais son infanterie, levée tout récemment dans le royaume, n'étoit point accoutumée aux armes, et ne pouvoit tenir en rase campagne contre les Suisses ou les Gascons. Les Français, qui avoient appris l'abdication d'Alphonse le jour même où Charles VIII sortit de Rome (1), s'attendoient à éprouver à San-Germano une longue résistance. La saison, qui jusqu'alors leur avoit été favorable d'une manière qui tenoit du prodige, pouvoit changer d'un moment à l'autre, et s'ils avoient été assaillis par les pluies ou les neiges de l'hiver, il leur seroit devenu fort difficile de faire venir de loin des vivres et des fourrages : car Ferdinand avoit détruit par avance tout ce qui se trouvoit sur leur route (2).

(1) *Buchardi Diar. ap. Raynald. Annal.* 1495, §. 5 et 6, p. 440.
(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 47. — *Guicciardini Histor.*

Mais tous les calculs militaires deviennent vains, lorsque les troupes ont perdu la confiance et le courage. Les massacres de Monte-Fortino et de Mont-Saint-Jean avoient répandu une indicible terreur chez les soldats et les paysans; aucune troupe n'étoit préparée à soutenir une guerre où elle n'attendoit point de quartier. Les séditions dans les provinces, dont on recevoit à chaque heure les nouvelles, faisoient craindre aux soldats de se trouver coupés par un soulèvement; les progrès de Fabrice Colonna, dans les Abruzzes, pouvoient lui donner les moyens de tourner l'armée, et de descendre sur ses derrières dans la Campanie (1). Enfin les capitaines au service de Ferdinand, regardant la lutte comme trop inégale, songeoient déjà à faire leur paix particulière; et ils évitoient tout combat, de peur d'exciter le ressentiment de Charles, ou de perdre de leur importance à ses yeux, si leur compagnie étoit diminuée par les suites d'une action. Aussi, quelque effort que Ferdinand eût fait pour rendre du courage à ses soldats, avec quelque soin qu'il eût fortifié San-Germano et le Pas de Cancello, à six milles de distance; dès que les Napolitains virent paroître l'avant-garde française, conduite ce jour-là par le duc de Guise, et par Jean, sire de Rieux, maréchal de Bretagne, ils se retirèrent en désordre, et ne s'arrêtèrent point jusqu'à Capoue (2). 1495.

Cependant il y avoit, de nouveau, moyen de tenir à Capoue, et d'y arrêter l'ennemi, qui marchoit sur Naples. Les diverses routes qui entrent dans le royaume, se réunissent devant cette ville; elle est couverte par le Vulturne, rivière trop profonde, et trop bien encaissée pour que l'armée pût la passer à gué : les Napolitains avoient

Lib. I, p. 67. — Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VI, ch. XV, p. 218. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, *in* Godefroi. p. 130.

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 50.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 67. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 50. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VII, ch. XVI, p. 224. — Le roi coucha à Saint-Germain le 13 février. André de La Vigne, Journal, p. 130.

1495. retiré tous les bateaux sur la gauche du fleuve; et le seul pont de pierre qui communiquoit de Capoue au faubourg, étoit facile à défendre. Mais pendant que Ferdinand songeoit à s'y fortifier, il reçut de Naples un messager de son oncle Frédéric, qui lui annonçoit un soulèvement de la populace. Déjà toutes les banques des Juifs avoient été pillées par ceux qui les accusoient d'usure; les édits des magistrats étoient méprisés, l'autorité royale méconnue; la garde urbaine se cachoit, et la dernière classe du peuple dominoit seule dans la ville (1). Quoique Ferdinand sentît combien il étoit dangereux pour lui d'abandonner son armée, il jugea plus dangereux encore de laisser s'étendre l'insurrection de la capitale. Il supplia les capitaines, auxquels il confia le commandement de ses troupes, de poursuivre les préparatifs de défense qu'il avoit commencés, mais d'éviter tout combat jusqu'à son retour. Il promit de revenir dès le lendemain, après avoir apaisé le tumulte de Naples; et il courut vers sa capitale avec une escorte peu nombreuse. La présence de ce jeune roi si loyal, si franc, si connu pour sa bonté, de ce roi qui avoit commencé son administration par remettre en liberté tous les prisonniers d'état retenus par son père (2), eut sur les séditieux un effet magique. Le peuple assemblé écouta ses discours en silence; Ferdinand promit de se dévouer à Capoue, pour la défense de ses sujets : mais il annonça aussi que s'il ne réussissoit pas à arrêter au-delà du Vulturne l'ennemi barbare qui les menaçoit, il n'exposeroit point sa capitale au danger d'être prise d'assaut et pillée. On répondit à Ferdinand par des protestations de dévouement et d'obéissance : tout parut rentrer dans l'ordre; et le jeune prince se hâta de repartir pour son camp (3).

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 51.

(2) *Petri Bembi Hist. Veneta.* Lib. II, p. 29.

(3) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 51. — Le 19 février, selon *Summonte Istor. di Napoli.* L. VI, cap. II, p. 511.

Mais pendant sa courte absence, les condottieri, qu'il avoit livrés à eux-mêmes, avoient déjà commencé à traiter avec l'ennemi. Jean-Jacques Trivulzio, qui jusqu'à cette époque ne s'étoit point écarté des lois de l'honneur, qui depuis y demeura fidèle dans le reste de sa carrière militaire, ayant eu de Ferdinand la commission d'entamer quelques négociations avec les Français, se rendit à Calvi, où Charles VIII étoit déjà; et comme il ne trouva aucune ouverture pour négocier au nom de son maître, il n'hésita pas à signer pour lui-même son traité particulier. Il s'engagea au service du roi de France, avec la même compagnie de cavalerie qu'il avoit jusqu'alors tenue au service des rois aragonais, et pour la même solde (1). 1495.

Aussitôt que la nouvelle de cette honteuse défection fut parvenue à Capoue, elle y répandit un trouble égal parmi les soldats et parmi les bourgeois. Virginio Orsini et le comte de Pitigliano, se voyant trahis par Trivulzio, s'enfuirent en désordre vers Nola, avec toute leur cavalerie, laissant ainsi Naples à découvert. Les habitans de Capoue, quoiqu'ils eussent jusqu'alors paru attachés à la maison d'Aragon, abandonnèrent son parti, lorsqu'ils se virent les premiers exposés à la fureur d'une armée barbare; tandis que la noblesse envoyoit des députations au roi de France, la populace commençoit à piller les équipages de l'armée et ceux de Ferdinand. Sur ces entrefaites, quelques coureurs français s'avancèrent jusqu'aux portes de Capoue; deux capitaines allemands, Gaspard et Godefroi, qui avec quelques-uns de leurs compatriotes se trouvoient à la solde de Ferdinand, étoient alors de garde à la porte : ils

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. II, p. 51. — *Fr. Guicciardini.* L. I, p. 68. — *Franc. Belcarii comment. Rer. Gallic.* L. VI, p. 151. — *Arnoldi Ferronii.* Lib. I, p. 10. — Le nouveau biographe de Trivulzio, Rosmini, cherche à justifier cette défection, L. V, p. 227; et il assure que Trivulzio obtint un congé de Ferdinand avant de passer au service de son nouveau maître, mais il ne nous paroît point réussir à effacer cette tache de la vie de son héros.

1495. en sortirent avec toute leur troupe, pour repousser au-delà du pont les maraudeurs français. Mais ils ne furent pas plus tôt hors des murs, que les habitans de Capoue fermèrent les portes après eux, et arborèrent les étendards de France. Les Allemands, de retour à la porte, furent réduits à supplier à genoux qu'on leur ouvrît, pour ne pas les exposer, au moment où ils avoient hasardé leurs vies pour défendre les Capouans, à être massacrés jusqu'au dernier, par l'ennemi qu'ils venoient de provoquer. Après de longues instances, on leur permit enfin de traverser la ville, mais désarmés, et par bandes de dix hommes à la fois, en les faisant aussitôt ressortir par la porte opposée. Ces Allemands avoient fait à peine deux milles, sur le chemin d'Averse à Naples, lorsqu'ils rencontrèrent Ferdinand, qui revenoit en hate à son camp. Quelque troublé que fût ce jeune prince des nouvelles qu'il recevoit d'eux, il poursuivit sa route jusqu'aux portes de Capoue, qu'il trouva fermées. Il supplia qu'on le reçût dans la ville, que les magistrats consentissent du moins à venir conférer avec lui : mais n'obtenant aucune réponse, et ne voyant paroître aucun de ceux qu'il savoit lui être dévoués, tandis que l'étendard de France flottoit déjà sur les murs, il reprit tristement le chemin de Naples (1).

La nouvelle de la défection de Trivulzio, et du soulèvement de Capoue, étoit arrivée avant lui dans cette capitale. Averse avoit déjà envoyé des députés à Charles : la populace de Naples avoit de nouveau pris les armes; elle avoit fermé les portes de la ville, déterminée à n'y point recevoir l'armée fugitive, et Ferdinand fut obligé de faire un détour, et de passer par Coronata, pour entrer par le château dans la ville, avec les débris de son armée. La populace qui parcouroit les rues en tumulte, vint bientôt piller sous ses yeux mêmes les écuries royales. Ferdinand

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 51. — *Guicciardini Histor.* Lib. I, p. 69.

ne put supporter cette indignité; il sortit presque seul du 1495.
château, et se jeta au milieu des pillards pour les arrêter. La majesté royale, et le respect qu'imprimoit encore son caractère, les continrent pour la seconde fois; les uns jetèrent leur armes et tombèrent à ses pieds en demandant leur pardon; d'autres s'enfuirent en abandonnant leur butin, et Ferdinand, ayant éloigné les séditieux de sa demeure, rentra dans le château. Il y avoit rassemblé environ cinq cents soldats allemands, que jusqu'alors il avoit trouvés fidèles; il avoit mis à leur tête Alphonse d'Avalos, marquis de Pescaire; mais bientôt il eut quelque lieu de soupçonner que ces Allemands mêmes songeoient à le faire prisonnier pour le livrer aux Français: aussitôt il leur abandonna une partie des richesses qui se trouvoient dans le château; et pendant qu'ils étoient occupés à se les partager, il fit brûler ceux des vaisseaux qu'il ne pouvoit emmener: il remit en liberté tout ce qui restoit de prisonniers d'état, à la réserve du fils du prince de Rossano et du comte de Popoli qu'il emmena avec lui; puis il monta le 21 février, avec son oncle don Frédéric, la reine-mère, veuve de son aïeul, et la princesse Jeanne, sœur de son père, sur les galères légères qu'il tenoit prêtes. Environ vingt vaisseaux étoient demeurés sous ses ordres (1).

Une nouvelle trahison attendoit Ferdinand à Ischia, où il vint aborder. Giusto de la Candina, Catalan, commandant de la forteresse de cette île, ne voulut point recevoir le roi fugitif. Ferdinand demanda avec instance d'être admis au moins avec un seul compagnon auprès du gouverneur. Il n'y fut pas plus tôt que, tirant son poignard, il accabla Giusto de reproches sur son ingratitude; il le saisit au milieu de ses gardes armés, et lui inspira tant de terreur, comme tant de respect aux soldats, qu'il fit ouvrir les portes à sa garde qui l'attendait au-dehors, et

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 70. — *Pauli Jovii Histor. sui tempor.* Lib. II, p. 52. — *Cronica Venez.* T. XXIV, p. 14.

1495. qu'il demeura seul maître de l'île et de la forteresse (1).

Cependant la soumission de Capoue, et bientôt après l'évacuation de Naples par Ferdinand, avoient fait perdre courage à tous les partisans que conservoit encore la maison d'Aragon. Virginio Orsini et le comte de Pitigliano, qui s'étoient retirés à Nola, avec environ quatre cents chevaux, firent demander un sauf-conduit à Charles : déjà on le leur avoit promis, lorsqu'ils furent attaqués par deux cents chevaux de la compagnie de Ligny. Ils se rendirent sans résistance, et se laissèrent conduire prisonniers à la forteresse de Mondragone, tandis que tous leurs équipages furent pillés (2).

Des députés de Naples avoient été au-devant de Charles, jusqu'à Averse, et lui avoient offert les clefs de la ville. Ils avoient été accueillis avec joie : le roi s'étoit empressé de confirmer les priviléges de sa nouvelle capitale, et d'en accorder de nouveaux ; et il avoit fixé son entrée au lendemain dimanche, 22 février (3). Elle fut aussi brillante qu'auroit pu l'être celle d'un ancien monarque, ou d'un libérateur, retournant après une longue absence dans des états où il seroit chéri. Toutes les factions, même celle qui avoit été dévouée à la maison d'Aragon, et qui avoit reçu d'elle tant de bienfaits, sembloient se confondre en une seule, pour célébrer avec joie un événement qui auroit dû paroître si humiliant à la fierté italienne. C'étoit un roi étranger, accompagné de troupes étrangères, qui venoit chasser du milieu de ses compatriotes un roi italien et

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 70. — *Pauli Jovii.* Lib. II, p. 52. — *Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. VI, p. 152. — *Summonte.* Lib. VI, c. II, p. 513.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 71. — *Pauli Jovii Histor.* L. II, p. 54. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 30.

(3) André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 132. — *Diario Ferrarese.* T. XXIV, p. 294. — *Diario Sanese Allegretto Allegretti,* p. 840. — *Raynaldi Annal.* §. 7, p. 440. — *Summonte.* Lib. VI, c. II, p. 513.

toute sa famille, et qui s'asseyoit sur son trône par droit 1495.
de conquête. Mais on ne vouloit voir en lui que le représentant de la maison d'Anjou, le successeur légitime des princes qui avoient illustré ce royaume. Comme le château Neuf et le château de l'Œuf étoient encore occupés par les soldats de Ferdinand, Charles, après avoir été rendre grâces dans la grande église, alla loger au château de Capuana, ancienne résidence des rois français (1).

Charles VIII n'avoit pas dessein de laisser long-temps des garnisons étrangères dans les châteaux de sa capitale. Dès le lendemain de son arrivée il fit dresser des batteries contre le château Neuf, dans la grande place qui est en face, et dans le jardin royal qui est derrière. Quoique les assiégés eussent de leur côté de l'artillerie, ils ne savoient point, comme les Français, en faire usage de nuit aussi bien que de jour. D'ailleurs les boulets tombant dans une enceinte murée, faisoient voler des éclats de pierres et de muraille, et causoient beaucoup plus de ravage que dans la rase campagne. On n'avoit point encore inventé les bombes, ni aucun projectile incendiaire; mais un boulet, en tirant une étincelle d'un caillou, produisit l'effet d'une grenade dans le magasin à poudre où il étoit entré. Une effroyable explosion tua ou blessa un grand nombre de soldats; le magasin de la poix et de la résine, que l'on conservoit pour les lancer enflammées sur les assaillans, prit feu à son tour, et remplit de flammes et de fumée toute la partie du château qui n'avoit pas été détruite par la détonation. Les blessés et ceux qui s'échappoient à moitié brûlés du milieu de l'incendie, ne trouvoient aucun lieu pour se mettre en sûreté, aucun secours pour se faire panser; et leurs cris lamentables glaçoient de terreur leurs compagnons d'armes. Le même capitaine allemand,

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. I, p. 71. — *Pauli Jovii Histor.* Lib. II, p. 52. — Phil. de Comines, Mémoires. L. VII, ch. XVI, p. 225. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. VI, p. 153. — *Arnold. Ferronii.* Lib. I, p. 11.

1495. Gaspard, qui s'étoit distingué par sa constance à Capoue, regardant désormais la cause de Ferdinand comme perdue, exhorta ses compatriotes à se partager les restes des trésors des monarques aragonais, confiés à leur garde, et à se rendre ensuite. Ils capitulèrent en effet, après ce honteux pillage, et ouvrirent, le 6 mars, la porte du château Neuf aux Français, tandis qu'Alphonse d'Avalos s'enfuit sur une galère légère qui étoit demeurée à l'ancre dans le port (1).

Le château de l'Œuf, seconde forteresse de Naples, avoit été confié à la garde d'Antonello Piccioli, capitaine dévoué à la maison d'Aragon : il est bâti dans la mer, sur un rocher isolé, et séparé du continent par la main des hommes, mais dominé par un autre rocher élevé, qui porte aujourd'hui le fort Sant'Elmo, et sur lequel les Aragonais avoient bâti une simple redoute, nommée *Pizzifalcone*. Les Français eurent peu de peine à s'emparer de celle-ci; ils y traînèrent de l'artillerie, et, foudroyant de là le château de l'Œuf, ils le contraignirent le 15 mars à capituler (2).

D. César d'Aragon, frère naturel du roi, qui avoit défendu les Abruzzes avec Barthélemi d'Alviano, et André-Mathieu d'Aquaviva, avoit fait sa retraite sur le comté de Molise, avec environ cinq cents gendarmes et trois mille fantassins. Il se proposoit de traverser la Pouille, pour s'arrêter à Brindes, à Otrante ou à Tarente, en attendant qu'il pût recevoir les secours de Ferdinand-le-Catholique, ceux des Turcs, et ceux des états de la Haute-Italie, dont on savoit déjà le mécontentement. Mais Fabrice Colonna, qui poursuivoit cette petite armée, ne lui laissa pas un jour de repos; de toutes parts le pays se révoltoit autour

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 53. — *Fr. Guicciardini Ist.* Lib. II, p. 83. — Mémoires de Philippe de Comines. Liv. VII, ch. XVII, p. 231.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 83. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 54. — *Buchardi Diarium, apud Raynald. Annal.* 1495. §. 7, p. 440.

d'elle ; tous les défilés, tous les passages des fleuves étoient gardés par des paysans qui avoient déjà arboré les étendards de France. D. César, dont la troupe diminuoit d'heure en heure par des désertions, arriva à Brindes avec quelques gendarmes seulement; et il conserva cette forteresse à son frère. Tout le reste de sa compagnie se dispersa; et dans toutes les provinces qui bordent l'Adriatique, il ne se trouva bientôt plus un seul petit corps d'armée qui défendît le parti d'Aragon (1). 1495.

La terreur qui précédoit les armées françaises, et qui accomplissoit seule pour eux leurs conquêtes, s'étendit même sur l'autre rive du golfe Adriatique. Les Turcs de l'Épire et de la Macédoine, voyant partout les drapeaux français arborés sur les villes napolitaines, furent frappés d'un tel effroi, qu'ils abandonnèrent presque toutes les villes des côtes où ils étoient en garnison. Les Grecs, au contraire, se hâtèrent d'acheter des armes, des chevaux, des vivres, et de se préparer, avec une imprudente publicité, au massacre de leurs oppresseurs, qui devoit commencer, disoient-ils, dès que les premiers bataillons français auroient abordé sur leurs rivages. Ces démonstrations inconsidérées amenèrent bientôt sur eux la ruine et l'écrasement (2). Un archevêque de Durazzo, albanais de naissance, avoit été chargé par Charles VIII de ses négociations en Grèce : il étoit secondé par Constantin Arianitès, oncle de Marie, marquise de Montferrat, chez laquelle il s'étoit réfugié; Constantin prétendoit être héritier des royaumes de Thessalonique et de Servie (3). Il vint avec l'arche-

(1) *Pauli Jovii.* Lib. II, p. 54. — Phil. de Comines, Mémoires. L. VII, ch. XVI, p. 226.

(2) *Pauli Jovii.* Lib. II, p. 55. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. II, p. 31.

(3) Marie, mère et tutrice de Guillaume-Jean de Montferrat, étoit petite-fille d'Étienne, dernier despote de Servie. Elle fit venir à sa cour, en 1486, Constantin Arianitès, son oncle, qui acquit dès-lors un crédit absolu sur son esprit. *Benvenuto de Sancto-Georgio Hist. Montisferr.* T. XXIII, p. 756.

1495. vêque, joindre à Venise Philippe de Comines : de là ils avoient étendu leurs intrigues sur toutes les côtes de l'Albanie. Mais l'archevêque de Durazzo, homme léger et vaniteux, loin de cacher ses négociations, y mit une telle ostentation, que les Vénitiens, déjà jaloux des succès des Français, le firent arrêter au moment où il partoit sur un vaisseau chargé d'armes pour les côtes d'Épire. Ils envoyèrent tous ses papiers à Bajazeth; et des milliers de chrétiens grecs furent victimes de l'imprudence française et de la politique perfide de Venise (1).

Cependant il suffisoit d'observer de près l'armée française pour ne mettre plus aucune confiance dans la durée de ses succès ou de sa domination en Italie. Le pape Alexandre VI disoit d'elle, qu'elle avoit fait la conquête du royaume de Naples avec de la craie et des éperons de bois, parce que, comme elle ne trouvoit nulle part de résistance, ses fourriers la précédoient toujours, marquant les logemens avec de la craie dans les villes où elle devoit arriver pour prendre ses quartiers; et parce que les gendarmes, pour ne point se fatiguer en portant leur pesante armure, qu'ils réservoient pour le jour du combat, s'avançoient à cheval, en veste du matin, et les pieds dans des pantoufles auxquelles ils adaptoient une aiguille pointue de bois, pour leur tenir lieu d'éperons (2). Mais cette armée, qui n'avoit point encore combattu, avoit cependant conçu d'elle-même une si haute opinion, et un si profond mépris pour les Italiens qui s'étoient enfuis devant elle, que son insolence devoit rendre bientôt son joug insupportable.

Perron de Baschi et d'Aubigny furent envoyés en Calabre sans soldats, pour prendre possession de la province, et non pour la conquérir; en effet, toutes les villes

(1) Phil. de Comines, Mémoires. L. VII, ch. XVII, p. 232.—*Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 86.

(2) Phil. de Comines. L. VII, ch. XIV, p. 212.

leur ouvrirent leurs portes, à la réserve de Tropea et 1495.
d'Amantea, sur le golfe de Sainte-Euphémie: celles-ci même avoient arboré les étendards de France; mais apprenant qu'elles avoient été données en fief à un baron français, comme elles vouloient ne dépendre que de la couronne, elles relevèrent les drapeaux d'Aragon (1). Reggio, la citadelle de Scilla, celles de Bari et de Gallipoli, dans la terre d'Otrante, demeurèrent aussi fidèles à Ferdinand (2). D'ailleurs toutes les provinces étoient soumises; et tous les grands seigneurs du royaume accoururent à Naples pour faire leur cour au monarque français. Le marquis de Pescaire seulement, le comte d'Acri et le marquis de Squillace, s'étoient retirés en Sicile, tandis qu'on voyoit auprès de Charles VIII le prince de Salerne qui étoit arrivé avec la flotte française, le prince de Bisignano son frère, et ses enfans; le duc de Melfi, le duc de Gravina, le vieux duc de Sora, les frères et les neveux du marquis de Pescaire, le comte de Montorio, les comtes de Fondi, d'Atripalda, de Célano, de Troïa, celui de Popoli que l'on trouva dans les prisons de Naples, le marquis de Venafro, tous les Caldoreschi et les comtes de Matalona et de Mérillano (3). Mais tandis qu'ils s'empressoient tous de témoigner leur dévouement et leur obéissance, les Français sembloient n'en trouver aucun digne de ménagement ou d'estime. Charles VIII retira à la plupart d'entre eux les fiefs ou les offices qu'ils tenoient de la couronne, pour les donner à des Français. A peine y eut-il un gentilhomme auquel le roi n'enlevât quelque chose, et qu'il ne jetât ainsi dans le parti des mécontens. Les anciens partisans de la maison d'Anjou avoient espéré être rétablis, par le triomphe de leur faction, dans la possession des biens autrefois confisqués sur eux: un

(1) Phil. de Comines. L. VII, ch. XVI, p. 226. — *Fr. Guicciardini Hist.* Lib. II, p. 84.

(2) *Barthol. Senaregœ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 547.

(3) Mémoires de Phil. de Comines. L. VII, ch. XVI, p. 227.

1495. pareil bouleversement de toutes les fortunes, après soixante ans de possession, auroit sans doute été aussi impolitique qu'injuste; il auroit renouvelé le mal de la première spoliation, au lieu de le réparer. Cependant il ne falloit pas, sans de grands ménagemens, confondre les espérances du seul parti sur lequel la maison de France pût compter dans le royaume : la prudence, au défaut de la reconnoissance, auroit conseillé au roi de chercher tous les moyens de compenser les pertes des familles qui avoient souffert pour sa cause; il auroit dû réprimer tout penchant à des largesses gratuites, lorsqu'il avoit auparavant une dette si sacrée à payer: aussi le parti d'Anjou reçut-il avec indignation l'édit qui maintenoit les nouveaux acquéreurs dans les possessions confisquées, et qui leur promettoit main-forte pour les y rétablir, s'ils en avoient été chassés par la force, d'autant plus qu'il sut que le président de Gannay et le sénéchal de Beaucaire avoient rendu cet édit à prix d'argent (1).

Le roi sembloit n'avoir entrepris la conquête de Naples que pour se livrer au plaisir dans sa nouvelle capitale, y célébrer des fêtes et des tournois, et associer la galanterie française au luxe et à la délicatesse des Napolitains. Ses courtisans, enflés d'orgueil après cette guerre sans combats, s'abandonnoient sans réserve à l'enivrement de toutes les jouissances. Les simples soldats eux-mêmes, Suisses, Français et Allemands, étoient énervés par la mollesse qu'inspire un climat délicieux. L'abondance et le bas prix des vins les plus exquis, la variété des fruits et des productions de cette terre fertile, les accoutumoient à des jouissances jusqu'alors inconnues. Personne ne songeoit plus à l'expédition de Grèce, personne ne désiroit s'exposer à de nouvelles fatigues et à de nouveaux combats; et ce projet, annoncé à la chrétienté pour sanctifier la guerre d'Italie, ne sembloit plus qu'un vain prétexte par lequel

(1) Mémoires de Phil. de Comines. L. VII, ch. XVII, p. 230.

on avoit voulu tromper tous les princes de l'Europe (1). 1495.

Charles ne songeoit pas plus aux préparatifs de défense, et aux moyens de se maintenir, qu'à ceux de porter plus loin ses attaques. Deux fois, il est vrai, il avoit eu des conférences avec don Frédéric d'Aragon, qui étoit venu à lui sous la foi d'un sauf-conduit. Charles, pour engager Ferdinand II à renoncer à ses prétentions sur la couronne de Naples, lui offroit en dédommagement un duché dans l'intérieur de la France : mais Ferdinand vouloit conserver le titre de roi et le gouvernement de Naples, en offrant seulement de rendre sa couronne tributaire de celle de France, et de donner aux Français des places de sûreté. La négociation se rompit; et cependant Charles ne fit aucune tentative pour forcer son rival dans Ischia (2). Il ne maintint point approvisionnées les places de guerre dont il s'étoit emparé; il abandonna inconsidérément tous les vivres rassemblés dans le château de Naples, à ceux qui les lui demandèrent en présent. Il nomma des Français pour gouverneurs de toutes les villes et forteresses du royaume; et ceux-ci, avec la même légèreté, ne songeant qu'à amasser de l'argent au moyen du rang qu'ils avoient obtenu, loin d'augmenter leurs forces et de se mettre en état de défense, vendirent au plus offrant les approvisionnemens et les armes qu'ils trouvèrent dans les forteresses. C'est au milieu de cette profonde sécurité, de ces festins et de cette dissipation, que le roi et l'armée française furent tout-à-coup éveillés par la nouvelle de l'orage qui se formoit contre eux dans le nord de l'Italie, et qu'ils virent succéder à une prospérité presque miraculeuse, le torrent non moins rapide de l'adversité (3).

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 55. — *Burchardi Diar. apud Raynald.* 1495, §. 10, p. 440.— *Fr. Belcarii Comment.* L. VI, p. 154.

(2) Phil. de Comines. Liv. VII, ch. XVII, p. 228. — *Franc. Guicciardini.* Lib. II, p. 84. — *Arnoldi Ferronii.* L. I, p. 11.

(3) Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VII, ch. XVII, p. 231. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 85. — Histoire de France, par un gentilhomme du duc d'Angoulême, publiée par Denys Godefroi. *Charles VIII*, p. 103.

CHAPITRE XCV.

Révolutions occasionées en Toscane par le passage de Charles VIII. — Efforts des Florentins pour reconstituer leur république, soumettre Pise, et se soustraire à la malveillance des Siennois, des Lucquois et des Génois. — Inquiétudes des Vénitiens sur les succès de Charles VIII; ligue de l'Italie pour maintenir son indépendance.

1494 — 1495.

1494. CHARLES VIII n'avoit guère passé plus d'un mois en Toscane, depuis son entrée à Sarzane, jusqu'à sa sortie de l'état de Sienne; mais dans ce court espace de temps, il avoit entièrement bouleversé l'organisation de cette province. Depuis plus d'un siècle les Florentins y avoient acquis une telle prépondérance, qu'ils conservoient seuls une influence marquée sur la politique du reste de l'Italie, ou sur celle de l'Europe. Les différentes villes de leur territoire leur étoient si complètement soumises, qu'on n'entendoit plus parler de leurs anciennes factions, et que si quelque abus de pouvoir, ou les intrigues de quelque ambitieux y faisoient naître un soulèvement, il étoit presqu'immédiatement étouffé. Sienne et Lucques conservoient seules leur indépendance : mais ne pouvant lutter avec un état aussi puissant que celui de Florence, elles cherchoient à se faire oublier; elles demeuroient étrangères à la politique générale de l'Italie, et malgré leur secrète jalousie, elles entretenoient avec les Florentins une constante paix. Tout-

à-coup l'armée française, qui traverse la Toscane, rend à Pise une liberté dont cette ville avoit été privée quatre-vingt-sept ans, renverse le gouvernement établi à Florence depuis soixante ans, répand dans tout l'état florentin des germes d'insubordination et des projets d'indépendance, qui furent bientôt suivis par la révolte de Monte-Pulciano: elle encourage les Génois à recouvrer par les armes la possession de Sarzane et de Pietra-Santa, qu'ils avoient perdue dans une précédente guerre; rend aux Lucquois et aux Siennois l'audace qu'ils avoient depuis long-temps déposée, de provoquer le ressentiment des Florentins, et de faire alliance avec leurs ennemis; anéantit enfin, par cette opposition universelle d'intérêts et de passions, les forces d'une des plus puissantes régions de l'Italie, d'une région qui plus que toute autre se seroit empressée de défendre l'indépendance nationale, et qui en auroit trouvé le pouvoir, si ce n'est dans l'esprit belliqueux de ses habitans, du moins dans la richesse de ses villes, et l'habileté de ses gouvernemens. 1494.

Florence avoit perdu la plupart de ses habitudes républicaines, pendant les soixante ans durant lesquels elle avoit obéi à une famille qui, pour déguiser son despotisme, s'entouroit d'une étroite oligarchie. En recouvrant l'ensemble de ses droits, cette république ignoroit elle-même quelle étoit leur étendue. Presque tous les Italiens désiroient la liberté : mais cette liberté n'étoit nullement définie; et personne ne se rendoit compte avec netteté du but qu'il vouloit atteindre. Quelques abus crians dans le gouvernement d'un seul, blessoient tous ceux qui les avoient éprouvés; et le nom même de monarchie paroissoit exclure toute idée de liberté. Par opposition, on nommoit république le gouvernement où l'autorité de plusieurs étoit substituée à celle d'un seul; et l'on regardoit comme la république la mieux constituée, celle qui avoit entouré son existence de plus de garanties, et qui avoit réussi à repousser le plus

1494. long-temps le pouvoir monarchique. Mais l'on n'examinoit jamais si dans telle ou telle république, il y avoit plus ou moins de liberté, si même les institutions qui garantissoient le mieux sa durée, n'avoient pas absolument détruit la sûreté du citoyen; et l'on ne soumettoit jamais le gouvernement à la seule épreuve qui puisse décider de sa bonté ou de ses défauts; l'on n'examinoit pas s'il rendoit heureux le plus grand nombre possible parmi les citoyens qui lui étoient soumis, et s'il les perfectionnoit en même temps, en développant leurs facultés.

La Providence a imprimé dans le cœur de chaque homme le désir du bonheur, et c'est le mobile de ses actions; mais elle semble lui indiquer en même temps un but plus relevé, par les facultés qu'elle a mises en lui, par les jouissances qu'elle a attachées à leur développement, par le désir constant d'un état plus parfait, qui donne du ressort à l'esprit de l'homme. Il y a pour chaque condition, pour chaque degré de lumières, un degré de bonheur correspondant, et il satisfait ceux qui n'en connoissent pas un plus relevé. Les peuples les plus abrutis prennent pour du bonheur, le repos, l'ivresse, et les accès de joie qui tiennent à des causes toutes physiques. On nous dit que l'esclave nègre est heureux, parce que dans les courts repos qu'on lui accorde les jours de fête, des cris de joie animent ses danses, ou bien parce qu'il s'abandonne aux plaisirs de l'ivresse ou de l'amour. Mais à mesure qu'on écarte les obstacles qui s'opposent au développement des facultés de l'homme, son bonheur se compose de jouissances plus nobles; la pensée, le sentiment, la conscience de soi-même, ont plus de part à ses plaisirs. Son ame devient une plus grande partie de son être; c'est elle qui demande à être satisfaite, c'est elle qui peut être blessée de mille manières, et qui s'indigne contre les entraves dont on veut encore la charger. Dans cet état perfectionné, les souffrances sont plus vives peut-être, mais les jouissances

sont plus nobles; elles sont plus conformes à la nature 1494.
humaine, elles remplissent mieux le but de la Providence: car celle-ci ne nous a pas donné le désir et le pouvoir de nous élever, pour que nous cherchassions le bonheur dans l'abrutissement; elle a voulu au contraire le développement de toutes les facultés dont elle a mis en nous les germes. On ne peut pas plus répondre à la question: l'homme pensant, l'homme moral, l'homme libre, est-il plus heureux que l'homme abruti, qu'on ne peut comparer le bonheur de la brute à celui d'une intelligence céleste. Mais l'on peut répondre que l'homme pensant, l'homme moral, l'homme libre, s'est conformé à sa nature; et que l'homme qui a perdu la réflexion, la liberté, et cette fierté qui repose toujours sur le sentiment de l'honneur et du devoir, que cet homme a dépravé sa nature.

Un gouvernement doit donc être estimé bon, lorsque non-seulement il rend les hommes heureux, mais qu'il les rend heureux comme des hommes : il doit être estimé mauvais, s'il ne leur permet d'autre bonheur que celui des brutes. Le premier est d'autant meilleur, qu'il rend, proportionnellement, plus de membres de l'état susceptibles du bonheur moral; le second est d'autant plus mauvais, qu'il en réduit un plus grand nombre à ne désirer que les seules jouissances physiques.

Ceux qui ont une fois goûté de la liberté politique, savent que le plus sûr moyen d'élever l'ame, de la tirer du cercle étroit des intérêts égoïstes, de l'accoutumer à des pensées plus nobles, à des idées plus générales, de la convaincre de sa propre dignité, de lui faire désirer les connoissances, et préférer les jouissances qui viennent de la pensée ou du cœur, c'est d'élever l'homme au rang de citoyen, de lui donner un intérêt dans la chose publique, et une part à la souveraineté. Ils savent encore que le moyen le plus sûr de dégrader l'ame, c'est de la tenir constamment en tutelle, de la nourrir de craintes vagues,

1494. de lui ôter toute confiance dans son bon droit, toute indépendance dans ses choix, de la soumettre enfin à une autorité arbitraire, qui remplace dans toutes les occasions de la vie, la volonté de l'individu par le commandement du supérieur. Ainsi le grand but d'un bon gouvernement devant être d'élever des hommes, il y réussit d'autant mieux qu'il admet un plus grand nombre de citoyens à participer à l'autorité souveraine, et qu'il protége le mieux le libre arbitre de chaque sujet, sa sécurité et ses droits, contre tout abus du pouvoir.

Sous le nom de liberté on confond sans cesse une faculté et une garantie qui n'ont pas de rapports très-immédiats : la liberté politique des états consiste dans la participation du plus grand nombre possible de citoyens à la souveraineté : la liberté individuelle des citoyens consiste dans la garantie de tous ceux de leurs droits dont il n'a pas été nécessaire de les dépouiller, pour que le gouvernement pût se maintenir; elle se compose donc de leur sûreté personnelle, du maintien de leur propriété, de l'impartialité des tribunaux, de la certitude de la justice, de l'impossibilité des vexations arbitraires. Ces deux libertés n'étoient point définies dans les républiques du moyen âge; et elles n'étoient que fort inégalement garanties. Dans aucun pays, peut-être, la grande masse des sujets de l'état n'étoit, plus qu'à Venise, exclue de toute part au gouvernement. Tandis que deux ou trois mille gentilshommes composoient seuls toute la république, on comptoit dans Venise même cent cinquante mille habitans; et les provinces de terre-ferme, en Italie, avec celles de Dalmatie et de Grèce, contenoient quelques millions de sujets. Tous étoient exclus, par la plus soupçonneuse jalousie, de la connoissance de ce qu'on appeloit les secrets de l'état. Toute tentative qu'ils auroient faite pour participer au gouvernement, auroit été considérée comme une conspiration, et punie comme un crime. Dans aucun état d'ailleurs, même dans le plus despotique,

l'autorité du gouvernement ne reposoit autant sur la crainte ; nulle part les tribunaux ne s'entouroient d'un plus profond secret, et de formes plus redoutables ; nulle part ils ne disposoient plus arbitrairement de la propriété, de la liberté et de la vie des citoyens comme des sujets ; nulle part des coups d'état ne frappoient de punitions plus terribles, et enveloppées en même temps de plus de mystère, ceux qui avoient excité les soupçons d'une jalouse oligarchie. 1494.

Cependant alors la république de Venise avoit déjà subsisté plus de mille ans : elle avoit à peine été agitée par quelques guerres civiles ; et depuis plusieurs siècles elle avoit réprimé toutes les factions, prévenu tous les complots avant leur explosion, évité toutes les révolutions. Au-dehors sa politique constamment heureuse avoit soumis plusieurs nouveaux états, étendu dans tous les sens sa domination autour des lagunes où elle étoit originairement renfermée, augmenté sa richesse, son commerce et son industrie, et imprimé à tous ses voisins de la crainte et du respect. Tous ces avantages n'étoient point dus à la vraie liberté ; car celle-ci n'étoit pas connue à Venise, mais à la forme républicaine de son gouvernement, à la prudence de son sénat, bien supérieure à celle d'un prince, à sa constance inébranlable, à son économie qui accumuloit sans relâche les trésors que les prodigalités d'une jeune cour auroient dissipés, enfin au dévouement pour la chose publique, de cette classe peu nombreuse, mais riche et ornée de grands talens, à qui la chose publique appartenoit.

Mais la durée et la puissance sont les deux prérogatives qui frappent le plus les yeux des hommes ; et Venise inspiroit à toute l'Italie l'admiration et le respect qu'une république ne mérite que par une constitution juste et libre. Lorsqu'il fut question de reconstituer le gouvernement de Florence, cette admiration pour Venise fut également

1494. professée par tous les partis : ce fut le modèle que les hommes d'état se mirent réciproquement sous les yeux, celui d'après lequel chacun chercha à justifier son système propre. De même qu'on a vu de nos jours l'exemple de l'Angleterre invoqué tour-à-tour par tous les partis, dans tous les pays qui prétendent à être libres; de même on vit à Florence, après la chute du gouvernement des Médicis, tous les hommes d'état chercher à Venise un modèle pour la nouvelle république. Paul-Antoine Sodérini, citoyen universellement estimé, et qui désiroit élargir le cercle de l'aristocratie, et faire participer à la souveraineté un plus grand nombre de Florentins, proposa Venise pour modèle à ses concitoyens; il montra que le nombre de ses gentilshommes égaloit celui des hommes qu'il invitoit à reconnoître à Florence comme citoyens actifs : il regretta que d'anciennes habitudes, des préjugés enracinés dans le peuple, ne permissent pas de rendre la ressemblance des deux républiques plus parfaite ; et il déclara enfin qu'à ses yeux, le sort le plus heureux pour Florence seroit d'arriver au même degré de stabilité et de sagesse que les Vénitiens avoient su donner à leur gouvernement (1). On vit ensuite Guid'Antonio Vespucci, jurisconsulte fameux, et renommé surtout pour son adresse et sa forte logique, maintenir les avantages de l'aristocratie, déclamer contre l'imprudence et la versatilité du peuple, opposer la sagesse d'un sénat à l'instabilité de la multitude, en rétorquant contre son adversaire l'exemple de Venise, et en faisant voir que dans cette république, objet de l'admiration universelle, ce n'étoit point le corps des gentilshommes, mais une oligarchie resserrée entre un très-petit nombre de membres des conseils supérieurs, qui exerçoit en effet la souveraineté (2). On vit le père Savonarole, mêlant l'autorité divine aux affaires d'état, s'appuyant sur ses pro-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 77.
(2) *Ibid.* p. 80.

pres révélations, et sur le droit de Jésus-Christ à être seul roi dans Florence, consulter cependant l'exemple des Vénitiens, dans la constitution qu'il vouloit donner à la république (1). On vit enfin tous les politiques spéculatifs de l'Italie, Guicciardini, Giovio, Varchi, et surtout Macchiavel, s'accorder dans leur admiration pour Venise. Philippe de Comines, le plus philosophe des historiens français de ce siècle, et celui qui avoit le plus réfléchi sur la constitution des gouvernemens, professoit les mêmes sentimens (2). Macchiavel ne voyoit que trois républiques qui, dans l'histoire du monde, méritassent d'être étudiées et imitées; savoir : Rome, Sparte et Venise. Les deux dernières lui paroissoient appartenir à une même classe; il concluoit du long maintien de leur constitution, que sa forme étoit la meilleure; mais il ne la jugeoit propre qu'à l'état stationnaire, autant qu'une cité évite le danger d'être *attaquée*, et qu'elle résiste à la tentation de faire des conquêtes. Aussi regardoit-il la constitution de la république romaine non comme la meilleure, mais comme la plus digne d'être imitée, et comme s'adaptant le mieux aux circonstances dans lesquelles entraîne la fatalité ou la force des passions humaines. Le défaut de celle de Venise à ses yeux, *n'étoit* pas de méconnoître la liberté, mais d'être exposée à se corrompre lorsque des conquêtes viendroient augmenter le territoire de la république (3). 1494.

On distinguoit alors, dans Florence, trois partis, entre lesquels se discutoit la nouvelle constitution à donner à la république; et chacun cherchoit à s'assurer à lui seul le pouvoir. Le premier et le plus considérable, soit par le rang et l'ancienneté des maisons qui s'y étoient attachées,

(1) *Vita del P. Savonarola.* Lib. II, cap. 17 et seq. p. 85. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* Lib. I, p. 29.

(2) Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VII, ch. XVIII, p. 243.

(3) *Macchiavelli Discorsi sopra Tito-Livio.* Libro I, capo 5 e 6, p. 35-47.

1494. soit par le nombre des citoyens plus obscurs qui se rangeoient sous leurs drapeaux, soit par le désintéressement de ses vues, et la moralité dont il faisoit profession, étoit sous l'influence immédiate du frère Jérôme Savonarole. C'étoient des citoyens qui, se proposant en même temps une réforme dans l'État et dans l'Église, regardoient la liberté et la religion comme inséparables, accusoient la tyrannie des Médicis d'avoir corrompu les mœurs et ébranlé la foi; et n'espéroient le rétablissement de l'ancienne pureté qu'autant que la liberté en seroit la garantie. Ceux-là désiroient un gouvernement populaire auquel la grande masse des citoyens fût intéressée; mais comme ils ne séparoient jamais leurs vœux pour une constitution plus libre, d'exhortations à la réforme et à la pénitence, on les désignoit par les surnoms de ***Frateschi*** et de ***Piagnoni***, de Monacaux ou de Pénitens. François Valori, et Paul-Antoine Sodérini, étoient, après Savonarole, les chefs les plus distingués de ce parti (1).

La faction immédiatement opposée à celle-ci, étoit composée principalement de ceux qui, ayant participé au gouvernement des Médicis, et s'étant ensuite brouillés avec les chefs de cette famille, auroient voulu conserver pour eux-mêmes l'autorité qu'ils lui avoient enlevée, et remplacer les prérogatives presque monarchiques de Pierre, par celle d'une étroite oligarchie. Ils étoient secondés par la plupart des jeunes gens de famille noble, qui ne pouvoient se soumettre à la réforme des mœurs, et à l'austérité monacale imposée par Savonarole. Ils soupçonnoient d'hypocrisie et de fraude ceux qui les entretenoient sans cesse de prophéties, de miracles et de mortifications, et ils ne vouloient point d'une liberté qui ôteroit à la vie toutes ses jouissances. Ces jeunes patriciens avoient formé une société, à la tête de laquelle ils avoient placé Dolfo Spini, homme d'une famille illustre et riche, mais qui n'avoit ni

(1) *Commentari di Filippo de' Nerli.* Lib. IV, p. 68.

les talens, ni le caractère d'un chef de parti. Quoique cette société fût principalement destinée au plaisir, elle acquéroit par son union une assez grande influence politique. Elle donna son nom au parti des *arrabiati* ou des *compagnacci* (des enragés, ou des méchans compagnons); tandis que les oligarques plus sages, qui se servoient d'elle sans s'y associer, s'éclairoient surtout par les conseils de Guid'Antonio Vespucci (1). 1494.

Enfin il restoit dans la république un troisième parti, celui des Médicis, qui également aux prises avec les deux autres, n'osoit point avouer publiquement ses vœux. Il gardoit le silence dans les conseils, et ne paroissoit point prendre part aux délibérations; mais quand le moment de voter étoit venu, l'on s'apercevoit de l'influence de ses suffrages.

On distinguoit les membres de ce parti par le nom de *bigi* ou *gris*, comme pour indiquer l'ombre dont ils s'enveloppoient. L'oligarchie avoit voulu les proscrire, pour s'établir plus solidement, tandis que Savonarole prêchoit à son parti l'oubli et la réconciliation; c'en fut assez pour que les *gris* secondassent par leurs votes la faction populaire, qui déjà sans eux avoit l'avantage du nombre (2).

Charles VIII étoit parti de Florence le 26 novembre; et, le 2 décembre, la seigneurie assembla le peuple en parlement, sur la place publique. Quoique le parlement sanctionnât toujours toutes les révolutions, sa convocation étoit cependant un hommage rendu à la souveraineté du peuple. On le regardoit comme pouvant seul dispenser de la constitution, et établir une autorité supérieure aux lois. C'étoit cette autorité que la seigneurie et le collége comptoient demander, sous le nom de *balie*, afin de pouvoir reconstituer la république. Comme les prieurs vouloient cependant s'assurer des suffrages de ce peuple qu'ils sem-

(1) *Filippo de' Nerli Comment.* Lib. IV, p. 68.
(2) *Ibid.* p. 49.

1494. bloient consulter, ils postèrent, à toutes les ouvertures de la place, quelques jeunes gens de bonne famille, avec des fantassins armés, *pour empêcher*, disoient-ils, *que la place ne se remplît de plébéiens, ou d'ennemis du nouveau gouvernement*, lorsque le son de la grosse cloche inviteroit tous les citoyens à se ranger sans armes sous leurs gonfalons, et à se réunir par compagnies (1). Le peuple s'étant rassemblé sans tumulte, de cette manière, la seigneurie descendit du palais, sur le balcon qui dominoit la place. Elle fit lire les conditions de la balie qu'elle demandoit; ensuite elle invita le peuple à déclarer s'il se trouvoit sur la place les deux tiers des citoyens florentins : on répondit, par acclamation, que oui; elle demanda encore si le peuple vouloit que la seigneurie et le collége fussent revêtus temporairement de toute l'autorité de la nation florentine; on répondit de nouveau, par acclamation, que oui : alors la seigneurie remonta dans le palais, et le peuple se retira (2).

Les partis n'avoient point encore suffisamment éprouvé leurs forces, et dans cette révolution si subite, on savoit à peine vers quel but tendoit chaque citoyen. Aussi les premières opérations de la balie furent-elles incertaines, et ne laissèrent-elles point connoître si le gouvernement pencheroit vers l'aristocratie ou la démocratie : il se contenta de nommer vingt commissaires qui, sous le nom d'*accoppiatori*, devoient, pendant une année, faire seuls les élections de la seigneurie, ou, selon le langage usité à Florence, tenir les bourses à la main. Un seul de ces *accoppiatori* pouvoit avoir moins de quarante ans; et cette exception fut réservée en faveur de Laurent, fils de Pierre-François de Médicis, que le parti oligarchique songeoit à élever à la place que son cousin avoit occupée. En même temps la balie renouvela l'office dictatorial des Dix de la guerre, que l'on

(1) *Scipione Ammirato*. L. XXVI, p. 206. — *Gio. Cambi*. T. XXI, p. 82.

(2) *Scipione Ammir*. L. XXVI, p. 206. — *Gio. Cambi*. T. XXI, p. 82.

créoit toujours dans les circonstances critiques : seulement, 1494.
pour leur donner un nom de meilleur augure, on les appela cette fois les Dix de la liberté et de la paix (1).

Mais les vingt *accoppiatori*, auxquels le pouvoir essentiellement populaire de faire toutes les élections de la république, avoit été imprudemment transféré, se trouvèrent, dès leur première réunion, si peu d'accord dans leurs vues, et divisés en tant de partis, qu'il leur devint fort difficile d'exécuter l'office dont ils étoient chargés. Ne pouvant obtenir entre eux une majorité absolue pour aucune élection, et n'ayant point trouvé l'expédient de ballotter dans un second scrutin ceux qui avoient réuni le plus de suffrages au premier, ils furent obligés de se contenter d'une majorité relative ; et l'on vit des gonfaloniers et des prieurs élus par trois ou quatre voix seulement (2). Le manque d'accord entre eux les priva bientôt de toute considération dans la république ; et cependant Savonarole, dans ses prédications, et les chefs du parti populaire, dans leurs discours, attaquoient hautement l'ouvrage du parlement et de la balie (3) : ils disoient que l'un et l'autre n'avoient fait que déplacer la tyrannie, au lieu de la détruire. Ils demandoient que le pouvoir des élections fût rendu au peuple, qui a bien plus d'aptitude à connoître les sujets dignes de confiance, qu'à délibérer lui-même ; que tous les citoyens dont les ancêtres avoient joui des honneurs de l'état fussent admis au conseil souverain, et que ce conseil donnât sa sanction à toutes les lois, tandis qu'un conseil beaucoup moins nombreux, et député par lui, concourroit avec la seigneurie à l'administration publique. Savonarole invita la seigneurie et le peuple à se rendre à son église, d'où cette fois il avoit exclu les femmes ; et, dans un discours éloquent prononcé en chaire, il récapitula ces

(1) *Istor. di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 83.
(2) *Scipione Ammirato.* L. XXVI, pag. 287.
(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 82.

1494. propositions, et les termina par l'instante prière de publier une amnistie pour tous les délits qui avoient pu être commis sous le précédent gouvernement, jusqu'à la révolution (1).

Ces propositions ne s'accordoient point avec les vues secrètes de la balie et des *accoppiatori;* surtout l'amnistie étoit repoussée par leur désir de vengeance et par leur espoir de s'enrichir aux dépens de ceux qu'ils proscriroient. Cependant ils commençoient à sentir la puissance de l'opinion publique; et sur chaque point successivement ils se voyoient obligés de céder. Le plus important de tous étoit la formation du conseil général : la seigneurie fit, le 23 décembre, aux deux anciens conseils des Cent et des Soixante-Dix, la proposition de former un conseil souverain de tous les citoyens de Florence; et cette proposition fut adoptée. Tous ceux qui purent prouver que leur père, grand-père et arrière-grand-père, avoient joui des droits de cité, furent déclarés membres du grand conseil; et ce conseil, qui comprit jusqu'à dix-huit cents citoyens, dut être consulté sur tous les impôts et sur toutes les lois, après que la seigneurie en auroit fait la proposition à un conseil de quatre-vingts membres, qui fut choisi pour intermédiaire entre le gouvernement et le peuple. Peu après, l'amnistie proposée par Savonarole fut promulguée comme loi de l'état (2); et au bout de quelques mois, le 1er juillet 1495, le pouvoir d'élire la seigneurie, qui avoit été délégué pour une année aux vingt *accoppiatori*, leur fut retiré pour être attribué au conseil général. Ce fut la première fois qu'à Florence une élection vraiment populaire fut substituée aux deux méthodes également dangereuses d'un tirage au sort et d'un choix oligarchique (3).

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. I, p. 29.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 83. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 34.

(3) *Istorie di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 90.

Tandis que les Florentins réformoient une république 1494.
corrompue par soixante années d'habitudes monarchiques, les Pisans reconstituoient la leur, après plus de quatre-vingts ans d'une oppression complète. Le cours de la prospérité ne s'étoit point interrompu pour les premiers, en sorte que, marchant avec leur siècle, ils avoient toujours plus cultivé leur esprit; et jamais leur république n'avoit eu un plus grand nombre d'écrivains distingués. Les Pisans, au contraire, repoussés de toutes les carrières qui pouvoient augmenter leurs richesses, ou récompenser leurs efforts, avoient abandonné les lettres comme le commerce; en sorte qu'il n'est pas resté un seul historien de leur pays, pas même une chronique informe, pour raconter les longs et généreux sacrifices par lesquels ils défendirent à outrance l'indépendance qu'ils avoient recouvrée en 1494. C'est uniquement sur la foi d'historiens étrangers, et le plus souvent de leurs ennemis, que nous devons rapporter toute cette suite d'événemens.

Cependant si Pise n'avoit alors ni historiens ni législateurs, si elle délibéra peu sur la constitution qu'elle devoit se donner, et ne conserva point la mémoire des exploits par lesquels elle la défendit, cette ville n'en fut pas moins animée d'un vrai esprit républicain, d'un amour ardent pour la patrie, que tous les ordres de l'état sentoient à l'envi, d'une détermination universelle de tout sacrifier, d'endurer jusqu'aux dernières calamités, pour conserver, la liberté qu'elle avoit recouvrée. Avec un tel accord d'opinions, tout gouvernement paroît bon, parce qu'il devient toujours l'organe de la volonté publique.

Ce n'étoit pas l'usage des Florentins d'abolir les magistratures municipales des villes sujettes. Ils avoient laissé subsister à Pise une seigneurie composée d'Anziani, dont le premier portoit le titre de prieur, et auquel on donna ensuite, à l'imitation des Florentins, le titre de gonfalonier de justice. Cette seigneurie se renouveloit tous les

1494. deux mois; elle étoit secondée par d'autres corps qu'on nommoit le collége, les six bons-hommes, et le conseil secret des douze (1). En rejetant le joug des Florentins, il paroît que les Pisans instituèrent encore un conseil du peuple; c'étoit la forme antique de leur constitution, et ils n'eurent besoin d'aucune innovation, pour que leurs affaires fussent bien administrées.

Les Pisans avoient commencé par chasser de chez eux tous les percepteurs de contributions, et tous les fonctionnaires publics florentins; ils avoient ensuite ordonné par un édit, à tous les Florentins domiciliés dans leur ville, d'en sortir avant qu'une bougie allumée sous la porte fût entièrement consumée. Enfin, ils avoient envoyé dans tous les villages qui avoient anciennement dépendu de leur république, la croix pisane, comme bannière de leur liberté. Partout elle avoit réveillé les mêmes souvenirs antiques, et excité le même enthousiasme; tout le territoire pisan étoit rentré en peu de jours sous leur domination. Cependant les Florentins, qui d'abord avoient été uniquement occupés chez eux, ou de la crainte du roi de France, ou de l'accord à établir entre leurs factions, et qui, se croyant ensuite assurés de la restitution de Pise par leur traité avec Charles VIII, ne vouloient pas se hâter de recourir aux armes, de crainte d'offenser le roi (2), virent enfin la nécessité de s'opposer par la force au soulèvement de leurs provinces. Dans cette vue ils engagèrent à leur service Hercule Bentivoglio, Francesco Secco, et Ranuccio de Marciano, avec plusieurs compagnies de gendarmes; ils nommèrent Pierre Capponi commissaire de la république auprès de cette armée, et ils le firent entrer sur le terri-

(1) On peut voir l'énumération de toutes les différentes magistratures de Pise en 1316, dans un traité de paix de la république avec Robert, roi de Naples. *Raccolta dei diplomi Pisani di Flaminio del Borgo*, n° 27, p. 237; et la comparer avec celles qui existoient encore le 6 décembre 1535. *Ibid.* p. 432.

(2) *Scipione Ammirato*. L. XXVI, p. 207.

toire de Pise au commencement de janvier 1495. Les Pisans n'avoient encore pour se défendre que des paysans mal armés : Capponi n'eut pas de peine à leur reprendre d'abord Bientina et Pontadera; et avant la fin du mois de janvier, il avoit recouvré tout le territoire de Pise, à la réserve de Vico Pisano, de Cascina et de Buti (1). 1495.

De son côté, la seigneurie de Pise n'avoit rien négligé pour s'assurer des secours étrangers : elle cherchoit à lier Charles VIII par la reconnoissance même qu'elle professoit pour lui : elle lui témoignoit tant d'amour et tant de gratitude, que ce jeune monarque, combattu entre les encouragemens qu'il avoit donnés aux Pisans, et les engagemens qu'il avoit pris avec les Florentins, ne savoit ni comment retirer aux premiers la grâce qu'il leur avoit accordée, ni comment se libérer de sa promesse avec les seconds. D'ailleurs presque tous les seigneurs de sa cour, touchés ou des plaintes des Pisans, ou de l'accueil qu'on leur avoit fait à eux-mêmes à Pise, prenoient hautement le parti de ce peuple opprimé (2). Le sénéchal de Beaucaire, soit qu'il fût jaloux du cardinal de Saint-Malo, qui insistoit seul pour l'exécution du traité conclu avec Florence, soit qu'il eût été gagné, comme on l'en accusoit, par l'argent des Pisans, représentoit au roi qu'il lui convenoit de tenir la Toscane divisée, et que la guerre de Pise empêcheroit les Florentins de s'engager dans les intrigues du nord de l'Italie (3).

Quatre orateurs choisis dans les familles les plus distinguées de Pise, avoient été dépêchés pour suivre le roi, au moment même où il sortoit de Toscane, et pour défendre auprès de lui les intérêts de leur république (4). Le roi

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temporis.* Lib. II, p. 58. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. II, p. 33. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 73. — *Scipione Ammirato.* L. XXVI, p. 208.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 61.

(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 74.

(4) *Diario Sanese di Allegretto Allegretti.* p. 835.

1495. voulut que ces ambassadeurs exposassent leurs griefs en présence de ceux des Florentins, se réservant ainsi en quelque sorte de prononcer entre eux un jugement. Les Pisans firent en effet le tableau de l'oppression dont ils avoient été victimes, et se jetant à genoux, ils supplièrent le roi, avec des torrens de larmes, de ne leur point retirer la grâce qu'il leur avoit accordée. François Sodérini, évêque de Volterra et ambassadeur des Florentins, s'efforça à son tour de disculper sa république : il insista sur les droits légitimes que lui avoit transmis Gabriel-Marie Visconti, par un contrat de vente; et il prétendit que les Pisans, gouvernés comme tous les autres peuples soumis aux Florentins, ne se trouvoient malheureux d'un sort qui contentoit les autres, que parce que leur orgueil étoit tout-à-fait disproportionné à leur puissance et à leur mérite (1).

Le roi, dans cette discussion, penchoit évidemment pour les Pisans. Cependant il s'offrit pour médiateur entre les deux peuples; et il leur proposa une suspension d'hostilités jusqu'à son retour de l'expédition de Naples, promettant de prononcer alors d'après la justice et les traités. Mais les Florentins, qui se défioient de ces paroles ambiguës, le sommèrent d'exécuter sans retard une convention solennellement jurée. Comme ils n'avoient point encore payé la portion la plus considérable du subside qu'ils avoient promis, le roi, qui avoit besoin d'argent, déclara qu'il enverroit Briçonnet, cardinal de Saint-Malo, à Florence pour retirer cette somme, et faire exécuter le traité.

Briçonnet se présenta, le 5 février, à la seigneurie de Florence; il la persuada si bien de sa bonne foi et de son empressement à consigner l'une des deux forteresses de Pise, toujours occupée par les Français, qu'il obtint d'elle, en retour, qu'on lui avanceroit le paiement de quarante mille ducats qui n'étoient pas encore échus (2). Après avoir

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 75.
(2) *Scipione Ammirato*. Lib. XXVI, p. 208.

touché l'argent, il partit, le 17 février, pour Pise : mais il en revint le 24, déclarant que les Pisans n'avoient pas voulu lui obéir, et qu'il n'avoit pu employer la force contre eux, parce qu'étant homme d'église, s'il faisoit verser du sang, il en seroit responsable devant Dieu. La nouvelle de la prise de Naples arriva fort à propos pour lui donner un prétexte de repartir, et de rejoindre son maître, en le tirant d'une situation équivoque (1). 1495.

Les Pisans avoient aussi envoyé des ambassadeurs à Sienne et à Lucques pour demander des secours à ces deux républiques, avec lesquelles ils avoient eu d'anciennes alliances, et qui étoient demeurées rivales des Florentins. Toutes deux paroissoient de nouveau disposées à les assister; mais toutes deux craignoient encore de se compromettre trop ouvertement. Cependant les Lucquois leur firent passer quelque argent et quelques centaines de sacs de blé (2); les Siennois leur envoyèrent immédiatement quelques gendarmes qui étoient à leur solde (3). Les Pisans croyoient pouvoir attendre une assistance plus efficace du duc de Milan, Louis-le-Maure; il avoit été des premiers à les encourager à prendre les armes; il les avoit protégés avec zèle à la cour de France, et il paroissoit s'intéresser vivement à ce qu'ils ne retombassent pas sous le joug. En effet, si cette guerre se prolongeoit, il se flattoit que Pise, trop foible pour se défendre par elle-même, finiroit par se donner à lui, comme elle s'étoit donnée autrefois à Jean-Galéaz Visconti, un de ses prédécesseurs. Néanmoins, comme il avoit avec les Florentins un traité d'alliance, il ne voulut pas le violer ouvertement; et il se contenta de renvoyer les ambassadeurs pisans aux Génois, qui lui avoient déféré la seigneurie de

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 77. — *Jacopo Nardi Istor. Fior.* L. II, p. 33. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 209.

(2) *Dissertazioni sopra la storia Lucchese.* Diss. VIII, T. II, p. 218.

(3) *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 73.

1495. leur ville, mais qui n'en avoient pas moins conservé, par leurs capitulations, le droit de faire pour leur propre compte la paix ou la guerre (1).

Deux siècles auparavant, les Génois, après leurs anciennes victoires sur les Pisans, s'étoient flattés d'étendre leur domination sur tout le rivage de Toscane. Ils y possédoient déjà quelques châteaux; ils y acquirent même le port de Livourne, que leur doge, Thomas Frégoso, vendit ensuite aux Florentins. Dès cette époque, ils furent repoussés toujours plus loin des frontières toscanes. Ils perdirent successivement Pietra-Santa et Sarzane: et la rivière Magra fut enfin fixée pour limite entre leur territoire et celui de Florence. Les Génois, demeurés dès-lors rivaux des Florentins, reçurent avec faveur les députés de Pise. Un historien génois contemporain rapporte le discours suivant, que les députés pisans prononcèrent devant le sénat de Gênes :

« Excusez-nous, pères conscrits, dirent-ils, si nous » ne savons point parler d'une manière appropriée ou à » la dignité de ce sénat, ou à nos malheurs; attribuez-en » la faute uniquement à cette servitude si longue, si misé- » rable, si cruelle, dans laquelle les Florentins nous ont » retenus. Une longue interruption nous a fait oublier » comment on s'adresse à des hommes de votre rang. Nous » n'avions plus occasion de parler qu'avec nos paysans, » sur les tributs que nous devions payer, ou sur la cul- » ture de nos champs, qu'à peine on nous laissoit encore. » Nous n'avions plus d'autres pensées que de fournir à » ces exactions sans cesse répétées, pour éviter les dures » prisons dont on nous menaçoit. Le souvenir de cette » abjecte servitude nous remplit encore d'effroi. Par- » donnez donc, nobles sénateurs; car nos besoins parlent » pour nous, encore que nous ne sachions le faire. Nous » respirons en tournant nos regards vers vous. Tout-à-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 73.

» l'heure encore nous étions dans les fers, nous sommes 1495.
» libres; nous étions comme morts, nous vivons, en
» mettant en vous notre espérance. Dieu, dans sa miséricorde, s'est souvenu de nous, et du ciel il nous a envoyé la liberté. Le roi Charles nous l'a donnée; mais il nous a imposé l'obligation de la défendre nous-mêmes. Seuls nous ne sommes pas en état de le faire; nous sommes foibles, et à peine nous reste-t-il un souffle de vie : toute notre espérance est en vous; c'est par vous que nous pourrons vivre, ou que nous devrons mourir. Ayez donc pitié de nous. Si vous nous assistez, notre ville sera comme à vous; c'est à vous que nous attribuerons le bienfait de cette liberté qu'un roi clément nous a donnée. Nous serons vos soldats; et nous combattrons avec zèle contre tous ceux que vous nommerez vos ennemis. Mais si nous ne pouvons obtenir de vous tant de grâces, nous sommes résolus à suivre l'exemple des Sagontins, et à devancer sur nous-mêmes la cruauté de nos ennemis. Nous égorgerons de nos propres mains nos fils et nos femmes; nous brûlerons nos maisons et nos temples; puis nous nous précipiterons sur ces bûchers, pour ne pas laisser à nos ennemis le pouvoir d'exercer leurs vengeances (1). »

Les Génois, touchés de ces instantes sollicitations et des flots de larmes par lesquels les Pisans avoient terminé leur harangue, leur firent passer des armes de toute espèce, dont les supplians avoient le plus pressant besoin, et qu'ils eurent soin d'exposer sur la place publique, pour que chacun connût l'assistance que leur état venoit de recevoir, et en conçût plus de confiance. En même temps, Alexandre Négroni fut envoyé à Pise; et il fut autorisé à appeler à l'aide des Pisans, toutes les fois qu'il en verroit la nécessité, les habitans limitrophes de la Ligurie. Enfin,

(1) *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 548. — *Agost. Giustiniani, Annali di Genova.* Lib. V, p. 250.

1495. des mesures furent prises pour entretenir au service des Pisans, mais aux frais des trois républiques de Gênes, de Lucques et de Sienne, deux cents gendarmes, deux cents chevau-légers et huit cents fantassins, que commandèrent Jacques d'Appiano, seigneur de Piombino, et Jean Savelli (1).

Les Pisans eux-mêmes avoient pris à leur solde Lucio Malvezzi, émigré bolonais, que les Bentivoglio poursuivoient avec acharnement, mais que protégeoit le duc de Milan (2). Malvezzi étoit un bon capitaine, et il avoit amené avec lui environ trois cents soldats vétérans. Il avoit attaqué les Florentins comme ils étoient occupés au siége de Buti, et il les avoit forcés à se renfermer dans Bientina. Il est vrai que, peu de temps après, les Florentins avoient à leur tour forcé les Pisans d'abandonner le siége de Librafratta, après avoir enterré le canon qu'ils y avoient conduit. Les Florentins s'étoient alors répandus dans la vallée du Serchio; ils avoient occupé les bains de Pise, et ils menaçoient jusqu'aux faubourgs de cette ville. Lucio Malvezzi, qui s'y étoit retiré, fit sonner la cloche d'alarme; et renforçant son armée de tout le corps de la milice pisane, il vint attaquer les Florentins le long du canal dérivé du Serchio, les battit, les chassa jusqu'à Librafratta, où il recouvra ses canons, et rentra dans Pise en triomphe, avec beaucoup de prisonniers et de chevaux (3).

Les Florentins avoient fait leur retraite par l'état de Lucques; Lucio Malvezzi les y poursuivit, et ayant fait occuper d'avance le pont du Serchio par un détachement, il les mit entre deux feux. La cavalerie guidée par Hercule Bentivoglio, s'échappa cependant en traversant le fleuve

(1) *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.* p. 549. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 58. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 77.

(2) *Hieron. de Bursellis Annal. Bonon.* T. XXIII, p. 912.

(3) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 58. — *Scipione Ammirato.* L. XXVI, p. 211.

à gué; et après s'être mise en sûreté à Monte-Carlo, elle revint occuper son ancien camp à Pontad' Era; mais les gens de pied furent presque tous ou tués ou faits prisonniers (1). 1495.

Tandis que les Florentins poursuivoient la guerre contre Pise avec si peu de succès, une nouvelle révolte de leurs sujets ajouta encore à leur inquiétude. Le 26 mars 1495 la puissante bourgade de Montepulciano rejeta le joug de la seigneurie (2). Les Florentins avoient, dans chaque bourgade de leur territoire, une citadelle qui avoit toujours une porte extérieure, pour recevoir des secours. Dans chacune de ces citadelles ils n'entretenoient que quatre ou cinq soldats, qui s'enfermoient soigneusement, et faisoient une garde sévère; ces quatre hommes suffisoient pour tenir la place quarante-huit heures, en cas de révolte de la bourgade ou d'attaque imprévue; et la seigneurie de Florence n'avoit pas besoin qu'ils fissent une plus longue résistance pour avoir le temps de les secourir. Mais les quatre gardes de la citadelle de Montepulciano n'avoient point eu soin de renouveler leurs provisions: d'ailleurs observant mal leur consigne, trois d'entre eux sortoient quelquefois ensemble; et il n'en restoit qu'un seul au château, pour ouvrir et fermer la porte. Les habitans de Montepulciano, mécontens du gouvernement florentin, de la pesanteur des impôts, et de l'altération des monnoies, résolurent de se mettre en liberté, sous la protection de Sienne. Ils s'entendirent avec les magistrats de cette république, dont ils étoient proches voisins; puis saisissant le moment où trois des soldats de la citadelle en étoient sortis, ils y enfermèrent le quatrième, le poussèrent dans la grande tour, l'effrayèrent, et le réduisirent à se rendre au bout d'une heure (3). Ils se hâtèrent de raser cette

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 59.
(2) *Jacopo Nardi delle Istor. Fiorent.* Lib. II, p. 34.
(3) *Macchiavelli, Frammenti istorici.* T. III, p. 10.

1495. forteresse, qui ne pouvoit servir qu'à les tenir dans la dépendance; et pendant ce temps ils envoyèrent des députés aux Siennois, pour se mettre sous leur protection. Les Siennois, quoique liés avec les Florentins par de précédens traités, ne firent aucune difficulté de les accueillir. Ils s'engagèrent à recevoir Montepulciano sous leur protection perpétuelle, et à en traiter les habitans comme confédérés, non comme sujets. En même temps ils envoyèrent quelques troupes à leur secours (1).

Les Florentins, qui s'étoient attachés sincèrement à l'alliance de la France, et qui, d'après les exhortations de Savonarole, continuoient à lui être fidèles, malgré les sujets de mécontentement que le roi leur avoit donnés, envoyèrent à Naples, à Charles VIII, pour lui demander de garantir leurs possessions, comme il s'y étoit engagé par son traité, et d'obliger les Siennois, ses alliés, à leur rendre une bourgade et son territoire, dont ils s'étoient emparés injustement. Mais Charles leur répondit avec un sarcasme amer : « Que puis-je faire pour vous, si vous » traitez si mal vos sujets qu'ils se révoltent tous contre » vous (2) ? »

Lès actions de Charles ne démontroient pas moins que ses paroles combien il tenoit peu de compte de son traité avec Florence, et de l'appui que cette république pouvoit lui assurer, pendant qu'un orage se formoit contre lui dans le nord de l'Italie. Les ambassadeurs pisans, qui étoient à Naples, obtinrent de lui six cents soldats suisses et gascons, qui arrivèrent à Pise sur un vaisseau de transport, et qui recommencèrent au mois d'avril le siége de Librafratta, dont ils s'emparèrent. Lucio Malvezzi reprit à peu près tous les châteaux de l'état pisan qu'il avoit été

(1) *Allegretto Allegretti Diari Sanesi*, p. 842. — *Orlando Malavolti. Stor. di Siena* P. III, L. VI, f. 100. v.—*Scipione Ammirato*. Lib. XXVI, p. 210.

(2) *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 89.

forcé d'abandonner (1). La forteresse de Verrucola étoit entre ses mains; celle-ci est bâtie sur la sommité la plus orientale de la montagne qui sépare le Pisan du Lucquois; elle domine la vallée de l'Arno, et découvre toute la plaine par laquelle les Florentins pouvoient s'approcher de Pise. Cette situation donnoit à Malvezzi l'avantage de connoître tous les projets de l'ennemi d'après ses mouvemens, et de les prévenir. Francesco Secco, général florentin, se disposoit à attaquer Verrucola; mais Malvezzi le surprit à Buti, dissipa son armée, et lui fit un grand nombre de prisonniers. Il s'empara ensuite de San-Romano et de Montopoli; et les Florentins voyant des drapeaux français parmi ses troupes, ne voulurent pas les combattre : ils abandonnèrent Pontad'Era, et tout le territoire pisan (2). 1495.

L'ancien attachement des Florentins pour la couronne de France étoit altéré par tant d'injures, et par un manque de foi si constant. Dans ce temps même toute l'Italie s'ébranloit contre les Français; et des députés de Venise et de Milan sollicitoient les Florentins de s'unir à la cause de l'indépendance italienne (3). Ils auroient réussi sans doute si Jérôme Savonarole n'avoit pas redoublé, par ses exhortations prophétiques, la crainte que ressentoit la seigneurie en se trouvant la première sur le passage de l'armée française à son retour. Mais depuis plusieurs années Savonarole avoit annoncé qu'une invasion étrangère causeroit le malheur de l'Italie. A l'apparition de Charles VIII, il avoit déclaré que c'étoit là le monarque que Dieu avoit choisi pour punir les méchans et réformer l'Église (4). Il persistoit encore à dire que, quoique Char-

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 60.— *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 35. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 212.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 61.

(3) *Scipione Ammirato.* L. XXVI, p. 210.

(4) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 34.

1495. les VIII n'eût point accompli la tâche qui lui avoit été imposée par la Divinité, il étoit toujours son envoyé, que Dieu continueroit à le conduire comme par la main, et le tireroit de toutes les difficultés où il s'étoit engagé (1). Ces prophéties, répétées avec tant d'assurance dans la chaire, étoient accueillies avec la foi la plus entière par le peuple et par les chefs de la république. Ce n'étoit plus par une politique humaine que Florence se conduisoit, mais d'après les révélations qu'elle croyoit recevoir du ciel; et le réformateur italien exerçoit sur la république florentine cette même influence que cinquante ans plus tard le réformateur français exerça sur la république de Genève. Savonarole et Calvin avoient à peu près les mêmes sentimens; ils associoient de même la religion et la politique : mais Savonarole, avec l'imagination du midi, et l'ardeur de son caractère, croyoit recevoir immédiatement de la Divinité les inspirations qu'il ne devoit qu'à ses réflexions et à ses connoissances. Cette même imagination maîtrisoit trop sa raison, pour qu'il songeât à soumettre à l'examen l'ensemble de la religion. Il bornoit sa réforme à l'organisation de l'Église et à la purification de ses mœurs; et il n'avoit jamais voulu introduire aucune variation dans sa foi.

Les autres états de l'Italie, dont la politique n'étoit point dirigée par des prophéties, et par les prédictions d'un homme qui se croyoit envoyé de Dieu, n'avoient pu voir sans la plus violente inquiétude les succès inouis des Français, la conquête de Naples achevée sans qu'il y eût besoin de livrer une seule bataille, le renversement si subit de cette maison d'Aragon, qui pendant long-temps avoit inspiré de l'effroi à tous les états italiens, et qui avoit disparu au premier souffle de la fortune. L'arrogance des Français ajoutoit à cette inquiétude : comme leur ambi-

(1) *Vita del padre Savonarola.* Lib. II, §. 14, p. 81. — Mémoires de Philippe de Comines. Lib. VIII, ch. III, p. 270. — *Jacopo Nardi.* L. II, p. 36.

tion mal dissimulée embrassoit toute l'Italie, elle faisoit 1495.
trembler chacun des souverains pour sa propre existence. Le duc d'Orléans, qui avoit été laissé à Asti, annonçoit hautement ses prétentions sur l'état de Milan, et menaçoit Louis-le-Maure, tandis que Charles VIII, à Naples, sembloit prendre à tâche d'augmenter la défiance de ce premier allié. Charles s'étoit attaché Jean-Jacques Trivulzio, ennemi personnel de Sforza, proscrit comme rebelle de l'état de Milan; et il l'avoit pris à sa solde avec cent lances. Il s'étoit aussi attaché, par beaucoup de promesses, le cardinal Frégoso, et Hybletto de Fieschi, les deux chefs des émigrés génois, ennemis de Sforza; enfin il avoit refusé à Louis-le-Maure la principauté de Tarente, qu'il lui avoit promise, déclarant n'être tenu à l'en mettre en possession, qu'après que le royaume de Naples tout entier seroit entré sous son obéissance (1).

Les Français occupoient toujours par des garnisons les places de Sarzane et de Pietra-Santa, qu'ils avoient promis de restituer aux Génois; ils étoient demeurés maîtres des principales forteresses des états de Lucques, de Pise, de Florence et de Sienne, et ils donnoient ainsi la loi à toute la Toscane: ils avoient de même obligé les Orsini et les Colonna de leur livrer des châteaux-forts, pour gages de leur dévouement; enfin ils avoient réduit le pape à les mettre en possession de ses meilleures forteresses. Un projet de dominer sur toute l'Italie paroissoit avoir été arrêté par la cour ambitieuse de Charles VIII, et substitué au projet de l'expédition de Grèce, qu'on ne regardoit plus que comme un stratagème inventé pour désarmer les peuples chrétiens. Les souverains étrangers à l'Italie partageoient le mécontentement et l'inquiétude des habitans de la péninsule. Ferdinand et Isabelle s'affligeoient en Espagne de l'infortune de leur cousin, et de la perte d'un

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 86. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. II, p. 31. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 56.

1495. royaume qui ajoutoit au lustre et au pouvoir de la maison d'Aragon. D'ailleurs ils craignoient pour la Sicile, qui ayant appartenu aux Angevins, pouvoit être, aussi bien que Naples, réclamée par les Français, et qu'il deviendroit difficile de défendre contre eux s'ils s'affermissoient de l'autre côté du phare. Maximilien, roi des Romains, conservoit une amère rancune contre Charles VIII, qui, à l'occasion de son mariage, lui avoit fait les deux affronts les plus sanglans qu'un père et qu'un époux pussent recevoir. Il avoit fait la paix, il est vrai; mais Charles VIII, en traversant l'Italie, n'avoit montré aucun respect pour les droits impériaux: il étoit entré en conquérant dans les terres d'empire, et il y avoit parlé en maître; en sorte qu'il avoit donné à l'empereur élu de nombreux motifs de se plaindre et de recommencer la guerre (1).

Philippe de Comines, seigneur d'Argenton, le politique si subtil, et l'historien qui a raconté avec tant d'intérêt le règne de Louis XI et l'expédition de Charles VIII, étoit alors ambassadeur de France à Venise, où il passa huit mois. Il y avoit été envoyé pour engager cette puissante république à s'attacher à l'alliance de la France, ou du moins à maintenir la neutralité qu'elle avoit promis d'observer. Dans le premier cas il lui offroit, comme récompense, Brindes et Otrante, sous condition que les Vénitiens rendroient ces deux villes, si le roi, faisant plus tard la conquête de la Grèce, pouvoit leur assigner un meilleur partage dans ce pays. Mais les Vénitiens, qui, loin de croire à la prompte réussite du roi, ne se figuroient pas même qu'il persistât dans ses projets, avoient refusé honnêtement ces concessions magnifiques qui sembloient si loin de pouvoir être exécutées, et ils avoient protesté qu'ils resteroient neutres (2). De la même manière ils avoient rebuté les ambassadeurs

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 56. — *Guicciardini.* Lib. II, p. 87. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 31.

(2) Phil. de Comines, Mémoires, Liv. VII, ch. XIX, p. 244.

du roi Alphonse, et celui du sultan Bajazeth, qui l'un et 1495.
l'autre vouloient les engager à la défense du roi de Naples; tandis que l'ambassadeur milanais, qui étoit aussi à Venise, les confirmoit dans cette sécurité, en assurant que son maître sauroit fort bien comment s'y prendre pour renvoyer, quand il en seroit temps, le roi de France au-delà des monts (1).

Le traité de Pierre de Médicis avec Charles éveilla enfin l'inquiétude de la seigneurie; et les rapides progrès de l'armée française firent partager cette inquiétude au duc de Milan, au roi des Romains, qui craignit que Charles VIII ne reçût d'Alexandre VI la couronne impériale, et au roi d'Espagne. Ce fut à Venise que ces princes entamèrent des négociations pour la sûreté générale. On vit arriver successivement l'évêque de Come et François-Bernardin Visconti, ambassadeurs du duc de Milan; Ulrich de Frondsberg, évêque de Trente, avec trois autres ambassadeurs de Maximilien; enfin Lorenzo Suarez de Mendoça y Figueroa, ambassadeur d'Espagne (2). Ces diplomates commencèrent par n'avoir des conférences que de nuit, soit entre eux, soit avec les secrétaires de la seigneurie. Ils se flattoient d'éviter ainsi les observations de Philippe de Comines : mais celui-ci ayant découvert de bonne heure leurs menées, pressa avec franchise les ambassadeurs milanais de lui faire part de leurs doléances, pour y remédier à l'amiable, plutôt que de s'aliéner de la France, dont l'alliance avoit été et pouvoit être encore si utile à leur maître (3).

Comines essaya aussi de détourner la république de Venise de ses projets hostiles; mais il avoit à faire à la ruse italienne; les ambassadeurs milanais lui avoient pro-

(1) Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VII, ch. XIX, p. 245.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 32. — *Cronica Veneziana attribuita a Marin Sanuto.* T. XXIV, p. 16.

(3) Philippe de Comines. Liv. VII, ch. XIX, p. 248.

1495. testé, avec de grands sermens, que tous ses soupçons étoient faux: la seigneurie l'avoit assuré que la ligue qu'elle projetoit, loin d'être dirigée contre le roi, devoit être signée de concert avec lui, puisqu'il s'agissoit de faire en commun la guerre aux Turcs, de forcer chacun des alliés de concourir à la dépense, et d'assurer à Charles VIII la suzeraineté du royaume de Naples, avec trois de ses meilleures places pour garantie, tout en conservant la couronne au prince aragonais, comme feudataire de la France. Comines demanda du temps pour communiquer ces propositions au roi, et insista pour que les Vénitiens ne terminassent rien avant d'avoir eu une réponse. Mais Charles, dont les succès dépassoient toutes les espérances, ne voulut entendre à aucun accommodement (1). Cependant les ambassadeurs, voyant dès-lors que leurs conférences étoient connues, ne se cachèrent plus, et s'assemblèrent tous les jours. Ils songeoient alors à ce que les Vénitiens fissent passer des troupes à Rome, pendant que Ferdinand défendoit Viterbe : mais lorsqu'ils apprirent que cette ville avoit été abandonnée sans coup férir; que Rome, peu après, avoit été évacuée de même, leur alarme s'en augmenta avec les difficultés de leur situation (2).

« Voyant les Vénitiens tout cela abandonné, dit Philippe de Comines, et advertis que le roi estoit dedans la
» ville de Naples, ils m'envoyèrent querir, et me dirent
» ces nouvelles, monstrant en estre joyeux; toutesfois ils
» disoient que ledit chasteau estoit bien fort garny, et
» voyois bien qu'ils avoient bonne et seure espérance
» qu'il tint, et consentirent que l'ambassadeur de Naples
» levast gens d'armes à Venise, pour envoyer à Brandis
» (Brindes), et estoient sur la conclusion de leur ligue,

(1) Philippe de Comines. Liv. VII, ch. XIX, p. 250. — *Raynaldi Annal. Eccles.* 1495, §. 13, p. 441.

(2) Ph. de Comines. Liv. VII, ch. XIX, p. 251. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 33.

» quand leurs ambassadeurs leur escrivirent que le chas- 1495.
» teau estoit rendu. Lors ils m'envoyèrent querir dere-
» chef à un matin, et les trouvay en grand nombre,
» comme de cinquante ou soixante, en la chambre du
» prince qui estoit malade de la colique; et il me conta
» ces nouvelles de visage joyeux, mais nul en la compagnie
» ne se savoit feindre si bien comme lui. Les uns estoient
» assis seur un marchepied des bancs, et avoient la tête
» appuyée entre leurs mains, les autres d'une autre sorte;
» tous démonstrans avoir grande tristesse au cœur, et
» croy que quand les nouvelles vindrent à Rome de la ba-
» taille perdue à Cannes contre Hannibal, les sénateurs
» qui estoient demeurés, n'estoient pas plus esbahis, ne
» plus espouvantés qu'ils estoient. Car un seul ne fit sem-
» blant de me regarder, ni ne me dit un mot que lui. Et
» les regardois à grande merveille. Le duc me demanda si
» le roi leur tiendroit ce que toujours leur avoit mandé
» et que je leur avois dit. Je les asseurai fort que oui, et
» ouvris les voies pour demeurer en bonne paix, et m'of-
» fris fort de la faire tenir, espérant les oster de soupçon,
» et puis me départis (1). »

Malgré l'abattement des seigneurs vénitiens, Comines comprit bien que la situation du roi, dans le fond de l'Italie, pouvoit devenir très-dangereuse s'ils se déclaroient contre lui; et tandis que le duc de Milan faisoit encore des difficultés pour signer avec eux le traité d'alliance, il pressa Charles VIII, ou de faire venir de France de nouveaux renforts, s'il vouloit se maintenir lui-même dans le royaume, ou d'en ressortir au plus tôt avec son armée, avant qu'on lui barrât le chemin; et de laisser seulement des garnisons dans les places fortes. En même temps il écrivit au duc de Bourbon, resté en France comme lieutenant du royaume, et à la marquise de Montferrat, pour les engager à envoyer le plus tôt possible des renforts au

(1) Mémoires de Phil. de Comines. L. VII, ch. XX, p. 252.

1495. duc d'Orléans, qui étoit resté à Asti avec sa maison seulement : car cette ville étoit en quelque sorte la porte ouverte au roi pour rentrer en France; et si elle étoit prise, son danger pouvoit devenir extrême (1).

» La ligue fut conclue, dit Comines, un soir bien tard. » Ce fut le 31 mars 1495 (2). « Le matin me demanda la sei-» gneurie plus matin qu'ils n'avoient de coutume. Comme » je fus arrivé et assis, me dit le duc qu'en l'honneur de » la Sainte Trinité, ils avoient conclu ligue avec notre » saint père le pape, les rois des Romains et de Castille, » eux et le duc de Milan, à trois fins; la première pour » defendre la chretienté contre le Turk; la seconde, pour » la défense de l'Italie; la tierce, à la preservation de leurs » états, et que le fisse savoir au roi. Et estoient assemblés » en grand nombre, comme de cent ou plus, et avoient les » têtes hautes, faisoient bonne chère (mine), et n'avoient » point contenances semblables à celles qu'ils avoient le » jour qu'ils me dirent la prise du chasteau de Naples. Me » dit aussi qu'ils avoient escrit à leurs ambassadeurs qui » estoient devers le roi, qu'ils s'en vinssent, et qu'ils » prissent congé. L'un avoit nom messire Dominique Lo-» rédan, et l'autre messire Dominique Trevisan. J'avois » le cœur serré, et estois en grand doute de la personne » du roi, et de toute sa compaignie, et cuidois leur cas » plus prêt qu'il n'estoit, et aussi faisoient-ils eux; et dou-» tois qu'ils eussent des Allemands prêts; et si cela y eût » été, jamais le roi ne fût sorti d'Italie. Je me déliberai ne » dire point trop de paroles en ce courroux; toutesfois ils » me tirèrent un peu aux champs. Je leur fis response que » dès le soir avant, je l'avois escrit au roi, et plusieurs

(1) Mémoires de Comines. Liv. VII, ch. XX, p. 254. On ne trouve pas moins de six lettres écrites du 14 au 20 avril, par le duc d'Orléans au duc de Bourbon, pour lui demander des secours. Elles sont rapportées dans Denys Godefroi. *Hist. de Charles VIII*, p. 700.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 42. — *Scipione Ammirato.* L. XXVI, p. 210. — *Cronica Ven.* T. XXIV, p. 17.

» fois, et que lui aussi m'en avoit escrit, qu'il en estoit 1495.
» adverti de Rome et de Milan. Ils me firent tout estrange
» visage de ce que je disois l'avoir escrit le soir au roi, car
» il n'est nuls gens au monde si soupçonneux, ne qui
» tiennent leurs conseils plus secrets; et par soupçons
» seulement confinent souvent les gens; et à cette cause
» le leur disois-je. Outre ce je leur dis l'avoir aussi escrit à
» monseigneur d'Orléans, et à monseigneur de Bourbon,
» afin qu'ils pourvussent Ast; et le disois espérant que
» cela donneroit quelque délai d'aller devant Ast; car
» s'ils eussent été aussi prêts comme ils se vantoient et
» cuidoient, ils l'eussent pris sans remède; car il estoit
» et fut mal pourvu de long-temps après (1). »

Mais tandis que Philippe de Comines attache quelque vanité à montrer comme il étoit bien informé, Pietro Bembo, l'historien vénitien, se complaît à peindre sa surprise et son effroi. « Encore, dit-il, qu'il y eût un si grand
» nombre d'ambassadeurs, tant de citoyens appelés aux
» négociations, et que le sénat eût été engagé dans de si
» fréquentes délibérations, telle avoit été cependant la vi-
» gilance du conseil des Dix, pour supprimer tout bruit
» public à cet égard, que Philippe de Comines, envoyé
» de Charles, quoiqu'il fréquentât chaque jour le palais, et
» qu'il traitât avec chacun des ambassadeurs, n'en avoit
» pas eu le moindre soupçon. Aussi, lorsque le lendemain
» de la signature il fut appelé au palais, où le prince lui
» communiqua la conclusion du traité et les noms des
» confédérés, il en perdit presque l'entendement. Cepen-
» dant le doge lui avoit dit que tout ce qu'on avoit fait
» n'avoit point pour but de faire la guerre à personne,
» mais de se défendre si l'on étoit attaqué. Ayant enfin
» un peu repris ses esprits : Quoi donc, dit-il, mon roi
» ne pourra pas revenir en France? Il le pourra, répondit

(1) Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VII, chap. XX, p. 255. — *Arnoldi Ferroni de Gestis Francor.* Lib. I, p. 12.

1495. » le doge, s'il veut se retirer en ami; et nous l'aiderons » de tout notre pouvoir. Après cette réponse, Comines se » retira; et comme il sortoit du palais, qu'il avoit descendu » le grand escalier et qu'il traversoit la place, il se tourna » vers le secrétaire du sénat qui l'accompagnoit, le priant » de lui répéter ce que le doge lui avoit dit, car il l'avoit » tout oublié (1). »

Le peuple de Venise célébra cette ligue le lendemain de sa signature par des réjouissances infinies; les fêtes recommencèrent encore le 12 avril, dimanche des Rameaux, jour où elle fut publiée en même temps dans tous les états confédérés (2). D'après les articles qui furent arrêtés, l'alliance devoit durer vingt-cinq ans, et avoir pour but de défendre la majesté du pontife romain, la dignité, la liberté, les droits de tous les confédérés, et les possessions de tous. Les puissances alliées devoient entre elles toutes mettre sur pied trente-quatre mille chevaux et vingt mille fantassins : savoir, le pape, quatre mille chevaux; Maximilien, six; le roi d'Espagne, la république de Venise et le duc de Milan, chacun huit. Chaque confédéré devoit fournir quatre mille fantassins. Ceux dont le contingent ne seroit pas prêt devoient le compenser en argent. De même, s'il étoit nécessaire d'employer une flotte, les puissances maritimes devoient la fournir, tandis que les frais devoient en être supportés par tous les alliés d'une manière proportionnelle (3).

Mais à ces articles qui furent publiés, les confédérés avoient joint des clauses secrètes, qui changeoient absolument la nature de l'alliance, et qui la préparoient pour une guerre offensive. Déjà Ferdinand et Isabelle avoient

(1) *Petri Bembi Hist. Venetæ.* Lib. II, p. 32.

(2) *Diario Ferrarese.* T. XXIV, p. 299. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1495, §. 14. T. XIX, p. 441.

(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 88. —*Pauli Jovii.* L. II, p. 56. —*Petri Bembi Histor. Ven.* L. II, p. 32. — *Andr. Navagiero, Storia Venez.* T. XXIII, p. 1204.— *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* Lib. VI, p. 157.

envoyé en Sicile une flotte de soixante galères, qui portoit six cents cavaliers et cinq mille fantassins; et ils avoient donné le commandement de ces troupes à Gonzalve de Cordoue, qui s'étoit illustré dans la guerre de Grenade (1). Les alliés convinrent que cette armée seconderoit Ferdinand de Naples, pour le faire remonter sur le trône, où ses sujets, désabusés de leur confiance en Charles VIII, le rappeloient déjà. Les rois d'Espagne s'étoient engagés, il est vrai, par le traité de Perpignan, à ne point empêcher le roi de France de tenter l'acquisition du royaume de Naples (2); mais ils y avoient ajouté la clause, qu'aucune condition ne seroit obligatoire, si elle se trouvoit préjudiciable à l'Église; et ils prétendoient que le royaume de Naples étant un fief ecclésiastique, ils ne pouvoient s'abstenir de le défendre, si le pape les invitoit à le faire (3). Les confédérés convinrent encore secrètement entre eux, que les Vénitiens attaqueroient les établissemens français sur les côtes du royaume de Naples, avec leur flotte qu'ils avoient portée à quarante galères, sous le commandement d'Antonio Grimani (4); que le duc de Milan arrêteroit les secours qui pourroient arriver de France, qu'il attaqueroit Asti, et qu'il en chasseroit le duc d'Orléans; que le roi des Romains et les rois d'Espagne attaqueroient pendant le même temps les frontières de France avec de puissantes armées, et qu'ils recevroient pour cette guerre des subsides des autres alliés (5). 1495.

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 56.

(2) C'est dans l'article 3 du traité de Perpignan que cet engagement est contenu, mais sans nommer cependant le roi de Naples. Les rois d'Espagne s'obligent seulement à préférer l'alliance de France : *Aliis quibuscumque ligis et confederationibus factis vel faciendis, cum quocumque principe vel principibus*... VICARIO CHRISTI EXCEPTO. Denys Godefroi. Histoire de Charles VIII, p. 664.

(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 87.

(4) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 56. — *Andrea Navagiero, Storia Venez.* T. XXIII, p. 1202.

(5) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 88.

1495. Maximilien faisoit aux états d'Italie des promesses splendides; mais on s'aperçut bientôt qu'il n'apportoit à l'alliance qu'un grand nom. Il ne savoit mettre aucun ordre ni aucune économie dans l'administration de ses états héréditaires; et il ne pouvoit obtenir de l'Empire ni homme ni argent, encore qu'il prétendît qu'il ne s'engageoit dans la guerre contre la France, que pour l'intérêt des fiefs impériaux. La diète de Worms, en 1495, lui promit seulement cent cinquante mille florins assignés sur le denier commun qu'on devoit lever dans tout l'Empire, et qui ne fut payé presque nulle part; en sorte qu'au lieu de six mille chevaux et quatre mille fantassins qu'il avoit promis, il put à peine lever trois mille hommes (1).

Il n'y avoit peut-être aucun duc d'Italie qui ne fût réellement plus puissant que l'empereur, ou du moins dont la coopération ne fût beaucoup plus efficace. Aussi les puissances alliées auroient-elles fort désiré que l'Italie entière fût entrée dans la même confédération, et insistèrent-elles auprès du duc de Ferrare et des Florentins, pour qu'ils se réunissent à la ligue. Le duc de Ferrare le refusa (2); mais, pour se ménager des ressources auprès de tous les partis, il consentit à ce que son fils aîné, don Alphonse, passât au service du duc de Milan, avec le titre de lieutenant-général de ses troupes, et le commandement de cent cinquante lances (3). Les Florentins, auxquels Louis Sforza offroit de leur envoyer une armée, pour les défendre contre Charles VIII à son retour, et de les seconder ensuite pour recouvrer Pise et toutes leurs forteresses, refusèrent constamment de se détacher d'un prince dont ils avoient cependant si fort lieu de se plaindre. Ils aimèrent mieux attendre de lui la restitution de leurs provin-

(1) Schmidt, Hist. des Allemands. Liv. VII, ch. XXVII, T. V, p. 369.
(2) *Diario Ferrarese*. T. XXIV, p. 298.
(3) *Ibid.* p. 302.

ces, que de la lui arracher de force, à l'aide d'alliés dont 1495.
ils se défioient plus encore (1).

Cependant tous les confédérés faisoient avec activité leurs préparatifs de guerre : les Vénitiens appeloient un grand nombre de stradiotes ou de chevau-légers, de l'Épire, de la Macédoine, et du Péloponnèse; Louis Sforza avoit envoyé beaucoup d'argent en Souabe, pour y lever des troupes mercenaires; Maximilien promettoit qu'il passeroit en Italie avec ces redoutables bataillons allemands, dont les Français avoient éprouvé la valeur en 1492, dans les plaines de l'Artois. Bajazeth II offroit aux Vénitiens de les seconder de toutes ses forces par terre et par mer contre les Français (2). Le sultan n'étoit pas compris dans l'alliance; elle sembloit même, d'après le traité public, être faite contre lui : cependant son ambassadeur avoit pris part à toute la négociation; et après sa mission finie, il étoit resté à Venise pour assister aux fêtes par lesquelles on célébra la publication de la ligue (3). De toutes parts l'Europe prenoit une apparence hostile pour les Français; et Philippe de Comines, qui depuis long-temps avertissoit son maître de l'orage qui se formoit, étant encore resté un mois à Venise, depuis la signature de la ligue, se mit en chemin pour aller au-devant de Charles, par les états du duc de Ferrare, de Jean Bentivoglio et des Florentins. Il fut accueilli par eux comme l'ambassadeur d'un monarque allié, tandis que son départ de Venise fut en quelque sorte le signal de la rupture de toute négociation (4).

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 89. — *Scipione Ammirato.* L. XXVI, p. 210.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 56.

(3) Philippe de Comines, Mémoires. Liv. VII, chap. XX, p. 259.

(4) *Ibid.* p. 260.

CHAPITRE XCVI.

Charles VIII abandonne le royaume de Naples; il traverse Rome et la Toscane; il s'ouvre un passage à Fornovo, malgré les confédérés, et parvient jusqu'à Asti. Il traite à Verceil avec le duc de Milan, délivre le duc d'Orléans assiégé dans Novare, et repasse les Alpes.

1495.

1495. QUELQUE mépris que Charles VIII et sa cour eussent conçu pour la nation italienne, depuis leur facile victoire, ils avoient senti cependant qu'ils avoient besoin de s'assurer l'affection du peuple, pour maintenir dans l'obéissance le royaume qu'ils avoient conquis. Charles VIII avoit en effet cherché à le gagner par une ordonnance qui, réduisant les impôts à ce qu'ils étoient au temps des rois angevins, déchargeoit le royaume de près de deux cent mille ducats de contributions (1); mais comme il avoit accordé cette grâce avec la légèreté qui le caractérisoit, sans calculer les besoins de l'état, ni les rapports entre les revenus et les dépenses, il n'inspira par elle aucune confiance, d'autant plus qu'on voyoit, dans tout le reste de son administration, la rapacité de tous ses subordonnés, leur désordre, et leur mépris absolu pour toutes les lois et les coutumes de la nation. Le royaume de Naples étoit la seule contrée de l'Italie où les institutions féodales eussent conservé une grande vigueur; Alphonse Ier les avoit confirmées par de nouvelles concessions qu'il avoit faites aux gentils-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 89. — Mémoires de Phil. de Comines. Liv. II, ch. XVII, p. 230.

hommes. Les provinces dépendoient presque absolument de la noblesse; et, pour s'assurer du royaume, il falloit, ou gagner l'affection des grands, en conservant l'organisation antique, ou rendre les communes indépendantes d'eux, et, en les affranchissant, leur donner une importance qu'elles n'avoient encore jamais eue. Mais les Français, n'écoutant que leurs préjugés, étoient plutôt disposés à augmenter l'esclavage du tiers-état; et cependant ils avoient offensé toute la noblesse. 1495.

Après avoir publié son édit sur la remise des impositions, le roi ne s'occupa plus que des fêtes et des tournois où il croyoit briller; et tous ses courtisans ne songèrent qu'aux moyens les plus rapides de faire leur fortune. Ils demandoient avec importunité tous les emplois, tous les titres, tous les fiefs demeurés à la disposition de la couronne; et Charles VIII, qui ne savoit rien refuser, leur accordoit souvent ce dont il n'avoit point le droit de disposer; il envahissoit les propriétés particulières, et blessoit, dans leurs intérêts ou dans leurs affections, les peuples dont il disposoit si légèrement. Cette inconsidération lui fit perdre les deux villes de Tropea et Amantea, qui, plutôt que de se soumettre au seigneur de Precy, auquel il les avoit données, relevèrent les bannières d'Aragon (1). Il ne songea point à réduire ces deux villes lorsqu'il le pouvoit : bientôt après, les Espagnols débarqués de Sicile y mirent garnison; d'autres s'établirent à Reggio de Calabre : on relevoit de même les enseignes d'Aragon en Pouille, où l'on ne voyoit point arriver de troupes françaises, et où l'on étoit déjà averti de la signature de la ligue et de la prochaine arrivée d'Antonio Grimani avec la flotte vénitienne; enfin Otrante ouvrit ses portes à don Frédéric, qui avoit établi son quartier-général à Brindes (2).

(1) Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VII, chap. XVI, p. 226.

(2) *Ibid.* Liv. VIII, chap. I, p. 262. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* Lib. VI, p. 155.

1495. Mais c'étoit surtout la haute noblesse qui étoit mécontente. Une partie de ce corps puissant croyoit avoir acquis des droits à la reconnoissance des Français par son long dévouement à la maison d'Anjou; une autre faisoit valoir ses services tout récens, et même la facilité avec laquelle elle avoit abandonné le parti d'Aragon, auquel elle avoit été attachée. Les uns et les autres, accoutumés à être connus, à être craints de leurs souverains, comptoient sur de puissans souvenirs, dans un pays où tant d'affections et tant de haines étoient héréditaires. Ils étoient humiliés et offensés de voir que ni le roi, ni aucun seigneur français, ne connoissoient leurs noms, et leurs anciens intérêts, ou leurs anciens services. Obligés d'expliquer sans cesse ce qu'ils étoient, ce qu'ils avoient droit de prétendre, et les injustices qu'on leur faisoit, ils ne trouvoient personne qui les écoutât, qui les comprît, qui les aidât à faire redresser leurs torts; et avant qu'ils eussent obtenu raison d'un premier passe-droit, un nouvel édit du roi, une nouvelle concession qu'il faisoit à quelque seigneur français, leur apportoit une nouvelle offense. Lorsqu'ils vouloient parvenir à Charles VIII, ils avoient la plus grande peine à obtenir audience : on les laissoit languir dans les antichambres; et quand enfin ils étoient admis, ils éprouvoient une difficulté bien plus grande encore, celle d'engager ce jeune roi, toujours dissipé, toujours ennemi du travail et incapable d'attention, à fixer son esprit, et à parler d'affaires (1).

On avoit détesté la tyrannie, la fausseté et l'avarice des rois aragonais; mais les avantages qui étoient attachés à l'administration régulière, économe et bien informée de ces rois, avantages auxquels on n'avoit fait aucune attention pendant sa durée, devinrent frappans par le contraste. Le souvenir de Ferdinand II, auquel on ne pouvoit adresser aucun des reproches qui pesoient sur son père et

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 89.

sur son aïeul, devenoit cher par la grandeur de sa chute, par la noblesse avec laquelle on lui voyoit supporter son malheur, et par le courage, la magnanimité, et la douceur en même temps, qu'il avoit manifestés pendant le peu de jours qu'avoit duré son règne. Après s'être promis du retour de l'ancienne race française un bien-être et des avantages qu'il ne dépend d'aucun prince d'assurer à aucun peuple, on étoit d'autant plus frappé de l'incapacité du roi, de son inapplication, de sa paresse, du désordre inoui de sa maison, de l'impossibilité d'avoir accès auprès de lui; de l'orgueil et de l'insolence de ses courtisans, qui méprisoient une nation qu'ils venoient gouverner, et à laquelle ils ne s'étoient jamais montrés que dans les rangs ennemis. Le dégoût du présent inspiroit le regret d'un passé qu'on avoit cru intolérable. Celui qu'on avoit si long-temps appelé tyran, avant même qu'il montât sur le trône, avoit dans son exil cessé d'être odieux. On se rappeloit les victoires qu'il avoit remportées à la tête d'armées nationales, en Toscane, à Otrante, et au pont de Lamentana; et l'on préféroit le joug ancien affermi par des conquêtes, au joug nouveau qui n'étoit établi que par les défaites de l'armée et la honte de ses chefs. Une nation se soumet plutôt encore à être opprimée qu'à être méprisée et rendue méprisable par ceux qui la gouvernent. Le nom, jusqu'alors si odieux, d'Alphonse, n'inspiroit plus d'effroi : on appeloit juste sévérité cette même conduite qu'on avoit si long-temps qualifiée de cruauté; et l'on croyoit voir une preuve de sincérité dans ces déportemens taxés si souvent d'orgueil et de hauteur (1). 1495.

Tandis qu'une fermentation universelle étoit la conséquence de la comparaison entre les anciens et les nouveaux maîtres, les Français, rassasiés de leurs victoires, soupiroient déjà après leur retour dans leur patrie. Ils croyoient avoir assez fait pour leur gloire; et ils languissoient d'aller

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 90.

1495. jouir de celle qu'ils avoient acquise aux yeux de leurs compatriotes, et surtout des femmes. Ceux qui étoient demeurés à l'armée, tout comme ceux qui étoient épars dans les provinces, sentoient également qu'ils n'étoient là qu'en passant. Ils ne songeoient point à plaire à leurs administrés, à faire au milieu d'eux un établissement durable, ou à y laisser une bonne réputation. Leurs yeux étoient toujours tournés vers la France; et tous leurs projets, toute leur ambition, se rapportoient à leur retour. Cette disposition étoit déjà universelle avant que l'on connût à Naples la ligue des puissances qui se fortifioient dans le nord de l'Italie. Mais dès que la nouvelle en fut parvenue au roi, tous ses conseillers sentirent également la nécessité de le ramener en France, avant que le chemin lui en fût fermé par des forces supérieures (1).

Charles VIII, qui négocioit depuis long-temps avec Alexandre VI pour obtenir de l'Église l'investiture du royaume de Naples, lorsqu'il vit la nécessité de repartir, offrit de se contenter d'une investiture qui seroit donnée avec la clause : *sans préjudice des droits de tout autre prétendant;* et ne pouvant l'obtenir même à cette condition, il résolut d'y suppléer par une autre cérémonie. Il fit, le 12 mai, son entrée à Naples, couvert d'un manteau impérial, tenant le globe de la main droite et le sceptre de la gauche, et accompagné par toute la noblesse française et napolitaine; il se rendit, avec ce cortége, à l'église de Saint-Janvier, où il fit serment aux Napolitains de les *gouverner et entretenir en leurs droits, libertés et franchises.* Il fit chevaliers un grand nombre de jeunes gentilshommes qui lui demandèrent cette grâce; et, sans avoir été autrement couronné, ou avoir reçu l'investiture de l'Église, il se retira en son palais (2).

(1) *Fr. Guicciard.* Lib. II, p. 90.—*Fr. Belcarii Comm.* Lib. VI, p. 156.

(2) André de La Vigne, Journal de Charles VIII, dans Denys Godefroi, p. 147. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* L. VI, p. 159.

Jean Jovianus Pontanus, le plus célèbre, à cette époque, des hommes de lettres napolitains, fut choisi par Charles VIII pour faire un discours au peuple, le jour de son inauguration. Cet homme, qui avoit été élevé par les faveurs des rois d'Aragon, et qui avoit été comblé de leurs bienfaits, ne consulta que sa vanité de rhéteur, et ne songea qu'à la pompe de ses phrases, non aux sentimens qui devoient l'animer. Il parla du prince français avec autant d'emphase, des Aragonais avec autant d'amertume, que si le prémier avoit en effet comblé tous les vœux du peuple, et que si les seconds n'avoient droit de sa part à aucune reconnoissance. Cette bassesse étoit un vice commun chez les gens de lettres de ce siècle, qui, nourris, comme les anciens troubadours, des bienfaits des grands seigneurs, n'avoient ni dignité de caractère, ni indépendance. Cependant le public fut révolté de la conduite de Pontanus, et sa réputation littéraire elle-même en fut diminuée (1). 1495.

L'inauguration de Charles VIII étoit en quelque sorte le dernier acte de souveraineté qu'il avoit intention d'exercer à Naples ; car il étoit résolu à partir huit jours après. Il nomma pour son vice-roi Gilbert de Montpensier, de la maison de Bourbon, brave chevalier, mais qui manquoit de talens, de connoissances, et surtout d'activité : jamais il n'étoit levé avant midi, encore que de son temps on ne fût point accoutumé aux heures tardives que la mode a introduites aujourd'hui (2). D'Aubigny, de la maison Stuart d'Écosse, que Charles VIII avoit fait connétable du royaume, comte d'Acri et marquis de Squillace, fut nommé lieutenant du roi en Calabre. C'étoit, dit Comines, un chevalier sage, bon et honorable ; et les Italiens lui donnent aussi le premier rang parmi les généraux de l'armée française. Étienne de Vesc, sénéchal de Beaucaire, grand-chambellan

(1) *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 93.
(2) Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. I, p. 264.

1495. de Naples, duc de Nola, et surintendant des finances du royaume, fut chargé du commandement de Gaëte. Il avoit, dit Comines, *plus de faix qu'il ne pouvoit et n'eût sceu porter.* Un gentilhomme lorrain, nommé don Julien, fut laissé à Santo-Angelo avec le titre de duc; Gabriel de Montfaulcon, à Manfredonia; Guillaume de Villeneuve, à Trani; Georges de Silly, à Tarente; le bailli de Vitry, à l'Aquila, et Graziano Guerra, à Sulmone, dans les Abruzzes (1).

Charles VIII partagea son armée entre ces différens chefs. Il leur laissa la moitié des Suisses, un partie des Gascons, huit cents lances françaises; et environ cinq cents hommes d'armes italiens, que commandoient le préfet de Rome, frère du cardinal de La Rovère, Prosper et Fabrice Colonna, et Antonello Savelli. Ces grands seigneurs italiens, les plus renommés parmi ceux qui faisoient le métier de condottieri, étoient aussi ceux que le roi avoit le plus cherché à s'attacher. Il avoit surtout comblé de faveurs les Colonna: il avoit donné à Fabrice les comtés d'Albi et de Tagliacozzo; à Prosper, le duché de Tragitto, la ville de Fondi, et plusieurs châteaux enlevés aux maisons des Gaetani et des Conti. Parmi les nobles napolitains il comptoit surtout sur le prince de Salerne, et son frère le prince de Bisignano, qui avoient vécu long-temps à la cour de France, comme émigrés et qui ne pouvoient avoir d'autres intérêts que les siens. Il avoit rendu au premier la charge de grand-amiral; et comme il le connoissoit autant qu'aucun de ses courtisans français, il l'avoit traité avec la même faveur (2). Mais il n'avoit pas pris pied assez solidement en Italie, pour espérer que les Italiens se défendissent par eux-mêmes; et après avoir partagé son armée, il ne laissoit point assez de monde dans le royaume pour le garder,

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 57. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallicar.* Lib. VI, p. 160. — *Arnold. Ferroni.* Lib. I, p. 13.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 91. — *Fr. Belcarii.* Lib. VI, p. 160.

et il n'en emmenoit point assez avec lui pour être assuré 1495.
de s'ouvrir un passage.

Ce fut le 20 mai, après midi, que Charles partit de Naples pour retourner en France. Il menoit avec lui huit cents lances françaises, sans compter les deux cents gentilshommes de sa garde, Jean-Jacques Trivulzio, avec cent hommes d'armes italiens, trois mille fantassins suisses, mille français et mille gascons; et il devoit être rejoint en Toscane par Camille Vitelli et ses frères, avec deux cent cinquante hommes d'armes (1). Le même soir il alla coucher à Averse, prenant la route de Rome.

Il avoit envoyé devant lui l'archevêque de Lyon, pour prier le pape de l'attendre à Rome, l'assurer que c'étoit en fils obéissant de l'Église, qu'il désiroit s'approcher de lui, et que comme il n'apportoit que des intentions pacifiques, toutes leurs difficultés seroient arrangées dès la première conférence (2). D'autre part le duc de Milan et les Vénitiens, pour affermir Alexandre dans leur alliance, lui avoient déjà envoyé mille chevau-légers et deux mille fantassins. Ils furent sur le point d'y joindre encore mille gendarmes; cependant ils trouvèrent imprudent d'éloigner si fort leurs différens corps d'armée, et surtout d'en confier un aussi important à la foi d'un homme qu'aucun serment ne pouvoit lier, et qui à l'heure même traitoit avec leurs ennemis. Ils engagèrent donc le pape à se retirer lorsque Charles approcheroit; et en effet Alexandre VI, accompagné par le collége des cardinaux, par deux cents hommes d'armes, mille chevau-légers et trois mille fantassins, sortit de Rome le 30 mai, se dirigeant sur Orvieto, tandis que le roi y entra le 1er de juin (3).

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 91. — *Pauli Jovii Hist. sui tempor.* Lib. II, p. 47. — Phil. de Comines, Mémoires. L. VIII, chap. II, p. 266.

(2) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 57.

(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 94. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 150. — *Bern. Oricellarii de Bello Italico*, p. 73. —

1495. Charles VIII ne vouloit point se montrer à Rome en ennemi ; et de son côté le pape évitoit toute hostilité. Le château Saint-Ange étoit défendu par une forte garnison ; mais en même temps Alexandre avoit laissé à Rome le cardinal de Saint-Anastase, pour y recevoir le monarque avec honneur, et lui offrir un logement au Vatican. Charles ne l'accepta pas ; et il alla se loger dans le quartier nommé le Borgo (1).

Charles VIII ne demeura que trois jours à Rome : quelque mécontent qu'il fût du pape, au lieu d'écouter ses ennemis, qui proposoient encore de le faire déposer, il essaya de le fléchir, en faisant remettre à ses officiers les forteresses de Civita-Vecchia et de Terracina ; il garda cependant celle d'Ostie, qu'il consigna ensuite au cardinal de Saint-Pierre *ad vincula*. Son armée étoit moins que lui disposée à de tels ménagemens : elle se dirigea sur trois colonnes, de Rome vers la Toscane ; et à son passage elle ravagea une grande partie du territoire de l'Église, pilla Toscanella, et en massacra tous les habitans (2). Alors le pape, effrayé, se retira d'Orvieto à Pérouse, avec l'intention de s'enfuir à Ancône, et de là par mer à Venise, si le roi continuoit plus long-temps à suivre la même route que lui.

Mais Charles VIII, après avoir traversé l'État de l'Église, prenoit sa route par la Toscane. Le 13 juin il fit son entrée à Sienne ; c'est là qu'il avoit ordonné à Philippe de Comines de venir le rencontrer. Dès qu'il le vit, il lui demanda en riant si les Vénitiens songeoient réellement à le combattre ; et quoique son ambassadeur l'assurât qu'ils

Andrea Navagiero Stor. Venez. T. XXIII, p. 1204. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. II, p. 33.

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 94.

(2) *Pauli Jovii.* Lib. II, p. 57. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 94. — André de La Vigne, Journal, p. 151. — *Petri Bembi Hist. Venet.* Lib. II, p. 34. — *Annal. eccles. Raynaldi.* 1495, §. 22, 23, p. 444. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. I, p. 14.

auroient quarante mille hommes sous les armes, il n'en tint compte : « car toute sa compagnie étoient jeunes gens, » et ne croyoient point qu'il fût autres gens qui portas- » sent armes (1). » En effet, au lieu de se presser davancer, et de prévenir le rassemblement de tous ses ennemis, surtout des Allemands, qui étoient le plus à craindre, il s'arrêta six jours à Sienne, pour s'occuper des troubles de cette ville, où le mont du Peuple et celui des Réformateurs étoient jaloux de celui des Neuf, et vouloient forcer ce dernier à licencier une garde de trois cents hommes, qui lui étoit uniquement dévouée (2). M. de Ligny, de la maison de Luxembourg, un des favoris de Charles VIII, se figura qu'il pourroit tirer parti de ces dissensions, pour obtenir la souveraineté de Sienne. Quelques factieux siennois l'encouragèrent dans cette espérance; et le roi, qui avoit plus besoin que jamais de toutes ses forces pour lui-même, laissa cependant trois cents hommes à Sienne, sous le commandement de Gaucher de Tinteville, pour garder cette prétendue souveraineté de Ligny. Celui-ci fut en effet nommé capitaine-général de la république, avec vingt mille florins d'appointemens par année, en retour de ce que le roi s'engageoit à garantir aux Siennois tout leur territoire, à la réserve de Montepulciano. Mais, avant la fin de juillet, de nouveaux soulèvemens avoient chassé de Sienne le lieutenant de Ligny et tous les Français (3).

1495.

En même temps que les Florentins avoient entamé avec Charles VIII de nouvelles négociations, pour obtenir de lui qu'il leur rendît Pise, selon ses précédentes pro-

(1) Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. II, p. 267.

(2) *Orlando Malavolti storia di Siena.* P. III, Lib. VI, f. 101.—*Allegr. Allegretti diari Sanesi.* p. 847.

(3) *Orlando Malavolti storia di Siena.* P. III, Lib. VI, f. 101. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 95. — Mémoires de Comines. L. VIII, chap. II, p. 269. — *Allegretto Allegretti diari Sanesi.* p. 849 et 853.

1495. messes. Ils lui offroient pour cela, non seulement de lui payer les trente mille florins que d'après leur traité ils lui devoient encore, mais de lui en prêter de plus soixante et dix mille, et de le faire accompagner jusqu'à Asti, par Francesco Secco, leur capitaine, avec trois cents hommes d'armes et deux mille fantassins. A n'écouter que la politique, Charles recueilloit de grands avantages en acceptant ces propositions; et comme de plus il s'agissoit d'exécuter des engagemens signés de lui, et confirmés par serment, aucun de ses conseillers ne trouvoit de motifs à alléguer pour s'y opposer. Cependant les Pisans avoient inspiré une telle pitié à tous les capitaines suisses et français qui les avoient vus de près, leur situation étoit si malheureuse, et leur confiance dans le roi si entière, que Charles ne pouvoit se résoudre à les livrer à leurs ennemis. Selon son usage, il ajourna ce qu'il ne savoit comment décider. Il donna ordre aux ambassadeurs florentins de le suivre à Lucques, assurant qu'il prendroit dans cette ville une résolution qui les contenteroit (1).

Charles VIII n'étoit pas encore déterminé sur la route qu'il devoit prendre pour traverser la Toscane. Les Florentins, qui avoient eu si peu de raisons d'être contens de lui, ne se soucioient point de le recevoir de nouveau dans leurs murs. Ils étoient surtout alarmés par l'avis qu'ils avoient reçu, que Pierre de Médicis s'étoit échappé de Venise, qu'il avoit joint Charles VIII, qu'il suivoit ce monarque à son retour, et qu'il comptoit profiter de son passage à Florence pour se faire réinstaller dans sa première autorité. Une lettre interceptée de Pierre de Médicis à Pierre Corsini, ne laissoit aucun doute sur ce projet; l'exemple de la seigneurie demandée à Sienne en faveur de Ligny, confirmoit encore ces craintes. Les Florentins, qui jusqu'alors avoient supporté avec une étrange patience

(1) *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 95. — Philippe de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. II, p. 268.

les injustices, l'orgueil et la négligence du roi des Fran- 1495.
çais, montrèrent pour la défense de leur liberté une décision inattendue. Ils se fournirent rapidement d'armes et de soldats qu'ils firent entrer dans leur ville : ils barricadèrent toutes leurs rues, à la réserve d'une seule; et, sans avoir voulu s'acoocier à la ligue, ils appelèrent cependant des troupes vénitiennes à leur aide (1); enfin ils firent déclarer au roi que, déterminés à mourir tous pour la défense de leur liberté, non-seulement ils ne permettroient jamais à Pierre de rentrer dans leur ville, mais même de traverser leur territoire. Charles VIII céda sur ce point; il donna ordre à Pierre de Médicis de se rendre à Lucques sans toucher au territoire florentin; Gherardo Corsini et Nicolas Pazzi l'accompagnèrent avec un héraut d'armes, pour s'assurer que cet ordre fût exécùté (2).

Cependant Charles s'avança de Sienne à Poggibonzi; il y rencontra le frère Jérôme Savonarole, envoyé de nouveau par la république florentine en ambassade auprès de lui. Ce moine employant, selon son usage, l'autorité divine au lieu de motifs politiques, tança le roi des désordres qu'avoit commis son armée, de son mépris pour des sermens prêtés sur les autels, de sa négligence à réformer l'Église, œuvre pour laquelle Dieu l'avoit appelé en Italie, et l'y avoit conduit comme par la main. Il l'avertit que s'il ne se repentoit pas, que s'il ne changeoit pas de conduite, Dieu ne tarderoit pas à l'en punir d'une manière sévère; et l'on crut voir ensuite l'accomplissement de cette menace dans la mort du dauphin. Charles, troublé par ces prophéties, abandonna la route de Florence, et prit celle de Pise (3).

(1) Lettres de Pietro Delphino à Augustin Barbadigo, doge de Venise, du 7, du 17 et du 21 juin. *Raynaldi Annal. eccles.* T. XIX, p. 444, §. 24-26. — *Bern. Oricellarii Comment.* p. 75.

(2) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 213.

(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 98. — *Vita del Padre Savonarola.* Lib. II, §. 15, p. 82. — Mémoires de Comines. Liv. VIII, chap. III, p. 270. — *Scipione Ammir.* L. XXVI, p. 214.

1495. Il ne fut pas plus tôt arrivé dans cette ville, qu'il s'y vit entouré par un peuple tout en larmes : les hommes, les femmes, les enfans, se précipitoient autour de lui à genoux; ils le supplioient de les sauver; ils lui rappeloient que c'étoit à lui qu'ils devoient leur liberté, que leur confiance en sa parole royale les avoit engagés à se compromettre sans retour avec les Florentins; en sorte que si le joug qu'ils portoient étoit déjà intolérable avec leur révolte, il deviendroit plus lourd encore à l'avenir, parce que leurs oppresseurs croiroient avoir à se venger. En même temps, comme tous les officiers de l'armée étoient logés dans les maisons des bourgeois, chaque famille pisane entouroit son hôte, lui racontoit ses souffrances passées, se recommandoit à lui, et imploroit sa miséricorde avec des sanglots. Déjà tous ceux qui avoient été envoyés successivement à Pise par le roi avoient été gagnés par les Pisans; et ils se joignirent aux habitans de la ville pour solliciter la compassion de leurs frères d'armes. On ne sauroit se figurer à quel point l'armée française fut émue par ces sollicitations, et avec combien d'ardeur ces hommes assez durs, souvent assez féroces, embrassèrent une cause qui leur étoit étrangère. Le cardinal de Saint-Malo, le maréchal de Gié, et le président de Gannay, qu'on savoit avoir insisté pour la restitution de Pise, furent menacés par des soldats et des archers, et accusés de s'être laissé gagner par l'argent des Florentins. Cinquante gentilshommes de la maison du roi, portant leur hache au col, vinrent le trouver dans la chambre où il jouoit aux tables avec M. de Piennes; Sallezard, l'un d'eux, porta la parole; il sollicita le roi en faveur des Pisans, et il accusa de trahison ceux qui leur étoient contraires : plutôt que de laisser le besoin d'argent réduire le roi à une action déshonorante pour le nom français, il offrit, de la part de toute l'armée, l'abandon des soldes arriérées, et même les colliers et les chaînes d'argent dont les officiers étoient parés. Si le roi avoit été

digne de sa brave armée, il auroit cherché à se dégager 1495.
honorablement des paroles contradictoires qu'il avoit imprudemment données, à traiter, à des conditions équitables, une réconciliation entre les Pisans et les Florentins, à garantir la liberté des premiers, en accordant quelque chose aux droits des seconds, et à profiter de ce que la possession des citadelles le rendoit arbitre absolu de Pise, pour n'ordonner rien que de juste et d'avantageux aux deux partis. Au lieu de prendre une décision ferme, il se montra embarrassé; il se refusa à faire aux Pisans aucune nouvelle promesse, et il fit dire aux ambassadeurs florentins qui l'attendoient à Lucques, de partir pour Asti, où il les retrouveroit (1).

Mais, sans prendre de résolution pour l'avenir, Charles VIII satisfit les amis des Pisans, par le choix des commandans qu'il donna aux forteresses de la ville et de son territoire. Il les prit tous parmi les gens dévoués à Ligny, le grand avocat des Pisans. Il donna le commandement de la citadelle, dont il avoit changé la garnison, à un serviteur du duc d'Orléans et de Ligny, Rostec de Balzac, seigneur d'Entragues, qu'on ne jugeoit pas digne d'une telle confiance. Il laissa sous ses ordres les citadelles de Librafratta, de Pietra-Santa et de Mutrone. Il confia Sarzane au bâtard de Roussi, serviteur de Ligny, et Sarzanello à une autre des créatures du même comte. Le roi se reposa quatre ou cinq jours à Pise; et il y laissa, de même que dans les autres forteresses de Toscane, des soldats dont il devoit bientôt sentir qu'il avoit lui-même besoin (2).

Cependant la situation de l'armée française devenoit de

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 99. — Mémoires de Comines. Liv. VIII, chap. IV, p. 273. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 61. — *Arnoldi Ferroni de Rebus gestis Gallor.* Lib. I, p. 14. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 215. — *Fr. Belcarii Commentar.* Lib. VI, p. 164. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 154.

(2) Mémoires de Comines. Liv. VIII, chap. IV, p. 274.

1495. jour en jour plus inquiétante. Les hostilités avoient commencé en Lombardie; et c'étoient les Français qui en avoient donné le signal. Les Vénitiens avoient protesté qu'ils n'attaqueroient point le roi à son retour, et qu'ils se tiendroient prêts seulement pour défendre le duc de Milan contre quiconque entreprendroit quelque chose à son désavantage (1). Sur ces entrefaites, le duc d'Orléans, demeuré à Asti, surprit Novare; et la nouvelle en fut portée à Charles VIII avant qu'il eût quitté Sienne.

Le roi avoit donné les ordres les plus précis au duc d'Orléans de respecter le territoire milanais, et de se tenir tranquille à Asti. Mais Louis Sforza, après la conclusion de la ligue à Venise, étoit bien aise d'engager les Vénitiens au combat en provoquant son rival. Il fit marcher de son côté sept cents hommes d'armes, et trois mille fantassins sous les ordres de Galéaz de San-Severino; et il fit sommer le duc d'Orléans de s'abstenir de prendre le titre de duc de Milan, titre que le duc Charles d'Orléans, père de celui qui vivoit alors, avoit déjà porté, comme héritier de Valentine Visconti : il le requit en même temps d'empêcher de nouvelles troupes françaises de descendre en Italie, et de confier la garde d'Asti à Galéaz de San-Severino, que le roi avoit décoré l'année précédente de son ordre de Saint-Michel, et qu'il avoit ainsi désigné comme un homme en qui il prenoit confiance (2). Le duc d'Orléans, loin de se laisser intimider par cette arrogance, ou par l'énumération des forces que la ligue mettoit en campagne contre lui, attaqua le premier la bourgade et le château de Gualfinara dans le marquisat de Saluces, et força San-Severino à se retirer à Non, château du duc de Milan, peu éloigné d'Asti.

Cependant Sforza, qui s'étoit engagé à faire venir beaucoup de troupes d'Allemagne, n'avoit point envoyé dans

(1) Mémoires de Comines. L. VIII, ch. II, p. 267.
(2) *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 96.

cette contrée assez d'argent pour les solder. L'armée de 1495.
San-Severino diminuoit par les désertions; celle du duc d'Orléans s'augmentoit tous les jours par les renforts qu'il recevoit de France : elle étoit forte de trois cents lances, trois mille fantassins suisses et autant de gascons. Déjà assuré de l'avantage du nombre, il prêta l'oreille aux propositions des mécontens de Novare, dont les chefs Opicino Caccia et Manfredo Tornielli avoient éprouvé de la part de Sforza les plus criantes injustices dans leurs propriétés. Ces deux gentilshommes ouvrirent, le 11 juin, les portes de Novare aux Français, et y reçurent le duc d'Orléans avec toute son armée (1).

La surprise de Novare répandit une extrême terreur dans tout l'État de Milan : si le duc d'Orléans s'étoit aussitôt après porté en avant avec ses troupes, il auroit probablement causé une révolution en Lombardie. L'empoisonnement supposé de Jean-Galéaz avoit aliéné de Louis-le-Maure tous les cœurs, et donnoit bien plus d'amertume aux plaintes qu'excitoit le poids des impôts ou les injustices du gouvernement; mais le duc d'Orléans ne fut pas bien informé de la disposition des esprits ou des forces de ses adversaires. Avant de se compromettre, il crut devoir s'assurer de la forteresse de Novare, qui ne se rendit à lui que six jours après la ville; ce retard donna le temps à Galéaz de San-Severino de conduire son armée à Vigevano, d'y recevoir tous les renforts qu'il put rassembler dans le voisinage, et d'y être joint bientôt après par un corps d'armée que Sforza avoit d'abord destiné au camp vénitien dans l'État de Parme, comme par un bataillon de stradiotes que lui céda la seigneurie de Venise. Mille chevaux et deux mille fantassins allemands vinrent encore se réunir à San-Severino; et le duc d'Orléans, ayant laissé

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 62. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 97. —*Fr. Belcarius Comment. Rer. Gall.* L. VI, p. 162. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. II, p. 20.

1495. échapper le moment favorable pour attaquer, fut réduit à se tenir sur la défensive, et à s'enfermer dans Novare (1).

La première nouvelle de la surprise de Novare, avoit causé beaucoup de joie au roi et à l'armée française; mais lorsque les difficultés dans lesquelles le duc d'Orléans se trouvoit engagé furent connues, les plus sages sentirent que la position du roi en étoit devenue beaucoup plus critique. Cependant Charles VIII n'avançoit que lentement; il vouloit se donner le temps de jouir des fêtes qu'on lui préparoit dans chaque ville, et des flatteries qu'on lui adressoit. Il étoit parti le 23 juin de Pise par Lucques; et il n'arriva que le 29 à Pòntrémoli (2). Un de ses motifs pour traverser si lentement la Toscane, étoit l'entreprise sur Gènes dont on l'occupoit. Les cardinaux de La Rovère et Frégoso suivoient le camp de Charles avec Hybletto de Fieschi : tous trois émigrés de Gênes, ils avoient dans la force de leur parti la confiance, qui trompe presque toujours les émigrés; si on leur donnoit quelques troupes pour se présenter devant Gênes, ils se faisoient forts d'y exciter une révolution. Ils comptoient rassembler de nombreux partisans dans les montagnes, soulever les villes, et en chasser facilement les Adorni. En vain les conseillers du roi lui représentoient combien il étoit imprudent de partager ses forces, tandis qu'il en avoit à peine assez pour s'ouvrir un passage au travers de la Lombardie; les émigrés génois furent seuls écoutés, d'autant plus que Philippe, comte de Bresse, grand-oncle du duc de Savoie, auquel il succéda bientôt après, employa tout le crédit dont il jouissoit auprès du roi à seconder cette entreprise, dont il se fit donner le commandement. Le roi lui laissa prendre cent vingt lances françaises et cinq cents

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. I, p. 97. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 63. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. IV, p. 276. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VI, p. 162.

(2) André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 154.

fantassins; les frères Vitelli de Città di Castello, qui s'étoient mis à la solde de la France, mais qui n'avoient pas encore pu rejoindre l'armée, reçurent ordre de suivre Philippe de Bresse, avec deux cents hommes d'armes, et deux cents chevau-légers italiens. Jean de Polignac, seigneur de Beaumont, beau-père de Comines, et Hugues d'Amboise, baron d'Aubijoux, furent mis sous ses ordres : la flotte commandée par M. de Miolans, et réduite alors à sept galères, deux gallions et deux fustes, dut le seconder par mer; et les deux cardinaux ayant levé des fantassins dans l'État de Lucques, la Garfagnana et la Ligurie, conduisirent cette petite armée jusqu'aux portes de Gênes. Mais loin de pouvoir y causer quelque soulèvement, ils eurent bien de la peine à se défendre contre Jean-Louis de Fieschi qui les poursuivoit; et ils n'arrivèrent à Asti, fort diminués en nombre, qu'après avoir échappé, au travers des montagnes, à des périls infinis, tandis que la petite flotte française fut défaite dans le même golfe de Rapallo, où elle avoit remporté une victoire, peu de mois auparavant (1). 1495.

L'avant-garde française, conduite par le maréchal de Gié et Jean-Jacques Trivulzio, avoit trouvé la ville de Pontrémoli occupée par quatre cents hommes de pied du duc de Milan. Cette garnison auroit pu faire une assez longue résistance, et exposer ainsi l'armée à de dures privations; mais Trivulzio l'engagea à capituler sous des conditions honorables. Cependant, à peine les Suisses furent-ils entrés à Pontrémoli, que se souvenant d'une querelle qu'ils y avoient eue avec les habitans du lieu, à leur premier passage, querelle dans laquelle quarante de leurs

(1) *Agost. Giustiniani Annali di Genova*. Lib. V, p. 251. — *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 99 et 111. — *Pauli Jovii Histor.* L. II, p. 63, et Lib. III, p. 76. — Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. V, p. 279. — *Barth. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 556. — *Uberti Folietæ.* L. XII, p. 670.

1495. compatriotes avoient été tués, ils tombèrent sur les bourgeois, massacrèrent tous ceux qu'ils purent atteindre, et mirent le feu à la ville. De grands magasins de vivres furent détruits par cet incendie, au moment où l'armée commençoit à en sentir le besoin : mais la violation de la capitulation lui fut encore plus préjudiciable que la destruction des greniers de l'ennemi, parce que les paysans perdant toute confiance dans des hommes capables d'un tel manque de foi, cessèrent d'apporter des vivres au camp (1).

Cependant le roi avoit été s'établir dans un petit hameau, par-delà Pontrémoli, tandis que le maréchal de Gié avoit traversé les montagnes avec l'avant-garde, et s'étoit placé en face de l'ennemi à Fornovo : il avoit compté être suivi immédiatement par le reste de l'armée, mais Charles VIII ne voulut point s'engager dans les montagnes que son artillerie ne fût passée, et il demeura cinq jours dans le hameau, près de Pontrémoli : sa troupe y souffrit beaucoup du manque de vivres. Jean de La Grange, maître de l'artillerie, et le sire de La Trémouille, avoient pris la charge de transporter au-delà des montagnes tout cet attirail militaire ; et ils furent bien secondés par les Suisses, qui, pour faire oublier les excès dont ils s'étoient rendus coupables à Pontrémoli, s'employèrent avec beaucoup de zèle à tirer les affûts à force de bras. Il y avoit quatorze pièces de gros canon, beaucoup de petites, et un nombre proportionné de caissons et de munitions de guerre. La montagne sur laquelle un sentier avoit été négligemment tracé, sans qu'aucun travail en adoucît la rudesse, s'élevoit au-dessus de Pontrémoli, par une pente rapide, que les mulets avoient peine à franchir ; elle descendoit ensuite avec la même rapidité dans un vallon, pour remonter encore. Les Suisses s'atteloient deux à deux

(1) *Fr. Guicciardini*. L. II, p. 99. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. V, p. 282. — *Arnoldi Ferroni*. Lib. I, p. 15.

au nombre de cent ou deux cents, avec de longues cordes, 1495.
pour traîner une seule pièce, et après l'avoir amenée jusqu'au sommet de la montagne, ils avoient plus de peine encore, et surtout ils couroient plus de danger, à la retenir en descendant. Des ouvriers travailloient dans toute la longueur de la route pour abattre des rochers qui barroient le passage, combler des creux, relever des canons renversés, ou réparer leur train. Les soldats et les cavaliers s'étoient partagé les munitions; et quelque roide que fût la montagne, quelque ardente que fût la chaleur, aucun ne se mettoit en route sans s'être chargé de boulets ou de gargousses, jusqu'au poids de cinquante livres. Jamais armée n'avoit encore fait une expédition si difficile, ou n'avoit supporté une telle fatigue. Enfin, au bout de cinq jours toute l'artillerie fut de l'autre côté de la montagne, et le roi lui-même partit le 3 juillet pour la traverser, par Bercetto, Casi et San Térenzo (1).

L'avant-garde du maréchal de Gié établie à Fornovo, n'étoit composée que de six cents lances, et quinze cents Suisses. L'armée des confédérés qui s'étoit rassemblée près de Parme, étoit commandée par François de Gonzague, marquis de Mantoue, qui, malgré sa jeunesse, passoit pour un des meilleurs capitaines de l'Italie. Luca Pisani et Marco Trévisani, provéditeurs vénitiens, lui avoient été donnés pour conseillers. Les troupes milanaises étoient commandées par le comte de Caiazzo, secondé par François Bernardin Visconti, commissaire, et l'un des principaux chefs du parti Gibelin à Milan. On comptoit dans leur armée deux mille cinq cents hommes d'armes, et plus de cinq mille chevau-légers, dont la moitié étoient des Stradiotes d'outre-mer. Le nombre réel de la cavalerie est toujours difficile à calculer dans toutes les relations de cette époque, parce que tantôt l'on comptoit

(1) Mémoires de Philippe de Comines. L. VIII, chap. VII, p. 287. — Journal de Charles VIII, par André de La Vigne, p. 155.

1495. six chevaux par lance, tantôt quatre, et quelquefois moins. Piétro Bembo, l'historien vénitien, cherche à représenter l'armée de sa patrie comme bien plus foible qu'elle n'étoit réellement; et il ne donne en tout au marquis de Gonzague, que douze mille chevaux et autant de gens de pied. D'après les autres historiens, il avoit en tout près de quarante mille hommes (1). Les confédérés auroient pu aisément occuper Fornovo; ils préférèrent asseoir leur camp à la Ghiaruole, trois milles plus bas, pour attirer leur ennemi en rase campagne, et ne pas le réduire à prendre le chemin de Borgo de Val di Taro, et du mont de Cento Croci, qui l'auroit conduit par des pays fort âpres et fort difficiles, il est vrai, jusque dans le voisinage de Tortone (2).

Le maréchal de Gié, arrivé à Fornovo, à une si petite distance d'une armée si supérieure en forces, envoya au camp ennemi un trompette, qui demanda un libre passage pour l'armée de son roi, et des vivres à un prix équitable. En même temps Gié chargea quelques coureurs de reconnoître le pays ennemi; mais ceux-ci furent repoussés par les Stradiotes. Les capitaines italiens laissèrent échapper, ce jour-là, la plus belle occasion de détruire l'armée française. S'ils avoient attaqué l'avant-garde qui se trouvoit alors à plus de trente milles du corps de bataille, ils en auroient eu bon marché: mais ils ne connurent point sa force ou la distance qui séparoit les deux corps; et ils laissèrent à Charles VIII le temps d'arriver avec son artillerie et tout le reste de son armée (3).

Même après la réunion de toute l'armée française, elle étoit encore bien inférieure en forces à celle des alliés.

(1) *Petri Bembi Hist. Venet.* Lib. II, p. 35. — Phil. de Comines. Liv. VIII, chap. V.

(2) *Franc. Guicciardini.* Lib. II, p. 100. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 64.

(3) *Franc. Guicciardini.* Lib. II, p. 100. —Mémoires de Comines. L. VIII, ch. VII, p. 289. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 36.

Charles VIII l'avoit imprudemment affoiblie par beaucoup 1495.
de détachemens ; Comines ne lui donne que neuf cents hommes d'armes, en y comprenant la maison du roi, deux mille cinq cents Suisses, et en tout sept mille hommes payés. Mais il pouvoit y avoir de plus quinze cents hommes propres à combattre, qui suivoient le train de la cour comme serviteurs; en effet, Comines ajoute : « Le » comte de Pitigliano, qui les avoit mieux comptés que » moi, disoit qu'en tout y avoit neuf mille hommes, et le » me dit depuis notre bataille dont sera parlé (1). » Ainsi l'armée italienne étoit quatre fois plus forte. De plus, le manque de vivres au passage de la montagne, et la fatigue, avoient épuisé les Français; enfin l'armure et la manière inaccoutumée de combattre des Stradiotes leur inspiroient quelque terreur.

Le roi, arrivé à Fornovo le dimanche 5 juillet à midi, découvrit, de la hauteur qu'il occupoit, le camp des ennemis, comme le sien. L'un et l'autre étoient sur la rive droite du Taro, rivière qui descend des montagnes de Gênes pour se jeter dans le Pô. Les Français, pour continuer leur voyage, devoient passer sur la rive gauche du Taro; cependant le marquis de Gonzague, au lieu d'occuper cette autre rive, avoit préféré s'établir du même côté qu'eux, et un peu plus bas, près d'Oppiano, pour conserver une communication facile avec Parme, et empêcher les Français de se jeter dans cette ville. Les collines, rangées en amphithéâtre, laissoient entre elles et les deux camps une large plaine couverte de graviers, que le torrent dévastoit tout entière, mais dont il n'occupoit ordinairement que la moindre partie. On pouvoit presque toujours le passer à gué, excepté lorsqu'il s'enfloit avec une étonnante rapidité par les pluies des montagnes. Alors il rouloit de grosses masses de rochers avec un bruit prodigieux, et il coupoit toute communication entre ses

(1) Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. II, p. 267.

1495. deux rives. Un petit bois s'étendoit sur la droite du Taro, du camp vénitien jusque tout près du camp français; et il couvroit les Stradiotes lorsqu'ils s'approchoient pour engager des escarmouches (1).

Les Français avoient trouvé à Fornovo beaucoup de vivres dont ils avoient un grand besoin : mais comme ils étoient toujours disposés à soupçonner les Italiens de toute espèce de perfidie, ils craignirent quelque temps que ces vivres ne fussent empoisonnés; et ce ne fut qu'après beaucoup d'essais faits sur leurs chevaux, qu'ils se hasardèrent enfin à en profiter. Les riches plaines de Lombardie s'étendoient devant leurs yeux; mais avant d'y parvenir il falloit livrer bataille : le marquis de Gonzague, en se logeant si près d'eux, manifestoit son intention d'en venir aux mains; il falloit absolument passer devant lui : la vallée n'avoit pas d'autre issue, et la grandeur de son camp inspiroit quelque terreur aux plus audacieux; d'autant plus que, selon l'usage italien, il comprenoit un espace assez grand en dehors des tentes pour que toute l'armée y pût être rangée en bataille.

Philippe de Comines étoit tout récemment revenu de Venise; il connoissoit tous les chefs de l'armée ennemie, et il s'étoit séparé d'eux en bonne intelligence. Le roi désira qu'il renouât avec eux quelque négociation, et il le chargea d'écrire aux deux providiteurs vénitiens. Mais il ne put cependant se résoudre à proposer aucun terme sur lequel il voulût entrer en accommodement (2). De son côté, Gonzague, lorsqu'il avoit reçu le trompette du maréchal de Gié, avoit déjà mis en délibération s'il compromettroit toutes les forces de l'Italie pour arrêter et réduire au désespoir un ennemi qui fuyoit. Les chefs de son armée,

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 65. — *Fr. Guicciardini Hist.* Lib. II, p. 101. — Mémoires de Comines. Lib. VIII, ch. IX, p. 295. — *Fr. Belcarii.* Lib. VI, p. 167. — *Bern. Oricellarii, de Bello Italico.* p. 77.

(2) Mémoires de Philippe de Comines. Liv. VIII, ch. IX, p. 298.

balançant entre l'honneur et la prudence, n'avoient pu 1495.
demeurer d'accord : ils avoient demandé de nouveaux ordres à Milan et à Venise; et leurs gouvernemens s'étoient décidés à permettre au roi de se retirer sans combat : les ambassadeurs d'Espagne et d'Allemagne, espérant que leurs maîtres recueilleroient les fruits de la guerre sans être exposés à aucun danger, avoient vainement remontré que l'honneur des armes italiennes seroit compromis si elles n'osoient combattre un ennemi si inférieur en forces, et que les Français ne tarderoient pas à redescendre les Alpes, s'ils étoient assurés que les Italiens ne leur montreroient jamais le visage (1).

Les provéditeurs vénitiens ne voulurent donc point rejeter absolument les ouvertures de Comines : ils répondirent que le duc d'Orléans, en attaquant Novare, avoit commencé les hostilités; que dès-lors leurs dispositions n'étoient plus si pacifiques; que cependant l'un d'eux se rendroit volontiers le lendemain à moitié chemin entre les deux armées, pour rencontrer le négociateur français. Cette réponse parvint à Comines le dimanche soir. Les Français passèrent la nuit dans leur camp avec beaucoup d'inquiétude, soit à cause de deux alarmes données successivement par les Stradiotes, contre lesquels on ne s'étoit point assez soigneusement mis en garde, soit à cause d'une pluie orageuse, accompagnée d'éclairs et de tonnerre, qui commençoit déjà à gonfler le Taro; les éclats de la foudre retentissoient dans les gorges de l'Apennin, tandis que le torrent rouloit avec fracas des rochers parmi ses flots (2).

Le lendemain, lundi 6 juillet, le roi, déjà armé et à cheval, fit appeler, à sept heures du matin, Comines auprès de lui : il le chargea d'aller avec le cardinal de Saint-Malo, déclarer aux Vénitiens qu'il ne vouloit autre chose

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 101.

(2) Mémoires de Comines. Liv. VIII, chap. IX, p. 299. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 102.

1495. que continuer sa route, sans faire ni recevoir de dommage. En même temps il traversa le Taro en face de Fornovo, pour continuer à le descendre sur la rive gauche, et passer devant le camp vénitien qu'il laissoit sur la rive droite, à un quart de lieue de distance. Des escarmouches étoient engagées de tous côtés entre les troupes légères; et le canon commença à tirer au moment où la lettre de Comines et du cardinal de Saint-Malo parvint aux provéditeurs vénitiens. Ils montrèrent cependant encore quelque désir d'entrer en négociation; mais le comte de Caiazzo s'écria qu'il n'étoit plus temps de parlementer, et que les Français étoient déjà à demi vaincus. L'un des provéditeurs et le marquis de Mantoue furent du même avis; ils imposèrent silence à ceux qui vouloient encore traiter, et la bataille commença (1).

L'avant-garde française étoit commandée par le maréchal de Gié et Jean-Jacques Trivulzio : elle étoit forte de trois cent cinquante hommes d'armes, les meilleurs de l'armée; trois mille Suisses les suivoient, sous la conduite d'Engelbert de Clèves, frère du duc de Nevers; du bailli de Dijon, et de Lornay, grand écuyer de la reine : enfin ils étoient soutenus par trois cents archers de la garde, auxquels le roi avoit fait mettre pied à terre. Le roi, qui commandoit la bataille, laissa partir cette avant-garde pendant qu'il passoit la rivière, en sorte qu'elle étoit déjà parvenue en face du camp italien, lorsqu'il en étoit encore à une grande distance. Guynol de Lousières, un des maîtres d'hôtel du roi, et Jean de la Grange, bailli d'Auxonne, commandoient l'artillerie. Gilles Caronnel de Normandie portoit l'enseigne des cent gentilshommes de la garde, et Aymar de Prie, celle des pensionnaires. Deux cents arbalétriers à cheval, les Écossais et deux cents archers français étoient conduits par M. de Crussols. Claude de la Chastre commandoit le corps de bataille sous le roi, et

(1) Mémoires de Comines. Liv. VIII, ch. X, p. 305.

l'assistoit de ses conseils. Enfin l'arrière-garde étoit commandée par MM. de Guise et de la Trémouille. Tous les bagages, portés par près de six mille bêtes de somme, furent envoyés du côté de la montagne qui étoit à quelque distance de l'armée, à sa gauche, sous la conduite du capitaine Odet de Riberac, mais sans troupes pour les couvrir (1). 1495.

L'armée italienne avoit jusqu'alors observé les mouvemens des Français, et les avoit laissés se déployer sur la grève; mais lorsqu'ils furent en pleine marche, et que leurs trois corps se furent assez éloignés les uns des autres pour ne plus se soutenir, François de Gonzague fit commencer l'attaque. Pendant que le roi descendoit sur la rive gauche du Taro, Gonzague remontoit sur la droite : il avoit occupé Fornovo, d'où les Français venoient de partir; et c'est là qu'il passa la rivière à leur suite, à la tête de six cents hommes d'armes, la fleur de toute son armée, d'un gros escadron de Stradiotes, et de cinq mille fantassins. Il laissa sur l'autre rive Antoine de Montefeltro, fils naturel du précédent duc d'Urbin, avec une forte réserve, pour le seconder quand il en auroit besoin. Il avoit ordonné que lorsqu'on le verroit engagé avec l'arrière-garde, un autre bataillon de Stradiotes passât la rivière un peu plus bas, et vînt donner sur les flancs de l'armée française; qu'un troisième suivît sur la gauche, et vers les montagnes, les bagages que le capitaine Odet cherchoit à éloigner. D'autre part, le comte de Caiazzo, avec quatre cents gendarmes et deux mille fantassins, passa le Taro en face de l'avant-garde française, pour l'attaquer de front. Il laissa sur l'autre bord Annibal Bentivoglio, avec une réserve de deux cents hommes d'armes; enfin, les provéditeurs vénitiens demeurèrent chargés de la garde

(1) André de La Vigne, Journal, p. 158. — Phil. de Comines. L. VIII, ch. XI, p. 307. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 103. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 68. — *Arnoldi Ferroni.* L. I, p. 16.

1495. du camp, avec deux fortes compagnies de gendarmerie et mille fantassins. Ainsi les Vénitiens se préparoient à attaquer en même temps l'armée française, en tête, en queue et en flanc : mais accoutumés aux batailles d'Italie, dans lesquelles un escadron se présentoit après l'autre, et s'attendoit toujours à être soutenu par des troupes nouvelles, ils négligèrent de faire usage de toutes leurs forces à la fois; ils affoiblirent leur armée par les fortes réserves qu'ils laissèrent au-delà du fleuve, et leur plus grande faute fut de ne pas régler d'avance la marche de ces réserves, pour qu'elles arrivassent successivement au combat (1).

Cependant l'attaque du marquis de Mantoue étoit conduite avec une grande bravoure : au premier choc entre sa gendarmerie et celle de l'arrière-garde française, toutes les lances volèrent en éclats; et les deux corps se mêlèrent, combattant de près avec leurs masses d'armes et leurs estocs. Le roi, qui dans ce moment armoit des chevaliers au corps de bataille, averti par le bruit qu'il entendoit derrière lui, fit faire volte-face à son corps d'armée, et vint secourir son arrière-garde. Il se séparoit ainsi toujours plus de l'avant-garde qui, pendant cette marche rétrograde, continuoit à avancer le long de la grève. Chacun courant plus ou moins vite selon son ardeur à entrer dans le combat, le roi se trouva presque seul, tandis qu'un autre corps ennemi qui avoit passé la rivière sur ses flancs n'étoit pas à cent pas de lui. Le bâtard de Bourbon, qui marchoit à côté de lui, ayant tourné sur ces nouveaux ennemis pour les charger, fut emporté par son cheval et fait prisonnier. Charles VIII, à ce qu'on assure, se conduisit dans ce danger avec une remarquable intrépidité, se jetant hardiment au plus fort de la mêlée, encourageant

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 104. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 69. — *Barthol. Senaregæ de Rebus Gen.* T. XXIV, p. 554. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. II, p. 38. — *Andrea Navagiero Stor. Venez.* p. 1205.

ses soldats, et paraissant se croire assuré du secours divin (1). 1495.

Les Français, attaqués par des forces très-supérieures, n'auroient probablement pas pu résister long-temps, si quinze cents Stradiotes avoient exécuté les ordres qu'ils avoient reçus, et s'étoient mêlés avec les gendarmes : une fois que l'ordonnance des derniers étoit rompue, les Stradiotes, avec leurs longs sabres, acquéroient l'avantage sur les cavaliers armés de lances, et ils auroient fait un grand carnage des chevaliers français. Mais au milieu du combat, ces troupes légères s'aperçurent que leurs camarades avoient atteint les bagages de l'ennemi, qu'ils se partageoient ce butin considérable, et qu'ils s'enrichissoient, tandis qu'eux ne trouvoient sur leur route que des dangers. Tous les Stradiotes quittèrent aussitôt la bataille pour se jeter sur les bagages qu'ils voyoient livrés au pillage : bientôt les fantassins, et même plusieurs gendarmes, prirent la même route. François de Gonzague, abandonné par ceux sur lesquels il avoit le plus compté, perdit alors l'avantage qu'il avoit eu au commencement. Son oncle, Rodolphe de Gonzague, avoit été tué presque dès les premiers coups de lance. Il avoit la commission de faire avancer Antoine de Montefeltro : celui-ci, ne recevant point d'ordre, resta immobile. François de Gonzague fut enfin repoussé : ses cavaliers en fuyant traversèrent la rivière, les uns pour rentrer dans leur camp, les autres pour se jeter sur Fornovo; et l'arrière-garde française, les poursuivant à bride abattue, s'éloigna du roi, qui se trouva de nouveau séparé de tous les siens, et exposé à d'assez grands dangers (2).

(1) Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. XI, p. 308. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 68.

(2) Mémoires de Phil. de Comines. L. VIII, ch. XI, p. 309. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 105. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. II, p. 71. — *Petri Bembi Histor. Ven.* Lib. II, p. 38.

1495. Pendant le même temps le comte de Caiazzo avoit chargé l'avant-garde française, mais avec beaucoup moins d'ardeur : quand il fut arrivé sur le front de la gendarmerie française, il tourna bride sans rompre une lance, et commença à fuir, peut-être avec l'intention de se faire poursuivre, et d'éloigner ainsi toujours plus l'avant-garde du lieu où combattoit le roi : du moins le maréchal de Gié le soupçonna; car il retint, quoiqu'à grand'peine, ses gendarmes, qui vouloient poursuivre les fuyards. Le roi, laissé quelques momens seul entre les deux troupes, se vit entouré et attaqué par des cavaliers ennemis, qui, fuyant le long de la grève, s'aperçurent de son isolement. Cependant Charles VIII fut secouru à temps par une bande de gentilshommes qui revinrent à lui. Bientôt après l'arrière-garde qui avoit poursuivi l'ennemi jusque près de Fornovo, tourna bride pour rejoindre le roi; et alors tous ensemble ils continuèrent à descendre sur la gauche du fleuve, pour rejoindre l'avant-garde du maréchal de Gié (1).

Celui-ci voyoit vis-à-vis de lui, sur l'autre bord du fleuve, le comte de Caiazzo qui avoit rejoint sa réserve, et auquel le marquis de Gonzague vint bientôt après se réunir, ramenant tout ce qui s'étoit enfui du côté de Fornovo. L'armée italienne étoit encore fort supérieure en nombre à la française. Dans le conseil de cette dernière, on mit cependant en délibération si elle attaqueroit à son tour. Jean-Jacques Trivulzio, Camillo Vitelli et Francesco Secco, condottieri italiens attachés au roi, vouloient qu'il poursuivît sa victoire, qu'il repassât le Taro, qu'il attaquât le camp italien sur l'autre rive, et qu'il profitât de la terreur dont les ennemis laissoient voir les signes. Ces généraux faisoient remarquer que la route de Parme étoit couverte de monde; ce qui donnoit lieu de croire que beaucoup de fuyards avoient déjà abandonné le camp, et se sauvoient

(1) Mémoires de Phil. de Comines. L. VIII, ch. XII, p. 313.

dans cette direction. Mais les capitaines français qui con- 1495.
noissoient mal les chemins, qui croyoient difficilement à tant de terreur dans une si grande armée, et qui sentoient leurs chevaux et leurs hommes fatigués, ne voulurent pas s'exposer à perdre l'avantage qu'ils avoient déjà obtenu. Après quelque discussion, le roi alla loger à un hameau sur le Taro, un peu plus bas que l'endroit où la bataille s'étoit donnée, dans une petite maison, où il se mit à couvert de la pluie qui n'avoit pas cessé de tomber (1).

Le choc entre la gendarmerie du marquis de Mantoue et l'arrière-garde française, n'avoit pas duré plus d'un quart d'heure, et la poursuite plus de trois quarts d'heure; tant l'impétuosité française et la violence des charges de gendarmerie avoient confondu les tacticiens italiens. Les vainqueurs ne perdirent guère plus de deux cents hommes; les vaincus près de trois mille cinq cents. Un grand nombre de cavaliers renversés dès le premier choc, furent massacrés par terre, à coups de haches, par les valets de l'armée; les fantassins séparés de leur cavalerie furent hachés en pièces : on compta parmi les Italiens tués à cette journée, Rodolphe de Gonzague, oncle du marquis; Ranuccio Farnèse, Jean Piccinino, petit-fils du fameux Nicolas; Galéaz de Correggio, Robert Strozzi, et Alexandre Béroaldi. Bernardino de Montone, petit-fils du grand Braccio, avoit aussi été laissé parmi les morts; mais il guérit de ses blessures (2). Les Français ne firent pas un seul prisonnier,

(1) Ph. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. XII, p. 318. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 107. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. II, p. 72. — *Franc. Belcarii Comment. rerum Gall.* L. VI, p. 169. — *Arn. Ferroni.* Lib. I, p. 17.

(2) *Rosmini Hist. di Gian-Jac. Trivulzio.* L. VI, p. 250. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 107. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 73. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 166. — *Petri Bembi Hist. Venez.* L. II, p. 38. — *Bern. Oricellarius.* p. 75-83. Mais cet auteur, pour avoir un style plus classique, supprime tous les détails qui donneroient de la vérité à son récit.

1495. par le même motif qui les détournoit ou de défendre leur propre bagage, ou de chercher à piller les ennemis. Ils étoient en trop petit nombre, et trop éloignés de leur pays, pour vouloir se charger de rien qui retardât leur marche. Plusieurs fois, pendant le combat, on les entendit s'écrier : *Souvenez-vous des Guinegates !* Dans ce lieu, en effet, ils avoient perdu une victoire déjà assurée, pour s'être attachés à piller (1).

La terreur étoit plus grande dans le camp des Italiens que les Français ne pouvoient le supposer. La perte prodigieuse que les premiers avoient faite en si peu de temps avoit frappé leur imagination; et il fut difficile pendant la nuit de retenir les soldats, qui vouloient tous s'enfuir à Parme. Le comte de Pitigliano, qui avoit été fait prisonnier à Nola, et qui étoit conduit par le roi, à la suite de son armée, avec le comte Virginio Orsini, son cousin, s'étant échappé au milieu de la bataille, et ayant été joindre les Vénitiens, contribua beaucoup à les calmer. Il poursuivit les fuyards pendant près de deux heures pour les rappeler au combat, en criant : *Pitigliano*. S'il avoit pu les réunir, il se croyoit assuré qu'une nouvelle attaque sur les Français perdroit ces derniers sans ressources. Il avoit vu en effet le désordre de leur camp; il s'étoit convaincu que leur ordonnance de bataille avoit été presque l'ouvrage du hasard, et qu'un seul choc de cavalerie, mal soutenu par les Italiens, avoit décidé du sort de la journée. Il savoit que les Français n'étoient point encore tranquilles sur leur retraite, et qu'il seroit facile de leur faire ressentir à leur tour la terreur qu'ils imprimoient à leurs ennemis. Mais tous ses efforts n'aboutirent qu'à empêcher l'armée de se dissiper. Il lui fut impossible de l'engager à une nouvelle attaque, qu'il vouloit tenter pendant la nuit. D'ailleurs la pluie continuelle avoit enfin gonflé le Taro; et ce torrent

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 107. — Phil. de Comines. Liv. VIII, chap. XII, p. 315.

opposoit déjà entre les deux armées une barrière difficile à franchir (1). 1495.

Dans la journée du 7 juillet, le roi alla loger à Medesana, un mille plus bas que l'endroit où il avoit couché. En même temps il chargea Comines de renouer les négociations, s'il étoit possible, car il désiroit s'assurer une retraite tranquille; et il ne l'entreprenoit pas sans inquiétude, devant une armée fort supérieure en nombre. Il nomma, pour traiter de concert avec Comines, le cardinal de Saint-Malo, le maréchal de Gié et Louis de Hallewin, seigneur de Piennes. Les commissaires italiens furent le marquis de Mantoue, le comte de Caiazzo, et les deux provéditeurs vénitiens. C'étoient de part et d'autre les principaux personnages des deux armées. Mais la difficulté étoit de les réunir. Ils s'avancèrent les uns et les autres, chacun de leur côté, sur la grève; aucun cependant ne vouloit passer la rivière, et les pluies l'avoient tellement accrue et la rendoient si bruyante, qu'il ne pouvoit être question de traiter d'une rive à l'autre. Comines passa vers les Vénitiens avec Robertet, secrétaire du roi; mais il n'étoit chargé pour eux d'aucune proposition, autre que de les amener à une conférence. Dans ce pourparler, il fut question de la bataille précédente; et le marquis de Mantoue, qui croyoit son oncle encore vivant, le recommanda à Comines, ainsi que tous les prisonniers. Celui-ci n'eut garde de répondre que les Français n'avoient fait de quartier à personne. Il fut convenu qu'on auroit une seconde conférence le soir: Mais les Vénitiens firent ensuite avertir Comines de la remettre au lendemain, pour ne point se hasarder à rencontrer les Stradiotes, qu'on ne pouvoit soumettre à aucune discipline. Le roi n'avoit point intention d'attendre ce lendemain. Une heure avant le jour les trompettes son-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 109. — Mémoires de Comines. L. VIII, ch. XII, p. 318. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 72 et 74. — *Petri Bembi Hist. Venetæ.* Lib. II, p. 38.

1495. nèrent, avec le cri ordinaire : *faites bon gué*. C'étoit le signal convenu pour que chacun montât à cheval, et prît le chemin de Borgo San-Donnino (1).

Ce départ de nuit, en tournant le dos à l'ennemi, étoit fait pour répandre la terreur dans l'armée. En effet, elle entreprenoit de traverser dans des bois, un pays montueux et difficile, avant de parvenir à la plaine et à la grande route; et comme, par la négligence du grand écuyer, elle partoit sans guides, elle s'y égara. Mais les feux que les Français avoient laissés dans leur camp trompèrent les Vénitiens, qui ne s'aperçurent point de leur départ avant midi. Des pluies continuelles avoient gonflé toujours plus la rivière; et jusqu'à quatre heures personne ne s'aventura à la passer. Enfin le comte de Caiazzo la traversa avec deux cents chevaux italiens, non sans y perdre un homme ou deux. Cet heureux incident donna aux Français le loisir de parcourir environ six milles dans un pays de collines, où ils auroient pu être fort inquiétés, et de parvenir dans une grande plaine, où leur avant-garde, leur artillerie et leurs bagages, partis beaucoup plus tôt pendant la nuit, les attendoient déjà (2).

Une armée qui recule devant l'ennemi, perd bientôt courage, lors même qu'elle n'a eu que des succès. L'arrière-garde, en arrivant dans la plaine, vit avec effroi le corps d'armée qui l'attendoit, au milieu duquel le drapeau de Trivulzio lui parut être celui du marquis de Mantoue. L'avant-garde n'eut pas moins de crainte en voyant approcher l'arrière-garde, jusqu'à ce que les coureurs des deux parts se fussent reconnus. A peine les Français étoient-ils arrivés à San-Donnino, qu'une fausse alarme les obligea d'en ressortir; elle sauva au reste ce bourg du pillage, que les Suisses commençoient déjà (3).

(1) Phil. de Comines. L. VIII, ch. XIII, p. 322. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 166. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. II, p. 75.

(2) Mémoires de Phil. de Comines. L. VIII, ch. XIII, p. 328.

(3) Journal d'André de La Vigne, p. 167.

La première nuit le roi alla coucher à Firenzuola, et la seconde sur la Trebbia, au-delà de Plaisance; jusque-là il avoit cheminé sans être atteint par la cavalerie légère des ennemis. Il crut n'avoir plus de dangers à courir, et il ne fit passer la Trebbia qu'à une partie de son armée, laissant de l'autre côté de la rivière presque toute son artillerie avec deux cents lances, et les Suisses pour la garder. Il n'avoit eu d'autre motif, en partageant ainsi ses soldats, que de trouver pour tous des logemens plus commodes. Mais les rivières d'Italie sont sujettes à des crues d'eau si subites, qu'on ne doit jamais compter sur les gués qu'on y a reconnus. A dix heures du soir la rivière s'éleva rapidement à une si grande hauteur, par l'effet des pluies tombées dans les Apennins, qu'il eût été impossible de la traverser aussi bien à cheval qu'à pied. Une moitié de l'armée n'avoit déjà plus aucun moyen de secourir l'autre; et cependant l'ennemi étoit fort près d'elle, car le comte de Caiazzo étoit entré dans Plaisance, dont il avoit renforcé la garnison. Les Français, sur l'une et l'autre rive, cherchèrent toute la nuit, avec une extrême inquiétude, quelque moyen de communiquer, sans pouvoir en découvrir aucun, lorsque vers cinq heures du matin les eaux commencèrent à s'abaisser d'elles-mêmes. Alors on se hâta de tendre des cordes d'une rive à l'autre, pour soutenir les gens de pied qui passèrent à gué, ayant de l'eau jusqu'au-dessus de l'estomac, et l'on réunit les deux corps d'armée, que l'on se reprochoit d'avoir séparés (1). 1495.

Le comte de Caiazzo avoit trouvé à Plaisance cinq cents fantassins allemands; il les joignit aux chevau-légers qu'il avoit amenés, et ayant atteint à la Trebbia l'armée française, il ne cessa plus de l'inquiéter dans sa retraite, tandis qu'elle se dirigeoit par Castel San-Giovanni, Voghera, Tortone et Nizza de Montferrat. Les provéditeurs

(1) Phil. de Comines. Liv. VIII, chap. XIII, p. 330. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 110. — André de La Vigne, Journal, p. 168.

1495. vénitiens ne voulurent pas permettre que leur armée se rapprochât jamais assez de celle de Charles, pour lui livrer une seconde bataille. Cependant, plus les Français approchoient du pays où ils comptoient enfin se trouver en sûreté, moins ils montroient d'envie de combattre (1). Trois cents Suisses, armés de coulevrines et d'arquebuses à chevalet, couvrirent seuls leur retraite. Ils attendoient les Stradiotes jusqu'à demi portée de leurs pièces, avec un flegme qui ne se démentit jamais; et ils les faisoient reculer ensuite par un feu bien nourri. Les Français montroient beaucoup moins de sang-froid pour affronter le danger; mais ils supportoient sans murmurer les incommodités d'une retraite fort pénible. Les logemens n'étoient plus distribués par les fourriers, et chacun s'établissoit comme il pouvoit, sans troubles ni débats : on n'obtenoit des vivres qu'avec beaucoup de difficulté; et sans le crédit que Jean-Jacques Trivulzio exerçoit sur le parti Guelfe, dans toute la Lombardie, l'armée auroit cruellement souffert de la faim. Le besoin d'eau tourmentoit davantage encore le soldat. Il marchoit pendant les plus grandes chaleurs de l'été; et pour éteindre la soif qui le dévoroit, il entroit jusqu'à la ceinture dans les fossés fangeux des petites villes et des villages. Les premiers arrivés trouvoient ainsi de l'eau qui n'étoit pas encore troublée : mais la foule des soldats, des valets et des chevaux qui se pressoient derrière eux, épuisoit bientôt ces fossés, ou en mêloit l'eau avec une boue infecte (2).

Le roi partoit avant le jour, et marchoit jusqu'à midi; alors chacun prenoit place où il pouvoit; les seigneurs comme les valets étoient réduits à aller chercher des vivres et du fourrage pour leurs chevaux. Comines, qui dit être un de ceux qui souffrirent le moins, et qui étoit déjà

(1) Mémoires de Comines. Liv. VIII, chap. XIII, p. 332.

(2) Mémoires de Phil. de Comines. L. VIII, ch. XIV, p. 334. — *Bern. Oricellarii de Bello Italico*. p. 86.

avancé en âge, fut par deux fois obligé d'aller au fourrage 1495.
pour son cheval, et de se contenter d'un morceau du plus mauvais pain. Mais lui, qui avoit suivi le duc de Bourgogne dans des guerres désastreuses, où ses troupes n'avoient cependant jamais autant souffert, ne pouvoit assez admirer la patience et la gaieté de ces soldats français, qui ne proféroient jamais une plainte. La grosse artillerie retardoit singulièrement la marche de l'armée; à toute heure les affûts éprouvoient quelque accident, ou les chevaux manquoient; mais il n'y avoit pas un chevalier qui refusât de mettre la main à l'œuvre, ou de prêter son cheval, pour tirer un canon d'un mauvais pas, en sorte que dans ce pénible voyage il ne se perdit pas une pièce ni une livre de poudre. Enfin le mercredi 15 juillet, huitième jour depuis le départ de Medesana, les Français, qui avoient passé la veille sous les murs d'Alexandrie, arrivèrent à Asti, où ils se trouvèrent en même temps dans un lieu de sûreté et de repos, et dans une place abondamment pourvue de vivres (1).

Le duc d'Orléans n'avoit pas pu revenir à Asti, pour y recevoir Charles VIII : il étoit allé s'enfermer dans Novare; et c'étoit là qu'il avoit réuni tous les renforts qui étoient successivement arrivés de France. Son armée étoit en bon état et bien disciplinée : entre les Suisses et les Français elle étoit forte de sept mille cinq cents hommes touchant la solde. Mais le duc comptant sur la richesse et la fertilité de la province, loin de faire de nouveaux magasins à Novare, avoit laissé dilapider ceux qu'il y avoit trouvés. L'armée du duc de Milan étoit venue l'assiéger avant qu'il eût réparé cette erreur; et celle des Vénitiens, qui avoit combattu les Français à Fornovo, au lieu de suivre Charles VIII, avoit joint les assiégeans. Aussi, à peine

(1) Mémoires de Philippe de Comines. Liv. VIII, ch. XIV, p. 337. — André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 170. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 111. — *Pauli Jovii Hist. sui temporis.* Lib. II, p. 76.

1495. le duc d'Orléans sut-il l'arrivée du roi à Asti, qu'il le fit presser de venir le délivrer (1).

Charles VIII, non plus que ses soldats, n'étoit plus si empressé de combattre : au bout de peu de jours, il passa d'Asti à Turin pour essayer de traiter avec les confédérés, par l'entremise de la duchesse régente de Savoie. Ceux-ci avoient également envie de conclure une bonne paix ; et ils auroient vu avec plaisir Comines revenir à eux pour négocier : mais des intrigues de cour, et la jalousie du cardinal de Saint-Malo l'en empêchèrent ; et comme l'un et l'autre parti craignoit de faire les premières avances, le roi envoya le bailli de Dijon aux Suisses, pour lever chez eux et conduire à Novare cinq mille soldats (2).

Le temps s'écouloit cependant ; Charles VIII, oubliant la guerre, ne s'occupoit déjà plus que de ses plaisirs. Il avoit été logé à Chiéri, chez un des hommes les plus distingués de la province, Jean de Soléri, dont la fille avoit été chargée, par la ville, de lui adresser une harangue. Elle s'en étoit acquittée avec beaucoup de grâce (3) ; et le roi avoit cru dès-lors n'avoir plus d'autres affaires que de séduire Anne de Soléri. Il alloit sans cesse de Turin à Chiéri, sans trop songer à l'état d'anxiété et de pénurie où se trouvoit le duc d'Orléans. Celui-ci qui étoit alors même affoibli par une fièvre quarte, voyoit tous les jours croître le nombre des ennemis qui l'assiégeoient. On ne comptoit pas moins de onze mille landsknechts dans leur armée, à la tête desquels on remarquoit un duc de Brunswick, et Georges de Piétra Plana (Ébenstein), capitaine

(1) Phil. de Comines. Liv. VIII, chap. XIV, p. 338. — *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 111. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. II, p. 31. — *Pauli Jovii*. Lib. III, p. 93. — *Bern. Oricellarii Comment.* p. 87.

(2) Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. XV, p. 339. — Il partit le 15 août. André de La Vigne, p. 172.

(3) « Sans fléchir, tousser, cracher, ne varier en aucune manière, » dit André de La Vigne. Journal, p. 171. — *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 118. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 93.

allemand distingué. Maximilien n'avoit fourni que la plus petite partie de ces soldats; les autres avoient été levés en Allemagne avec l'argent des confédérés (1). 1495.

Les amis du duc d'Orléans l'avoient invité à se retirer à Verceil ou à Asti, avec une partie de ses troupes, avant que toutes les issues lui fussent fermées à Novare : il auroit ainsi diminué la garnison que devoient nourrir les magasins presque épuisés de cette ville, et il auroit en même temps exercé plus d'influence sur les conseils du roi; mais Georges d'Amboise son favori, alors archevêque de Rouen, et depuis cardinal, avoit été envoyé par lui à Asti : il s'étoit lié avec le cardinal de Saint-Malo, favori de Charles VIII; et ces deux hommes d'Église, jugeant des affaires de la guerre d'après leurs propres préjugés, sans vouloir entendre l'opinion des militaires, persistoient à assurer au duc d'Orléans, que le roi ne tarderoit pas à marcher sur Novare, pour le délivrer par une bataille; tandis que l'observateur le moins attentif auroit pu reconnoître que l'armée ne retourneroit point au combat sans y être conduite par le roi, et que le roi n'avoit aucune envie de l'y conduire (2).

Ces fausses informations engagèrent le duc d'Orléans à s'obstiner à rester dans Novare, encore que les besoins de son armée s'accrussent tous les jours, et qu'ils se changeassent enfin en une effroyable famine. Les généraux de Charles VIII essayèrent, il est vrai, à plusieurs reprises, de faire passer des vivres aux assiégés; mais leurs convois tombèrent presque tous entre les mains de l'ennemi, avec beaucoup de perte pour l'armée française : en même temps la misère alloit croissant à Novare, et chaque jour des

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 118. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 95. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VII, p. 181. — *Bernardi Oricellarii.* p. 88.

(2) Philippe de Comines. Liv. VIII, ch. XVI, p. 345. — *Arn. Ferronii.* Lib. II, p. 21.

1496. bourgeois, et même des soldats y mouroient de faim. Tous les hommes sages de l'armée, mais surtout les militaires, désiroient terminer la campagne par un traité honorable. Ils représentoient que l'hiver approchoit, que le roi n'avoit plus d'argent, qu'il ne restoit que très-peu de Français à l'armée, que plusieurs d'entre eux étoient tombés malades, que les autres avoient tant d'impatience de retourner en France, qu'il en partoit tous les jours, les uns avec congé du roi, les autres sans l'attendre. Le prince d'Orange, arrivé tout récemment de France, et qui comptoit peu sur les ressources du pays, insistoit sur la nécessité de traiter, et l'on savoit d'autre part que Louis-le-Maure ne demandoit pour toute condition que la restitution de Novare. Mais le conseil étoit alors uniquement dirigé par des ecclésiastiques; et le cardinal de Saint-Malo profitoit de l'absence ou des amours du roi, qui ne se mêloit plus d'aucune affaire, pour empêcher toute négociation (1).

L'armée italienne ne se contentoit pas de bloquer Novare; elle avoit successivement attaqué et forcé les postes avancés que les Français avoient fortifiés autour de cette ville; elle s'étoit établie à Saint-François, à Saint-Nazare, à Bolgari, de manière à fermer aux assiégés toute communication avec la campagne, et en même temps à rendre ses propres positions presque inattaquables (2). Encore que de part et d'autre on eût une égale envie de traiter, on n'arrivoit point à ouvrir des négociations, parce que chacun mettoit son point d'honneur à ne pas faire les premières avances. Mais, sur ces entrefaites, la marquise de Montferrat vint à mourir. Cette sage et belle princesse avoit toujours été une alliée fidèle du roi. Elle périssoit à vingt-neuf ans, laissant en bas âge ses enfans, dont la tutelle étoit

(1) Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. XVI, p. 346. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 97. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VII, p. 183.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 118. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 96.

disputée entre le marquis de Saluces et Constantin Aria- 1495.
nites, l'un des seigneurs de Bazan en Épire, oncle et principal conseiller de la marquise qui venoit de mourir. Charles VIII, par reconnoissance pour sa mémoire, envoya Comines à Casal, pour régler cette tutelle, qui fut déférée au seigneur Constantin (1). Mais pendant le séjour de Comines à cette cour, il y rencontra un envoyé du marquis de Mantoue, que celui-ci avoit chargé de complimenter le jeune marquis de Montferrat, son parent. Cette rencontre donna lieu à l'ouverture de négociations, qui devinrent bientôt plus directes, parce que Comines écrivit aux deux procurateurs vénitiens (2).

Les deux partis ayant une égale envie de traiter, et une égale inquiétude sur les chances de la guerre, convinrent d'ouvrir des conférences, à moitié chemin de Novare à Verceil, entre Bolgari et Comariano. Le prince d'Orange, le maréchal de Gié, de Piennes et Comines, traitoient pour la France : le marquis de Mantoue et Bernard Contarini, pour les alliés. Le roi, qui n'espéroit plus sauver Novare, cherchoit seulement à en retirer son cousin avec honneur. Il proposoit que cette ville, reconnue comme relevant de l'Empire, fût remise aux officiers de Maximilien qui se trouvoient avec les confédérés (3). Mais n'ayant pu obtenir cette condition, et la faim pressant toujours plus les assiégés, on convint seulement que le duc d'Orléans sortiroit de Novare avec toutes ses troupes, à la réserve de trente hommes qu'il laisseroit dans le château, et que, jusqu'à l'issue des négociations, la ville ne seroit plus gardée que par les bourgeois, auxquels le duc de Milan laisseroit parvenir des vivres seulement jour par jour (4).

(1) Phil. de Comines. Liv. VIII, ch. XVI, p. 350. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 122. — *Franc. Belcarii Rer. Gallic.* Lib. VII, p. 184.

(2) *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 97.

(3) *Franc. Guicciardini.* L. II, p. 123. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. XVI, p. 357.

(4) Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. XVII, p. 360.

1495. La ville étoit déjà évacuée ; et les conférences qui se continuoient chaque jour, sembloient devoir approcher d'un heureux résultat. Louis-le-Maure y assistoit avec la duchesse de Milan, sa femme, en qui il avoit la plus grande confiance, lorsque le bailli de Dijon, qui avoit été envoyé en Suisse pour y lever cinq mille hommes, arriva à portée du camp français avec les premières colonnes de ces nouvelles troupes. L'expédition dans le royaume de Naples, où Charles VIII avoit conduit pour la première fois des soldats suisses, avoit animé ces montagnards d'une ardeur nouvelle, et les avoit remplis des plus grandes espérances; les riches plaines de Lombardie leur paroissoient abandonnées à leur discrétion. C'étoit tout récemment qu'ils avoient commencé à se mettre à la solde des nations étrangères; et cette carrière de fortune et de gloire avoit pour eux tout l'attrait de la nouveauté. Le bailli de Dijon n'avoit voulu lever que cinq mille Suisses ; vingt mille d'entre eux se mirent en mouvement, et l'on fut obligé de donner des ordres aux frontières de Piémont, pour n'en pas laisser passer davantage : autrement jusqu'aux femmes et aux enfans paroissoient déterminés à se jeter sur l'Italie (1).

L'arrivée de cette multitude inattendue, qui changeoit à un tel point la proportion des forces des deux armées, auroit certainement empêché l'évacuation de Novare, si on ne l'avoit pas effectuée deux ou trois jours auparavant. Elle pouvoit de même faire mettre en délibération s'il ne valoit pas mieux rompre toute négociation ; et si le roi, avec une armée si nombreuse, si belliqueuse, et commandée par d'aussi bons officiers, ne devoit pas saisir l'occasion de tenter la conquête de la Lombardie. On ne pouvoit douter que l'abandon de Novare, et la retraite de Charles VIII au-delà des Alpes, ne dût jeter un découra-

(1) Phil. de Comines. Liv. VIII, chap. XVII, p. 363. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 123. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 97. — *Franc. Belcarii Comment. Rerum Gallic.* Lib. VII, p. 186.

gement extrême dans l'armée qui défendoit encore le royaume de Naples, et ne déconcertât tous les partisans de la France; qu'elle ne dût relever tout autant les espérances et l'orgueil du parti ennemi. Le camp vénitien, il est vrai, étoit assis dans un lieu si fort et appuyé par des ouvrages si redoutables, qu'on pouvoit regarder comme téméraire l'entreprise de le forcer: mais si les Français, au lieu de l'attaquer, eussent marché sur Milan ou sur Pavie, ils auroient contraint le marquis de Mantoue à les suivre, et ils ne lui auroient laissé de choix qu'entre une bataille, et la perte du pays qu'il s'étoit chargé de défendre. Jamais les Français n'avoient eu une plus belle occasion de s'assurer l'empire de l'Italie; et le duc d'Orléans employoit tous ses moyens de persuasion, et tout son crédit, pour le faire sentir (1). 1495.

Ce crédit, il est vrai, étoit fort limité; le duc d'Orléans étoit suspect aux favoris du roi; la mémoire des guerres civiles où il s'étoit engagé étoit encore toute récente, et loin de faciliter son agrandissement, la cour étoit disposée à mettre obstacle à ce qu'il acquît le Milanès: aussi Jean-Jacques Trivulzio proposoit aux Vénitiens un traité particulier avec Charles VIII, en vertu duquel Louis-le-Maure auroit été forcé à résigner le duché de Milan à Maximilien Sforza, fils de son neveu Jean-Galéaz, tandis que Crémone avec son territoire auroit été cédée aux Vénitiens, en compensation des frais de la guerre (2). Cette négociation, qui n'eut pas de succès, contribua cependant à ébranler la confiance mutuelle des puissances italiennes.

Mais c'étoit la disposition de la noblesse française qui mettoit surtout obstacle au renouvellement de la guerre; elle étoit fatiguée de cette expédition, et ne vouloit plus combattre; son impatience de retourner en France étoit

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 123. — Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, chap. XVII, p. 364.

(2) *Bernardi Oricellarii Comm. de Bello Italico.* p. 89.

1495. extrême : elle prétendoit que ce qu'il restoit de gendarmerie dans l'armée n'étoit plus en proportion avec une si grande masse d'infanterie étrangère ; cette observation même lui donna bientôt lieu d'élever d'étranges soupçons contre ces milices suisses qui étoient accourues avec tant d'empressement. Les courtisans déclaroient que c'étoit le comble de l'imprudence, de commettre le roi, et toute la noblesse du royaume, entre les mains d'une multitude indomptée, orgueilleuse, et qui se sentoit toute-puissante. Ils s'opposèrent à la réunion de dix mille hommes qui étoient restés en arrière de Verceil, avec les dix mille autres qui étoient déjà au camp ; et ils donnèrent tant de crédit à ces craintes absurdes, que la troupe qui devoit inspirer le plus de confiance étoit devenue au contraire le plus grand objet de terreur.

Dans cette situation, Charles VIII se montra disposé à abandonner tous ses avantages, s'il pouvoit à ce prix engager le duc de Milan à se détacher de la ligue pour faire avec lui un traité particulier. Les négociations précédentes avec Venise l'y avoient préparé ; et les Vénitiens eux-mêmes n'y mirent point d'obstacle, assurés que la seule chose qui importât au repos de l'Italie, c'étoit la retraite de Charles VIII au-delà des Alpes. Un traité de paix et d'amitié fut en effet conclu, le 10 octobre, au camp de Verceil, entre Charles VIII et Louis-le-Maure, duc de Milan. On convint que Novare seroit rendue à ce dernier, que Gênes demeureroit entre ses mains, mais comme fief de la France, et que le roi pourroit continuer à faire dans cette ville les armemens destinés à défendre Naples. Le duc promettoit encore de pardonner à tous ceux de ses sujets qui avoient suivi le parti français, de rendre à Jean-Jacques Trivulzio la jouissance de ses biens, de renoncer à l'alliance de don Ferdinand de Naples, et de se joindre au roi contre la république de Venise, si dans l'espace de deux mois elle n'accédoit pas à ce même traité. Mais pour

sûreté de toutes ces promesses, auxquelles personne n'accordoit aucune confiance, même parmi ceux qui dans l'armée française demandoient la paix, le roi ne devoit avoir d'autre garantie que la forteresse du Castelletto de Gênes; encore celle-ci ne devoit-elle pas lui être remise, mais bien au duc de Ferrare, beau-père du duc de Milan, qui promettoit de la livrer au roi de France, si son gendre venoit à manquer à ses engagemens (1). 1495.

A peine le roi eut-il signé et juré cette paix que, cédant à l'impatience de retourner en France, qu'il ressentoit à l'égal de toute sa noblesse, il se prépara à partir dès le lendemain pour Trino de Montferrat. Les Suisses, il est vrai, qui étoient arrivés avec de si hautes espérances, et qu'on parloit de renvoyer, sans même assurer leur solde, commençoient à se rassembler en tumulte; et l'on avoit alors quelque motif de craindre, ce qu'on avoit auparavant affecté de croire sans aucun fondement, qu'ils voudroient retenir le roi comme otage de ce qui leur étoit dû. On ne leur offroit qu'un mois de paye; ce qui compensoit à peine les frais qu'ils avoient faits pour sortir de leur pays, et ceux qu'ils devoient faire pour y retourner. Ils demandoient qu'on leur payât la solde de trois mois, comme Louis XI, par les capitulations signées avec leurs cantons, s'étoit engagé à le faire, toutes les fois qu'il les appelleroit. L'on fut enfin obligé de les satisfaire, non point en argent, ce qui étoit impossible, mais en leur donnant des otages et des lettres de change (2). Ils se retirèrent alors dans leurs montagnes. Le roi laissa à Asti Jean-Jacques Trivulzio avec cinq cents lances françaises, pour se ménager à l'a-

(1) Le traité lui-même, en quarante-six articles, est rapporté dans Denys Godefroy, *Observations sur l'Histoire de Charles VIII*, p. 722-727. Mém. de Phil. de Comines. L. VIII, ch. XVIII, p. 366.— *Fr. Guicciardi*. Lib. II, p. 124. — André de La Vigne, Journal, p. 186. — *Chron. Venetum*. T. XXIV, p. 28. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 98. — *Bern. Oricellarii Comm.* p. 91. — *Arn. Ferroni*. Lib. II, p. 22.

(2) Phil. de Comines. L. VIII, ch. XVIII, p. 369.

1495. venir l'entrée de l'Italie. Mais ces chevaliers, impatiens de revoir leur pays, n'obéirent point; et dans le cours de peu de jours, ils repassèrent presque tous les Alpes sans congé (1). Le roi, avec le reste de son armée, partit de Turin, le 22 octobre, par Suze, Briançon et Embrun; et il repassa les Alpes avec autant de précipitation que s'il avoit fui devant une armée victorieuse. Il arriva le 25 octobre à Gap en Dauphiné, et le 27 à Grenoble (2).

Cette courte expédition du roi de France, qui abandonnoit si rapidement des conquêtes faites avec une égale rapidité, sema d'une extrémité à l'autre de l'Italie des germes de guerres nouvelles, de révolutions et de calamités; et de même qu'un levain inconnu de haines et de malheurs avoit été développé par son passage dans chaque principauté et dans chaque république, un poison nouveau, le virus d'une maladie jusqu'alors inconnue, fut répandu dans le sein des familles par cette même armée française à son retour de Naples. Cette maladie cruelle, que les Français appelèrent long-temps le mal de Naples, et les Italiens le mal français, avoit été apportée sans doute à Naples par quelques Espagnols, qui l'avoient reçue des premiers compagnons que Christophe Colomb avoit ramenés de son expédition d'Amérique. Peut-être, comme elle se trouvoit alors restreinte à un petit nombre d'individus, auroit-elle pu être étouffée dès son origine, si une guerre aussi universelle, des marches d'armées aussi longues, et la licence des camps, ne l'avoient répandue avec une étonnante rapidité, et ne l'avoient communiquée en peu de temps à la masse du peuple en France et en Italie. C'étoit

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 129.

(2) André de La Vigne, Journal de Charles VIII, p. 187. Il termine son Journal à l'entrée du roi à Lyon, le 7 novembre 1495, p. 189. Il étoit secrétaire d'Anne de Bretagne, et c'étoit de l'exprès *vouloir et commandement du roi qu'il écrivoit* sa narration. Elle est naïve, et quelquefois amusante, mais souvent il flatte le roi ou la vanité de ses compatriotes, sans aucun ménagement pour la vérité.

seulement le 15 mars 1493 que Christophe Colomb étoit rentré dans le port de Palos, de retour de son premier voyage; et durant ce printemps même, la maladie commença à se répandre dans le Portugal, l'Andalousie et la Biscaye (1). Deux ans après, cette même maladie, qui ne se communique point comme les contagions ordinaires, et qui n'atteignoit jamais un nouvel individu sans qu'il dût son mal à une faute, avoit déjà répandu son poison chez les Espagnols, les Italiens, les Français, les Suisses, les Allemands, enfin dans plus de la moitié de l'Europe (2). 1495.

(1) *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 558.

(2) *Fr. Guicciard.* Lib. II, p. 130. — *Fr. Belcarii.* Lib. VII, p. 189. — L'empereur Maximilien, persuadé que cette maladie étoit la conséquence des blasphèmes que des hommes débauchés prononçoient souvent dans de mauvais lieux, publia à cette occasion, à Worms, le 7 août 1495, un édit sévère contre les blasphémateurs. *Extat apud Raynaldum.* T. XIX, p. 446, §. 39, 40, 41. — *Agostino Giustiniani Ann. di Genova.* f. 253. Il semble que personne ne soupçonnoit alors de quelle manière la maladie se communique.

CHAPITRE XCVII.

Ferdinand II rentre dans le royaume de Naples, et recouvre sa capitale.—Les Français vendent aux ennemis des Florentins les forteresses qu'ils occupoient en Toscane. Ils sont réduits à capituler à Atella, et évacuent le royaume de Naples. Mort de Ferdinand II.

1495 — 1496.

1495. Les temps modernes, au milieu de guerres continuelles, ont offert un si petit nombre de conquérans; il y a eu si peu de rois qui aient conduit eux-mêmes leurs armées, si peu qui n'aient pas éprouvé de grands revers après s'être mis à leur tête, que Charles VIII, par la conquête rapide du royaume de Naples, joue un rôle très-éclatant dans l'histoire de France. Il est, après saint Louis, le premier monarque dont les historiens français aient à raconter une brillante et lointaine expédition : ses successeurs, quoique bien plus sages que lui, et bien plus habiles dans l'art de la guerre, furent loin d'égaler son bonheur. Aussi les Français l'ont-ils le plus souvent représenté comme un conquérant glorieux; et parmi leurs historiens courtisans, la plupart s'indignent contre Comines et contre les écrivains italiens, pour avoir donné à entendre qu'il manquoit de talent, d'application et de caractère; tant il y a, dans les conquêtes et dans la conduite d'une armée triomphante, quelque chose qui éblouit le vulgaire et qui entraîne son admiration.

Cependant il est bien moins important d'examiner, pour juger Charles VIII, s'il manquoit en effet de talens militaires, et s'il ne dut qu'au hasard sa brillante conquête, que de chercher ce qu'il pouvoit attendre de ses succès, et quels résultats heureux pour la France ou pour le pays où il portoit ses armes, compenseroient les maux inévitables de la guerre. Or, l'impossibilité où Charles VIII s'étoit mis de conserver le royaume de Naples, soit qu'il y restât, soit qu'il s'en éloignât, montre assez avec quelle légèreté il avoit conçu ses projets, et avec quelle insouciance il sacrifioit la vie des hommes à sa vaine gloire. 1495.

Sans doute ce seroit un bonheur pour l'humanité, si l'histoire étoit toujours sévère en jugeant l'esprit de conquête, si elle travailloit toujours à détruire cet enthousiasme funeste, cette ivresse des victoires qui séduit les nations et leurs chefs, et qui leur fait sacrifier le bonheur à une gloire sanglante. Mais elle doit avant tout être juste avec les conquérans; et les reproches qu'elle adresse à chacun d'eux ne doivent point être de même nature : elle doit reconnoître qu'Alexandre a réussi par ses victoires à fonder un empire, à réformer les mœurs et la législation d'un peuple asservi et corrompu, à humilier un puissant ennemi; mais elle est aussi en droit de lui demander s'il n'a point acheté trop cher l'accomplissement de ses projets lorsqu'il a bouleversé une moitié de l'Asie, et fait répandre plus de sang ou dissipé plus de trésors que le succès de ses entreprises ne promettoit à l'humanité de bonheur dans l'avenir : elle peut demander à Charlemagne, à Frédéric II, de quel droit ils jouèrent le sort de l'humanité d'après leurs propres calculs, et sacrifièrent la génération présente aux générations à venir, en admettant même qu'après l'achèvement de leurs projets, ils aient assuré aux peuples conquis une amélioration de condition ou une prospérité durables.

Dans l'expédition de Charles VIII, la postérité ne peut

1495. trouver rien qui lui serve d'excuse, et qui permette d'oublier un moment le mal affreux qu'il fit à l'humanité. Ce ne furent ni de vastes projets de législation ou d'ordre social qui lui mirent les armes à la main, ni le désir de porter des secours à des malheureux opprimés, ni l'intention de mettre un terme à des abus crians, à un brigandage, à une tyrannie, à une persécution qui déshonorent l'humanité; il n'avoit point d'ancienne inimitié nationale à satisfaire, point d'offense à l'honneur de son peuple à venger, point de danger à prévenir : enfin, il n'avoit pas même de chances pour conserver ce qu'il tentoit d'acquérir. Parce que le père de Charles VIII s'étoit fait céder, par une suite de contrats illégaux, les droits prétendus des héritiers d'un usurpateur, Charles n'hésita point à porter la guerre dans un pays où il n'avoit aucune possibilité de se maintenir, à bouleverser la constitution de tous les états que traversoit son armée, à épuiser par des efforts excessifs son propre royaume, et à introduire dans celui où il s'étoit annoncé comme libérateur, non-seulement les maux inhérens à la conquête, mais tous ceux de la guerre civile, d'une longue anarchie et de la tyrannie de soldats sans pitié.

Charles VIII, avant d'entrer dans le royaume de Naples, avoit été averti par Fonséca du mécontentement du roi d'Espagne, et par Comines, des négociations du duc de Milan et des Vénitiens : il devoit donc s'attendre avec certitude à la ligue qui se forma contre lui dans le nord de l'Italie; et aussitôt qu'elle fut déclarée, il n'eut plus d'autre parti à prendre que celui de se retirer au plus vite. Le seul point sur lequel il pût délibérer, c'étoit de savoir s'il laisseroit une partie de son armée pour défendre ses conquêtes, ou s'il évacueroit le royaume aussi complètement que l'avoit fait peu de mois auparavant son compétiteur de la maison d'Aragon. Dans le premier cas, il y avoit impossibilité à ce que la moitié de son armée défendît ce que la

totalité n'étoit pas en état de conserver : dans le second, 1495.
il sacrifioit ceux des Napolitains qui s'étoient compromis pour lui avec leurs anciens maîtres, et il payoit d'ingratitude les services que tous les partisans de la maison d'Anjou lui avoient rendus. De quelque manière qu'il se conduisît, il ne pouvoit occasioner que des souffrances et des calamités sans nombre.

Ferdinand II s'étoit retiré à Messine après la perte de son royaume; il y reçut la visite de son père Alphonse, qui vint de Mazara l'y trouver en habit religieux : il y rencontra aussi Fernand Gonzalve, de la maison d'Aguilar, natif de Cordoue, que les rois d'Espagne avoient envoyé en Sicile avec cinq mille fantassins et six cents cavaliers espagnols, pour défendre cette île (1). Les Espagnols, avec leur jactance accoutumée, avoient nommé Gonzalve de Cordoue généralissime ou *grand capitaine* de leur très-petite armée; mais c'est dans un autre sens que la postérité a attaché cette épithète au nom de Gonzalve, en rendant justice à ses rares talens militaires et à la réputation qu'il s'étoit déjà acquise dans les guerres de Grenade (2).

Charles VIII n'étoit pas encore parti de Naples; mais Ferdinand II étoit déjà averti de la révolution qui s'étoit faite en sa faveur dans les esprits : il savoit qu'il étoit vivement regretté par les peuples qui l'avoient si légèrement abandonné. Ses partisans le rappeloient, et il étoit déterminé à répondre à leur invitation. Alphonse lui ouvrit les trésors qu'il avoit emportés au moment de sa fuite; Hugues de Cardone, beau-frère du marquis d'Avalos, le plus dévoué parmi les serviteurs de la maison d'Aragon, leva pour lui quelques compagnies d'infanterie en Sicile : Gon-

(1) *Pauli Jovii de Vitâ magni Gonsalvi Cordubensis.* Lib. I, p. 176, editio Florentiæ, in-fol. 1551.

(2) *Fr. Guicciardini Istor.* Lib. II, p. 112. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 79. — *Summonte del Hist. di Napoli.* L. VI, cap. II, p. 516.

1495. zalve s'engagea à le seconder avec une partie des Espagnols qu'il avoit amenés; et avant la fin de mai 1495, Ferdinand se présenta devant Reggio de Calabre, dont la forteresse avoit toujours été occupée par ses soldats: la ville se déclara aussitôt pour lui, et en peu de jours le monarque fugitif y rassembla une armée de six mille hommes (1).

Le parti d'Aragon reprenoit courage en même temps dans d'autres provinces du royaume, et partout il commençoit à menacer les Français. Antonio Grimani avoit paru sur les côtes de la Pouille avec vingt-quatre galères vénitiennes. Aussitôt don Frédéric, oncle du roi, don César, son frère naturel, et Famille Pandonne, étoient venus le joindre avec trois galères. Ils attaquèrent Monopoli, ville défendue par une garnison française assez nombreuse, que les bourgeois étoient disposés à seconder. Grimani, pour exciter le courage et la cupidité des Stradiotes qu'il avoit amenés de Corfou, leur promit le pillage de la ville s'ils s'en rendoient maîtres. En effet, Monopoli fut prise, et traitée avec une extrême barbarie. L'amiral vénitien ne sauva qu'avec peine la vie des femmes et des enfans qui s'étoient réfugiés dans les églises (2).

Cet acte de barbarie fut presque immédiatement imité par le parti contraire. La ville de Gaëte, une des plus riches comme des plus fortes du royaume, avoit été donnée en fief au sénéchal de Beaucaire : elle n'étoit gardée que par un petit nombre de soldats français ; les bourgeois, déjà fatigués de leur gouvernement, prirent tumultuairement les armes, ne doutant pas de réussir à les chasser de leurs murs. Ils les attaquèrent en s'encourageant à grands cris par le nom de Ferdinand. Mais les vieux soldats fran-

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi Cordub.* L. I, p. 176. — *Franc. Guicciardini.* L. II, p. 112. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 80. — *Fr. Belcarii Comment.* L. VI, p. 175.

(2) *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 80. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 114. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. III, p. 47.

çais, formés en un seul peloton, reçurent leur choc sans 1495.
s'émouvoir. Bientôt les insurgés, s'apercevant qu'ils ne faisoient aucune impression sur ce corps immobile, perdirent courage : ils s'enfuirent en désordre, et s'embarrassant de leurs armes, dans les rues étroites de la ville, ils ne purent plus opposer aucune résistance aux Français qui les poursuivoient. Ceux-ci continuèrent cependant le massacre long-temps après que le combat eut cessé; ils étoient d'autant plus furieux qu'ils croyoient avoir couru un plus grand danger. Ils n'acceptoient aucun prisonnier, ils ne songeoient point à rassembler du butin; mais ils s'avançoient de rue en rue, tuant sans distinction d'âge ni de sexe tout ce qui se présentoit sous leurs mains. Dans les quartiers qu'ils parcoururent, personne n'échappa à la mort, que ceux qui, s'élançant à la mer du haut des rochers, parvinrent à s'enfuir à la nage. Aucun habitant de Gaëte n'auroit survécu, si la nuit qui survint n'avoit mis un terme à cette boucherie. Ainsi le massacre et le pillage des habitans de deux villes florissantes, l'une sur le golfe Adriatique, l'autre sur la mer Tyrrhénienne; l'une par les soldats grecs des Vénitiens, l'autre par les Français, fut comme le prélude des calamités que les barbares apportoient à l'Italie, avec leur nouveau système de guerre (1).

Cependant Ferdinand II réduisoit sous son obéissance les petites villes de la Calabre. Sainte-Agathe lui ouvrit ses portes; et il s'avança vers Séminara, où il surprit et fit prisonnier un petit corps de troupes françaises. Aubigny, qui commandoit en Calabre, sentit la nécessité de réprimer promptement ces mouvemens d'insurrection. Il n'avoit que très-peu de troupes sous ses ordres; mais il y joignit tout ce que les barons du parti d'Anjou purent lui fournir de milices provinciales, et le petit corps français que Précy,

(1) *Bern. Oricellarii Comment.* p. 93. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 81. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. III, p. 45. — *Fr. Belcarii.* L. VI, p. 176.

1495. frère d'Ives d'Alègre, commandoit dans la Basilicate. Ce dernier déroba sa marche à Ferdinand, qui ne fut point informé de cette jonction. Toutefois Gonzalve de Cordoue conseilloit au roi d'éviter la bataille. Dans toute son armée, il ne croyoit pouvoir compter que sur ses sept cents cavaliers espagnols; et même il étoit loin de les croire égaux à des gendarmes français (1). Mais les milices calabroises, qui s'étoient réunies autour de Ferdinand, le sollicitoient de les conduire au combat. Ses gentilshommes lui disoient qu'ils surpassoient deux ou trois fois en nombre la petite armée française; qu'il falloit relever les espérances des peuples par une victoire, et qu'on ne reconquerroit point le royaume en montrant toujours la même pusillanimité avec laquelle on l'avoit perdu. Ferdinand, impatient lui-même de rétablir sa réputation militaire, fit sortir ses troupes de Séminara, et marcha au-devant de l'ennemi (2).

D'Aubigny avoit environ quatre cents cuirassiers et le double de chevau-légers; il les avoit rangés dans la plaine, le long d'une rivière qu'il trouvoit sur sa route, à trois milles de Séminara, en venant de Terranova. Derrière eux étoit l'infanterie suisse; et les milices du pays, bien plus destinées à faire nombre pour les yeux qu'à combattre, faisoient l'arrière-garde. Ferdinand attendoit l'attaque sur l'autre bord de la rivière, auprès des collines qui s'étendent jusqu'à Séminara. D'Aubigny n'hésita point à traverser le lit du fleuve, et à venir charger la cavalerie espagnole; celle-ci, qui sentoit son infériorité, fit, selon l'usage des Maures avec lesquels elle étoit accoutumée à combattre, une évolution en arrière pour revenir à la charge. Ce mouvement parut à toute l'infanterie napolitaine le signal de sa défaite. Elle s'enfuit aussitôt en désordre sans avoir combattu; mais atteinte dans sa course par la cavalerie, elle fut sabrée, avant même d'avoir éprouvé

(1) *Pauli Jovii de Vitâ Gonsalvi.* Lib. I, p. 177.
(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 84.

le choc des Suisses (1). Ferdinand, ayant vainement tenté de rallier ses soldats, fut entraîné dans leur fuite. Son cheval, dans un passage glissant, se renversa sur lui. Ferdinand, retenu par ses étriers et par les arçons élevés de sa selle, alloit tomber entre les mains des ennemis, lorsque Jean d'Altavilla, frère du duc de Termini, le releva, lui donna son cheval, le fit partir, et, resté à pied au milieu des ennemis, fut presque immédiatement massacré (2). 1495.

Ferdinand s'enfuit à Valence, et Gonzalve à Reggio : tous deux s'embarquèrent ensuite, et se réunirent de nouveau en Sicile. Mais au lieu de se laisser décourager par ce mauvais succès, ils en profitèrent pour renouer des correspondances avec tout l'intérieur du royaume, dont cette courte expédition leur avoit appris à connoître le mécontentement; et avant que le bruit de leur défaite se fût répandu dans les autres provinces, Ferdinand voulut étonner les Français par une nouvelle entreprise. Il rassembla à Messine tous les vaisseaux aragonais, siciliens, calabrois, qui pouvoient faire nombre, encore qu'il n'eût presque point de soldats pour les faire monter. De cette manière il se trouva avoir soixante vaisseaux pontés, et vingt bâtimens ouverts. Avec cette flotte, commandée par l'amiral espagnol Requesens, il entra dans le golfe de Salerne, dans le temps à peu près où Charles VIII arrivoit avec son armée à Pontrémoli. Salerne, Amalfi et la Cava, arborèrent aussitôt les étendards d'Aragon (3).

Ferdinand conduisit ensuite sa flotte devant Naples, où elle causa la fermentation la plus vive. Graziano Guerra,

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 84. — Idem, *Vita Gonsalvi.* Lib. I, p. 178. — *Fr. Belcarii. Comment.* Lib. VI, p. 176.

(2) Mémoires de Guill. de Villeneuve. T. XIV, p. 64. — *Pauli Jovii.* Lib. III, p. 85. — Idem, *Vita Gonsalvi.* Lib. I, p. 179. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 112. — *Bern. Oricellarii de Bello Italico*, p. 92. — *Summonte storia di Napoli.* L. VI, cap. II, p. 516.

(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 113. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi.* Lib. I, p. 180. — *Fr. Belcarii.* Lib. VI, p. 177.

1495. qui se trouvoit alors dans cette capitale, reconnut que la flotte aragonaise n'avoit qu'une apparence trompeuse sans force réelle; et il pressa le vice-roi, Gilbert de Montpensier, de l'attaquer, avant qu'elle eût entraîné les peuples à la révolte : mais le nombre des vaisseaux français parut trop disproportionné avec celui des ennemis; et tandis que Ferdinand, pendant trois jours de suite, couroit des bordées dans le golfe de Naples, Montpensier se tint sur ses gardes, pour prévenir un soulèvement dont il se croyoit menacé à toute heure. En effet, les partisans d'Aragon n'osoient pas se montrer, et Ferdinand perdant l'espérance d'exciter une révolution, avoit déjà donné ordre à sa flotte de faire voile vers la Sicile, lorsque ceux qui avoient correspondu avec lui, jugeant qu'ils étoient déjà découverts, et que les Français attendoient seulement un moment plus tranquille pour s'assurer d'eux, firent inviter le roi à tenter un débarquement, lui promettant que de leur côté ils prendroient les armes (1).

D'après cette invitation, le 7 juillet, lendemain du jour où la bataille de Fornovo s'étoit livrée, Ferdinand vint prendre terre à l'embouchure du petit ruisseau du Sébète, près de la Madelaine, au levant de Naples. Montpensier sortit aussitôt de la ville avec l'élite de sa gendarmerie, pour s'opposer au débarquement des Aragonais. En même temps il donna l'ordre d'arrêter les chefs des mécontens, parmi lesquels on remarquoit André Gennaro, Albéric Caraffa, Jean Cinicelli, Colas Brancaccio, les Sangri, les Pignatelli, et le poète Sannazar, dont la fidélité pour la maison d'Aragon n'avoit jamais été ébranlée. Cependant cet acte de rigueur causa l'explosion long-temps suspendue; chacun se sentant coupable se crut appelé à défendre les plus exposés : la cloche d'alarmes sonna dans tous les quartiers à la fois, le peuple se jeta avec fureur sur les

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 113. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 86. — *Bern. Oricellarii*, p. 98.

Français demeurés dans la ville, et les massacra tous : la 1495.
porte par laquelle Montpensier étoit sorti fut fermée sur lui, et Ferdinand, qui, après l'avoir attiré hors de la ville, avoit passé au rivage opposé, devant l'île de Nisida, fut rappelé dans le port par des signaux, et reçu par tout le peuple avec des transports d'allégresse (1).

Sa situation toutefois n'étoit encore rien moins qu'assurée. Montpensier se trouvoit, il est vrai, exclu de la ville, et séparé des forts, qui sont tous au couchant; mais la difficulté du chemin, pour faire, par dehors, le tour des murailles, ne pouvoit le retarder que de quelques heures : en effet, il ramena sa cavalerie sur la place du château Neuf, avant que Ferdinand et les deux frères d'Avalos en eussent pu fermer toutes les issues. Montpensier, à la tête d'une colonne de gendarmerie, s'efforçoit de pénétrer jusqu'à la place de l'Olmo, tandis que Ives d'Alègre, avec une autre colonne, suivoit la via Catalana. D'autre part le peuple napolitain lui opposoit une résistance obstinée. Tandis que ceux sous les fenêtres desquels passoient les Français, les accabloient à coups de pierres; dans le reste de la rue, chacun portoit hors de sa maison les tonneaux, les chars, le fumier, dont il pouvoit faire des barricades mobiles. A mesure que la populace gagnoit quelques pas sur les gendarmes, elle s'en assuroit par de nouveaux retranchemens. Ives d'Alègre, qui combattoit dans une rue plus étroite, fut beaucoup plus maltraité, et obligé de faire plus tôt sa retraite. Montpensier se maintint dans la sienne jusqu'à la nuit; mais alors il fut aussi obligé de se retirer sur la place du château. Ferdinand profita de cette nuit avec une activité extraordinaire. Les citoyens, les matelots de la flotte, les soldats, travaillèrent tous aux fortifications, que les deux frères d'Avalos dirigeoient. Des gabions pleins de sable, des tonneaux remplis de pierres, des chars de fumier,

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 86. — *Franc. Guicciardini Hist.* L. II, p. 113. — *Summonte Hist. di Napoli.* Lib. VI, cap. II, p. 519.

1495. disposés de manière à laisser des embrasures pour l'artillerie, fermèrent toutes les avenues de la place du château; les murs intérieurs des maisons furent ouverts, pour que les défenseurs pussent passer de l'une à l'autre, et tandis que les Français s'assuroient la communication entre les trois forteresses du château Neuf, du château de l'Œuf et du fort Saint-Elme, et qu'ils dressoient leurs tentes dans l'espace qui les sépare, les Napolitains non-seulement avoient coupé toute communication entre ces forteresses et la ville, mais même leur avoient fermé toute issue sur la campagne; en sorte que dès le lendemain Montpensier se trouva assiégé dans l'enceinte où il s'étoit empressé d'entrer (1).

Six mille Français étoient enfermés dans les châteaux de Naples : quoique leurs magasins fussent abondamment pourvus de vivres, ils ne pouvoient suffire pour maintenir long-temps une troupe aussi nombreuse. Les chevaux manquoient de fourrages, et en peu de temps il en périt un grand nombre. Une garnison si forte et si valeureuse ne se laissa pas enfermer, il est vrai, sans tenter plusieurs sorties. Quelques-unes furent conduites avec tant de courage et d'impétuosité qu'elles tinrent en suspens le sort de Naples et de la monarchie. Ce fut surtout par la bravoure et l'activité des deux frères d'Avalos qu'elles furent toutes repoussées, et que les Français furent chassés des postes d'où ils incommodoient le plus la ville. A peine ces deux frères avoient obtenu ces succès que le cadet fut blessé dans un de ces combats; et l'aîné, Alphonse d'Avalos, marquis de Pescaire, fut tué en trahison par un Maure, qui lui avoit promis de lui livrer le fort du mont Sainte-Croix (2).

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 88. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 114. — *Bern. Oricellarii Comment.* p. 102.

(2) *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 91. — *Fr. Guicciardini.* L. II, p. 115. — *Bern. Oricellarii Comment.* p. 107. — *Summonte.* Lib. VI, c. II, p. 520.

La mort du marquis de Pescaire causa une profonde douleur à Ferdinand, qui étoit lié avec toute cette famille, non-seulement par une juste reconnoissance, mais par son amour pour Constance, sœur du marquis. Il fut quelque temps incapable de s'occuper des affaires publiques; mais Prosper Colonna en prit la direction à sa place. Celui-ci, que les Français regardoient comme le capitaine italien sur lequel ils pouvoient le plus compter, qu'ils avoient le premier associé à leur cause, et qu'ils avoient récompensé par les plus riches dons, venoit de passer au parti aragonais, à la persuasion du pape et du cardinal Ascagno Sforza. Bientôt son cousin, Fabrizio Colonna, avoit imité sa défection; et pour donner un gage de son attachement au nouveau parti qu'il embrassoit, il avoit marié sa fille, Victoire Colonna, qui fut ensuite si célèbre comme poète, à Ferdinand d'Avalos, fils encore en bas âge du marquis de Pescaire, qui venoit d'être tué. Les prétextes par lesquels les Colonna excusèrent leur changement de parti ne lavèrent qu'imparfaitement leur honneur : on les vit bien plus occupés de sauver leur fortune dans une révolution, que de défendre celui à qui ils devoient leurs richesses (1). 1495.

Le parti d'Aragon acquéroit cependant tous les jours de nouvelles forces. Capoue, Averse, Mondragone, et les principales villes de la province avoient suivi l'exemple de Naples; et Alphonse, reprenant courage à la nouvelle de la rentrée de son fils dans la capitale, lui fit demander de lui rendre le trône, qu'il n'avoit abdiqué que par politique. Ferdinand répondit avec quelque amertume, qu'il seroit plus prudent de lui laisser auparavant le temps de l'affermir un peu mieux, pour qu'Alphonse ne fût pas appelé à l'abandonner une seconde fois (2).

Montpensier, enfermé dans les châteaux de Naples, com-

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 92. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 115.

(2) *Bern. Oricellarii Comment.* p. 107.

1495. mençoit déjà à manquer de vivres. Il mettoit toute son espérance dans la flotte que Charles VIII, dès son arrivée à Asti, avoit fait armer à Villefranche : mais cette flotte, ayant aperçu près de l'île de Ponza celle de Ferdinand, qui lui étoit supérieure en nombre, s'enfuit précipitamment vers Livourne ; et elle n'y eut pas plutôt pris terre que tous les soldats qu'elle portoit désertèrent. Ce désastre fit perdre courage à Montpensier. Il fit avertir les généraux français qui tenoient encore la campagne dans le royaume de Naples que, s'il n'étoit incessamment secouru, il seroit réduit à capituler. En effet, après trois mois de siége, il commença, dans les premiers jours d'octobre, à prêter l'oreille aux propositions de Ferdinand, justement à l'époque où Charles VIII signoit le traité de Verceil (1).

Les généraux français ayant consulté les plus zélés partisans de la maison d'Anjou, convinrent de réunir tous leurs soldats en deux armées; avec l'une, d'Aubigny se chargea de marcher contre Gonzalve de Cordoue, qui avoit reçu des renforts de Sicile, et qui recommençoit l'invasion de la Calabre; avec l'autre, Précy et le prince de Bisignano devoient s'approcher de Naples pour délivrer Montpensier. Ces derniers s'avancèrent en effet de la Basilicate, où ils étoient cantonnés, jusqu'auprès d'Eboli, à dix-huit milles de Salerne, et sur le même golfe. Ferdinand chargea Thomas Caraffa, prince de Matalone, de les arrêter, tandis qu'il continuoit ses négociations avec Montpensier, et qu'il tâchoit de lui dérober la connoissance de l'armée qui venoit à son secours (2).

L'armée du prince de Matalone étoit quatre fois plus nombreuse que celle de Précy. Ce dernier n'avoit sous

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 115. — *Pauli Jovii.* Lib. III, p. 111. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. VI, p. 178.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 111. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 116.

ses ordres que mille cavaliers, gendarmes ou chevau-légers, italiens ou français, mille Suisses et huit cents fantassins de Calabre, qui ne suivoient l'armée que pour faire nombre. Les Napolitains, qui n'avoient encore jamais combattu, méprisoient cette petite troupe : leur jactance inspira une confiance trompeuse au prince de Matalone, qui se flatta d'envelopper les Français et de les détruire tous. Tandis que ceux-ci prenoient la route de Salerne, après avoir passé le Sèle, l'ancien Sylaris, il étendit ses deux ailes pour leur couper toute retraite vers la mer, ou vers la forêt voisine. En même temps plusieurs de ses gendarmes partirent du front de l'armée napolitaine, pour charger les Français, avant d'en avoir reçu l'ordre. De même l'infanterie aragonaise s'élança à la course sur les Suisses : l'immobilité de l'une et de l'autre phalange fit échouer ces deux attaques intempestives. La cavalerie napolitaine, repoussée, retomba sur son infanterie, et la mit en désordre ; les Aragonais, arrivés sur le front des Suisses, se trouvèrent dans l'impossibilité de les atteindre ou de leur porter un seul coup, au travers de la forêt de lances et de hallebardes qui les couvroit. La terreur succédant au moment même à une folle confiance, l'armée napolitaine fut dissipée en moins d'une demi-heure. Mais elle n'avoit point assez d'agilité pour se dérober ou à la cavalerie française, ou à l'impétuosité des Suisses ; l'infanterie, atteinte dans sa fuite, fut presque toute massacrée ; surtout il n'échappa presque personne d'une cohorte qui avoit été levée à Naples parmi les assassins de profession : ces malheureux étoient en grand nombre dans les Deux-Siciles, et le gouvernement les épargnoit dans la croyance qu'après s'être familiarisés avec le sang, ils devoient faire de bons soldats (1). 1495.

Le prince de Matalone s'enfuit avec trois cents chevaux vers Eboli ; et il eut beaucoup de peine à persuader aux bourgeois frappés de terreur de l'admettre dans leur ville.

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 112.

1495. Si Précy l'y avoit poursuivi, il l'auroit aisément fait prisonnier avec le reste de la cavalerie napolitaine. Mais il n'étoit guère moins étonné de sa victoire, que ses ennemis de leur défaite; et il n'en connut pas de suite toute l'étendue. Il donna quelque temps à ses soldats pour se reposer, au prince de Bisignano pour se faire panser de ses blessures, et il ne parvint que le surlendemain à Sarno, à quinze milles de Naples, où une nouvelle résistance l'attendoit (1).

Ferdinand avoit envoyé dans cette ville Tuttavilla et Prosper Colonna pour chercher à arrêter les Français : ces chefs coupèrent le pont de la rivière de Sarno; Précy le rétablit sans attaquer la ville, et continua son chemin vers Naples. Ferdinand s'y trouvoit alors dans la plus extrême anxiété. Montpensier, manquant de vivres, et perdant toute espérance d'être secouru, étoit entré en négociation pour capituler; mais le moindre accident, le zèle d'un Napolitain partisan de la maison d'Anjou, la capture d'un seul prisonnier, pouvoient lui révéler l'approche de Précy et sa victoire à Eboli. Ferdinand craignoit même à toute heure que Montpensier n'entendît le canon des Français, ou qu'il ne vît paroître leurs drapeaux sur les montagnes. Il appela ses ennemis à une conférence, en les avertissant que s'ils n'acceptoient pas ses propositions dans le jour, il ne leur feroit plus de quartier. Cependant les chefs qui s'étoient réunis en nombre égal sur un vaisseau, au lieu de conclure, sembloient s'aigrir par la dispute. Toutes les minutes qui s'écouloient étoient précieuses : mais Ferdinand craignoit d'éveiller, par son impatience même, les soupçons de son adversaire. Il affecta de l'indifférence, et ordonna à ses commissaires de se retirer, si les Français n'acceptoient pas à l'heure même son *ultimatum*. Montpensier se laissa intimider, et signa. L'accord portoit que

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 113. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 116. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VI, p. 179.

toute hostilité seroit suspendue pendant trente jours, à 1495.
moins qu'il ne survînt une armée française qui contraignît Ferdinand à abandonner la campagne. Durant le même temps, le roi de Naples s'engageoit à faire passer aux assiégés des vivres jour par jour. Au bout de ce terme, si Montpensier n'étoit pas secouru, il devoit remettre à Ferdinand tous les châteaux de Naples, et être reconduit en France avec toute la garnison et ses équipages. Ives d'Alègre, Robert de La Marck, La Chapelle d'Anjou, Roccabertino et Genlis, furent donnés en otage aux Aragonais pour l'observation de ces conventions (1).

Mais cette capitulation même ne mettoit pas Ferdinand en sûreté : son armée, découragée par deux défaites, ne sembloit plus en état de tenir tête aux Français, et plusieurs de ses capitaines lui conseilloient de laisser entrer Précy dans les forteresses; bien assurés que, quelque convoi qu'il conduisît avec lui, une armée nouvelle auroit bientôt épuisé les magasins de la garnison. Ferdinand jugea, au contraire, que Précy, après avoir ravitaillé les châteaux, se hâteroit d'en ressortir avec Montpensier, et la plus grande partie de la garnison. Il résolut donc de faire un nouvel effort pour l'arrêter. Déjà les Français avoient fait le tour de la ville, et s'approchoient des forts le long du rivage occidental; mais ce rivage, resserré entre la mer et les rochers, présentoit plusieurs points susceptibles de défense. Prosper Colonna fortifia soigneusement le passage autour du promontoire d'Eccia, près de Pausilippe: il rangea l'armée napolitaine en bataille derrière ces retranchemens. Ses tambours, ses trompettes et les décharges continuelles de son artillerie, lui donnoient une apparence belliqueuse, qu'elle auroit probablement démentie à l'épreuve (2).

(1) *Pauli Jovii* Lib. III, p. 114. — *Fr. Guicciardini*. Lib. II, p. 146.
(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 116. — *Fr. Guicciardini*. Lib. II, pag. 116.

1495. Mais ce qui étonnoit Précy, plus encore que la contenance guerrière de l'armée napolitaine, c'étoit le silence de Montpensier et de l'artillerie des châteaux. Il eut beaucoup de peine à lui faire parvenir, par quelques pêcheurs, la nouvelle de sa victoire à Eboli, et des secours qu'il lui amenoit. Montpensier répondit, avec douleur, qu'il s'étoit lié les mains, que tant que Ferdinand tiendroit la campagne, il ne lui étoit plus permis de combattre; mais que, si Ferdinand étoit repoussé dans la ville, il l'attaqueroit à son tour par une vigoureuse sortie. Précy n'avoit point des forces suffisantes pour attaquer dans ses retranchemens une armée nombreuse, qui avoit tout l'avantage du terrain. La flotte aragonaise s'étoit approchée du rivage, et il commençoit à se trouver sous son feu; il se vit donc contraint à la retraite. La cavalerie napolitaine le suivit jusqu'à Nola, mais en se tenant toujours assez éloignée pour éviter le combat. Là elle crut surprendre dans un cabaret quelques gendarmes français qui s'y étoient arrêtés; ceux-ci firent bientôt fuir leurs agresseurs. Ces premiers fuyards répandirent dans tout le reste de l'armée une terreur panique; et si des nuages de poudre, absolument impénétrables aux regards, n'avoient pas dérobé aux Français le désordre de cette armée, elle auroit éprouvé dans ce lieu une troisième défaite, plus fatale que les deux précédentes. Précy, qui ne l'avoit point soupçonné, continua sa retraite par Sarno et San-Sévérino, et mit ses troupes en quartier d'hiver (1).

Montpensier, honteux d'avoir fait échouer une expédition si bien calculée pour sa délivrance, honteux d'avoir été dupe de la fermeté que Ferdinand lui avoit montrée, au moment où ce roi couroit le plus grand danger, sollicité de plus par le prince de Salerne, dont l'inimitié pour la maison d'Aragon n'admettoit aucun tempérament, se montra peu scrupuleux sur l'observation de la capitulation

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 118.

qu'il avoit signée. Avant que le mois fût écoulé, il profita de l'éloignement de la flotte napolitaine, pour s'embarquer de nuit avec deux mille cinq cents hommes enfermés, comme lui, dans les forts, et les transporter à Salerne. Il ne laissa que trois cents hommes à la garde des châteaux. Ceux-ci refusèrent de les rendre au terme qui avoit été fixé; et ils se défendirent, tant qu'il leur resta quelques provisions, encore que Ferdinand menaçât à plusieurs reprises de faire pendre les otages qu'il avoit entre ses mains. Le château Neuf lui fut enfin consigné vers la fin de l'année, et le château de l'Œuf, au commencement de la suivante (1). 1495.

Toutes les pertes que les Français éprouvoient dans le royaume de Naples étoient d'autant plus douloureuses pour eux, qu'ils se sentoient plus séparés de leur patrie et plus abandonnés de leur souverain. Pendant qu'ils combattoient, et qu'ils perdoient successivement la capitale et les meilleures villes du royaume, ils savoient que Charles VIII s'éloignoit toujours plus, et qu'arrivé enfin dans ses états, il avoit entièrement rejeté tous les soins du gouvernement, pour courir après les plaisirs dont il s'étoit montré si avide. S'ils étoient foibles eux-mêmes, ils n'avoient jusqu'alors été attaqués que par un ennemi aussi foible qu'eux; mais ils jetoient avec inquiétude les yeux sur le reste de l'Italie : leurs ennemis y acquéroient une prépondérance irrésistible, tandis que de nouvelles fautes y faisoient perdre à leur roi jusqu'à ses derniers partisans. La république de Florence étoit la seule alliée qui restât à la France. C'étoit par ses états seulement que Charles VIII pouvoit conserver encore quelque communication avec Montpensier; c'étoit par ses subsides qu'il

(1) Le château Neuf, le 8 décembre, et celui de l'OEuf, le 17 février. *Pauli Jovii Histor. sui temp.* Lib. III, p. 119. — *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 116. — *Chronic. Venet.* T. XXIV, p. 31-34. — *Allegretto Allegretti*, p. 854. — Mémoires de Guill. de Villeneuve. XIV, p. 47.

1495. pouvoit faire passer quelque argent à l'armée : cependant loin de rendre aux Florentins les forteresses qu'il avoit reçues d'eux, et dont il avoit promis à tant de reprises la restitution, il avoit laissé une partie de ses troupes au service de leurs ennemis. Un corps de soldats gascons étoit demeuré à la solde des Pisans, il avoit été employé tout l'été, contre les Florentins, à recouvrer toutes les forteresses du territoire de Pise, et il avoit introduit en Toscane des habitudes de férocité dont les anciennes guerres d'Italie ne présentoient point d'exemples. Les soldats avoient appris des Français à avaler, avant les batailles, tout l'or qu'ils portoient, pour le soustraire à leurs ennemis s'ils étoient faits prisonniers ; les Gascons enseignèrent ensuite aux Italiens à éventrer les prisonniers, pour chercher dans leurs entrailles cet or dérobé à leurs vainqueurs. Ces atrocités se répétèrent de part et d'autre, jusqu'à ce que les Gascons fussent presque tous massacrés, après la prise des châteaux de Ponsacco, Lario, Peccioli, Toiano et Palaia, par les Florentins (1).

Guid' Ubaldo, duc d'Urbin, et Ranuccio de Marciano, étoient entrés au service de la république florentine, et ils avoient remporté plusieurs avantages sur les Pisans pendant la dernière partie de la campagne. Cependant c'étoit surtout sur des négociations que la seigneurie comptoit pour recouvrer Pise. Ses ambassadeurs avoient suivi le roi à Asti ; ils avoient profité de ce que ce monarque oublioit les Pisans dès qu'il en étoit éloigné, et ils avoient obtenu de lui toutes les promesses qu'ils désiroient, moyennant de nouveaux sacrifices d'argent. Ils payèrent les trente mille ducats qu'ils devoient encore sur leur ancien traité, après avoir reçu en gage des pierreries de la

(1) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 216. — *Petri Delphini.* L. IV, epist. 47, *apud Raynald. Annal.* 1495, §. 32, T. XIX, p. 445. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 100. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 135. — *Jac. Nardi.* Lib. II, p. 42.

couronne, qu'ils ne devoient rendre qu'au moment où leurs forteresses leur seroient restituées. Ils promirent de plus d'avancer soixante-dix mille ducats aux généraux français dans le royaume de Naples, et de prendre en paiement une obligation des quatre receveurs généraux de France (1). 1495.

Nicolas Alamanni, qui avoit signé ce traité pour sa république, revint à Florence le 7 septembre, rapportant à tous les commandans des forteresses l'ordre de les remettre immédiatement aux Florentins, et à tous les soldats du roi l'ordre de quitter le service des Pisans. Le commandant de Livourne obéit à ces ordres le 15 septembre, aussi bien que les frères Vitelli, qui passèrent de Pise au camp florentin avec toute leur cavalerie (2). Mais d'Entragues, gouverneur de la citadelle de Pise, prétendit avoir reçu de son maître des ordres secrets qui n'avoient point encore été révoqués, Ligny, qui l'avoit placé là, s'étoit engagé à prendre sur lui toute la responsabilité de sa désobéissance. Les gouverneurs de Pietra-Santa, de Mutrone, de Sarzane et de Sarzanello, ne voulurent recevoir d'ordre que de lui; et d'Entragues, séduit par son amour pour la fille de Lucas del Lante, gentilhomme pisan, embrassa les intérêts de la ville où il commandoit avec autant de zèle que ses anciens citoyens (3).

D'Entragues n'avoit cependant point caché aux Pisans que pour les protéger il ne pourroit pas toujours désobéir formellement aux ordres de son souverain. Il leur avoit conseillé de chercher ailleurs des secours, que Sylvestre Poggio, leur ambassadeur, obtint en effet de Louis Sforza

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. II, p. 120.

(2) *Scipione Ammirato.* L. XXVI, p. 218. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 134.

(3) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVI, p. 219. — *Fr. Guicciardini,* L. III, p. 134. — *Pauli Jovii Hist.* L. III, p. 101. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. VII, p. 190. — *Chroniche di Pisa di Jacopo Arrosti in archivio Pisano*, fol. 205, verso.

1495. et des Vénitiens (1); il leur avoit aussi permis d'enfermer sa forteresse par une circonvallation, pour que les Florentins ne pussent point arriver jusqu'à lui, supposé qu'il fût enfin obligé de promettre d'ouvrir ses portes. Mais ce nouveau retranchement, que les Pisans élevèrent en effet de la porte du faubourg jusqu'à l'Arno, fut perdu par une conséquence de leur impétuosité. L'armée florentine s'étant approchée de leurs murs, ils l'attaquèrent en rase campagne, malgré l'infériorité de leurs forces. Ils furent repoussés et poursuivis l'épée dans les reins jusqu'au milieu du faubourg : le nouveau retranchement fut pris; et la ville l'auroit été aussi, si d'Entragues n'avoit dans ce moment fait tirer le canon de sa forteresse sur la mêlée, et forcé ainsi les deux partis à se séparer (2).

Le lendemain, Fracassa San-Sévérino arriva de Gênes, amenant quelques soldats milanais au secours des Pisans; un commissaire vénitien leur apporta aussi quelque argent pour lever des troupes; enfin, d'Entragues consentit à faire avec eux un traité par lequel il s'engageoit à leur remettre sa forteresse au bout de cent jours, si le roi ne rentroit pas avant ce terme en Italie. Jusqu'alors les Pisans devoient lui payer chaque mois deux mille florins pour la solde de sa garnison, et quatorze mille au moment où la citadelle leur seroit livrée. Des otages furent donnés de part et d'autre pour garantir l'exécution de ces engagemens (3). Bientôt après, on reçut en Toscane la nouvelle de la signature du traité de Verceil; et comme en même temps Pierre de Médicis étoit arrivé à Sienne, qu'il lioit à Cortone des intrigues pour surprendre cette place, que les Orsini se rapprochoient du territoire florentin avec un appareil menaçant, la république florentine fit évacuer,

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 133.—*Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 102.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. III, p. 104.— *Fr. Guicciard.* L. III, p. 135. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. II, p. 43.

(3) *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 106.

le 10 octobre, le faubourg de Pise par son armée, pour lui faire couvrir toutes ses frontières par les quartiers d'hiver qu'elle prit, en trois corps différens (1). 1495.

Le temps fixé par d'Entragues devoit échoir le 1er janvier 1496. Ce jour-là en effet il réunit l'assemblée du peuple; et en lui consignant la forteresse, il lui demanda de prêter serment de fidélité au roi de France. Il voulut que cette formalité pût servir d'excuse à sa désobéissance; et les Pisans ne s'y refusèrent pas. Mais il leur étoit plus difficile de trouver l'argent nécessaire pour le payer; car, outre les quatorze mille écus qu'ils lui avoient promis, il en falloit encore donner vingt-six mille pour l'artillerie et les munitions que d'Entragues leur cédoit. Cependant les gabelles ne rendoient presque rien à l'État en temps de guerre; et chaque citoyen avoit déjà fait à la patrie des sacrifices qui sembloient supérieurs à sa fortune. Toutes les dames pisanes apportèrent à la seigneurie tous leurs joyaux; un vaisseau portugais qui vint échouer à l'embouchure du Serchio, fut vendu au profit du trésor public; enfin, les Génois et les Lucquois avancèrent quelque argent. D'Entragues fut payé; et la forteresse qu'il avoit livrée fut rasée en peu de temps par le travail opiniâtre de toute la population (2). 1496.

La pitié, les liens de l'hospitalité, les engagemens précédens du roi et de l'armée, pouvoient excuser en partie la conduite de d'Entragues à Pise; mais pour disposer des autres forteresses, il n'écouta que sa cupidité. Le 26 février, il vendit aux Génois Sarzane et Sarzanello, pour le prix de vingt-quatre mille florins; et, le 30 mars, le bâtard de Roussi, son lieutenant, vendit Pietra-Santa aux Lucquois, pour trente mille florins (3); en sorte que les

(1) *Scipione Ammir.* Lib. XXVI, p. 220. — *Pauli Jovii.* L. III, p. 107.

(2) *Pauli Jovii.* Lib. III, p. 109. — *Istorie di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 93.

(3) *Allegretto Allegretti Diari Sanesi.* T. XXIII, p. 855. — *Barthol.*

1496. forteresses que Charles VIII avoit si solennellement promis de rendre aux Florentins, et qu'il leur avoit néanmoins ensuite fait racheter à un si haut prix, passèrent toutes entre les mains de leurs ennemis.

Les Florentins ressentoient beaucoup d'inquiétude du voisinage de Pierre de Médicis; et jamais ce chef de parti ne s'approchoit de leurs frontières sans que la république surveillât tous ses mouvemens avec la plus extrême jalousie. Cependant sa conduite montroit assez qu'il n'avoit point en lui le talent, le caractère, ou les ressources qui auroient pu mettre en danger leur liberté. Il s'étoit échappé de Venise pour joindre Charles VIII, lorsque celui-ci marchoit à la conquête de Naples, et à sa cour il avoit été constamment oublié; son parti s'affoiblissoit à Florence par l'établissement d'un gouvernement vraiment populaire. Environ dit-huit cents citoyens avoient prouvé que leurs ancêtres jouissoient des honneurs de l'État, et avoient en conséquence été admis au grand conseil. Ce conseil, mieux organisé que ceux qui l'avoient précédé, se trouvoit en état de remplir par lui-même ses fonctions, au lieu de n'être qu'une machine entre les mains du parti dominant. On avoit surtout senti qu'il étoit éminemment propre à faire de bonnes élections; et, depuis le 1er juillet 1495, il avoit seul nommé tous les magistrats de la république (1).

Mais les émigrés se figurent toujours que le public entier partage leurs opinions et leurs sentimens; ils n'ont de correspondance qu'avec les gens de leur parti; ils ne tiennent aucun compte des autres, et ils se persuadent que la moindre assistance étrangère suffiroit pour les rétablir dans leur patrie. Pierre de Médicis crut les circonstances favorables

Senaregæ de Rebus Genuens. T. XXIV, p. 858. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. III, p. 108. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 224. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 141 et 147. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 45. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. VII, p. 192.

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 41.

pour attaquer Florence. Virginio Orsini, son parent, qui, pendant la bataille de Fornovo, s'étoit échappé de sa captivité, et retiré dans son fief de Bracciano, lui offroit l'aide de ses gendarmes, pourvu que Pierre de son côté lui fournît assez d'argent pour les rassembler et les armer de nouveau. Pise, Sienne et Lucques étoient en guerre avec les Florentins; Pérouse lui offroit aussi l'assistance de sa population guerrière. Cette ville, qui relevoit de l'Église, mais qui lui obéissoit à peine, étoit gouvernée au nom du parti guelfe par la famille des Baglioni, qui n'avoit pas acquis moins d'autorité dans cette république que les Médicis à Florence, ou les Bentivoglio à Bologne. Ces chefs de parti se faisoient une règle de politique de maintenir dans toutes les républiques l'autorité des usurpateurs: aussi permirent-ils à Pierre de Médicis de rassembler ses partisans sur le lac de Pérouse, non loin de Cortone, ville sur laquelle il avoit des desseins; et prirent-ils à leur solde Virginio Orsini, pour lui donner une occasion de faire avancer ses gendarmes sur les frontières florentines (1). 1496.

A cette époque même, les Baglioni furent sur le point d'être chassés de leur patrie par les Oddi, leurs rivaux: ceux-ci étoient chefs du parti gibelin; ils avoient pour eux les habitans de Foligno, d'Assise, et une nombreuse clientelle. Le 3 septembre 1495, ils surprirent une des portes de Pérouse; ils entrèrent dans la ville à la tête de leur cavalerie, ils mirent en fuite les Baglioni, et déjà ils se croyoient assurés du succès lorsqu'ils furent frappés d'une terreur panique qui leur arracha des mains la victoire. Parvenus à peu de distance du palais, ils travailloient à renverser une barricade qui les arrêtoit encore; les premiers rangs, pressés par la foule qui les suivoit, ne pou-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 136. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. II, p. 46. — *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 121. — *Allegretto Allegretti Diari Sanesi.* T. XXIII, p. 854. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. VII, p. 192.

1496. voient faire usage de leurs bras ou élever leurs haches. Un des Oddi se retourna vers ceux qui le pressoient, en criant : *En arrière, retirez-vous.* Ce cri, répété, de rang en rang, parut aux plus éloignés le signal de la fuite; tous se dispersèrent, et la troupe victorieuse, sans être poussée par aucun adversaire, ressortit de la ville, plus rapidement qu'elle n'y étoit entrée. Les Baglioni, demeurés les maîtres, furent d'autant plus cruels envers leurs ennemis qu'ils avoient couru un plus grand danger (1).

Virginio Orsini, après avoir recruté sa compagnie, sous prétexte de servir les Baglioni, posa leurs drapeaux, passa le marais des Chiane avec trois cents hommes d'armes et trois mille fantassins, et vint s'établir sur la frontière siennoise, vis-à-vis de San-Sovino, où il eut quelques escarmouches avec Ranuccio de Marciano, général florentin qui occupoit Cortone. Pendant le même temps, Julien de Médicis sollicitoit Jean Bentivoglio, d'attaquer les Florentins; et le cardinal Jean, son frère, s'étoit rendu à Milan, pour intéresser le duc Sforza et les Vénitiens à la même cause. Les Médicis émigrés auroient voulu soulever tous les princes de l'Europe contre leur patrie : quelques calamités qu'ils attirassent sur Florence, ils auroient été satisfaits, si à ce prix ils avoient pu remonter sur le trône; mais ils ne trouvèrent point d'empressement chez les autres puissances, pour former la coalition qu'ils leur proposoient. Bentivoglio fit assurer le gouvernement florentin qu'il ne troubleroit point le bon voisinage. Le duc de Milan, se souvenant qu'il avoit trompé Pierre de Médicis, ne voulut point lui donner le pouvoir de s'en venger. Les Vénitiens tournoient tous leurs regards vers le royaume de Naples; et la république florentine ayant mis à prix la tête des deux Médicis, Pierre se retira à Rome, et

(1) *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 137. — *Macchiavelli Discorsi sopra Tito Livio.* Lib. III, c. 14, T. VI, p. 91. — *Allegretto Allegretti*, p. 853.

Julien alla rejoindre le cardinal son frère, à Milan (1). 1496.

Deux agens de Charles VIII, Camillo Vitelli et Jomelle, avoient pendant le même temps entamé une négociation avec Virginio Orsini, pour le faire entrer au service de France. Sa compagnie s'étoit de nouveau rassemblée et armée avec l'argent des Médicis et des Baglioni; il n'avoit plus lieu d'espérer de grands succès en Toscane; et comme les Colonna, ses rivaux, étoient entrés au service du monarque aragonais, il saisit avec empressement une occasion de les combattre. Il donna son fils en otage aux Français, pour leur répondre de sa fidélité; et il s'engagea à conduire six cents chevaux dans le royaume de Naples, après s'être joint à Camillo et à Paul Vitelli, qui de leur côté devoient en conduire quatre cents (2).

Ce fut là le seul secours que Charles VIII fit passer à ces chevaliers français, qui, en nombre extrêmement inférieur, défendoient l'honneur de sa couronne dans le royaume de Naples. Déjà il ne songeoit plus qu'aux fêtes de sa cour, à ses tournois, et surtout à cette galanterie qui l'occupoit d'autant plus que sa figure et sa foible complexion l'y rendoient moins propre. Il promettoit toujours des secours qui n'arrivoient jamais; il donnoit des ordres qui ne s'exécutoient point, et dont il ne demandoit jamais compte; il dissipoit follement tous les revenus de la France, et ne songeoit point aux dépenses nécessaires auxquelles il auroit dû pourvoir; et tandis qu'il se mettoit dans l'impossibilité de sauver le royaume de Naples, il rejetoit toute espèce d'arrangement avec le prince qui alloit le lui enlever. Il avoit envoyé Comines à Venise, pour engager les Vénitiens à ratifier le traité de Verceil: ceux-ci n'y consentirent pas; mais ils lui offrirent d'obliger Ferdinand à se reconnoître pour feudataire de la cou-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 138. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. II, p. 46. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 121.

(2) *Idem, ibid.*

1496. ronne de France, et à payer cinquante mille ducats de cens annuel pour le royaume de Naples, en donnant aux Français plusieurs forteresses pour gages de sa fidélité. Charles VIII, en réponse, refusa péremptoirement d'abandonner aucune partie d'une conquête qu'il ne songeoit point à défendre (1).

La guerre se faisoit partout à la fois dans le royaume de Naples, mais partout avec foiblesse. Le duc de Montpensier occupoit le voisinage de San-Sévérino et de Salerne, et il avoit en tête le roi Ferdinand. Montfaucon, Villeneuve et Silly, se défendoient dans la Pouille contre don Frédéric et don César, frère naturel du roi. Gratiano Guerra commandoit les Français dans les Abruzzes, et le comte de Popoli lui étoit opposé. Jean de La Rovère, préfet de Sinigaglia, qui avoit conduit deux cents gendarmes à la solde de Charles VIII, occupoit et ravageoit le voisinage du Mont-Cassin. Aubigny défendoit la Calabre et la principauté ultérieure contre Gonzalve de Cordoue : mais le climat avoit vaincu celui que ne pouvoient abattre les efforts de ses ennemis; il succomboit à une longue maladie, et ne pouvoit poursuivre les avantages qu'il avoit d'abord obtenus. Dans toutes ces provinces, et de part et d'autre, la guerre se faisoit avec une égale langueur. Toutes les ressources manquoient aux deux partis : les villes détruites, les campagnes ravagées, ne payoient plus d'impositions ; et Ferdinand, aussi pauvre que les Français, ne pouvoit triompher d'une poignée d'hommes demeurée seule dans son royaume pour lui résister (2).

Ferdinand n'avoit point été compris dans la ligue d'Italie, signée à Venise l'année précédente. Il sollicitoit les Vénitiens de l'y faire admettre; mais ceux-ci, voulant pro-

(1) Phil. de Comines, Mémoires. Liv. VIII, ch. XIX, p. 373. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 141.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 140. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 122.

fiter de l'embarras où il se trouvoit, ne lui offroient des secours qu'autant qu'il les paieroit à un prix usuraire. C'étoit un traité de subsides qu'ils vouloient conclure, et non une alliance. En effet, ils s'engagèrent à lui envoyer le marquis de Mantoue leur général, avec sept cents gendarmes, autant de Stradiotes, et trois mille fantassins; et ils promirent de lui fournir en outre quinze mille ducats; mais Ferdinand dut se reconnoître leur débiteur pour deux cent mille ducats, et leur donner pour garantie de cette somme, les villes d'Otrante, Brinde, Trani, Monopoli et Pulignano. Le duc de Milan, qui ne vouloit point encore contrevenir ouvertement au traité de Verceil, fit en même temps passer secrètement quelques secours au roi de Naples. François de Gonzague partit de Mantoue au commencement de février; et il entra dans le royaume de Naples par San-Germano, Capoue et Bénévent (1). 1496.

Dans l'état de pénurie où se trouvoient les deux armées, c'étoit pour elles un objet de grande importance, que de s'assurer le péage du bétail en Pouille, qui est payé par les troupeaux voyageurs, auprès du Mont-Gargano, lorsqu'ils quittent les pâturages d'hiver des plaines d'Apulie, pour ceux de l'été dans les montagnes de l'Abruzze et auprès de Sulmone. Non moins de six cent mille moutons et de deux cent mille bœufs ou vaches devoient passer à ce péage dans le courant d'un mois; ils devoient payer de quatre-vingt à cent mille ducats, et c'étoit le revenu le plus net de la couronne. Les chefs des deux armées sentirent également que s'ils s'empêchoient réciproquement de percevoir le péage, en arrêtant les troupeaux, ils ruineroient la moitié du royaume; que le bétail périroit de faim pendant l'été dans les plaines de la Pouille, et que les pâturages des montagnes de l'Abruzze seroient infructueux, si aucun troupeau

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 122.—*Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 151. —*Petri Bembi.* Lib. III, p. 51.—*Andrea Navagiero, Storia Veneziana.* p. 1207.—*Chronicon Venet.* T. XXIV, p. 31.

1496. ne consommoit leurs fourrages. Ils convinrent donc que celui des deux qui tiendroit la campagne percevroit seul le péage, sans que l'autre pût l'inquiéter ou retenir les troupeaux. Après avoir signé cette convention, l'un et l'autre parti ne songea plus qu'à se rendre le plus fort dans les campagnes de la Pouille. Ferdinand, qui étoit alors dans le comté de Molise, vint établir son quartier à Foggia. Montpensier, rejetant le conseil de Virginio Orsini, qui lui représentoit que le moment étoit venu d'attaquer Naples, pendant l'absence du roi, se dirigea aussi vers la Pouille, où Orsini avoit déjà son quartier à San-Sévéro. Les deux généraux espéroient, en déployant beaucoup de forces, intimider l'ennemi, l'obliger à refuser la bataille qu'ils lui offriroient, à s'enfermer dans les villes, et à confesser ainsi son infériorité. Dans ce but, pour venir plus tôt au secours d'Orsini, Montpensier laissa à Casarbore son artillerie pesante, dont il ne croyoit pas avoir besoin. Il se réunit à Orsini devant Selva-Piana, dans le territoire de Troia; et l'armée française se trouva avoir trois cents cuirassiers, quatorze cents chevau-légers, six mille Suisses ou Allemands, et dix mille Gascons ou régnicoles (1).

Avant la réunion de Montpensier avec Orsini, Ferdinand avoit vainement cherché à provoquer au combat le second auquel il étoit supérieur en force. Depuis cette jonction, c'étoit l'armée française qui avoit acquis la supériorité, et qui s'efforçoit de provoquer Ferdinand, avant que celui-ci fût joint par le marquis de Mantoue. Ferdinand cependant s'enfermoit dans Foggia, tandis qu'une seconde division de son armée, commandée par Fabrice Colonna, défendoit Troia, et qu'une troisième, sous les ordres de Prosper Colonna, occupoit Lucéria. Les Français, pour se rendre à Manfrédonia, où se percevoit le péage, devoient passer sous les murs de Lucéria et de Troia. Comme ils

(1) *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 124. — *Franc. Guicciardini.* Lib. III, p. 150.

suivoient cette route, ils rencontrèrent sept cents fantassins allemands à la solde du roi de Naples, qui étoient sortis de Troia pour se rendre à Lucéria, sans être protégés par aucune cavalerie. Les Vitelli, qui conduisoient l'avant-garde de l'armée française, les attaquèrent les premiers avec leur gendarmerie, sans pouvoir les mettre en désordre; bientôt l'armée entière les enveloppa : néanmoins, ni Heiderlin, qui commandoit ces braves gens, ni personne de sa troupe ne montra aucun signe de crainte. Ils marchoient en bataillon carré, sans ralentir leur pas, présentant aux attaques de la cavalerie sur chaque front une forêt de piques. Les Vitelli renoncèrent à l'espoir de rompre leur ordonnance; ils les firent seulement entourer à quelque distance par la cavalerie légère, qui à coups de flèches et de carabines, abattoit un grand nombre d'Allemands, sans se mettre à portée de leurs piques. Heiderlin arriva ainsi jusque sur les bords de la rivière Chilone. Pour la passer il fut obligé de rompre les rangs de ses soldats : Camille Vitelli fit aussitôt mettre pied à terre à ses gendarmes, et, les conduisant dans le lit du torrent, il attaqua les Allemands corps à corps. Ceux-ci, dès qu'ils n'étoient plus en bataille ne pouvoient faire aucun usage de leurs longues piques, tandis que les gendarmes à pied, recouverts d'une armure impénétrable, étoient d'autant plus redoutables qu'ils s'approchoient de plus près. Il n'y avoit plus aucun salut à espérer pour les Allemands : mais leur courage ne les abandonna pas; ils se défendirent avec rage, et furent tous tués jusqu'au dernier (1). 1496.

Après cette boucherie, Montpensier, voulant profiter de l'effroi qu'elle avoit causé aux Napolitains, vint offrir la bataille sous les murs de Foggia; Ferdinand ne la refusa pas; mais il disposa si habilement son armée sous le canon de la ville, que le général français, qui avoit imprudem-

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 125.— *Francesco Guicciardini.* Lib. III, p. 151.

1496. ment laissé sa grosse artillerie en arrière, n'osa pas attaquer le roi. Sans cette faute, il auroit peut-être pu terminer la guerre en ce lieu par une grande victoire. Renonçant à cette espérance, il continua sa marche vers Manfrédonia. Dans le même temps le marquis de Mantoue vint joindre Ferdinand : après leur réunion ils attaquèrent et saccagèrent les villes du comté de Molise, qui avoient arboré les étendards des Français. Montpensier étoit bien parvenu au lieu où devoit se percevoir la gabelle, et les bergers de la Pouille arrivoient devant son camp avec leurs troupeaux : mais Ferdinand les y venoit poursuivre à la tête de sa cavalerie légère ; et comme l'un et l'autre chef tenoient la campagne, il étoit impossible de décider, d'après la convention précédente, à qui la gabelle devoit appartenir. Bientôt l'un et l'autre perdirent l'espérance de la percevoir ; dès-lors ils abandonnèrent les bergers en proie à leurs soldats ; les bœufs et les moutons de la moitié du royaume, qui se trouvoient en même temps entre leurs mains, furent égorgés : les champs furent couverts de leurs carcasses qu'on abandonnoit à la putréfaction, tandis que les soldats se chargeoient seulement des peaux qu'ils espéroient de vendre (1).

Encore que l'objet principal qui avoit attiré les deux armées dans les plaines de l'Apulie leur eût échappé, les deux partis dirigeoient toujours tout le reste de leurs forces vers cette même province : huit cents Allemands du duché de Gueldre, quelques Suisses et quelques Gascons, tout récemment débarqués à Gaëte, y étoient venus joindre Montpensier ; d'autre part, après le marquis de Mantoue, qui avoit fait au mois de juin sa jonction avec Ferdinand, ce dernier avoit encore reçu les renforts de Jean de Gonzague, de Jean Sforza, seigneur de Pésaro, et de don César d'Aragon. Les deux armées se menaçoient de

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 127. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 151.

près, et sembloient ne pouvoir tarder long-temps encore 1496.
à décider le sort de la guerre par une bataille (1).

Avant que les affaires fussent arrivées à cette crise, les émigrés italiens, qui avoient suivi Charles VIII, n'avoient pas négligé de le solliciter pour qu'il envoyât, selon sa promesse, de puissans secours à Montpensier et aux armées qui défendoient le parti français. Les ambassadeurs des Florentins, le cardinal Julien de La Rovère, Jean-Jacques Trivulzio, Vitellozzo, Carlo Orsini et le comte de Montorio, ne lui permettoient point d'oublier les compagnons d'armes qu'il avoit laissés dans le danger. Cette partie même de la noblesse française, qui s'étoit opposée à la première expédition de Charles VIII, trouvoit désormais l'honneur national engagé à défendre ce qu'elle avoit acquis par son sang : chaque famille illustre avoit quelqu'un de ses membres dans l'armée qui combattoit dans le royaume de Naples, et demandoit avec instance qu'il n'y fût pas abandonné. Charles VIII, réveillé en quelque sorte de sa léthargie, annonça qu'il alloit rentrer en Italie avec une armée plus puissante que celle qui l'avoit accompagné l'année précédente. Jean-Jacques Trivulzio reçut ordre de partir pour Asti avec huit cents lances, deux mille Suisses et autant de Gascons; le duc d'Orléans, et ensuite le roi lui-même, devoient le suivre à peu de distance. Tous les cantons suisses avoient promis des troupes, à la réserve de celui de Berne, qui avoit pris des engagemens contraires avec le duc de Milan. Trente vaisseaux devoient mettre à la voile des ports français sur l'Océan, et se réunir en Provence avec autant de galères, pour porter à Gaëte des vivres, des munitions de guerre et de l'argent; et Rigault, maître de la maison du roi, fut dépêché à Milan pour demander au duc de faire armer à Gênes les galères promises par le traité de Verceil, et l'assurer que s'il se

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 128. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 151.

1496. rattachoit désormais sincèrement à la France, sa conduite passée seroit oubliée (1).

Mais cette ardeur guerrière ne pouvoit se soutenir longtemps dans un caractère aussi futile et aussi inconséquent que celui de Charles VIII. Le cardinal de Saint-Malo, surintendant des finances, craignoit une guerre qui augmenteroit les embarras où le mettoient déjà les folles dépenses de la cour. Sans contredire son maître, il faisoit naître des obstacles journaliers à l'exécution de ses projets; et celui-ci n'avoit jamais la patience de les examiner, ou la persévérance de les écarter. Tout-à-coup le roi, qui étoit toujours à Lyon, déclara à la fin de mai, qu'avant de se mettre en marche, il vouloit encore faire un voyage à Tours et à Paris, pour se recommander à saint Martin et à saint Denis dans leurs principales églises, et pour engager en même temps ses meilleures villes à lui faire des avances d'argent. Son vrai motif étoit de revoir à Tours une des dames d'honneur de la reine, pour laquelle il avoit alors de l'amour. En vain tous ceux qui s'intéressoient à la défense du royaume de Naples lui représentèrent-ils que s'il s'éloignoit des frontières d'Italie, au moment où ses ennemis étoient effrayés, où ses soldats mettoient en lui toute leur espérance, il rendroit le courage aux premiers, et il feroit tomber les armes des mains des seconds; Charles VIII fut inébranlable: après avoir perdu encore un mois à Lyon, il partit pour le nord de la France; il abandonna le projet d'envoyer le duc d'Orléans en Italie: il ne donna à Trivulzio qu'un petit nombre de soldats, et il ne fit autre chose en faveur de Montpensier, que d'ordonner aux Florentins de lui faire passer quarante mille ducats (2).

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 152. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. VII, p. 195.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 155. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. VII, p. 196. — *Chronicon Venetum.* p. 34.

Montpensier n'étoit plus en situation d'attendre l'issue 1496.
de ces longues délibérations : il assiégeoit Circello, à dix milles de Bénévent; et Camille Vitelli, un de ses meilleurs officiers, y avoit été tué comme il s'étoit mis à pied à la tête des Gascons, pour les animer au combat. Ferdinand, pour faire diversion, vint attaquer Frangetto de Montfort, à quatre milles du camp français : il avoit alors sous ses ordres douze cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et quatre mille fantassins; et il se croyoit en état de hasarder une bataille. Les Français quittèrent Circello pour secourir Frangetto; mais quand ils arrivèrent sur une colline en face de cette bourgade, ils virent qu'elle étoit prise. Montpensier et Virginio Orsini n'en insistoient pas moins pour avancer toujours, et attaquer les soldats de Ferdinand, tandis qu'occupés à piller, ils ne pourroient faire aucune résistance. Ferdinand, prévoyant ce danger, avoit rangé son armée en bataille devant le château de Frangetto; et il avoit mis le feu à la bourgade pour en chasser les pillards; cependant telle étoit leur avidité à amasser leur butin, ou leur terreur de rencontrer l'armée française, que la moitié des soldats erroit encore au milieu de l'incendie, et qu'on ne pouvoit les rappeler à leurs rangs. Mais dans le conseil de guerre de l'armée française, Précy, Barthélemy d'Alviano, et Paul Orsini, s'accordèrent à représenter que pour attaquer les Napolitains, il falloit s'engager dans une vallée étroite et fort dangereuse, dominée par le château de Frangetto, et que c'étoit ainsi faire dépendre son salut de la seule folie de ceux qu'on avoit à combattre. Pendant qu'on disputoit encore, les Suisses et les Allemands de l'armée, qui, depuis qu'ils servoient dans le royaume, n'avoient touché que deux mois de leur solde, demandèrent à être payés avant qu'on les menât au combat. Leur indiscipline et leur insolence croissoient avec l'embarras de leurs chefs; et Montpensier, obligé de leur céder, perdit ainsi la dernière occasion où il

1496. pouvoit espérer de relever les affaires des Français dans le royaume de Naples (1).

Dès ce moment, les Suisses et les Allemands ne cessèrent de menacer leurs généraux pour obtenir un paiement que ceux-ci n'avoient aucun moyen d'effectuer. Les princes de Salerne, de Bisignano et de Conza quittèrent l'armée, et retournèrent dans leurs fiefs pour se défendre contre Gonzalve de Cordoue; les Napolitains à la solde française désertoient toutes les fois qu'ils en trouvoient l'occasion : non-seulement ils n'étoient pas mieux payés que les autres, ils se trouvoient de plus sans cesse exposés à l'insolence de leurs compagnons d'armes français et allemands, qui prétendoient toujours obtenir leurs vivres ou leurs logemens avant les régnicoles. Enfin, Précy et Montpensier n'étoient jamais d'accord; et leurs disputes divisoient tout le conseil de guerre (2).

L'armée, qui s'affoiblissoit tous les jours, se vit contrainte à reculer; elle voulut regagner la Pouille, et du voisinage d'Ariano et de Bénévent, se diriger sur Vénosa. Pour dérober sa marche à Ferdinand, elle partit au commencement de la nuit, et fit vingt-cinq milles sans s'arrêter. Elle comptoit encore que Ferdinand, qui la suivoit, seroit retenu devant le château de Gésualdo, qu'on avoit vu, dans un autre temps, soutenir un siége de quatorze mois : dans cette espérance, les Français ayant trouvé de la résistance à Atella, prirent et pillèrent cette ville, et s'y arrêtèrent beaucoup plus qu'ils n'auroient dû le faire. Ferdinand prit Gésualdo sans coup férir, et arriva sur eux avant qu'ils pussent se remettre en route. Montpensier n'eut plus alors d'autre parti à prendre que celui de se défendre dans Atella, pour donner encore au

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 157. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 130. — *Ejusdem Vita magni Consalvi.* L. I, p. 181. — *Franc. Belcarii comment.* L. VII, p. 197.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 130.

roi de France le temps de lui envoyer des secours (1). 1496.

La ville d'Atella, où l'armée française se trouvoit enfermée, n'est point celle qui a donné son nom aux fables atellanes, et qui étoit située à peu près dans le lieu qu'occupe aujourd'hui la ville d'Aversa. Atella de la Basilicate est bâtie dans une plaine fertile; mais à un mille de ses murs commencent les montagnes qui s'élèvent de trois côtés, en formant un riche amphithéâtre de trois quarts de mille de largeur. Leur pente n'est point escarpée; et dans les gradins qu'elle forme, on emploie la charrue pour labourer les champs : là où le terrain est plus incliné, des vignes et de superbes arbres fruitiers le revêtent entièrement. Cet amphithéâtre s'ouvre du côté de l'ouest, et laisse voir à gauche la ville de Melphi, à droite le chemin de Conza, couvert par des forêts très-épaisses. Une petite rivière arrose la plaine, et la traverse au couchant d'été, après avoir embrassé dans un long détour la bourgade d'Atella. Là, elle est resserrée entre des rives plus élevées, et elle fait tourner des moulins; ensuite elle se jette dans l'Ofanto. Au levant, la bourgade de Ripa-Candida, sur le chemin de Vénosa, étoit occupée par une garnison française; c'étoit par là que l'armée espéroit recevoir des vivres et des secours, d'autant plus que tout le pays s'étoit déclaré pour le parti angevin : mais la cavalerie légère des Stradiotes eut bientôt appris à en connoître tous les passages, et elle réussit à les fermer aux partisans français (2).

Ferdinand n'avoit garde de s'exposer à un combat contre des gens désespérés; il s'occupa de leur couper tous les chemins, de rendre plus difficiles tous les arrivages de vivres, et d'abattre les moulins dont ils se servoient. Bientôt les Allemands qui étoient dans l'armée française, et qui depuis long-temps avoient menacé de déserter, si on ne

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 158. — *Fr. Belcarii Comm.* L. VII, p. 198.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 132.

1496. leur payoit pas leurs soldes arriérées, arrivèrent tous dans son camp; peu après, il apprit que Gonzalve de Cordoue avoit surpris au château de Lario, sur le fleuve Saprio, qui divise la Calabre d'avec la principauté, une petite armée rassemblée par les partisans de la France; qu'il avoit fait prisonniers onze barons angevins, et presque toute leur infanterie. Après cette victoire, la première que Gonzalve de Cordoue eût remportée dans le royaume de Naples, il vint avec six mille hommes joindre, devant Atella, le roi Ferdinand; et son arrivée fit perdre aux assiégés leur dernière espérance (1).

Le 5 juillet, Montpensier, qui commençoit à manquer de vivres, fit partir pour Vénosa le tiers de sa cavalerie, afin de protéger un convoi; mais quoiqu'elle fût sortie à midi, heure à laquelle on devoit croire que les ennemis reposoient, plutôt que de braver les chaleurs excessives de la Basilicate, elle fut aperçue par les Stradiotes, surprise, entourée et mise en déroute. Les Français perdirent alors plus de trois cents cavaliers; et ce qui ajoutoit à leur douleur, c'est que leur gendarmerie étoit battue par une cavalerie légère qu'elle étoit accoutumée à mépriser. Après ce combat, Ferdinand s'empara de Ripa Candida, et assit son camp sur la route même de Vénosa, de manière à fermer toute issue aux assiégés (2).

Gonzalve de Cordoue, le jour même de son arrivée devant Atella, avoit attaqué les moulins des assiégés, et les avoit tous détruits. Aussi commençoient-ils à être absolument dépourvus de farines : bientôt ils éprouvèrent une privation plus cruelle encore; l'eau même leur manqua, ou du moins ils ne purent plus arriver à la rivière qui baignoit les murs d'Atella, qu'en s'ouvrant le chemin à la

(1) *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 133. — *Ejusdem Vita magni Consalvi.* Lib. I, p. 182. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 159.

(2) *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 133. — *Vita magni Consalvi.* Lib. I, p. 183.

pointe de l'épée, et chaque tonne d'eau leur coûtoit un combat. Les Français avoient pratiqué un abreuvoir dans la rivière; ils l'avoient entouré de quelques retranchemens, et ils en avoient donné la garde à leurs Suisses : mais ces retranchemens furent emportés de vive force, et trois cents Suisses y furent taillés en pièces; parmi les morts on trouva un enseigne dont la main droite étoit coupée, la main gauche horriblement blessée, et qui même après sa mort serroit encore entre ses dents le drapeau qui lui avoit été confié (1). 1496.

Il y avoit trente-deux jours que les Français étoient enfermés dans Atella; ils voyoient tous les jours augmenter le nombre de leurs ennemis, et diminuer celui de leurs soldats; les fourrages, les vivres, l'eau même, leur manquoient, lorsqu'ils prirent enfin le parti de capituler. Précy, Barthélemy d'Alviano, et un capitaine suisse furent envoyés à Ferdinand. Ils demandèrent que Gilbert de Montpensier eût la faculté de dépêcher un courrier à son roi, pour en obtenir des secours; mais s'il ne les recevoit pas avant trente jours, il devoit au bout de ce terme remettre à Ferdinand toutes les places qui dépendoient de lui, avec leur artillerie. Jusqu'à cette époque il ne devoit point tenter de sortir d'Atella, où le roi de Naples lui fourniroit des vivres jour par jour. Lorsqu'ensuite les Français remettroient la place, ils devoient avoir la faculté de se retirer en France, les Italiens hors du royaume, et les Napolitains auroient quinze jours pour faire leur soumission au roi, qui leur promettoit une amnistie complète, et la restitution de tous leurs biens. Cette convention fut signée le 20 juillet 1496; et les trois villes de Vénosa, Gaëte et Tarente, dont les gouverneurs avoient été nommés immédiatement par le roi, en furent expressément exceptées (2).

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 135.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 160. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV,

1496. Il paroît que Montpensier n'attendit point l'expiration des trente jours qu'il avoit demandés pour livrer Atella, mais que, pressé par le besoin d'argent et par l'impatience de ses soldats, il remit dès le troisième jour cette ville à Ferdinand, moyennant dix mille florins, qu'il distribua à ses troupes à compte de leur solde (1). Il sortit d'Atella avec environ cinq mille hommes, qui furent conduits à Baia et à Pozzuoli, pour y attendre un embarquement. Il livra en même temps au roi toutes les forteresses de son gouvernement; mais Ferdinand lui demandoit toutes celles du royaume, dont plusieurs ne vouloient point reconnoître l'autorité du lieutenant du roi. Tandis qu'on disputoit sur l'exécution de cette partie de la capitulation, l'armée française fut retenue au milieu de l'été, sur le rivage pestilentiel de Baia. Bientôt une affreuse épidémie s'y manifesta. Gilbert de Montpensier y mourut des premiers; la mortalité atteignit ensuite ses cavaliers et ses soldats : elle les poursuivit dans leur voyage, lorsqu'on leur permit de l'entreprendre, et il n'arriva pas cinq cents guerriers en France, des cinq mille qui étoient sortis d'Atella (2).

Alexandre VI, qui destinoit les dépouilles des Orsini à ses enfans, et qui vouloit auparavant exterminer cette famille, non-seulement délia Ferdinand II du serment prêté en confirmation de la capitulation d'Atella, mais même le menaça des peines ecclésiastiques s'il l'exécutoit. Pour lui obéir, le roi de Naples fit arrêter Virginio et Paul Orsini, et les fit enfermer au château de l'Œuf. Leurs troupes italiennes, qui se retiroient par l'Abruzze, sous les ordres de Gian Giordiano Orsini, et de l'Alviano,

p. 136. — *Petri Bembi Hist. Veneta.* L. III, p. 56. — *Allegretto Allegr.* p. 857. — *Franc. Belcarius Comment.* L. VII, p. 199.

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. III, p. 56.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 161. — *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 137. — *Ejusdem Vita magni Consalvi.* Lib. I, p. 183. — *Fr. Belcarii.* Lib. VII, p. 200. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. II, p. 24.

furent attaquées par le duc d'Urbin, et dépouillées de tout. 1496.
En même temps Graziano Guerra, ne pouvant plus se soutenir dans l'Abruzze, se retira à Gaëte, avec huit cents chevaux; d'Aubigny, après avoir défendu quelque temps encore la Calabre, fut obligé de capituler à Groppoli, et eut la liberté de se retirer en France.

Les princes de Salerne et de Bisignano profitèrent de l'amnistie, et furent reçus en grâce par Ferdinand, après qu'ils lui eurent livré leurs forteresses. Enfin, à la réserve de Tarente, qui tenoit toujours sous les ordres de Georges de Silly, de Gaëte, où s'étoit enfermé le sénéchal de Beaucaire, et de Mont Saint-Ange, où Julien de Lorraine se défendoit avec beaucoup de bravoure, les Français furent chassés de toutes leurs conquêtes; et le royaume de Naples fut en entier réduit sous l'obéissance de Ferdinand (1).

Mais au moment même où ce jeune prince rentroit à Naples, de retour d'une guerre qui lui avoit valu un royaume, et qui avoit fait briller son courage, sa constance, sa connoissance de l'art de la guerre, et son adresse à manier les esprits, il étonna la chrétienté par un mariage qu'aucune dispense du pape ne devoit autoriser. Il épousa sa propre tante, Jeanne, sœur de son père, qui étoit à peu près de son âge. Ce choix ne lui avoit point été suggéré par la politique, mais par l'amour; et cet amour lui fut funeste. Ferdinand revenoit de la campagne la plus fatigante, dans un pays malsain, où presque tous les chefs des deux armées avoient été attaqués de maladies. Il ne fit point attention à l'effet que tant de fatigues avoient produit sur sa propre constitution; il se crut dans toute la vigueur de sa santé, et il se conduisit comme s'il l'étoit en effet : mais à peine étoit-il établi

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 161.— *Pauli Jovii Hist. sui tempor.* Liv. IV, p. 137. — Mémoires de Guill. de Villeneuve. T. XIV, Mémoires. p. 82.

1496. avec sa nouvelle épouse à la Somma, château de plaisance au pied du Vésuve, qu'il y mourut d'épuisement, le 7 septembre 1496, à l'âge de vingt-sept ans un mois et onze jours. Comme il ne laissoit point d'enfans, son oncle, don Frédéric, lui succéda sur le trône de Naples, qui en trois ans avoit été occupé par cinq rois : en effet, Ferdinand Ier, Alphonse II, Charles VIII, Ferdinand II et Frédéric, s'étoient succédé sur ce trône avec une rapidité qui avoit ajouté aux calamités du royaume, déjà désolé par une guerre cruelle (1).

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 161. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 138. — *Petri Bembi.* Lib. III, p. 57. — *Summonte, Storia di Napoli.* L. VI, c. II, p. 523. — *Giannone, Ist. civile del regno di Napoli.* L. XXIX, c. 2, p. 676. — *Burchardi Diarium.* Lib. II, apud Raynaldum. *Annal. eccles.* 1496. §. 13, p. 452. — *Chronicon Venetum.* T. XXIV, p. 39. — *Fr. Belcarius, Comment. Rer. Gall.* L. VII, p. 201.

CHAPITRE XCVIII.

Guerre de Pise ; les Pisans secourus par le duc de Milan, les Vénitiens et l'empereur Maximilien. — Trève en Italie. — Déclin du crédit de Savonarole à Florence. — Épreuve du feu qui lui est proposée par un moine ; sa condamnation et sa mort.

1496 — 1498.

L'ÉBRANLEMENT donné à toute la politique de l'Italie, 1496.
par l'expédition de Charles VIII, sembloit s'être arrêté; ce monarque, de retour à sa résidence ordinaire, n'étoit plus occupé que de tournois, de fêtes, et d'une vaine pompe chevaleresque, qui lui faisoit oublier cette guerre même dont elle étoit l'image. Sans cesse enlacé dans des intrigues de femmes où l'engageoient ses nombreuses et inconstantes amours, il ne donnoit plus à l'Italie que des regards distraits. De temps en temps il annonçoit encore l'intention de délivrer les frères d'armes qu'il avoit exposés à des dangers infinis, ou qui languissoient déjà pour lui dans les prisons et la misère; il parloit de venger les insultes que recevoit son nom, et de recouvrer la gloire qu'il avoit acquise à trop peu de frais, et trop rapidement perdue : mais bientôt il retomboit dans la mollesse et l'oubli de toute chose : déjà ses menaces ne causoient plus d'effroi, et ses promesses n'entretenoient plus d'espérance.

La mort de Ferdinand II, et l'élévation de Frédéric d'Aragon sur le trône de Naples, sembloient devoir con-

1496. courir avec l'indolence de Charles VIII à donner plus de stabilité à cette monarchie. Frédéric étoit depuis long-temps cher aux Napolitains; c'étoit le même prince que les barons mécontens avoient voulu, en 1485, substituer à son père le vieux Ferdinand, et à son frère aîné Alphonse ; c'étoit lui qui avoit préféré demeurer en prison entre les mains des factieux plutôt que de monter sur le trône par un crime. Tous les partis connoissoient sa modération et son impartialité ; tous avoient en lui la même confiance. Son prédécesseur, Ferdinand II, n'avoit pas le même avantage: on avoit vu briller sa constance et sa valeur dans la dernière guerre ; mais les Angevins craignoient sans cesse de voir reparoître, dans son caractère, le vieux levain aragonais, la perfidie et la cruauté qui sembloient héréditaires dans sa famille. Ils racontoient même que, déjà atteint de la maladie dont il mourut, il avoit donné à ses gens l'ordre de faire périr l'évêque de Théano, qu'il retenoit prisonnier; et que, craignant que ceux-ci, dans l'attente de sa mort prochaine, ne lui disent que son ordre étoit exécuté quand il ne l'étoit pas, il s'étoit fait apporter sa tête sur son lit de mort (1).

Frédéric, en montant sur le trône, au milieu d'un peuple déchiré par tant de factions, et ruiné par une guerre civile et étrangère, sentit qu'il devoit se présenter aux Napolitains en conciliateur et non en vainqueur. Il accueillit tous les partis avec une égale indulgence; il montra à l'égard de tous un égal respect pour la bravoure et le malheur: il renvoya en France les restes de l'armée qui avoit capitulé à Atella, échappés au mauvais air de Baia. Il se réconcilia pleinement avec le prince de Bisignano et celui de Conza, qui, pendant leur long exil en France, avoient préparé la guerre dont le royaume avoit tant souffert. Il promit la même indulgence au prince de Salerne, et il l'invita à la fête de son couronnement. Mais

(1) *Petri Bembi Hist. Veneta.* Lib. III, p. 57.

ce prince, vieilli dans les factions, et souvent victime de trahisons royales, ne put croire à la bonne foi du nouveau roi; il attribua à celui-ci une tentative d'assassinat contre son frère, qui n'étoit cependant qu'une vengeance particulière (1). Il recommença la guerre; et, poursuivi de château en château, dans la Lucanie, il fut enfin obligé de sortir du royaume, et de se retirer à Sinigaglia, dans la petite principauté de Jean de La Rovère, préfet de Rome, chez qui il mourut en exil au bout de peu de temps (2). 1496.

D'Aubigny, qui avoit commandé avec gloire les Français en Calabre, ne crut pas devoir prolonger plus longtemps une guerre qui, pour la France, étoit sans espoir, tandis qu'elle réduisoit ses anciens partisans au dernier degré de misère et de danger. Non-seulement il traita pour lui-même et ses compagnons d'armes à des conditions honorables; il engagea aussi Aubert de Rosset, qui s'étoit défendu à Gaëte avec un courage et une constance admirables, à réserver ses soldats pour un temps plus heureux, et à remettre cette ville à Frédéric. Vers le même temps, Graziano Guerra abandonna les Abruzzes, et les garnisons de Vénosa et de Tarente firent également leur soumission; en sorte que les Français ne gardèrent plus, dans le royaume de Naples, aucun gage de leur rapide conquête (3).

Mais la guerre que Charles VIII avoit excitée à son passage en Toscane, en rendant la liberté à Pise, restoit toujours allumée; c'étoit une étincelle prête à causer en Italie un incendie nouveau. Cette guerre se poursuivoit selon l'ancienne tactique des guerres italiennes; et la lenteur de toutes ses opérations contrastoit étrangement avec l'impétuosité qu'on avoit vu déployer aux Français. Des

(1) *Fr. Guicciardini. Hist.* Lib. III, p. 175.
(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 138.
(3) *Idem*, p. 139. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 172.

1496. siéges de petits châteaux, des surprises, des affaires de postes, sembloient épuiser tout l'art des capitaines; et cependant on voyoit à la tête de l'une et de l'autre armée des hommes qui s'étoient fait un nom dans l'art militaire: du côté des Florentins, Francesco Secco, et Rinuccio de Marciano; du côté des Pisans, Lucio Malvezzi de Bologne, occasionellement secondé par les plus habiles condottieri du duc de Milan ou des Vénitiens. La guerre, il est vrai, se faisoit entre eux d'une manière plus sanglante que dans la précédente période, parce qu'un grand nombre de soldats étrangers qui servoient dans l'une et l'autre armée, ne faisoient et ne demandoient point de quartier. Si les Florentins avoient en une seule fois levé une armée assez considérable pour s'ouvrir le chemin jusqu'à Pise, planter leur artillerie devant ses murailles, et y faire une brèche, ils se seroient épargné en même temps beaucoup de sang et beaucoup d'argent. Mais ils n'avoient point encore renoncé à l'espoir de recouvrer Pise par des négociations; ils en avoient d'entamées avec toutes les puissances; ils n'étoient en guerre déclarée avec aucune, et ils furent appelés successivement à combattre les Français, l'empereur, les Milanais, les Vénitiens, les Génois, les Lucquois et les Siennois, qui se présentèrent tour-à-tour comme auxiliaires des Pisans: car c'étoit alors un principe reçu dans le droit public, qu'on pouvoit faire la guerre pour son allié, sans la déclarer soi-même.

De même que, par une complication bizarre d'intrigues politiques, les Florentins, pour recouvrer Pise, eurent à combattre en même temps les Français leurs vrais alliés, et tous les ennemis des Français; de leur côté, les Pisans envoyèrent recommander en même temps leur république à Charles VIII, et à tous les ennemis de Charles VIII. En un même jour Mariano Peccioli fut envoyé par la seigneurie de Pise à Louis Sforza, Agostino Donizzo au pape Alexandre VI, Bernardino Agnelli à la république de

Venise, et Piétro Griffo à la cour de France (1). Ces ambassades étoient déjà parties avant que d'Entragues eût mis les Pisans en possession de leurs forteresses. Celles qui s'adressoient aux ennemis de la France eurent le plus heureux succès; Sforza envoya aux Pisans Louis de La Mirandole, avec une brigade de cavalerie, et trois cents fantassins allemands; les Vénitiens leur firent passer Paul Manfroni, avec deux cents chevaux, et de l'argent pour lever de l'infanterie (2). 1496.

Louis Sforza, qui se figuroit toujours pouvoir tout diriger, tout maîtriser par son habile politique, s'abstenoit souvent, par avarice, de faire les dépenses nécessaires à la réussite de ses projets; mais il comptoit alors sur son adresse pour les faire faire par ses propres ennemis. C'étoit dans cette vue qu'il avoit lui-même instamment sollicité les Vénitiens de l'aider à défendre Pise: cette guerre, leur disoit-il, ayant pour but d'affoiblir les Florentins, seuls alliés qui fussent demeurés aux Français, étoit également conforme aux intérêts de Venise et de Milan, et devoit être soutenue à frais communs. Il ne pouvoit alors croire que les Vénitiens songeassent jamais à s'emparer de Pise, ville séparée d'eux par tant d'états, tandis qu'elle s'unissoit facilement à la Ligurie, dont il étoit déjà souverain (3).

Mais les Pisans n'avoient plus pour Louis Sforza la même inclination qu'ils avoient manifestée au commencement de la guerre. Son avarice les avoit découragés, ses négociations avec les Florentins avoient excité leur défiance; et la proposition qu'il leur avoit faite tout récemment de donner la seigneurie de leur ville aux frères San Sévérini ses créatures, leur avoit manifesté ses desseins secrets: aussi tournoient-ils désormais tous leurs regards

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 108.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. III, p. 102. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 146. — *Scipione Ammir.* L. XXVII, p. 227.

(3) *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 142.

1496. vers les Vénitiens. Ils avoient obtenu de toutes les puissances de la ligue des promesses de garantir leur liberté. Maximilien avoit reconnu leurs droits par un privilége impérial : le pape leur avoit adressé un bref pour les encourager à se défendre; et les ambassadeurs d'Espagne avoient témoigné que leurs maîtres verroient avec plaisir les ports de la Toscane fermés aux Français, par l'affermissement d'une république rivale de celle de Florence (1).

Au commencement du mois de mars 1496, les Florentins avoient remporté quelques avantages dans cette partie du territoire pisan qui est entre le lac de Bientina, les montagnes et l'Arno. Ils avoient pris Buti, Saint-Michel de Verrucola, et Calci; mais à cette époque même on publia dans tout le territoire pisan, avec de grandes démonstrations de joie, les lettres que la seigneurie venoit de recevoir du doge Agostino Barberigo, par lesquelles il déclaroit que la république de Venise avoit pris celle de Pise sous sa protection (2).

Cette détermination publique, qui engageoit en quelque sorte l'honneur des Vénitiens à défendre Pise, avoit été long-temps combattue dans les conseils mêmes de Venise par les plus vieux sénateurs, et par ceux dont la prudence obtenoit ordinairement le plus de crédit. Ils trouvoient que dans cette occasion leur république couroit le double danger d'alarmer tous les autres états par l'aveu d'une ambition insatiable, et d'entreprendre cependant ce qu'elle ne pourroit point accomplir avec honneur (3).

Dès ce moment, les affaires des Pisans commencèrent à prospérer. Francesco Secco fut surpris par eux au commencement d'avril; ils lui tuèrent une cinquantaine d'hommes, lui prirent deux cent vingt chevaux, et le

(1) *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 142.
(2) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 227. — *Macchiavelli Frammenti istorici.* T. III, p. 35.
(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 143.

forcèrent à lever le siége de Verrucola. Peu de jours après, Francesco Secco, impatient de se venger, attira, près de Vico, les Pisans commandés par Paul Manfroni, dans une embuscade : il les défit en effet; mais, comme il les poursuivoit, il fut atteint d'une arquebuse, et blessé mortellement. Sa perte équivalut, pour les Florentins, à une seconde déroute (1). Le 30 mai, Lucio Malvezzi, capitaine des Pisans, surprit et pilla Ponsacco, où il fit prisonnier Louis de Marciano, frère de Ranuccio qui commandoit l'armée florentine (2). Enfin, dans les premiers jours de juin, Giustiniano Morosini, gentilhomme vénitien, arriva à Pise avec huit cents Stradiotes. Ces soldats barbares, qui étoient devenus redoutables à toute l'Italie, qui avoient souvent tenu tête à la gendarmerie française, et qui avoient fait connoître tout ce qu'on pouvoit attendre d'une bonne cavalerie légère, remplirent bientôt la Toscane de la terreur de leurs armes. Le 23 juin, ils se jetèrent dans le val de Niévole; ils passèrent sous Montécarlo : Buggiano leur ayant résisté, ils le prirent, le pillèrent, et le brûlèrent ensuite, aussi bien que Stignano; et ils firent éprouver aux Florentins combien il étoit malheureux pour un peuple arrivé au plus haut degré de civilisation, d'être envahi par des soldats à peine sortis de la barbarie (3). 1496.

La présomption de Louis Sforza s'étoit accrue par les événemens de l'année précédente : il se vantoit d'avoir appelé les Français en Italie, et de les en avoir chassés; d'avoir puni la maison d'Aragon, et de l'avoir ensuite replacée sur le trône; d'avoir disposé des forteresses que les

(1) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 227. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 165. — *Macchiavelli Frammenti istorici.* T. III, p. 37. — *Petri Bembi Hist. Venet.* Lib. III, p. 59.

(2) *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 236. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 143. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 165.

(3) *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 230. — *Macchiavelli, Framm.* p. 39.

1496. Français avoient reçues des Florentins, comme s'il les avoit lui-même tenues en garde. Il avoit adopté le surnom de Maure, que son teint noir lui avoit fait donner; mais il vouloit qu'on y vît l'emblème de sa finesse et de sa force, les deux qualités par lesquelles il se croyoit supérieur à tous les hommes (1). Il avoit vu avec plaisir les Vénitiens s'engager dans la guerre de Pise; il disoit avec complaisance que c'étoit pour lui seul qu'ils y dépensoient leurs trésors et qu'ils y versoient leur sang.

Cependant, comme il commençoit à s'apercevoir que les Pisans avoient plus de penchant pour les Vénitiens que pour lui, il crut que le moment étoit venu d'introduire en Italie un nouveau potentat, qu'il comptoit mener avec autant de facilité qu'il croyoit diriger tous les autres. Dans ce but, il envoya des ambassadeurs au roi des Romains Maximilien, qu'il invita à venir prendre à Milan la couronne de Lombardie, et à Rome celle de l'Empire, afin de rétablir dans toute l'Italie l'ancienne autorité des empereurs. Maximilien avoit épousé la nièce de Louis Sforza, et dès-lors il avoit montré de la disposition à suivre ses conseils. D'ailleurs ce monarque, toujours dépourvu d'argent, dont les forces disproportionnées avec ses titres, et l'étendue de ses états, ne suffisoient jamais à achever les entreprises qu'il avoit commencées, étoit sans cesse mis en mouvement par un désir vague de gloire, tandis qu'il ne trouvoit en lui-même ni constance pour la poursuivre, ni vrai talent pour l'obtenir. Il se jetoit avec passion dans toutes les aventures nouvelles, parce qu'elles étoient pour lui une occasion d'abandonner les anciennes. Il avoit toujours un égal empressement à diriger les affaires des autres, parce qu'elles lui servoient de prétexte pour négliger les siennes; et, comme il se sentoit sans cesse contrarié dans ses états, il saisissoit toutes les occasions d'en sortir. Il étoit donc moins difficile à Sforza de l'attirer en Italie,

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 147.

que de persuader aux Vénitiens de concourir avec lui pour l'y appeler. Néanmoins, comme Charles VIII éclatoit de nouveau en menaces, comme on croyoit ses armées prêtes à passer les Alpes, comme on savoit qu'il avoit tout dernièrement encore sollicité Sforza de rentrer dans son alliance, les Vénitiens craignirent que le duc de Milan, qui se défioit d'eux, ne finît par se jeter dans les bras du roi de France; et ils consentirent à envoyer de leur côté des ambassadeurs à Maximilien, pour lui promettre un subside (1). 1496.

Maximilien s'avança jusqu'à Manshut, sur les confins du Tyrol et de la Valteline; c'est là que Louis-le-Maure alla le trouver avec les ambassadeurs de Venise et du pape. Il convint avec lui que les alliés d'Italie lui paieroient pendant trois mois quarante mille ducats par mois, savoir : les Vénitiens 16,000, lui-même 16,000, et le pape 8,000, pourvu que Maximilien entrât en Italie avec une armée digne d'un empereur, et qu'il l'employât pendant les mêmes trois mois au service de la ligue. Le lendemain de la signature de cette convention, Maximilien passa à son tour les Alpes, en équipage de chasse, et vint rendre à Louis-le-Maure sa visite à Bormio, où il eut avec lui une nouvelle conférence. Il retourna ensuite en Allemagne, pour y lever l'armée qu'il avoit promise (2).

Avant de se mettre en marche cependant, il envoya deux ambassadeurs à Florence, qui se présentèrent à la seigneurie le 19 avril. Ils lui déclarèrent que l'empereur, voulant tourner les armes de la chrétienté contre les infidèles, avoit résolu d'assurer auparavant le repos de l'Italie, de détruire tous les germes de discorde qu'y avoient semés

(1) *Franc. Guicciardini.* Lib. III, p. 154. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 142.

(2) *Andrea Navagiero stor. Venez.* T. XXIII, p. 1207. — *Petri Bembi Hist. Veneta.* Lib. III, p. 61. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 163. — *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 143.

1496. les Français, et de la réunir tout entière en une seule ligue. Les Florentins, ajoutèrent-ils, restoient seuls en dehors de l'alliance commune ; Maximilien les invitoit à s'y joindre, à déposer les armes qu'ils avoient prises contre les Pisans, et à soumettre leur querelle avec cette ville aux lois de l'Empire et à son arbitrage (1). Les Florentins répondirent qu'ils avoient déjà nommé deux de leurs citoyens les plus considérés pour se rendre auprès de l'empereur, et lui porter l'hommage de leur respect et de leur obéissance ; que ces ambassadeurs lui exposeroient les droits de leur république sur Pise, et qu'ils invoquoient pour eux-mêmes les lois de l'Empire, d'après lesquelles aucun état n'étoit obligé à soumettre ses prétentions à un arbitrage, si au préalable il n'étoit pas remis en possession de tout ce qui lui avoit été enlevé par la violence (2).

Bientôt les Pisans furent avertis par leurs alliés, que l'empereur élu arriveroit incessamment dans leurs murs : mais déjà sans son assistance, ils se trouvoient supérieurs aux Florentins en rase campagne. Chaque jour ils recevoient de nouveaux secours des Vénitiens ; deux provéditeurs de Saint-Marc, Morosini et Doménico Delfino étoient venus s'établir dans leur ville ; le comte Braccio de Montone leur avoit amené un corps de gendarmerie, reste de l'ancienne école de son aïeul. Peu après, Annibal, fils de Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, étoit aussi arrivé parmi eux. Les Vénitiens, il est vrai, avoient envoyé ce dernier, bien moins pour secourir Pise, que pour acquérir dans cette ville une prépondérance décidée sur le duc de Milan. Ils soupçonnoient Lucio Malvezzi, général des Pisans, d'être absolument dévoué à la maison Sforza ; et ils vouloient le décider à quitter de lui-même le service de cette république. Or, Malvezzi étoit de cette famille qui,

(1) *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 232. — *Fr. Guicciardini. Hist.* Lib. III, p. 167. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 48.

(2) *Scipione Ammir.* L. XXVII, p. 233. — *Macchiavelli Framm.* p. 46.

en 1488, avoit conjuré à Bologne contre les Bentivoglio; tous ses parens avoient été massacrés par ceux-ci : sa tête avoit été mise à prix, et il n'étoit pas probable qu'il se crût en sûreté dans une place où son ennemi le plus acharné recevoit un commandement. En effet, aussitôt que Lucio Malvezzi vit entrer Bentivoglio dans Pise, il demanda et obtint son congé (1). 1496.

Les Pisans, sous les ordres de Jean-Paul Manfroni, attaquèrent successivement tous les châteaux-forts que les Florentins possédoient encore sur leur territoire; surtout ils cherchèrent à leur couper toute communication avec Livourne. S'ils avoient pu y réussir, s'ils avoient ainsi repoussé les Florentins loin de la mer, ils leur auroient ôté toute espérance de recevoir des secours de France : en même temps ils auroient interrompu tout leur commerce maritime, et leur auroient ainsi causé une assez grande perte pour les déterminer à la paix. Au commencement de septembre, Manfroni prit les châteaux de Soiana, Morrana, Chianna, Terricciuola et Cigoli. Il fut moins heureux dans un combat près du lac de Bientina, qui se termina par la retraite des deux armées, avec une perte considérable des deux parts; mais bientôt recommençant dans les collines, sa guerre aux châteaux, il soumit avant le 20 septembre San-Regolo, Sant-Alluce, Usigliano, Cassa-Nuova, et quelques autres lieux-forts. Pierre Capponi, commissaire des Florentins auprès de leur armée, le même qui avoit déchiré les propositions de Charles VIII, et l'un des plus éloquens comme des plus courageux parmi les citoyens de Florence, voulut arrêter ces conquêtes et reprendre Soiana; mais comme il faisoit conduire l'artillerie florentine devant ce château, et qu'il s'avançoit dans un lieu découvert, pour y faire dresser une batterie, il fut atteint à la tête par

(1) *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 234. — *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 167. — *Macchiavelli Frammenti istorici*. T. III, p. 52. — *Petri Bembi Hist. Venetæ*. Lib. III, p. 63

1496. un fauconneau, et tué sur la place. Florence pleura dans ce grand citoyen celui dont la fermeté l'avoit sauvée, et le digne représentant d'une famille qui, même aux temps les plus factieux, avoit toujours brillé par des vertus publiques, sans se dévouer à aucun parti (1).

Sur ces entrefaites, Maximilien étoit entré en Italie; mais au lieu de l'armée impériale qu'il avoit promise aux confédérés, à peine avoit-il conduit avec lui trois cents chevaux, et quinze cents hommes d'infanterie. Aussi se sentoit-il embarrassé de répondre si mal à l'attente des peuples, et évitoit-il la foule qui se rassembloit pour le voir. Il prit un chemin détourné pour ne point traverser Como, où une fête somptueuse avoit été préparée pour lui; de même il s'arrêta à Vigevano, pour ne point se montrer à Milan (2). Les alliés lui demandèrent de contraindre le duc de Savoie et le marquis de Montferrat, en leur qualité de membres de l'Empire, à se détacher de l'alliance française; mais ses forces étoient trop peu considérables pour donner aucun poids à ses décrets. Il voulut aussi faire renoncer le duc de Ferrare à sa neutralité, et il le somma, comme son feudataire, pour les duchés de Modène et de Reggio, de se rendre auprès de lui; mais Hercule d'Este s'y refusa, déclarant que ce seroit se départir de la médiation qu'il avoit acceptée dans le traité avec la France, et manquer à l'engagement qu'il avoit pris, lorsqu'il avoit reçu en dépôt le Castelletto de Gênes. Maximilien ne pouvant faire aucun autre usage de sa puissance impériale, s'achemina vers Gênes, pour de là se rendre à Pise (3).

(1) *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 233. — *Fr. Guicciardini*. L. III, p. 166. — *Pauli Jovii*. Lib. IV, p. 144. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 97. — Macchiavelli seul paroît faire peu de cas de Capponi, qu'il accuse d'inconséquence. *Framm. istorici*. T. III, p. 44.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 145. — *Fr. Guicciardini*. L. III, p. 163.

(3) *Fr. Guicciardini*. L. III, p. 163. — *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens*. T. XXIV, p. 561.

Encore que l'armée de l'empereur ne fût pas considérable, son approche causoit beaucoup d'inquiétude aux Florentins; ils avoient sur les bras la ligue tout entière qui avoit chassé les Français d'Italie. Les souverains de l'Espagne et le pape, s'ils n'agissoient pas contre eux avec vigueur, manifestoient du moins leur inimitié, et fournissoient de l'argent à leurs ennemis. Le duc de Milan et les Vénitiens les accabloient par des forces supérieures; et tous les petits peuples de la Toscane, tous les voisins de Florence, qui n'auroient pas osé prendre une part active à la guerre contre un plus grand potentat, mettoient en œuvre toutes leurs ressources contre la république dont ils étoient jaloux. Florence, épuisée par trois années de guerre, et par les subsides prodigieux qu'elle avoit payés à la France, tandis qu'elle avoit perdu les douanes de Pise et de la mer, qui faisoient une partie considérable de son revenu, ne sembloit point en état de supporter ce nouveau fardeau. L'inconséquence et la mauvaise foi de Charles VIII lui avoient été démontrées; on ne pouvoit s'attendre à ce que ce monarque secourût ses alliés, après qu'on lui avoit vu abandonner à la dernière détresse ses propres armées dans le royaume de Naples. Si la république n'avoit consulté que la politique mondaine, sans aucun doute elle auroit accepté dès long-temps l'offre que lui faisoit Louis Sforza, de la faire admettre dans la ligue italienne : mais le parti des pénitens (*piagnoni*), qui dominoit alors à Florence, étoit composé d'hommes qui alloient apprendre chaque jour, aux sermons de Jérôme Savonarole, comment ils devoient gouverner la république; qui voyoient dans tous les échecs qu'éprouvoit l'état la punition des vices des particuliers, et non celle des fautes du gouvernement; qui ne comptoient sur d'autre force que sur celle des prières, et sur d'autre prudence que celle des inspirations. Or Savonarole leur annonçoit sans cesse que le temps des épreuves alloit bientôt être terminé, que l'Église 1496.

1496. de Dieu alloit bientôt être réformée par la puissance des Français, et que, pourvu que les Florentins fussent fidèles au parti qu'ils avoient embrassé, ils alloient, après toutes leurs tribulations, se trouver maîtres, non-seulement de leur ancien territoire, mais encore de toute la Toscane. Ces prédications inspiroient aux conseils de la république une constance qui ne fut jamais mise à une plus forte épreuve (1).

L'évêque Pazzi, et François Pépi, jurisconsulte, que la république avoit envoyés en ambassade auprès de Maximilien, arrivèrent à Tortone le lendemain de son départ pour Gênes. Ils le suivirent dans cette ville; mais après leur audience de présentation, l'empereur les renvoya, pour avoir une réponse, au cardinal de Sainte-Croix, légat du pape, tandis qu'il s'embarqua le 8 octobre pour Pise. Le cardinal les renvoya à son tour au duc de Milan, qui étoit alors à Tortone. Avant de se rendre auprès de lui, ils eurent soin d'informer leur république de la manière dont ils avoient été ballottés. Ils suivirent cependant le duc à Tortone, puis à Milan; et là ils reçurent de la seigneurie l'ordre de prendre congé de lui, sans lui exposer leur commission. Le vaniteux Louis-le-Maure, toujours empressé d'étaler aux yeux d'un public nombreux son pouvoir et son éloquence, avoit appelé tous les ambassadeurs de la ligue et tous les sénateurs de Milan à l'audience publique qu'il destinoit aux Florentins. Il avoit préparé un discours soigné, dans lequel il comptoit leur retracer les conseils qu'il leur avoit donnés, et les fautes contre lesquelles il les avoit tenus en garde. Il vouloit leur faire voir que c'étoient celles-là mêmes où ils étoient tombés, et dont ils éprouvoient la conséquence. Mais les ambassadeurs, introduits devant lui, se contentèrent de lui dire, que retournant à Florence ils n'avoient pas craint d'allonger leur

(1) *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 164. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 235.

route pour saisir l'occasion de l'assurer de leur respect, et de l'intention de leur patrie de rester avec lui sur le pied de leur ancienne amitié. Sforza, étonné de ce compliment, leur demanda quelle réponse ils avoient eue de l'empereur. — D'après les lois de notre république, répondirent-ils, nous ne pouvons exposer ses commissions qu'au prince même auprès duquel nous sommes envoyés, et nous ne rendons compte qu'à nos seigneurs de ses réponses. — Mais je sais, dit le duc, que l'empereur vous a renvoyés à nous pour une réponse, ne voulez-vous donc pas l'entendre? — Il ne nous est jamais défendu d'entendre, reprirent-ils, et nous n'avons aucun droit d'empêcher Votre Altesse de parler. — Mais nous ne pouvons, dit le duc, faire une réponse, sans que vous ayez vous-mêmes exposé la demande que vous lui avez faite. — Et nous, reprirent les ambassadeurs, nous ne pouvons sortir de la commission qui nous a été donnée : mais si l'empereur a chargé Votre Altesse de répondre, apparemment qu'il lui aura aussi communiqué notre proposition. — Louis-le-Maure ne pouvant obtenir d'eux une demande plus explicite, les renvoya enfin, aussi bien que toute l'assemblée, devant laquelle il comptoit briller en les humiliant, et à laquelle il ne sut pas même dissimuler son dépit (1). 1496.

Maximilien avoit trouvé à Gênes six galères vénitiennes, envoyées pour l'attendre; il s'y étoit embarqué le 8 octobre avec mille fantassins allemands; mille autres fantassins avec cinq cents chevaux se rendirent par terre à la Spézia, et les galères génoises transportèrent sur les rivages de Toscane une nombreuse artillerie (2). Maximilien, ayant réuni ces deux troupes, fit son entrée à Pise à leur tête. Il fut reçu à la porte de la ville par les dix Anziani, et par les

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 168. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 234. — *Macchiavelli Frammenti istorici.* T. III, p. 50.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 169. — *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 145.

1496. procurateurs de Saint-Marc, qui y résidoient au nom des Vénitiens; et il fut conduit au logement qu'on lui avoit préparé dans le palais que les Médicis avoient bâti à Pise. Des réjouissances publiques célébrèrent son arrivée; et l'écusson de marbre, chargé de lis d'or, qui avoit été élevé sur le pont en l'honneur de Charles VIII, fut précipité dans la rivière, pour faire place aux armoiries de Maximilien. Dès le lendemain l'empereur, qui regardoit la conquête de Livourne comme le but principal de son expédition, monta sur une galère vénitienne pour aller reconnoître cette place. Les Florentins y avoient envoyé une bonne garnison et une nombreuse artillerie; ils l'avoient fortifiée récemment par des ouvrages nouveaux, et ils en avoient donné le commandement à Bettino Ricasoli, celui de leurs concitoyens qui se distinguoit le plus par ses talens militaires (1).

Le siége de Livourne fut aussitôt entrepris et par terre et par mer : mais si Maximilien étoit empressé de signaler son arrivée en Toscane par une conquête, ni les Vénitiens ni Sforza ne le secondoient de bonne foi. Ils n'étoient point encore convenus entre eux de celui des deux qui mettroit garnison dans Livourne. En attendant que ce point fût déterminé, ils attaquèrent avec leur artillerie trois tours qui sont bâties sur des écueils, en avant du port, tours dont la possession n'étoit avantageuse à personne. Maximilien faisoit la guerre en prince; il croyoit donner l'exemple de la bravoure aux soldats par une certaine galanterie militaire dont il faisoit profession. Il croyoit aussi diriger leurs chefs, parce qu'il assistoit à tous leurs conseils de guerre; et il ne s'apercevoit pas que les décharges continuelles de son artillerie n'avoient point de but, et qu'elles étoient la risée des deux armées (2).

Cependant deux sorties de la garnison de Livourne

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 145.

(2) *Ibid.*, p. 146. — *Fr. Guicciardini. Hist.* Lib. III, p. 170.

avoient dispersé les assiégeans, et leur avoient tué assez de monde, près du pont de Stagno. D'autre part quatre cents chevaux, et autant de fantassins allemands s'étoient avancés dans la Maremme, au-delà de la Cécina, et y avoient pris la grosse bourgade de Bolghéri. Ils la pillèrent, et en massacrèrent les habitans avec la plus insigne cruauté, égorgeant les femmes et les enfans jusqu'au pied des autels. Castagnéto, qui, de même que Bolghéri, appartenoit aux comtes de la Gherardesca, se hâta de se rendre, pour éviter de semblables malheurs; et Bibbona alloit en faire autant, lorsqu'on vit, par un très-gros temps, arriver en face du port de Livourne une flotte française de six vaisseaux et deux galions, chargés de blé et de soldats. La violence du vent obligeoit la flotte des alliés à se mettre à couvert derrière la Méloria; en sorte que les Français n'eurent point à disputer leur passage, et qu'ils entrèrent à pleines voiles dans le port de Livourne (1). Savonarole avoit depuis long-temps annoncé un secours divin; et les Florentins, sans cesse animés par les discours de ce prédicateur, attendoient en effet un miracle, et crurent en voir un dans l'arrivée de cette flotte. La seigneurie, il est vrai, avoit depuis long-temps fait acheter six mille muids de blé en France, et elle avoit engagé à sa solde le seigneur d'Albigeon avec mille soldats : tout le blé qui avoit été acheté, tous les soldats dont on avoit payé la solde, n'arrivoient point sur cette flotte, et le plus gros des vaisseaux qui étoient entrés dans le port en ressortit bientôt pour continuer sa route vers Gaëte, où il devoit porter du renfort. Mais ce secours étoit arrivé si à propos que les assiégés reprirent courage, et que les ennemis tremblèrent, comme si un prodige avoit été opéré à leurs yeux (2). 1496.

Les vents, qui avoient déjà si bien secondé les Floren-

(1) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 255. — *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 98. — *Macchiavelli Frammenti istorici.* T. III, p. 54.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 170.

1496. tins, leur rendirent bientôt de nouveaux services. Le 14 novembre, une tempête assaillit à l'improviste la flotte qui assiégeoit Livourne. Le vaisseau génois, la *Grimalda*, que l'empereur avoit monté long-temps, vint échouer contre la nouvelle citadelle ; deux galères vénitiennes furent jetées à la côte près de Saint-Jacob : le reste des vaisseaux fut tellement endommagé qu'on reconnut l'impossibilité de continuer le siége. Maximilien ramena son armée à Pise, déclarant qu'il ne pouvoit pas faire la guerre en même temps à Dieu et aux hommes (1). Il annonça qu'il porteroit ses armes d'un autre côté, et il fit jeter des ponts, près de Cascina et de Vico Pisano, sur l'Arno et sur le Cilecchio. Il marcha en effet sur le Monte-Carlo, le 19 novembre; mais un paysan lucquois, pris à l'avant-garde, lui déclara qu'il y avoit dans cette forteresse deux mille fantassins et mille cavaliers arrivés de la veille. Soit que cet homme eût été aposté par Antonio Giacomini, commandant de Monte-Carlo, ou par l'empereur lui-même, qui cherchoit un prétexte pour se retirer, Maximilien le crut ou feignit de le croire. Il prit aussitôt le chemin de Sarzane, sans vouloir seulement parler au comte de Caiazzo, qui l'accompagnoit au nom de Louis-le-Maure, et sans donner à personne de motif de sa détermination. Il passa ainsi en Lombardie, par la route de Pontrémoli, après avoir séjourné moins d'un mois à Pise (2).

Maximilien, arrivé à Pavie, déclara à ses alliés qu'il avoit des raisons pressantes de retourner en Allemagne. Cependant il s'arrêta dans cette ville, pour entendre quelles propositions on lui feroit à l'égard d'un nouveau

(1) *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 146. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 236.

(2) *Macchiavelli, Frammenti istorici.* T. III, p. 55. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 237. — *Pauli Jovii Hist.* L. IV, p. 146. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 171.

subside. Il offrit de demeurer encore tout l'hiver en Italie, au service des confédérés, avec le peu de monde qui lui étoit resté, pourvu qu'on lui payât vingt-deux mille florins du Rhin par mois. Les alliés en avoient déjà offert vingt mille. Maximilien, en attendant une dernière réponse de Venise, s'arrêta dans la Lomelline; il revint même à Cusago, au lieu de se rendre à Milan, où il étoit attendu; puis il partit tout-à-coup pour Como, trompant sans cesse l'attente des négociateurs qui traitoient avec lui, et donnant en même temps à connoître et son inconstance et son avidité. Enfin, il rentra en Allemagne par le lac de Como; et il laissa aux Italiens un mépris pour son inconséquence qu'il ne put point effacer ensuite dans tout le cours des guerres par lesquelles il désola leur pays (1). 1496.

Louis-le-Maure n'avoit compté s'établir à Pise que par l'appui de l'empereur. Quand il se vit abandonné de lui, il rappela les troupes qu'il avoit encore en Toscane; et les dépenses qu'il occasiona aux Vénitiens, ses voisins, sur lesquels il rejetoit tout le poids de la guerre, parurent lui 1497.

(1) Maximilien a écrit ou fait écrire une espèce de roman allégorique, *der Alte Weise König*, dans lequel, sous des noms empruntés, il célèbre ses exploits. La plupart des faits qu'il raconte à sa louange sont ou faux ou dénaturés; mais il règne dans ses récits une si extrême confusion qu'on ne peut le plus souvent en démontrer la fausseté. Ainsi, en parlant de cette expédition de Livourne, il dit que quoique sa troupe souffrît de la tempête, ses ennemis souffrirent bien plus encore; que six de leurs vaisseaux échouèrent, que tous leurs équipages furent faits prisonniers ou se noyèrent; que leur perte fut de plus de mille hommes, presque tous Français. *Erster Theil*, p. 201. Mais de toutes ces circonstances racontées dans un langage énigmatique, il n'y en a pas une de vraie. *Voyez* Fr. Guicciardini, Lib. III, p. 171.

Le Journal de Sienne, d'Allegretto Allegretti, finit à l'arrivée de l'empereur à Pise. Son auteur est un homme du peuple fort ignorant, fort mauvais critique et fort mauvais politique; mais comme il écrit jour par jour, il donne assez exactement la date des événemens, et fait connoître l'impression qu'en recevoit le public au moment même. Il est imprimé *Script. Rer. Italic.* T. XXIII, p. 765-860.

1497. fournir quelque consolation de ce que ses espérances avoient été trompées. De leur côté, les Vénitiens commençoient à se rebuter, et les Florentins, profitant de la division de leurs ennemis, recouvrèrent pendant l'hiver la plupart des châteaux qu'on leur avoit enlevés dans les collines (1).

Mais au moment où l'épuisement mutuel des combattans réduisoit la guerre de Toscane à de simples escarmouches, l'ambition d'Alexandre VI en allumoit une autre dans l'État de Rome, qui pouvoit, non moins que la précédente, y attirer des armées étrangères. Le pape n'avoit d'autre pensée que celle d'agrandir ses enfans; il crut que le moment étoit venu de les enrichir, sans exciter les réclamations de l'Église, en saisissant tous les fiefs des Orsini, tandis que les chefs de cette famille étoient retenus à Naples en prison. Dès le 1er juin 1496, il avoit condamné Virginio Orsini comme rebelle, pour avoir passé à la solde des Français, et avoir porté pour eux les armes dans le royaume de Naples. Il avoit en même temps sommé Ferdinand de le retenir prisonnier, sans égard pour la capitulation d'Atella (2). Le 26 octobre suivant, il prononça, dans un consistoire secret, la peine de confiscation contre Virginio Orsini et toute sa famille; et il chargea son fils François Borgia, duc de Gandie, et Bernardin Lunato, cardinal de Pavie, de le dépouiller de ses fiefs. Il s'assura de la coopération des Colonna, toujours prêts à combattre les Orsini, leurs rivaux et leurs voisins; et malgré la répugnance des Vénitiens pour cette nouvelle guerre, il obtint d'eux que le duc d'Urbin, dont ils payoient la solde par égales portions avec lui, seroit envoyé à lui pour le seconder. Avant la fin de l'année, l'ar-

(1) *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 237.—*Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 171. — *Macchiavelli, Frammenti istor.* T. III, p. 57. — *Petri Bembi Hist. Veneta.* L. III, p. 64.

(2) *Annal. eccles. Raynaldi.* 1496, §. 16, p. 452.

mée pontificale étoit déjà maîtresse du plus grand nombre 1497.
des châteaux des Orsini (1). Au commencement de la suivante, elle attaqua Triboniano, puis l'Isola, et enfin Bracciano. Mais pendant le siége des deux premières places, Barthélemi d'Alviano surprit César Borgia, qui conduisoit l'artillerie du pape; il défit sa cavalerie, et le poursuivit lui-même jusqu'aux portes de Rome. Alviano étoit d'une branche cadette, ou peut-être bâtarde, des Orsini: il avoit été élevé dans leur maison, il avoit appris d'eux l'art de la guerre; et, pendant la captivité de ses patrons, il leur donna les premières preuves de sa fidélité, de ses talens, et de cette activité entreprenante qui le distingua entre tous les capitaines italiens (2).

Bracciano étoit considéré comme le chef-lieu de la principauté des Orsini. Virginio y avoit laissé sa sœur Barthélomée, dont l'esprit mâle et intrépide n'étoit rebuté par aucun des dangers de la guerre. Cette demoiselle avoit recueilli tous les soldats de ses frères, qui revenoient en fugitifs du royaume de Naples. Elle leur avoit donné de nouvelles armes et de nouveaux chevaux; elle avoit rétabli l'artillerie endommagée, relevé les fortifications de Bracciano, garni les parapets de pierres et de pots de feu à lancer sur les assaillans: elle avoit exercé aux armes les paysans; et elle prenoit avec confiance le commandement de la forteresse sur elle seule, tandis que Barthélemi Alviano tenoit la campagne, inquiétoit les fourrageurs de l'ennemi, et cherchoit à rassembler une armée qui pût la délivrer (3).

Cependant Triboniano avoit été pris, et le siége de Bracciano se poursuivoit avec activité. Malgré les succès des attaques d'Alviano, et encore qu'il eût réussi à plusieurs reprises à enclouer les canons et à détruire les

(1) *Burchardi Diarium ap. Raynald.* 1496, §. 18, p. 453.
(2) *Pietro Bembo.* L. IV, p. 77. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 173.
(3) *Pauli Jovii Hist.* Lib. IV, p. 147.

1497. travaux des assiégeans, il avoit enfin été obligé de se renfermer dans la place; et elle auroit bientôt été prise, si les alliés des Orsini n'étoient pas parvenus à former une armée pour faire lever le siége. Charles Orsini, fils de Virginio, et Vitellozzo Vitelli, étoient arrivés de France sur la petite flotte qui avoit secouru Livourne si à propos; ils avoient apporté de l'argent, que Charles VIII leur avoit donné pour rétablir leur gendarmerie. Ils se rendirent à Città di Castello, où les Vitelli exerçoient la souveraineté. Les deux frères de Vitellozzo, Paul et Camillo Vitelli, qu'on mettoit avec raison au nombre des meilleurs condottiéri de l'Italie, avoient cherché à introduire dans leur petite principauté la tactique militaire qui réussissoit si bien aux ultramontains. Ils avoient donné à leurs canons des affûts à la française, bien plus faciles à manœuvrer que ceux des Italiens; ils avoient armé leurs fantassins de piques semblables à celles des Suisses, mais plus longues de deux pieds, et ils les avoient exercés à les manier. Les Vitelli s'étoient ainsi approprié tout ce qu'il y avoit de meilleur dans la pratique militaire des ultramontains, qu'ils ne connoissoient cependant que depuis trois ans. Ils étoient intimement liés aux Orsini; et ils sentoient bien que si ceux-ci succomboient, le pape les attaqueroit eux-mêmes à leur tour.

Malgré la disproportion de puissance, ils se résolurent donc à attaquer les premiers le pontife. Ils engagèrent les villes de Pérouse, de Todi et de Narni, à leur fournir quelques secours; et, avec leur petite et brave armée, ils marchèrent du côté de Bracciano. Le duc d'Urbin, averti de leur approche, leva le siége, et vint les rencontrer à moitié chemin, sur la route de Soriano. La bataille fut longue et acharnée; mais un corps de huit cents Allemands, l'élite de l'armée pontificale, fut détruit par l'infanterie de Città di Castello, qui, à cause de la longueur supérieure de ses piques, les transperçoit, sans pouvoir

être atteinte par eux. Tout le reste de l'armée du pape fut bientôt après mis en déroute; le duc d'Urbin lui-même fut fait prisonnier avec beaucoup de gentilshommes. Le duc de Gandie fut blessé au visage; il se sauva à Ronciglione, avec le légat et Fabrice Colonna : mais tous leurs bagages et toute leur artillerie demeurèrent au pouvoir des vainqueurs; et, dans les jours qui suivirent, tous les châteaux qui avoient été pris aux Orsini rentrèrent en leur puissance, à l'exception de l'Anguillara et de Tribomiano (1). 1497.

Le pape se laissoit aisément décourager par les premiers échecs, parce qu'il craignoit toutes les occasions de dépenser de l'argent. Aussi prêta-t-il volontiers l'oreille aux propositions de paix que lui fit faire Vitellozzo après sa victoire. Celui-ci de son côté sentoit qu'il n'avoit aucun allié en Italie, qu'il seroit bientôt abandonné par la France, que son petit trésor s'épuiseroit aussi bien que celui des Orsini, et qu'il succomberoit à la longue. Les deux partis également disposés à la paix, convinrent aisément des conditions. Les Orsini et les Vitelli obtinrent l'agrément du pape pour demeurer au service de France jusqu'à la fin de leur engagement, sous condition cependant qu'ils ne porteroient jamais les armes contre l'Église. Les Orsini promirent soixante et dix mille florins pour les frais de la guerre. Tous les prisonniers durent être rendus sans rançon de part et d'autre, à la réserve du seul duc d'Urbin. Jean Jordan et Paul Orsini, prisonniers de Frédéric, roi de Naples, devoient être remis en liberté, au moment où les premiers vingt mille florins seroient payés : Virginio Orsini, qui étoit retenu au château de l'Œuf, y étoit mort, probablement de poison, huit jours auparavant. Un terme de huit mois étoit accordé aux Orsini pour le paiement du reste; mais pour sûreté de cette dette, ils

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 174. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* L. IV, p. 149.

1497. devoient laisser entre les mains des cardinaux Sforza et San-Sévérino les châteaux de l'Anguillara et de Cervétri, et leur prisonnier, le duc d'Urbin. Ce dernier fut ainsi forcé de se racheter des mains du pape lui-même, au service duquel il avoit été fait prisonnier. Alexandre, qui savoit que les Orsini n'avoient point d'argent, avoit excepté le seul duc d'Urbin de la restitution mutuelle des captifs; et il ne rougit pas de recevoir à compte du tribut qu'il leur avoit imposé, les quarante mille ducats que son propre général paya pour sa rançon (1).

D'autre part Charles VIII, qui ne mettoit jamais assez de suite dans ses volontés, pour protéger ses amis en Italie, ou faire réussir ses projets, ne pouvoit non plus renoncer entièrement à des conquêtes sur lesquelles il fondoit la gloire qu'il croyoit avoir acquise. Quelques hostilités sur les frontières d'Aragon, pendant lesquelles ses troupes avoient pris et brûlé la ville de Salse, s'étant terminées par un armistice de deux mois, Charles put diriger plus de forces vers l'Italie. Il fit passer à Asti, sous les ordres de Jean-Jacques Trivulzìo, mille lances, trois mille Suisses, et autant de Gascons, pour seconder Batistino Frégoso, et le cardinal de Saint-Pierre *ad Vincula*, qui vouloient faire une entreprise sur Gênes. En même temps Octavien Frégoso vint solliciter les Florentins d'attaquer les Génois dans la Lunigiane; et Paul-Baptiste Frégoso, avec six galères, menaça la rivière de Ponent (2).

Les Italiens ne prêtoient plus aucune foi aux paroles de

(1) *Macchiavelli, Frammenti istor.* p. 63. — *Fr. Guicciardini.* Lib III, p. 175. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.* Lib. IV, p. 150. C'est ici que se terminent les quatre premiers livres de Paul Jove; le manuscrit des six suivans fut perdu au sac de Rome, et ne s'est jamais retrouvé. L'histoire recommence au onzième, avec le pontificat de Léon X; mais cette seconde partie est fort inférieure à la première, pour l'impartialité ou la véracité.

(2) *Franc. Guicciardini.* Lib. III, p. 172. — *Macchiavelli, Framm. istor.* p. 58. — *Chronic. Venetum.* T. XXIV, p. 42. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. III, p. 65.

Charles VIII, en sorte que l'attaque de Jean-Jacques Trivulzio les étonna autant que si elle n'avoit pas été annoncée. Trivulzio surprit Novi, d'où le comte de Caiazzo fut obligé de se retirer; il prit également Bosco dans l'Alexandrin, et il paroissoit vouloir couper toute communication entre Milan et Gênes. Déjà le Milanès, où Louis Sforza avoit de nombreux ennemis, étoit sur le point d'éprouver une révolution; mais Trivulzio, qui avoit eu ordre d'attaquer les Génois et non la Lombardie, n'osa pas poursuivre ses avantages, et il donna au duc de Milan le temps de rassembler ses troupes, et de recevoir de nombreux renforts de Venise. Le cardinal de La Rovère s'étoit approché de Savone avec deux cents lances et trois mille fantassins; il ne put y exciter aucun soulèvement, et il se vit forcé de reculer à l'arrivée de Jean Adorno; Batistino Frégoso n'eut pas plus de succès devant Gênes, dont il s'étoit aussi approché. Les Florentins ne voulurent pas se compromettre, avant d'avoir vu les Français faire marcher de plus grandes forces en Italie: La Rovère et Frégoso furent bientôt forcés de venir rejoindre Trivulzio, près de Bosco, et celui-ci, voyant que l'armée vénitienne, commandée par Nicolas Orsini, comte de Pitigliano, recevoit chaque jour des renforts, fit sa retraite sur Asti, sans avoir obtenu aucun succès par cette levée de boucliers (1). 1497.

Trivulzio n'auroit pu réussir dans son attaque sur Gênes, qu'autant qu'il auroit été suivi de près par le duc d'Orléans, avec une nouvelle armée, ainsi que Charles VIII l'avoit annoncé; mais la santé de ce monarque commençoit déjà à donner des inquiétudes à ses courtisans, et des espérances à son successeur. Ses fils étoient morts avant lui et en bas âge; et le duc d'Orléans, qui ne voyoit plus personne entre le trône et lui, ne vouloit pas s'éloigner. D'autre part, on croyoit que Louis Sforza faisoit passer des sommes con-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 176. — *Chronicon Venet.* T. XXIV, p. 43. — *Arnoldi Ferroni Rer. Gallic.* Lib. II, p. 30.

1497. sidérables au duc de Bourbon et au cardinal de Saint-Malo, pour les engager à faire échouer toute entreprise sur l'Italie. Soit que leur trahison secondât ou non l'inconstance de Charles, tous les projets de celui-ci furent abandonnés presque aussitôt que conçus; et ses partisans se virent de nouveau sacrifiés (1).

Quelques négociations avoient déjà été entamées entre Charles VIII d'une part, et Ferdinand et Isabelle de l'autre: le premier avoit toujours désiré assurer ses frontières du côté de l'Espagne; les seconds n'avoient plus de motifs pour faire la guerre, depuis que leur cousin étoit remonté sur le trône de Naples. Une trêve sembloit devoir plaire également aux deux partis: mais Charles VIII vouloit qu'elle le laissât libre de poursuivre la guerre en Italie; les monarques espagnols n'avoient point de scrupule à abandonner leurs alliés, qu'ils croyoient bien en état de se défendre par eux-mêmes: ils vouloient seulement n'avoir pas toute la honte de cet acte de mauvaise foi, et ils exigeoient que la trêve fût d'abord commune à ces alliés, pour qu'en la stipulant ils parussent avoir songé à leurs intérêts. Le mauvais succès de l'expédition de Gênes décida Charles VIII à se relâcher de ses prétentions: la trêve entre les monarques français et espagnols, leurs sujets, et les alliés qu'ils nommeroient de part et d'autre, fut signée le 5 mars, pour durer jusqu'à la fin d'octobre: tous les états italiens y furent compris dès le 25 avril; et la guerre de Pise fut ainsi suspendue, au grand regret des Florentins, qui ne pouvoient pour cinq mois seulement congédier leur armée, et qui se trouvoient ainsi obligés à autant de dépenses que si les hostilités avoient continué (2).

Florence étoit plus que jamais sous l'influence de ces

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 178.

(2) *Id., ibid.* — *Andrea Navagiero, Storia Veneziana.* T. XXIII, p. 1201. — *Chronicon Venetum.* T. XXIV, p. 44. — *Petri Bembi Hist. Veneta.* Lib. IV, p. 69.

citoyens vertueux, mais rigoristes et enthousiastes, auxquels Jérôme Savonarole avoit prêché la réforme. Le premier gonfalonier de cette année avoit été Francesco Valori, qu'on pouvoit considérer comme le chef de ce parti. Sa taille haute et imposante, et sa noble figure, ajoutoient, dans l'esprit de la multitude, au crédit que lui donnoient ses talens pour le gouvernement, et ses vertus publiques et privées. Attentif à fortifier toujours plus le parti populaire, il fit admettre au conseil souverain tous les jeunes gens de vingt-quatre à trente ans, exigeant en même temps par une loi nouvelle que, pour prendre une décision, le conseil eût au moins mille membres présens (1). 1497.

L'interdiction faite aux conseils de délibérer, lorsqu'ils ne sont pas complets, a sans doute l'inconvénient de mettre au pouvoir d'une minorité de paralyser la majorité par son absence; l'obligation d'assister et de voter, imposée aux conseillers, est également fâcheuse, puisqu'elle les contraint souvent à émettre un vote, quand ils n'ont pas d'opinion, et qu'elle transforme ce vote en loi. Mais la règle contraire n'a pas de moindres dangers. Lorsqu'une partie des membres d'un conseil s'accoutume à s'absenter, la volonté souveraine se trouve changée selon qu'ils assistent ou non aux assemblées; et cette fluctuation, après avoir fait prendre à l'état des résolutions contradictoires, peut le précipiter dans de violentes révolutions. Florence éprouvoit alors cet inconvénient, qui se faisoit d'autant plus sentir que la magistrature suprême siégeoit pour un temps plus court. Dès qu'un parti avoit obtenu un avantage, ou qu'il avoit fait une élection à son gré, il se relâchoit de sa vigilance, il s'absentoit de l'élection prochaine, et ses adversaires, combinant mieux leurs intrigues, et mettant à profit la sécurité qu'inspire une victoire, obtenoient une élection dans un sens tout opposé. A François Valori succéda Bernard del Néro : celui-ci avoit été inti-

(1) *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 238.

1497. mement lié avec Laurent de Médicis, qui favorisoit tous les partisans de cette maison, et que Pierre lui-même avoit coutume d'appeler son père (1).

Pendant la magistrature de Bernard del Néro, la trève conclue entre la France et l'Espagne fut publiée à Florence; et les négociations pour la paix générale commencèrent. Louis Sforza, devenu jaloux des Vénitiens, proposoit, pour les empêcher de s'établir à Pise, de rendre cette ville aux Florentins, pourvu qu'à ce prix ils entrassent de bonne foi dans la ligue d'Italie. Alexandre VI adopta cette proposition, et il envoya l'évêque Pazzi à Florence, pour offrir la restitution de Pise, si les Florentins donnoient aux confédérés, ou Livourne, ou Volterra, en gage de leur attachement aux intérêts de l'indépendance italienne. Cependant les Vénitiens ne vouloient point consentir à évacuer Pise, ni les Florentins à donner aucune forteresse en échange; en sorte que par leurs efforts opposés, la négociation se rompit. Mais pendant sa durée, les Florentins, qui avoient montré auparavant une grande aversion et un grand mépris pour le pape, se crurent de nouveau obligés de le ménager (2).

Les négociations avec Rome donnèrent aussi occasion à Pierre de Médicis d'en renouer de plus secrètes avec ses partisans à Florence. Les alliés commençoient à désirer sa rentrée dans une ville où le parti républicain paroissoit trop dévoué à la France. Encouragé par eux, il crut devoir tenter encore une fois la fortune, avant que son ami Bernard del Néro eût achevé le temps de son emploi. Le 23 avril il se rendit à Sienne, où Pandolfe Pétrucci et son frère, qui avoient acquis sur cette république une autorité presque absolue, lui étoient entièrement dévoués. Barthé-

(1) *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 239. — *Commentari di Filippo de' Nerli*. Lib. IV, p. 70.

(2) *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 179. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 239.

lemi d'Alviano l'y vint joindre avec huit cents chevaux et trois mille fantassins; alors il s'avança rapidement, de nuit, et par des chemins détournés, jusqu'aux portes de Florence, où il parut le 29 avril au matin. Mais la porte Romaine, qu'il avoit espéré surprendre, se trouva garnie de soldats; Paul Vitelli, qui étoit arrivé la veille de Mantoue, y avoit été placé pour la défendre. Ranuccio de Marciano, qui commandoit l'armée florentine sur la frontière pisane, en avoit été rappelé en toute hâte, et Pierre de Médicis, après être demeuré quatre heures devant la porte, sans avoir le courage de l'attaquer, se retira lorsqu'il vit qu'il n'éclatoit aucun mouvement dans la ville. Son frère Julien, qui, dans le même temps, avoit pénétré dans la Romagne florentine, vit en peu de jours dissiper sa petite troupe (1). 1497.

Mais cette attaque imprudente devint bientôt également fatale, et aux partisans des Médicis qui l'avoient provoquée, et à leurs ennemis qui la punirent. Lamberto dell' Antella, exilé de Florence, fut arrêté sur le territoire florentin; et quoiqu'il prétendît qu'il revenoit dans sa patrie pour révéler la conspiration dont il avoit eu connoissance, il fut mis à la torture : car alors on ne croyoit point à la vérité des dépositions que des tourmens affreux n'avoient pas confirmées. Il inculpoit les hommes les plus considérés de la république, et surtout Bernard del Néro, qui venoit de déposer l'office de gonfalonier. Les huit juges du tribunal criminel n'osèrent pas prendre sur eux seuls de juger une cause de si grande importance; cent soixante citoyens, les plus considérés de l'état, furent appelés à prendre connoissance des pièces du procès.

Nicolas Ridolfi, dont le fils avoit épousé une sœur de

(1) *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 240.—*Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 180. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 59. — *Commentari di Filippo de' Nerli*. Lib. IV, p. 71. — *Macchiavelli, Framm. istor.* T. III, pag. 65.

1497. Médicis, Laurent Tornabuoni, qui étoit également son parent, Giovanni Cambi et Giannozzo Pucci, tous deux employés par lui dans les affaires d'état, furent accusés d'avoir appelé Pierre de Médicis, et de lui avoir promis qu'ils lui livreroient une porte de la ville. Bernard del Néro fut accusé d'avoir eu connoissance de leur complot et de ne l'avoir pas révélé dans le temps où ses fonctions de gonfalonier de justice l'obligeoient, par-dessus tous les autres citoyens, à veiller à la conservation de la république et à sa défense.

Le délit des prévenus ne parut douteux à aucun de ceux qui examinèrent les pièces du procès : mais ce qui étoit un crime aux yeux des républicains devenoit un acte d'héroïsme aux yeux des partisans des Médicis. Ce n'étoit donc ni sur le fait ni sur le droit que les juges avoient à prononcer, mais sur la base même du gouvernement. S'ils condamnoient les accusés, c'est qu'ils regardoient comme criminelle toute attaque contre l'état populaire; s'ils les absolvoient, au contraire, ils condamnoient ainsi la révolution de 1494, et sembloient reconnoître dans les Médicis une autorité légitime. Une question de politique étant ainsi soumise aux juges, la seigneurie crut devoir les diriger. Elle assembla tous les premiers magistrats de l'état, les capitaines du parti guelfe, les conservateurs des lois, les officiers du mont-de-piété, et le conseil des Richiesti, ou des cent soixante notables qui avoient pris connoissance de la procédure. Cette assemblée, consultée selon les formes légales, donna ordre au tribunal des Huit de justice de condamner à mort les prévenus, et de confisquer leurs biens. La sentence fut en effet prononcée le 17 août (1).

D'après la loi que Jérôme Savonarole avoit fait porter en établissant le gouvernement populaire, tout condamné à

(1) *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 242. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 65. — *Giovanni Cambi Hist. Flor.* T. XXI, p. 106. — *Comment. di Fil. de' Nerli*. Lib. IV, p. 72. — *Macchiavelli, Framm. Istor.* p. 95.

une peine capitale pouvoit en appeler au grand conseil. Les condamnés demandèrent en effet à profiter du bénéfice de la loi; et ils avoient de grandes chances pour être acquittés par l'assemblée de tous leurs concitoyens. L'âge avancé de deux d'entre eux, les honneurs dont ils avoient été comblés, le nombre de leurs parens, celui de leurs cliens, les recommandations puissantes des cours de Rome, de Milan, et de France, auroient ajouté au sentiment de compassion si naturel dans une grande assemblée. Cependant l'administration de la justice n'avoit jamais été impartiale dans la république de Florence; le gouvernement y avoit toujours paru être à la tête d'une faction. Si ce gouvernement échouoit dans une tentative pour faire punir ses adversaires, il sembloit condamné par le peuple; et cette défaite seule pouvoit entraîner sa chute. Les fautes des Florentins, et les habitudes subversives de l'ordre social qu'ils avoient laissé introduire dans leur république, rendoient dangereux pour eux l'exercice des droits les plus sacrés des citoyens. Un nouveau conseil de Richiesti fut assemblé, le 21 août, pour décider sur l'appel au peuple. Le parti de la liberté fut justement celui qu'on y vit s'élever avec le plus de force contre l'exécution d'une loi libérale, qu'il avoit portée lui-même. François Valori, et tous les amis de Savonarole, protestèrent contre l'appel au peuple, et déclarèrent que les conspirateurs ne seroient pas plus tôt acquittés, que les Médicis seroient rappelés à Florence. 1497.

La seigneurie n'étoit cependant point unanime pour rejeter l'appel au peuple. Or, d'après la forme de ses délibérations, il falloit que l'un des prieurs, à tour de rôle, présentât la proposition sur laquelle on devoit aller aux voix. Celui qui étoit pour un jour chargé de cette fonction de *proposer* se nommoit le *proposto*. Celui du jour étoit Lucas Martini, qui, jugeant équitable d'admettre l'appel au peuple, déclara qu'il ne mettroit point aux voix une proposition contraire aux lois existantes. Deux de ses collègues se ran-

1497. gèrent à son opinion. Leur opposition étoit décisive : mais tous les gonfaloniers de compagnie, et les douze Bons-Hommes qui siégeoient près de la seigneurie, se levèrent avec des cris menaçans, et déclarèrent que, pour sauver la patrie, ils ne se laisseroient pas arrêter par l'opposition de ses ennemis. Le gonfalonier Dominique Bartoli, prenant sur lui de violer le réglement, fit lui-même la proposition : elle portoit que, pour éviter les dangers de l'appel au peuple, la sentence seroit exécutée la nuit même. Alors le *proposto* déclara que, pour maintenir le réglement, il consentiroit à faire la proposition énoncée par le gonfalonier, si elle réunissoit six des neuf suffrages de la seigneurie. Les clameurs insensées du parti le plus violent le firent taire, et le forcèrent à donner son assentiment, sans aucune condition. Les réglemens de délibération de la seigneurie florentine rendoient assez difficile de passer un décret (ou, selon l'expression usitée à Florence, *di vincere un' partito*). Il falloit l'assentiment du *proposto*, des deux tiers de la seigneurie, des deux tiers du collége et du corps des gonfaloniers. Les suffrages étoient pris séparément, puis cumulativement, et en secret, avec des fèves blanches et noires déposées dans des boîtes couvertes (*bussolotti*). Toutes ces formalités, qui, selon le vrai esprit d'un réglement de délibération, étoient protectrices de la minorité, c'est-à-dire, qui devoient empêcher que sa détermination ne fût violentée, furent toujours observées avec une scrupuleuse rigueur, mais seulement en apparence, et non dans leur esprit. Le parti victorieux ne passoit point outre, en dépit de l'opposition du parti le plus foible; mais il forçoit celui-ci à lever cette opposition. Quand on en vint au scrutin secret, quatre suffrages ou quatre fèves blanches dans la boîte de la seigneurie furent contraires au décret proposé. Un nouveau tumulte, plus violent que le précédent, éclata alors dans l'assemblée. Tous les gonfaloniers de compagnie se levèrent, en menaçant de massacrer les quatre prieurs

dont ils soupçonnoient l'opposition; et comme les membres 1497.
du collége se jetèrent entre eux pour les sauver, les gonfaloniers déclarèrent qu'ils alloient sortir leurs drapeaux, et faire piller par leurs compagnies les maisons de ceux qui perdoient ainsi la république. Le gonfalonier de justice obtint avec peine que l'assemblée s'assît de nouveau pour un second tour de scrutin. La terreur avoit gagné les plus courageux : l'appel au peuple fut rejeté à l'unanimité. La sentence de mort fut exécutée cette nuit même, celle du 21 août; et les plus furieux ne voulurent point quitter la salle du conseil, jusqu'à ce qu'on leur vînt annoncer que leurs ennemis ne vivoient plus (1).

Cette vengeance parut d'abord un triomphe au parti démocratique; mais ce triomphe étoit l'avant-coureur d'une défaite. Le public ne pardonnoit point à ceux qui se disoient amis de la liberté d'avoir les premiers violé, sans nécessité, la loi protectrice de la liberté qu'ils avoient portée eux-mêmes. Ils rapprochoient les anciens discours de Savonarole sur l'amnistie, de la conduite de ses partisans, de son silence à lui-même, au moment où il auroit dû, pour la défense de ses ennemis illégalement mis en jugement, tonner de cette chaire dont il avoit fait une tribune aux harangues. Ils l'accusoient de se montrer aussi mauvais chrétien qu'il avoit été mauvais prophète; ils lui demandoient où étoient ces secours miraculeux qu'il avoit promis à ses concitoyens, en les engageant seuls dans une lutte contre toute l'Italie; et chaque preuve de l'inconséquence ou de l'indolence de Charles VIII, que Savonarole avoit représenté comme un envoyé du ciel, étoit produite contre lui avec amertume par ceux qui vouloient venger les dernières victimes, ou par ceux dont la cour de Rome excitoit le zèle et le ressentiment.

(1) *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 242. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 66. — *Giovanni Cambi Hist.* T. XXI, p. 111. — *Comment. di Fil. de' Nerli.* Lib. IV, p. 73.

1497. Savonarole n'avoit pas craint de provoquer toute la colère d'Alexandre VI. Il ne pouvoit reconnoître, dans un homme aussi criminel, le représentant des apôtres; et la réforme qu'il prêchoit devoit commencer par le chef de l'Église. Il étoit scandalisé de voir une maîtresse du pape, Julie Farnèse, qu'on désignoit par le nom de Giulia-Bella, se produire avec ostentation dans toutes les fêtes de l'Église, et donner, au mois d'avril de cette même année, un nouveau fils au pontife (1). Un tel scandale ne pouvoit point cependant se comparer à celui que donna la famille du pape deux mois plus tard. François Borgia, duc de Gandie, fils aîné d'Alexandre VI, fut assassiné, le 14 juin, dans les rues de Rome, au sortir d'un repas. Bientôt on découvrit que son meurtrier étoit son propre frère, César Borgia, cardinal de Valence; et pour ajouter encore à l'horreur de ce crime, on répandit sourdement que la jalousie de César contre son frère, amant, comme lui, de sa sœur Lucrézia, avoit aiguisé son poignard (2). Le pape, profondément affligé de cette perte, avoit déploré avec des sanglots, en plein consistoire, les désordres de sa vie passée, et la corruption de sa cour, qui avoient attiré sur lui ce juste châtiment de Dieu. Il s'étoit engagé solennellement à une prompte réforme : mais bientôt un nouveau débordement de vices et de forfaits avoit succédé à ces projets d'amendement.

En retournant à sa vie criminelle, le pape ne pouvoit pardonner à l'éloquent prédicateur qui le dénonçoit à toute la chrétienté. Le crédit de Savonarole à Florence mettoit son trône en danger; et plus il apprenoit que ce moine avoit changé les mœurs de la république et en avoit

(1) *Chronicon Venetum*. T. XXIV, p. 44.

(2) *Fr. Guicciardini*. Lib. III, p. 182. — *Scipione Ammir*. Lib. XXVII, p. 241. — *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 65. — *Macchiavelli estratti di lettere e diari di Balia*. T. III, p. 93. — *Burchardi Diar. ap. Raynald. Ann. eccles*. 1497, §. 4, p. 461.

exilé les vices, plus il redoutoit qu'un tel exemple ne fût tourné contre la cour de Rome. Il avoit accusé Savonarole comme hérétique; il lui avoit fait interdire la chaire : mais le silence forcé de ce religieux, qui se faisoit alors remplacer par frère Dominique Bonvicini de Pescia, son disciple et son ami, ne suffisoit ni à la politique ni à la vengeance d'Alexandre VI (1). Il fit alliance avec tous ceux qui avoient quelque motif d'inimitié contre Savonarole, par attachement aux Médicis ou au parti de l'aristocratie, ou parce qu'ils ne vouloient point se soumettre aux rigueurs monacales que le réformateur vouloit faire succéder à l'ancienne licence des mœurs. Les ennemis du moine, se sentant sûrs de l'appui de Rome, osèrent l'attaquer publiquement, dans sa propre église, d'une manière grossière et indécente. Comme il venoit pour prêcher, le jour de l'Ascension, il trouva sa chaire occupée par un âne empaillé. Les libertins, profitant du désordre que cette pasquinade avoit causé dans l'église, insultèrent le prédicateur par des cris menaçans, et proposèrent à son auditoire, ou de le chasser, ou de le tuer (2). En même temps, les moines de Saint-Augustin, animés par une jalousie de corps contre l'ordre de Saint-Dominique, servoient le pape dans son désir de vengeance, et dénonçoient, dans leurs prédications, le réformateur dominicain comme hérétique et anathème. A peine vingt ans s'écoulèrent dès-lors jusqu'au moment où les Dominicains s'armèrent à leur tour contre Luther, réformateur augustinien (3). 1497.

La seigneurie florentine, depuis qu'elle se sentoit abandonnée par le roi de France, ménageoit beaucoup plus

(1) Lettres de Pietro Delphino de Florence à Pietro Barrozzi, évêque de Padoue. *Apud Raynald. Ann. eccles.* 1496, §. 41, T. XIX, p. 460.

(2) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 241. — *Jacopo Nardi.* Lib. II, p. 62. — *Istor. di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 105. — *Vita del P. Savonarola.* Lib. IV, ch. 7, p. 253.

(3) *Jacopo Nardi.* Lib. II, p. 62. — *Vita di Savonar.* L. IV, ch. XII, p. 264.

1497. la cour de Rome; elle avoit besoin du pape pour ses négociations avec la ligue italienne, et elle ne vouloit pas aigrir son ressentiment. Elle lui écrivit le 8 juillet pour justifier Savonarole (1); mais en même temps elle engagea celui-ci à suspendre ses prédications. Dès le mois de mai, il avoit été excommunié comme prêchant une doctrine hérétique; et la sentence avoit été étendue à tous ceux qui converseroient avec lui. Ce moine reconnut d'abord l'autorité de la cour de Rome, et chercha à y faire parvenir sa justification. Mais bientôt, opposant à la persécution les mêmes principes et la même fermeté qui soutinrent Luther, lorsque, le 10 décembre 1520, il fit brûler à Wittemberg la bulle d'excommunication de Léon X (2), il déclara, sur l'autorité du pape Pélage, qu'une excommunication injuste étoit sans efficacité, et que celui qui en étoit frappé ne devoit pas même chercher à s'en faire absoudre (3). Il affirma qu'une inspiration de Dieu l'obligeoit à secouer l'obéissance d'un tribunal corrompu; et, le jour de Noël, il célébra publiquement la messe dans son église de Saint-Marc; il y communia avec ses moines et un grand nombre de séculiers; il conduisit une procession solennelle autour de l'église; il publia son apologie et son livre du triomphe de la Croix, et il recommença à prêcher à l'église cathédrale, devant une assemblée plus nombreuse que jamais (4).

1498. Léonard de Médicis, vicaire de l'archevêché de Florence, publia un mandement pour empêcher les fidèles de suivre les prédications de Savonarole. Ceux qui y auroient assisté ne devoient point être reçus à la confession et à la communion, ni leurs corps à la sépulture; mais la seigneurie

(1) *Annal. eccles.* 1497, §. 16, p. 463.— Les lettres du pape au couvent de Saint-Marc, et les réponses de Savonarole. *Ibid.* §. 17-28, p. 465.

(2) *Lutheri opera.* Vol. II, p. 320.

(3) *Vita del Padre Savonarola.* L. IV, c. 10, p. 261; c. 14, p. 266.

(4) *Jacopo Nardi.* L. II, p. 69. — *Vita del Padre Savonarola.* L. IV, c. 18, p. 278.

qui étoit entrée en charge au commencement de l'année 1498 1498.
étoit toute favorable à Savonarole; et elle donna ordre au vicaire archiépiscopal de sortir sous deux heures de la ville (1).

Le dernier jour de carnaval, Savonarole, voulant changer cette fête mondaine en un jour de contrition religieuse, engagea un nombre infini d'enfans à se diviser par bandes, et à parcourir la ville en demandant, de maison en maison, qu'on leur remît tous les livres déshonnêtes, toutes les peintures indécentes, toutes les cartes et les dés à jouer, tous les luths, les harpes et les instrumens de musique, tous les faux cheveux, le musc, les parfums et les cosmétiques des femmes; les enfans demandoient toutes ces choses sous le nom d'anathème : ils les portèrent sur la place publique, où ils en formèrent un immense bûcher, et ils les brûlèrent en chantant, autour du feu, des psaumes et des hymnes religieux. Ils avoient fait déjà, l'année précédente, une exécution semblable sous la direction de Savonarole; et le plus grand nombre des exemplaires de Boccace et du Morgante Maggiore y avoient été consumés (2).

Mais plus le crédit de Savonarole paroissoit s'accroître, plus le pape en ressentoit d'inquiétude et de ressentiment. Sa colère étoit sans cesse excitée par frère Mariano de Ghinazzano, général des Augustins, qui étoit attaché à la maison de Médicis, et qui avoit été mal accueilli à Florence. Un prédicateur nommé frère François de Pouille, mineur observantin, fut envoyé pour tenir tête à Savonarole. Il prêcha dans l'église de Sainte-Croix de Florence; il accusa avec véhémence l'hérésiarque qui séduisoit la république : en même temps le pape, par un nouveau bref, ordonna à la seigneurie d'imposer silence à Savonarole, si elle ne

(1) *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 69.— *Comm. di Filippo de' Nerli*. Lib. IV, p. 74.
(2) *Jacopo Nardi*. L. II, p. 57 et 71.— *Vita di Savonarola*. L. IV, c. 5, p. 247.

1498. vouloit pas exposer tous les biens des marchands florentins en pays étranger à être confisqués, le territoire même de la république à être mis sous l'interdit, et peut-être envahi par les armées de l'Eglise. Les Florentins, abandonnés par la France, n'avoient plus aucun allié : ils avoient besoin du pape, ils cédèrent; et, le 17 mars, ils donnèrent à Savonarole l'ordre de cesser de prêcher. Celui-ci prit en effet congé de son auditoire, par un discours éloquent et hardi (1).

Au milieu de cette fermentation, le moine Francesco de Pouille, qui prêchoit à Sainte-Croix, déclara en chaire qu'il avoit appris que Savonarole parloit de prouver ses fausses doctrines par un miracle; qu'il avoit offert de descendre dans l'église souterraine où se trouvoient les tombeaux, avec un moine franciscain, si tout le parti qui lui étoit opposé vouloit s'engager à reconnoître pour vraie la doctrine du premier des deux qui ressusciteroit un mort (2). Frère François déclaroit qu'il se reconnoissoit pour pécheur, et qu'il n'avoit pas la présomption de compter sur un miracle; mais qu'il proposoit, au contraire, à son adversaire d'entrer avec lui dans un bûcher ardent. « Je suis » sûr d'y périr, disoit le franciscain, mais la charité chré- » tienne m'enseigne à ne point estimer ma vie, si à ce prix » je puis délivrer l'Église d'un hérésiarque qui a déjà en- » traîné et qui entraînera encore tant d'ames dans la dam- » nation éternelle. »

Cette étrange proposition fut aussitôt rapportée à Savonarole : elle lui répugnoit, non qu'il eût aucune défiance de son pouvoir d'opérer des miracles, mais parce qu'il craignoit qu'elle ne cachât quelque piége de ses ennemis, tandis que son disciple et son confident, frère Dominique Bonvicini de Pescia, plus ardent et plus enthousiaste que

(1) *Jacopo Nardi.* Lib. II, p. 72. — *Vita del P. Savonarola.* Lib. IV, c. 6, p. 251. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 245. — *Comm. del Nerli.* L. IV, p. 76.

(2) *Vita del P. Savonarola.* L. IV, c. 23, p. 283.

lui, déclara aussitôt qu'il étoit prêt à subir l'épreuve du feu, pour maintenir la vérité des prédications de son maître, et qu'il ne doutoit point qu'à son intercession un miracle de Dieu ne le sauvât. A l'instant même toute la populace accueillit avec une ardeur inouïe ce terrible défi, empressée de soumettre à une épreuve publique les ministres de la nouvelle réforme. Les dévots se réjouissoient de remporter sur Rome un triomphe éclatant, par le miracle dont ils se croyoient assurés; leurs ennemis n'avoient pas moins de joie de voir un hérésiarque se condamner lui-même aux flammes qu'ils invoquoient sans cesse contre lui: la foule étoit avide d'un spectacle aussi extraordinaire; et les magistrats embrassoient avec joie une occasion de sortir de la position critique où ils se trouvoient, entre l'Église et le réformateur. Le pape, de son côté, écrivit le 11 avril aux franciscains de Florence, pour les remercier du zèle avec lequel ils alloient sacrifier leur vie pour la défense de l'autorité du Saint-Siége; et il déclara que la mémoire de cet exploit glorieux ne périroit jamais (1). 1498.

Mais le frère Francesco de Pouille protesta qu'il n'entreroit dans le bûcher qu'avec Savonarole lui-même, et qu'il ne se dévoueroit à une mort certaine, qu'autant qu'il entraîneroit le grand hérésiarque dans sa chute. Cependant deux autres moines franciscains se présentèrent aussitôt pour subir l'épreuve avec frère Dominique de Pescia; l'un des deux, frère Nicolas de Pilli, sentit bientôt manquer son courage et se dédit: l'autre, frère André Rondinelli, convers du même couvent, persista à demander l'épreuve. D'autre part, les partisans de Savonarole s'offrirent avec la plus étonnante émulation, à entrer pour lui dans le feu. Frère Robert Salviati fut celui qui brigua cet honneur avec le plus d'instances; mais bientôt tous les dominicains toscans, beaucoup de prêtres et de séculiers, et jusqu'à des femmes et des enfans supplièrent la seigneurie de les pré-

(1) *Vita del P. Savonarola.* Lib. IV, c. 27, p. 288.

1498. férer, ou du moins de leur permettre d'entrer en même temps dans le bûcher, et de partager la faveur de Dieu sur laquelle ils comptoient. La seigneurie borna l'épreuve cependant à frère Dominique Bonvicini de Pescia, et à frère André Rondinelli. Elle nomma dix citoyens, cinq de chaque parti, pour en régler les détails; et elle en fixa le temps et le lieu au 7 avril 1498, et à la place du palais (1).

Un échafaud de cinq pieds de hauteur, de dix pieds de largeur, de quatre-vingts pieds de longueur, avoit été dressé au milieu de la place; il étoit couvert de terre et de briques crues, pour le préserver de la violence du feu. Sur cet échafaud on avoit élevé deux piles de grosses pièces de bois, entremêlées de fagots, et de bruyères faciles à enflammer. Un passage de deux pieds de large étoit réservé dans toute la longueur de ce bûcher, entre les deux rangées de combustibles, qui avoient chacune quatre pieds d'épaisseur; la vue seule en étoit effrayante. On y entroit par la Loggia des Lanzi, qui elle-même avoit été partagée en deux par une cloison, pour en donner une moitié aux Franciscains, et l'autre aux Dominicains. Les deux moines devoient sortir ensemble de ce portique, et traverser dans toute sa longueur le bûcher enflammé; ou plutôt l'un des deux déclaroit que dans tous les cas il étoit sûr d'y périr, puisque dût-il s'y opérer un miracle, ce ne pourroit être que contre lui. Les Franciscains arrivèrent sans bruit dans leur partie de la loge, tandis que Jérôme Savonarole se rendit à la sienne, couvert des habits sacerdotaux avec lesquels il venoit de célébrer la messe, et tenant dans un tabernacle de cristal le sacrement entre ses mains. Frère Dominique de Pescia portoit un crucifix, et tous leurs moines suivoient en psalmodiant, avec des croix rouges à la main. Après eux venoit une foule de citoyens portant des torches allumées. Il restoit encore six heures de jour; et la place, les fenêtres, les toits des maisons étoient remplis de specta-

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 74.

teurs. Non-seulement toute la ville, mais tous les habitans du territoire, jusqu'à une grande distance, s'étoient réunis pour voir cet étrange spectacle. La plupart des ouvertures de la place avoient été barricadées; et une forte garde étoit placée à l'entrée des deux rues qu'on avoit laissées ouvertes. La partie de la loge qu'occupoient les Dominicains étoit ornée comme une chapelle; et pendant quatre heures ils ne cessèrent d'y chanter des antiennes. 1498.

Cependant la terrible épreuve étoit retardée par les difficultés sans nombre que suscitoient les Franciscains. Peut-être, disoient-ils, que le père Dominicain est un enchanteur, et qu'il porte sur lui quelque sortilége; en conséquence ils exigèrent qu'il fût entièrement dépouillé de ses habits, et qu'il en revêtît d'autres de leur choix. Après de longues discussions, frère Dominique se soumit à cette visite humiliante, et à ce changement de froc. Ensuite Savonarole lui remit le tabernacle qui contenoit le sacrement, et qu'il regardoit comme sa sauvegarde : aussitôt les Franciscains s'écrièrent que c'étoit un acte impie que d'exposer l'hostie à être brûlée, et que cet événement très-probable ébranleroit la foi des plus foibles entre les fidèles. Mais sur ce point Savonarole fut inflexible; il répondit que de ce Dieu seul qu'il portoit, son compagnon et son ami pouvoit attendre son salut. La discussion se prolongea pendant plusieurs heures : le peuple cependant, qui pour mieux jouir de ce spectacle étoit venu occuper les toits des maisons dès le point du jour, et qui souffroit de la faim et de la soif, ne contenoit plus son impatience; et quoique les Franciscains fussent réellement ceux qui s'opposoient à l'expérience, les partisans de Savonarole eux-mêmes trouvoient, qu'assuré comme il l'étoit d'un miracle, il auroit dû se rendre plus facile sur toutes les demandes de son adversaire. La foule savoit mal quels motifs les moines alléguoient de part et d'autre; elle voyoit seulement cet effrayant bûcher, auquel elle languissoit de voir mettre le

1498. feu, et elle comprenoit que les deux champions refusoient d'y entrer : leurs terreurs, qui n'étoient que trop fondées, lui paroissoient ridicules; elle se croyoit jouée, et cette journée d'attente changea en mépris ou en indignation tout l'enthousiasme de la populace. Enfin, comme la nuit approchoit, et que les deux confréries n'étoient point encore d'accord, une pluie violente et inattendue baigna le bûcher et les spectateurs, et détermina la seigneurie à congédier l'assemblée (1).

Jérôme Savonarole, en rentrant dans son couvent de Saint-Marc, monta immédiatement en chaire, et raconta à la foule qui l'avoit suivi tout ce qui venoit de se passer. Mais déjà la populace l'avoit insulté, comme il passoit au milieu d'elle pour se rendre à son couvent. Le lendemain, dimanche des Rameaux, il prêcha de nouveau avec beaucoup d'onction, en prenant en quelque sorte congé de son auditoire, et lui annonçant qu'il se dévouoit à Dieu en sacrifice. En effet, ses ennemis profitoient de l'attente trompée du peuple, pour l'ameuter contre lui. Cette société de libertins, connus sous le nom de *compagnacci,* qui dès le commencement l'avoit accusé d'hypocrisie, sommoit le peuple de ne pas se laisser jouer plus long-temps par un faux prophète, qui, au moment du danger, avoit reculé devant l'épreuve de sa mission, offerte par lui-même. Ils s'attroupèrent à la cathédrale; et, au milieu du sermon des vêpres, ils remplirent l'église du cri « aux armes ! à Saint-Marc ! » Aussitôt une populace effrénée les suivit au couvent de Saint-Marc, et l'attaqua avec des armes, des haches, et des torches enflammées. Une congrégation assez nombreuse y étoit assemblée pour assister au service divin; elle

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. II, p. 71. — *Istor. di Giov. Cambi.* Lib. XXI, p. 115. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 245. — *Fr. Guicciardini.* Lib. III, p. 189. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1498, §. 12 et 13, p. 472. — *Comment. di Filippo de' Nerli.* Lib. IV, p. 78. — *Vita del P. Savonarola.* Lib. IV, c. 29-32, p. 290.

s'y défendit quelque temps, quoique sans armes : mais lorsque les portes furent brûlées, et qu'il n'y eut plus moyen d'arrêter les insurgés, elle capitula, et Jérôme Savonarole, Dominique Bonvicini et Silvestro Maruffi, tous trois arrêtés dans le couvent, furent conduits en prison, au milieu des insultes de la populace (1). 1498.

Il étoit déjà sept heures du soir, lorsque le siége du couvent de Saint-Marc avoit commencé; et l'on devoit croire que la nuit calmeroit les factieux. Mais un parti dès longtemps ennemi, et que le supplice de ses chefs avoit irrité davantage encore, n'avoit garde de laisser échapper cette occasion de se venger. Le lendemain matin la foule se porta chez François Valori : on le saisit; et comme on le conduisoit en prison, Vincent Ridolfi, parent de celui qui, peu de mois auparavant, avoit été envoyé à l'échafaud, se jeta sur lui et le tua : sa femme fut aussi tuée au moment où elle se mettoit à la fenêtre pour implorer grâce, et leur maison fut pillée et brûlée. Celle d'André Cambini, leur ami, le fut également. Tous ceux qui avoient montré de l'attachement à Savonarole furent livrés aux insultes de la populace, qui, les poursuivant par les noms d'hypocrites et de pénitens, ne leur permettoit pas de se montrer en aucun lieu public. La seigneurie qui étoit entrée en charge au commencement de mars auroit peut-être pu arrêter les insurgés; mais elle étoit secrètement de leur parti : sur neuf membres dont elle étoit composée, six étoient ennemis du moine Savonarole. Dans le conseil souverain, tous ceux qui lui étoient attachés n'osèrent point venir prendre leur place; en sorte que le parti contraire s'y sentit assuré d'une grande majorité. Il en profita aussitôt pour nommer de nouveaux décemvirs de la guerre, et de nouveaux juges criminels, ou Huit de balie, en déposant ceux qui occu-

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. II, p. 76. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 119. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 249. — *Vita del P. Savonarola.* L. IV, c. 34-48, p. 298.

1498. poient alors ces emplois, et qui étoient favorables à Savonarole. Ainsi l'autorité de la république passa en de nouvelles mains : tous ceux qui l'avoient exercée jusqu'alors furent déposés ou proscrits; et les nouveaux chefs du gouvernement, voulant signaler leur haine pour les manières austères du réformateur, et pour l'hypocrisie dont ils l'accusoient, prirent à tâche d'encourager les jeux, les divertissemens, et même les vices, qu'il avoit si sévèrement réprimés (1).

Le jour même de l'insurrection, on avoit envoyé un courrier au pape, pour lui donner avis de la captivité de Savonarole. Alexandre VI paroissoit sentir qu'il ne falloit plus au parti de la réforme qu'un chef courageux pour renverser un édifice ébranlé depuis long-temps; sa sûreté exigeoit la mort de Savonarole, et il demanda avec instance que cet hérésiarque lui fût livré : en même temps, il accorda des indulgences aux Florentins, et il ordonna de réconcilier à l'Église tous ceux qui, en assistant aux sermons du moine, avoient encouru les excommunications (2). Mais la seigneurie voulut que le procès de Savonarole fût instruit à Florence; et elle demanda seulement au pape de lui envoyer deux juges ecclésiastiques pour y assister. Alexandre VI députa en effet, pour cet objet, frère Joaquim Turriano de Venise, général de l'ordre des Dominicains, et François Romolini, docteur de droit espagnol : en les faisant partir, il prononça par avance la condamnation de frère Jérôme Savonarole, et il le déclara hérétique, schismatique, persécuteur de la sainte Église, et séducteur des peuples (3).

Le procès, instruit en même temps devant le nouveau

(1) *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 121. — *Jacopo Nardi, Ist. di Fior.* Lib. II, p. 77-82. — *Comment. di Filippo de' Nerli.* Lib. IV, p. 79. — *Vita del Patre Savonarola.* Lib. IV, c. 42, p. 310.

(2) *Jacopo Nardi Hist.* L. II, p. 79. — *Vita di Savonarola.* Lib. IV, c. 43, p. 311.

(3) *Jacopo Nardi.* L. II, p. 80. — *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 126.

tribunal des Huit, tout composé d'ennemis de Savonarole, et devant les juges députés par le pape, commença par la torture, qui fut donnée au moine à plusieurs reprises. Cet homme, dont la constitution étoit foible, et dont les nerfs étoient très-irritables, ne put supporter les douleurs qu'on lui fit souffrir. Il avoua, pour les faire cesser, que ses prophéties n'étoient que de simples conjectures. Mais aussitôt qu'on voulut prendre ses dépositions sans tourmens, il maintint de nouveau la vérité de ses révélations et de toute sa prédication. Quand on lui opposa les aveux qu'on lui avoit arrachés par l'estrapade, il répondit qu'il reconnoissoit ou son peu de constance, ou la foiblesse de ses organes pour supporter les tourmens; qu'aussi souvent qu'on l'exposeroit à la torture, il sentoit bien qu'il se démentiroit lui-même; que cependant la vérité ne se trouvoit que dans les paroles qu'il prononçoit lorsque la douleur ou la terreur ne troubloient point son esprit. On lui fit en effet supporter de nouveaux tourmens qui lui firent faire de nouveaux aveux, toujours désavoués ensuite; et les juges, ne voulant pas s'exposer à ce qu'il les démentît encore une fois, ne firent point, suivant l'usage, lire sa confession devant lui, pour qu'il la reconnût publiquement (1). 1498.

Pendant le mois que Savonarole passa en prison, il composa un commentaire du *Miserere*, ou psaume cinquante-unième, qu'il avoit laissé de côté lorsqu'il écrivoit l'exposition des autres psaumes, déclarant alors qu'il réservoit ce travail pour le temps de ses propres calamités. Cette exposition est imprimée avec le reste de ses œuvres. Cependant, le 23 mai, un nouveau bûcher fut élevé sur cette même place où son ami avoit dû entrer volontairement dans le feu. Les trois religieux Jérôme Savonarole, Dominique Bonvicini, et Silvestro Maruffi, après avoir été dégradés par les juges ecclésiastiques, y furent attachés autour d'un

(1) *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 81. — *Vita del P. Savonarola*. Lib. IV, c. 44, p. 312.

1498. pieu. Lorsque l'évêque Pagagnotti leur déclara qu'il les séparoit de l'Église, Savonarole répondit seulement ces mots, *de la militante*, donnant à entendre qu'il entroit dès-lors dans l'Église triomphante. Il ne dit rien de plus. Le feu fut mis au bûcher par l'un de ses ennemis, qui prévint l'office du bourreau. Ainsi mourut, entre ses deux disciples, le père Jérôme Savonarole, à l'âge de quarante-cinq ans et huit mois. Des ordres sévères avoient été donnés par la seigneurie pour recueillir les cendres des trois religieux, et les jeter dans l'Arno. Cependant quelques reliques en furent dérobées par les soldats mêmes qui gardoient la place; et elles sont jusqu'à ce jour exposées à Florence à l'adoration des dévots (1).

(1) *Jacopo Nardi*. Lib. II, p. 82. — *Istor. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 127. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 247. — *Fr. Guicciardini*. L. III, p. 190. — *Petri Delphini*. L. V, Epist. 73, *apud Raynald*. 1498, §. 18, p. 473. — *Vita del Padre Savonarola*. L. IV, c. 49, p. 326. — *Comment. del Nerli*. Lib. IV, p. 81. — Mémoires de Phil. de Comines. Liv. VIII, chap. XXVI, p. 433.

CHAPITRE XCIX.

Négociation de Louis XII en Italie. Suite de la guerre de Pise; cette ville abandonnée par les Vénitiens continue à se défendre. Conquête du duché de Milan par les Français : Louis Sforza y rentre au bout de cinq mois : mais il est trahi par les Suisses, et fait prisonnier à Novare.

1498 — 1500.

Au moment où Savonarole, abandonné par la faveur populaire, voyoit les révélations dont il avoit long-temps entretenu ses fidèles à Florence se changer en accusations contre lui, la plus importante de ses prophéties sembloit recevoir son accomplissement. Il avoit annoncé à Charles VIII que Dieu l'avoit choisi pour délivrer l'Italie de ses tyrans, et réformer l'Église : dès-lors il n'avoit pas cessé de lui reprocher, au nom du ciel irrité, la lenteur qu'il apportoit à l'accomplissement de ce grand ouvrage, et de le menacer d'une punition exemplaire. Il avoit voulu faire reconnoître le commencement de cette punition dans la mort successive des deux dauphins, que Charles perdit en bas âge; mais un nouveau châtiment, disoit-il, menaçoit encore le monarque abandonné à ses plaisirs : et le jour même où Savonarole devoit faire sur la place de Florence la terrible épreuve de sa doctrine, en envoyant Dominique Bonvicini, son disciple, au milieu d'un bûcher ardent; le 7 avril 1489, veille du dimanche des Rameaux, Charles VIII fut frappé d'apoplexie dans 1498.

1498. son château d'Amboise; on ne put point le transporter hors de la galerie où il se trouvoit alors, passage souillé d'immondices, et le plus *déshonnête lieu de céans*, dit Comines; on l'y étendit sur un lit de paille, et il y mourut au bout de neuf heures (1).

Charles VIII ne laissoit point d'enfans; et sa couronne passoit à Louis d'Orléans, le plus proche des princes du sang. Celui-ci étoit né à Blois le 27 juin 1462 : il étoit fils de Charles, petit-fils de Louis, l'époux de Valentine Visconti, et arrière-petit-fils de Charles V. Ce prince, quoique gendre de Louis XI, et le plus proche héritier du trône, avoit vécu dans l'adversité; il s'étoit mis à plusieurs reprises à la tête des partis mécontens en France ; il avoit éprouvé tour-à-tour la prison et l'exil, et il avoit reçu de la fortune la seule éducation qui puisse faire que les rois sentent comme des hommes. Il étoit déjà âgé de trente-six ans lorsqu'il monta sur le trône sous le nom de Louis XII; et quoique son esprit ne fût ni vaste, ni susceptible d'une longue contention, quoiqu'il eût donné à connoître sa propre foiblesse, par le besoin constant qu'il avoit eu d'un favori, il inspiroit cependant aux états voisins bien plus de considération et de crainte que Charles VIII, dont on avoit appris à connoître l'extrême inconséquence et l'inapplication (2).

Mais c'étoit surtout aux Italiens que Louis XII pouvoit causer de l'appréhension en montant sur le trône. Il n'avoit jamais cessé d'invoquer les droits de Valentine Visconti son aïeule sur l'héritage de Milan. Pour que ces droits prétendus eussent quelque validité, il auroit fallu cependant que la souveraineté de Milan fût un héritage dévolu nécessairement des pères aux enfans, et non une

(1) Mémoires de Phil. de Comines, L. VIII, ch. XXV, p. 431. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* L. VIII, p. 213. — *Fr. Guicciardini.* L. III, p. 187. — *Arn. Ferroni Burdig.* L. II, p. 32.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 191.

seigneurie italienne, où le droit du prince n'étoit fondé que sur l'acquiescement présumé du peuple. Il auroit fallu encore que cet héritage pût tomber en quenouille; ce qui étoit aussi contraire au droit de la couronne en France qu'au droit italien. Charles duc d'Orléans, père de Louis XII, alternativement prisonnier des Anglais, et chef de parti dans les guerres civiles de France, n'avoit pu faire valoir ses prétentions par les armes : à sa mort son fils n'avoit que trois ans. Louis XI cependant s'étoit allié avec les Sforza : Charles VIII avoit persisté dans la même alliance; et loin de seconder les réclamations de son cousin sur le duché de Milan, c'étoit sur l'appui de Louis-le-Maure, fils de François Sforza, qu'il avoit le plus compté, lorsqu'il avoit entrepris son expédition en Italie. Après avoir éprouvé la mauvaise foi de ce prince, il n'avoit point encore voulu lui ôter tout espoir de réconciliation; tandis qu'au contraire il avoit manifesté de la défiance et de la jalousie contre le duc d'Orléans, lorsque celui-ci, pendant son séjour à Asti, avoit menacé le Milanès d'une invasion. Mais Louis XII, en montant sur le trône, annonça aussitôt les prétentions qu'on l'avoit si long-temps empêché de faire valoir. Il ajouta au titre de roi de France ceux de duc de Milan, et de roi des Deux-Siciles et de Jérusalem; il ne dissimula pas qu'il comptoit soutenir ces titres avec toutes les forces d'un puissant empire (1). 1498.

Tant de passions agitoient alors l'Italie que cette seconde invasion des Français, qui, après l'épreuve qu'on avoit faite de la première, devoit être redoutée de tout le monde, étoit devenue au contraire l'espoir de plusieurs puissans états; en sorte qu'avant de l'entreprendre Louis XII trouva le moyen de changer le système des alliances de son prédécesseur, et de s'assurer d'utiles coopérateurs pour les conquêtes qu'il méditoit.

(1) *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.* L. VIII, p. 216.

1498. La guerre de Pise, qui étoit demeurée allumée comme un flambeau destiné à exciter un nouvel incendie, avoit plus contribué qu'aucune autre circonstance à changer les affections des divers partis. Cette guerre avoit ruiné les Florentins : elle leur avoit fait éprouver toute la mauvaise foi de Charles VIII et de ses lieutenans; elle leur avoit laissé le vif regret de s'être fiés aux promesses de la France. La même guerre, après avoir flatté vivement les espérances de Louis-le-Maure, ne promettoit plus qu'à ses rivaux le prix auquel il prétendoit lui-même. Il étoit trompé pour la seconde fois par ses propres calculs, en suivant cette politique astucieuse dont il se glorifioit tant; et il commençoit à désirer de se rapprocher des Florentins, pour chasser de Pise les Vénitiens, après avoir en quelque sorte donné lui-même cette ville à ces derniers. D'autre part, les Vénitiens, qui se vantoient d'avoir défendu, d'avoir sauvé deux fois Louis-le-Maure, ressentoient tant d'indignation de ce qu'ils appeloient son ingratitude, qu'ils étoient disposés à commettre, pour se venger de lui, la même faute qu'on lui avoit si vivement reprochée, et à lui susciter un antagoniste plus puissant qu'eux et que lui (1).

En effet, à peine eurent-ils appris la mort de Charles VIII, qu'ils ordonnèrent au secrétaire de leur république, résident à Turin, de passer auprès de son successeur: bientôt ils le firent suivre par trois ambassadeurs chargés d'excuser les hostilités précédentes, et de les faire considérer comme les conséquences d'une querelle terminée par la mort du dernier roi. Le pape, qui vers le même temps avoit résolu de dégager son fils César Borgia des ordres sacrés, et de le faire passer du rang de cardinal à celui de prince temporel, saisit de son côté, avec empressement, cette occasion d'exciter de nouvelles guerres,

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 193. — *Fr. Belcarii Commentar.* Lib. VIII, p. 217.

et de vendre tout ensemble à un puissant allié, l'appui 1498.
de sa souveraineté temporelle, et les grâces spirituelles dont il disposoit. Il savoit que le roi de France avoit besoin de lui pour satisfaire à la fois ses passions et sa politique; que marié depuis vingt ans à une fille de Louis XI, qu'il n'avoit jamais aimée, il désiroit se séparer d'elle; qu'amoureux depuis long-temps aussi de la veuve de son prédécesseur, il désiroit l'épouser, et conserver ainsi la Bretagne à la France. Alexandre VI pouvoit seul sanctionner ce divorce et cette union nouvelle; il le fit offrir par ses ambassadeurs, et il comptoit bien mettre à un prix élevé le scandale qu'il donneroit ainsi à la chrétienté. Les Florentins envoyèrent de leur côté des ambassadeurs à Louis XII, pour confirmer leur ancienne alliance, et rappeler à sa mémoire tout ce qu'ils venoient de souffrir pour la cause française. Tous ces ambassadeurs furent également bien reçus par le nouveau roi; il entama avec tous des négociations, bien décidé cependant à ne point tenter d'expédition en Italie, qu'il n'eût auparavant assuré les frontières françaises par de nouveaux traités avec tous ses voisins (1).

En effet il consacra la première année de son règne au soin de l'administration intérieure de ses états, et à des négociations étrangères qui demeurèrent ensevelies dans le silence du cabinet. On put seulement juger que celles qu'il entretenoit avec le pape avoient eu pour résultat un complet rapprochement des deux cours, lorsqu'on vit Georges d'Amboise, favori de Louis XII, et archevêque de Rouen, recevoir, le 17 septembre, le chapeau de cardinal. Dans le mois suivant, César Borgia renonça en plein consistoire à la pourpre romaine, prenant pour prétexte la violence que lui avoit faite son père pour le faire entrer dans les ordres. Il partit ensuite pour la

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IV, p. 194. — *Cronica Veneta.* T. XXIV, *Rer. Italic.*, p. 49. — *Arn. Ferroni.* L. III, p. 36.



1498. France, afin d'y traiter au nom d'Alexandre le divorce du roi. Peu s'en fallut cependant que, pour avoir usé de trop de finesse, il ne perdît le prix auquel il espéroit vendre cette grâce. Il prétendit n'avoir point apporté la bulle du pape qui annuloit le précédent mariage de Louis. Celui-ci, averti par l'évêque de Cette que la bulle étoit expédiée, au lieu d'exiger qu'elle lui fût remise, fit prononcer le divorce le 12 décembre 1498, par les juges ecclésiastiques qu'il tenoit sous sa dépendance; et il passa, le 8 janvier 1499, à de secondes noces avec Anne de Bretagne. César Borgia se hâta alors de se réconcilier avec le roi, de signer le traité en discussion entre eux, et de lui remettre la bulle de son père : en échange il reçut de Louis le duché de Valence en Dauphiné, et il prit le titre de duc de Valentinois, au lieu de celui de cardinal évêque de Valence en Espagne, qu'il avoit porté jusqu'alors. Mais il ne pardonna point à l'évêque de Cette d'avoir révélé au roi son secret, et de lui avoir fait comprendre qu'une fois la bulle expédiée, encore qu'elle ne lui fût pas délivrée, sa conscience devoit être en repos. L'évêque de Cette mourut, peu après, empoisonné par Borgia (1).

Pendant que Louis XII formoit des alliances nouvelles en Italie, et qu'il se préparoit à y porter ses armes, la guerre se continuoit en Toscane : elle avoit recommencé autour de Pise, dès le mois d'octobre 1497, à l'époque où avoit fini l'armistice stipulé par les rois de France et d'Espagne; cependant jusqu'au mois de mai 1498, elle n'avoit été marquée par aucun événement de quelque importance.

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 207. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* Lib. III, p. 95. — *Macchiavelli, Frammenti istor.*, p. 127. — Les Annales ecclésiastiques de Raynaldus sont d'une brièveté extrême sur ce divorce et sur toutes ces transactions scandaleuses; l'auteur se contente de rapporter le texte de l'historien français Ferronius, *ad Ann.* 1498, §. 4 et 5, T. XIX, p. 471. L'évêque de Beaucaire est fort court aussi. *Comment. Rer. Gall.* L. VIII, p. 222. — *Fr. Ferroni Rer. Gallic.* Lib. III, p. 37.

Les Pisans à cette époque envoyèrent Jacob Savorgnano, 1498.
capitaine vénitien à leur solde, dans l'état de Volterra, pour le ravager. Il en revenoit chargé de butin, avec sept cents chevaux et mille fantassins, lorsqu'il fut attaqué près de San Régolo, par le comte Rinuccio de Marciano, et par Guillaume des Pazzi, généraux des Florentins. Il fut mis en déroute; mais, tandis que les vainqueurs étoient occupés au pillage, ils furent attaqués à leur tour par Thomas Zéno, qui arrivoit de Pise avec cent cinquante chevaux seulement, et qui, profitant de leur désordre, délivra leurs prisonniers, reprit leur butin, et les tailla en pièces (1). Les Florentins perdirent beaucoup de monde dans cette affaire; et comme leurs deux généraux s'accusoient réciproquement de s'être attiré ce malheur par leur faute, la république donna, le 6 juin, le commandement de ses forces à un chef plus célèbre, mais dont l'ambition pouvoit aussi inspirer plus de craintes; elle choisit Paul Vitelli de Città di Castello, qui passoit pour avoir acquis dans l'armée française la connoissance de tous les progrès que les ultramontains avoient fait faire à l'art de la guerre (2). Cette même déroute détermina Louis-le-Maure à secourir efficacement les Florentins, pour les empêcher de faire la paix, et de laisser les Vénitiens s'établir définitivement à Pise. Il envoya aux premiers trois cents arbalètriers; il prit à sa solde en commun avec eux Jean-Paul Baglione, seigneur de Pérouse, et le seigneur de Piombino, et il leur prêta en différentes fois jusqu'à la somme de trois cent mille ducats (3).

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 194. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 248. — *Macchiavelli, Framm. istor.* p. 71. — *Petri Bembi Hist. Venetæ.* L. IV, p. 73.

(2) *Jac. Nardi, Ist. Fior.* L. III, p. 87. — *Chroniche di Pisa, di Jacopo Arrosti, in archivio Pisano mss*[to], 1 vol. in-fol., p. 206. — *Macchiavelli, in Princip.* Chap. XII, p. 285.

(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 195. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IV, p. 75. — *Cronica Veneta,* T. XXIV, pag. 52.

1498. Les Vénitiens avoient alors dans Pise, sous les ordres de Marco Martinengo, quatre cents gendarmes, huit cents Stradiotes, et deux mille fantassins. Ils n'avoient éprouvé jusqu'alors aucune difficulté à faire passer des renforts à cette armée: mais le duc de Milan, en embrassant ouvertement l'alliance des Florentins, refusa le passage aux troupes qui marchoient pour les combattre. Il engagea Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, à prendre la même détermination: Catherine Sforza, mère d'Octavien Riario, seigneur d'Imola et de Forli, et la république de Lucques, suivirent cet exemple. La route la plus directe que prenoient les troupes vénitiennes pour se rendre à Pise, par le Ferrarais, le Modénois et l'état de Lucques, leur fut ainsi fermée; le duc de Milan se chargea d'empêcher les Génois de donner passage aux ennemis de ses alliés (1). La route de Romagne paroissoit également fermée par Bentivoglio et Riario; mais comme ces petits princes pouvoient craindre de se compromettre avec la puissante république de Venise, les Florentins, pour éviter qu'on ne pût tourner leurs frontières, voulurent aussi s'assurer de la neutralité de Sienne, afin de n'avoir aucun ennemi pour voisin. Ils signèrent une trève de cinq ans avec Pandolfe Pétrucci, qui, par le seul crédit de la garnison de Sienne, dont il étoit capitaine, s'élevoit à la tyrannie dans cette république (2).

Les Florentins, après avoir ôté aux Pisans toute communication avec leurs alliés, firent marcher contre eux, sous les ordres de Paul Vitelli, des forces supérieures à celles que commandoit Martinengo. Celui-ci fut fort maltraité dans une embuscade où il tomba près de Cascina: il abandonna ensuite la campagne; et Vitelli, suivant la rive droite de l'Arno, soumit les châteaux de Buti, Calcinaia,

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. IV, p. 197. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IV, p. 74.

(2) *Orlando Malavolti*, *Storia di Siena*. Part. III, Lib. VI, f. 104.

Vico Pisano, et la vallée de Calci; c'est la partie tout à la 1498.
fois la plus riche et la plus facile à défendre du territoire de Pise, puisqu'elle est fortifiée par les escarpemens des monts Saint-Julien, et par les eaux du lac de Bientina (1).

Les Vénitiens, qui avoient pris les Pisans sous leur protection, étoient bien résolus à ne pas les laisser sans secours. Aucun chemin ne leur étoit ouvert pour arriver sur le territoire de Pise; mais il leur en restoit un pour parvenir jusqu'aux frontières des Florentins. Le seigneur de Faenza avoit reconnu leur protection, et ne pouvoit leur refuser le passage par le val de Lamone, qui dépendoit de lui. Charles Orsini et Barthélemi d'Alviano, partant de la Romagne vénitienne, arrivèrent par cette route jusqu'à Marradi, château-fort qui leur fermoit l'entrée de la Romagne toscane. Pierre et Julien de Médicis, toujours prêts à se joindre à tous les ennemis de leur patrie, dans l'espérance d'y rentrer à la suite des armées étrangères, s'étoient rendus au camp vénitien, et avoient promis à ses chefs qu'ils trouveroient des traîtres parmi les commandans florentins des châteaux de l'Apennin, où ils ne pouvoient manquer de rencontrer quelques anciens partisans de leur famille. En effet, la bourgade de Marradi, devant laquelle ils se présentèrent au mois de septembre, leur fut livrée sans résistance; mais la citadelle, nommée Castiglione, qui commande cette bourgade, et qui ferme le chemin pour entrer en Toscane, fut défendue avec obstination par Donigi Naldo; et cette résistance donna aux Florentins le temps de rassembler de ce côté les troupes qui devoient les protéger (2).

Pendant que l'armée vénitienne étoit arrêtée dans les Apennins, celle des Florentins, commandée par Paul Vitelli,

(1) *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 249. — *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 198. — *Jacopo Nardi*. Lib. III, p. 88. — *Cron. di Pisa di Jac. Arrosti*, f. 207.

(2) *Fr. Guicciardini*. Lib. IV, p. 202. — *Scip. Ammirato*. Lib. XXVII, p. 251. — *Jacopo Nardi*. Lib. III, p. 89.

1498. continuoit avec succès ses opérations contre Pise; et, au commencement d'octobre, elle s'empara de Librafratta (1). Les généraux vénitiens s'efforçoient de pénétrer sans retard en Toscane pour secourir les Pisans. Ils tentoient toutes les routes; mais ils les trouvoient toutes fermées par des châteaux-forts. Enfin, un petit seigneur feudataire, Rambert de Sogliano, d'une branche cadette de la maison Malatesti, leur ouvrit le château qu'il possédoit sur les frontières, entre l'état d'Urbin et le Casentin (2). Barthélemi d'Alviano profita, avec la célérité qui le distinguoit, du passage qui lui étoit accordé. En une seule nuit, il se rendit de Césène, par Sogliano, devant l'abbaye de Camaldoni, où il arriva comme les moines chantoient matines, sans croire courir aucun danger. Les moines assurent que saint Romuald, fondateur de leur couvent, les défendit, et qu'on le vit, pendant tout le combat, lancer d'une main vigoureuse des briques sur les assaillans. Les Vénitiens affirment, au contraire, que le couvent fut pris: du moins est-il certain qu'il n'arrêta point Alviano (3). Celui-ci fit porter immédiatement à Bibbiéna un faux message des décemvirs de la guerre, ordonnant des logemens pour cinquante cavaliers de la troupe de Vitelli; et, suivant de près ce message, il entra à Bibbiéna, le 15 octobre, avec cent gendarmes, avant que le pays fût averti qu'il avoit passé les frontières; et il fut reçu dans cette forte bourgade, où on

(1) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 252. — *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 203. — *Macchiavelli, Framm. istor.* p. 82. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IV, p. 77.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IV, p. 79.

(3) Le général lui-même des Camaldules, Pietro Delphino, atteste ce miracle, *Epist.* 83, *Lib. V, apud Raynald. Annal. eccl.* 1498, §. 9, p. 471. Il est vrai qu'il n'étoit pas présent, et qu'il remarque même, *en confirmation du fait qu'il rapporte,* que plus on s'éloignoit de Toscane, et plus la foi à ce miracle étoit ferme parmi le peuple. — Voyez *Pietro Bembo,* L. IV, p. 79; — *Andrea Navagiero,* T. XXIII, p. 1216; — *Macchiavelli, Framm. Istor.,* T. III, p. 124, qui, chacun, rapportent cet événement d'une manière différente.

le prit pour un capitaine florentin. Le gros de l'armée vénitienne le suivoit de près; et Charles Orsini mit en sûreté, avec huit cents chevaux, une conquête qu'Alviano devoit à la tromperie autant qu'à son intrépidité (1). 1498.

Barthélemi d'Alviano avoit espéré pousser plus loin ces premiers succès, et s'emparer avec la même facilité de Poppi, forteresse qui seroit devenue entre ses mains la clef du val d'Arno et de l'Arétin, et qui lui auroit donné le moyen de descendre enfin dans les plaines de la Toscane: mais Antonio Giacomini, un des plus braves et des plus déterminés parmi les citoyens florentins, étoit alors commissaire à Poppi, et il fit échouer l'entreprise d'Alviano (2).

L'automne cependant étoit déjà avancée; et la guerre se trouvoit transportée dans la province la plus âpre et la plus montueuse de la Toscane, pays stérile, fermé de défilés, et dont les montagnes étoient déjà couvertes de neiges épaisses. Paul Vitelli, qui y fut rappelé en hâte par les Florentins, et qui ne laissa dans la campagne de Pise que des garnisons dans les forteresses qu'il avoit conquises, étoit aussi prudent et aussi méthodique qu'Alviano étoit impétueux. Il avoit sous ses ordres Fracassa San-Sévérino, envoyé par le duc de Milan, et Rinuccio de Marciano. Son armée, à laquelle les Florentins envoyoient sans cesse des renforts, se trouva bientôt supérieure en nombre à celle des Vénitiens, qui comptoient cependant, sous Carlo Orsini, Barthélemi d'Alviano, et le duc d'Urbin, sept cents hommes d'armes, et six mille fantassins, parmi lesquels se trouvoient quelques compagnies d'Allemands. Mais Vitelli étoit résolu à ne point leur livrer de combat,

(1) *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 252.— *Jocopo Nardi*. Lib. III, p. 90.— *Macchiavelli, Framm.* p. 119.— *Fr. Guicciardini*. L. IV, p. 204.

(2) *Macchiavelli, Nature d'uomini fiorentini*. T. III, p. 139; et *Framm. istor.* T. III, p. 121.— *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 253. —*Jacopo Nardi*, L. III, p. 91. —*Marin Sanuto, Istor. Ven.* T. XXIV, p. 63.

1498. tandis qu'il pouvoit plus facilement les vaincre, en les enfermant dans le pays stérile qu'ils occupoient. Il s'empara des passages de la Vernia, de Chiusi et de Montalone, par lesquels l'armée vénitienne pouvoit communiquer avec la Romagne; il fortifia Arezzo, et tous les débouchés du Casentin. Du côté de la Toscane, il excita les paysans à prendre les armes, et à se mettre partout en défense contre les ennemis; et resserrant ainsi toujours plus ces derniers, il les exposa bientôt à toutes les souffrances résultant du manque de vivres et de fourrages (1).

Ainsi l'armée que les Vénitiens avoient envoyée en Toscane pour faire lever le siége de Pise étoit assiégée elle-même; et le duc d'Urbin, loin de pouvoir délivrer Marco Martinengo, comme il en étoit chargé, avoit besoin d'être délivré à son tour. La république s'en occupa sans perdre de temps; elle envoya à Ravenne, au commencement
1499. de l'année 1499, Nicolas, comte de Pitigliano, pour y former une nouvelle armée. Celui-ci, ayant rassemblé sous ses ordres quatre mille fantassins, s'avança jusqu'à Elci, château-frontière du duché d'Urbin, d'où il comptoit pénétrer dans le Casentin, et dégager l'armée assiégée. D'autre part, Vitelli vint se placer vis-à-vis de lui, à la Piève de Santo-Stéfano, pour lui disputer le passage. Les deux ré-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 205. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 253. — *Jacopo Nardi.* L. III, p. 91. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IV, p. 82. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* L. I, p. 68. — Navagiero finit abruptement à cette époque son histoire de Venise. On pourroit supposer qu'elle étoit pour lui seulement l'ébauche d'une histoire de Venise en dix livres, qu'on sait qu'il écrivit en latin, et qu'il fit brûler à sa mort. En effet, le manuscrit que Muratori a fait imprimer, *Scr. Rer. Ital.*, T. XXIII, p. 921-1216, ne présente qu'un ouvrage très-incomplet, et très-peu digne de la réputation de Navagiero. Celui-ci fut l'un des restaurateurs des lettres en Italie, des amis de Bembo, et en même temps des hommes d'état les plus distingués de Venise. Il mourut à Blois, le 8 mai 1529, ambassadeur de sa république auprès de François Ier. Une partie cependant de cette histoire, avant la fin du quinzième siècle, a le mérite de la véracité, de l'intérêt et de la naïveté.

publiques, également fatiguées des dépenses infinies d'une 1499.
guerre ruineuse, pressoient leurs généraux d'en venir à un combat décisif : mais les deux capitaines, Pitigliano et Vitelli, élevés dans le système circonspect de l'école militaire italienne, demeurèrent sourds à toutes les instances qu'on leur adressoit, et ne voulurent point hasarder leur réputation par une bataille (1).

L'une et l'autre république avoit en effet les plus fortes raisons pour s'éloigner, dans cette occasion, de sa prudence accoutumée, et vouloir remettre sa fortune au sort douteux d'un combat. Chacune espéroit, en obtenant la victoire, faire la paix à des conditions plus avantageuses, tandis que chacune sentoit que, dût son armée être défaite, à cette distance de la capitale, et dans un pays facile à défendre, son existence ne pourroit être compromise. Toutes deux auroient mieux aimé peut-être qu'une déroute les forçât à se relâcher sur leurs prétentions, que de continuer avec peu d'espérance une lutte ruineuse et interminable. Les Vénitiens languissoient de dégager leurs trois armées, qui demeuroient immobiles à Pise, à Bibbiéna et à Elci : les Florentins n'étoient pas moins impatiens de renvoyer leur commandant Paul Vitelli, contre lequel ils avoient conçu une extrême défiance. Celui-ci venoit d'accorder un sauf-conduit au duc d'Urbin, qui étoit malade. Julien de Médicis avoit profité de ce sauf-conduit pour sortir de Bibbiéna avec le duc ; et les Florentins s'étoient plaints amèrement de ce qu'un rebelle de leur république, assiégé par leur armée, avoit été dérobé, par leur propre général, à la punition dont les lois le menaçoient (2).

Les deux républiques soupiroient pour la paix plus en-

(1) *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 253. — *Jacopo Nardi.* L. III, p. 93. — *Macchiavelli, Framm. Istor.* p. 128.

(2) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 254. — *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 216. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* Lib. III, p. 93. — *Paolo Giovio vita di Leone X.* Lib. I, p. 69.

1499. core que pour la bataille; et deux puissans médiateurs se présentèrent en même temps pour négocier entre elles. D'une part, Louis XII cherchoit à s'assurer l'alliance de l'une comme de l'autre république; et, pour les réconcilier l'une et l'autre, il demandoit que Pise fût mise en dépôt entre ses mains, promettant secrètement aux Florentins de leur rendre ensuite cette ville, et aux Vénitiens de leur procurer d'amples dédommagemens dans l'état de Milan (1). D'autre part, Louis-le-Maure, en pressant les Florentins de se réconcilier avec les Vénitiens, espéroit faire lui-même de cette manière sa paix avec les derniers. Il voyoit le roi de France persister dans les projets d'invasion en Lombardie que celui-ci avoit annoncés dès les premiers jours de son règne. Il connoissoit les négociations de ce monarque avec le pape, le renouvellement de son alliance avec le roi d'Angleterre, la trève conclue pour plusieurs mois entre Louis XII et Maximilien, sans que le dernier y eût fait, suivant sa promesse, comprendre le duché de Milan. Sforza savoit encore que Louis XII offroit aux Vénitiens de partager ce même duché de Milan. Dans la guerre, il avoit tout à craindre du ressentiment de ses voisins: mais s'il rétablissoit la paix en Italie, il pouvoit espérer que la république de Venise, revenant à des desseins plus sages, abandonneroit des projets de vengeance trop dangereux pour elle-même (2).

Louis XII ayant renoncé au rôle de médiateur pour s'unir d'une manière plus intime avec la république de Venise, les Florentins, qui désiroient ardemment la paix, n'en furent que plus disposés à prêter l'oreille aux conseils de Louis-le-Maure. Les Vénitiens, de leur côté, qui se préparoient secrètement à une guerre contre le même duc de Milan, eux qui savoient que les Turcs s'armoient pour attaquer leurs établissemens en Grèce, et qui étoient aussi

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 208.

(2) *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 565.

inquiétés par les prétentions inouïes et les menaces de Maximilien, encore qu'ils fussent accoutumés à les voir ensuite se résoudre en fumée, ne voulurent pas être distraits par la guerre de Pise, au milieu de circonstances qui pouvoient devenir plus sérieuses. Les affaires de Pise furent dévolues du conseil des Prégadi à celui des Dix, qu'on regardoit comme bien moins accessible aux passions généreuses, et bien plus dominé par la seule politique. Ce conseil, adoptant la proposition qui lui avoit été faite par Louis-le-Maure, signa un compromis, par lequel il remettoit tous les droits de la république entre les mains d'Hercule d'Este, duc de Ferrare, beau-père du duc de Milan; et ce dernier obligea les Florentins à reconnoître le même arbitre. Huit jours lui furent accordés pour porter une sentence entre les deux peuples, qui tous deux s'engagèrent à s'y soumettre (1). 1499.

Le duc de Ferrare prononça, le 6 avril 1499, l'arrêt entre les deux républiques qui l'avoient choisi pour arbitre. Il imposa aux Vénitiens l'obligation de retirer, avant la prochaine fête de Saint-Marc, toutes leurs troupes du territoire de Pise, de Bibbiéna et du Casentin; et aux Florentins celle de payer pendant douze ans aux Vénitiens, pour frais de la guerre, quinze mille ducats par année. Il voulut encore que les Florentins accordassent une amnistie sans réserve aux habitans de Bibbiéna et aux Pisans; qu'ils concédassent de plus aux derniers la permission d'exercer, à l'égal des Florentins, toute espèce d'industrie, et par mer, et par terre; qu'ils laissassent aux Pisans leurs forteresses, sous condition que ceux-ci demanderoient l'agrément de la seigneurie florentine pour tous les capitaines qu'ils engageroient à leur service, et réduiroient leurs garnisons au même nombre d'hommes qu'y entrete-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 219. — *Jac. Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 96. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 139. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IV, p. 85. — *Chron. Veneta.* T. XXIV, p. 69.

1499. noit Florence avant la rébellion. Le duc de Ferrare ordonna encore que les jugemens civils seroient prononcés à Pise par un podestat étranger, choisi par les Pisans eux-mêmes dans un pays allié de Florence, et que les jugemens criminels seroient rendus par le capitaine de justice florentin, mais sous l'inspection d'un assesseur nommé par le duc de Ferrare (1).

On pourroit considérer le mécontentement universel qu'excita ce prononcé comme une preuve de son impartialité. Jamais sentence ne fut reçue par toutes les parties avec plus de défaveur. Les Vénitiens, honteux de manquer ouvertement à tous les engagemens qu'ils avoient pris avec les Pisans, ne voulurent pas qu'un acte public pût témoigner de leur mauvaise foi; et, encore qu'ils exécutassent la sentence, et qu'au terme fixé ils retirassent leurs troupes de Toscane, ils ne consentirent jamais à s'y soumettre formellement. Les Florentins se récrièrent sur ce qu'on ne leur rendoit point Pise, tandis qu'on en laissoit les forteresses entre les mains de leurs sujets rebelles, et sur ce que rien n'étoit plus injuste que de les forcer à payer les frais d'une guerre dans laquelle ils avoient été attaqués sans provocation. Cependant ils acceptèrent expressément la sentence arbitrale; mais cette acceptation fut sans effet : car les Pisans, considérant toutes les garanties que leur offroit le duc de Ferrare comme faciles à éluder, et préférant la mort à la servitude, refusèrent de se soumettre; et, quoique abandonnés de tout le monde, ils protestèrent qu'ils persisteroient à se défendre. Ils se hâtèrent même de faire sortir de leur ville et de leurs forteresses les troupes vénitiennes, de peur qu'elles ne les livrassent à leurs ennemis (2).

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 219. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 254. — *Diario Ferrarese anonimo.* T. XXIV, p. 363. — *Istor di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 140. — *Chronica Veneta*, p. 70.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 220. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 255. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 97.

Lorsque les Florentins furent instruits de la résolution 1499.
qu'avoient prise les Pisans de continuer à se défendre, ils rappelèrent du Casentin Paul Vitelli avec son armée; et ils l'envoyèrent contre Pise, qui leur paroissoit ne pouvoir plus opposer une longue résistance. Louis-le-Maure, toujours plus alarmé des préparatifs de guerre des Français, de même qu'il avoit sollicité les Florentins d'accepter l'arbitrage du duc de Ferrare, pressoit les Pisans de s'y soumettre, et s'efforçoit de rétablir la paix en Toscane, pour s'assurer les secours de cette province : mais il ne trouvoit de crédit auprès de personne. Les Pisans se souvenoient que, sous prétexte de protéger leur liberté, il avoit cherché à s'emparer de la souveraineté de leur ville : les Florentins le soupçonnoient de persister encore dans ces projets, et d'encourager secrètement leurs ennemis à la résistance. Fermant donc les uns et les autres l'oreille à ses conseils, et abandonnant la Lombardie aux révolutions qu'une invasion nouvelle alloit y produire, ils recommencèrent leurs combats avec plus d'acharnement que jamais.

Paul Vitelli se réunit, le 25 juin, au comte Rinuccio de Marciano, devant Cascina, dont il entreprit l'attaque; et, au bout de vingt-six heures, ce fort château se rendit à eux (1). Quelques petites garnisons pisanes, qui occupoient encore la tour de Foce d'Arno et la redoute de Stagno, se retirèrent à la première sommation; et il ne restoit plus aux Pisans, sur tout leur territoire, que la forteresse de la Verrucola et la petite tour d'Ascagno. Au lieu de les attaquer, Paul Vitelli crut le moment favorable pour commencer le siége de la place elle-même. Il vint tracer son camp, le 1er août, sous les murs de Pise, avec une cavalerie suffisante pour tenir seule la campagne, une artillerie formidable, et dix mille hommes d'infan-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 222.—*Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 255. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 97.

1499. terie. Il annonça à la seigneurie qui l'employoit que, d'après ses calculs, le siége ne pouvoit pas durer plus de quinze jours. Les murs de Pise n'étoient point entourés de fossés, ou soutenus par des terre-pleins ; cependant leur épaisseur, et la ténacité particulière du mortier employé à leur construction, les rendoient propres à résister plus que d'autres aux efforts de l'artillerie. Les Pisans n'avoient plus à leur solde d'autre capitaine étranger que Gurlino Tombasi, brave officier de Ravenne, qui avoit quitté le service des Vénitiens pour le leur. Mais tous les habitans de la ville, tous les paysans qui y avoient cherché un refuge, aguerris par cinq ans de combats continuels, pouvoient être comparés aux meilleures troupes de ligne (1).

Vitelli avoit tracé son camp sur la rive gauche de l'Arno, et il avoit dressé ses batteries contre le mur attenant à la tour ou forteresse de Stampace. En se logeant du côté opposé, il auroit plus efficacement prévenu l'arrivée de tout renfort : mais, dans la situation où se trouvoit alors l'Italie, il ne voyoit aucune puissance qui pût songer à secourir les Pisans ; et il savoit que ceux-ci avoient fait du côté de Lucques des ouvrages intérieurs pour fortifier leurs murs, tandis qu'ils n'avoient point cru nécessaire d'en commencer encore du côté de Livourne.

Deux attaques étoient poursuivies en même temps, l'une entre Santo-Antonio et Stampace, l'autre entre Stampace et la porte de la mer, et vingt pièces d'artillerie y étoient dressées en batterie. Vitelli, persistant dans l'ancienne tactique italienne, et ne voulant combattre qu'avec la certitude de vaincre, étoit résolu à ne point donner d'assaut, que les brèches ouvertes par son artillerie ne présentassent un libre passage à ses bataillons. Déjà de larges pans de mur avoient été abattus, mais il ne trouvoit point que ce fût assez ; et cependant ses retards donnoient aux Pisans

(1) *Fr. Guicciardini*. L. IV, p. 253. — *Jacopo Arrosti Chroniche di Pisa in archivio Pisano*. f. 207, v.

le temps d'élever derrière le mur qu'il battoit en brèche 1499.
un fort parapet défendu par un large fossé. Aucun danger ne ralentissoit leur ardeur; l'artillerie balayoit leurs ouvrages, sans que les femmes ou les enfans abandonnassent la pelle. Deux sœurs travailloient l'une à côté de l'autre; l'une fut tuée par un boulet: l'autre, relevant aussitôt ses membres épars, leur donna la sépulture dans le gabion même qu'elle remplissoit; et tout en prenant congé d'elle avec des gémissemens et des sanglots, elle continua son ouvrage sous le feu de la même batterie qui venoit de lui enlever sa compagne (1).

Enfin, les murs qui lioient Stampace aux fortifications de la ville se trouvèrent également abattus sur la droite et sur la gauche de cette grosse tour. Le comte Rinuccio avoit été blessé dans une escarmouche; et Paul Vitelli, demeuré seul chargé du commandement de l'armée, résolut, le dixième jour du siége, d'attaquer cette forteresse par un assaut. Elle étoit déjà ébranlée par des brèches fort dangereuses; et, quoique les Pisans opposassent une résistance obstinée, les Florentins plantèrent leurs drapeaux sur le haut de la grosse tour de Stampace. Dans la première terreur de cet événement, les Pisans crurent que leur ville même étoit perdue sans ressource. Pierre Gambacorti s'enfuit par la porte opposée, du côté de Lucques, avec quarante arbalétriers à cheval qui servoient sous lui; la garde du parapet, qui faisoit désormais la seule défense de la ville, étoit ébranlée, et sur le point de fuir. Mais Vitelli n'avoit donné d'ordres que pour l'assaut de la forteresse, et non pour celui de la ville. Rien n'étoit plus éloigné de son caractère et de sa pratique militaire, que de compromettre un succès déjà obtenu, en voulant le poursuivre, et en recueillir des fruits qu'il ne s'étoit point proposés d'avance. Il craignoit de s'engager dans une ville occupée

(1) *Jacopo Nardi Ist.* L. III, p. 98. — *Jacopo Arrosti Chroniche di Pisa*, f. 210.

1499. par une population valeureuse; et il fit reculer ses soldats, qui ne demandoient qu'à donner un nouvel assaut. Bientôt l'occasion, qu'il n'avoit pas voulu saisir, lui échappa sans retour. Les Pisans, dont un grand nombre avoient voulu se cacher dans leurs maisons, furent renvoyés au combat par leurs femmes; et ils revinrent avec courage occuper la brèche. Leur artillerie reçut une direction nouvelle, sur les murs voisins, pour en écarter les assaillans; et, après la prise de Stampace, la ville fut encore jugée susceptible de défense (1).

Vitelli avoit compté placer une batterie sur la tour même de Stampace, et dominer ainsi les ouvrages des assiégés; mais cette tour, déjà ébranlée par les brèches qu'il y avoit faites lui-même, et ensuite par les attaques des Pisans, ne fut pas jugée assez solide pour porter les canons qu'il y avoit fait monter. Cependant il continuoit à faire battre en brèche les murs de la ville : l'ouverture qu'avoit faite son artillerie avoit déjà cinquante brasses de largeur, et il n'étoit pas content encore. Il ne vouloit pas qu'à l'assaut ses soldats courussent le moindre danger, ou plutôt, comme les Florentins commencèrent à l'en accuser ouvertement et d'un commun accord, il ne vouloit pas prendre la ville, mais il désiroit conserver le plus long-temps possible les honneurs et les profits du commandement, demeurer à la tête d'une armée puissante, pour mettre son aide à l'enchère, au moment où les révolutions de Lombardie décideroient une des puissances qui se faisoient la guerre à appeler un nouveau condottière, et pour se faire payer peut-être par les Pisans pour sa modération ou sa lenteur. Mais ces projets ambitieux furent contrariés par la nature. Dans le sol humide de la plaine de Pise, les fossés continuent à être pleins d'eau pendant la plus grande partie de l'été; puis au milieu d'août, l'ardeur du soleil les

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 234. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 98. — *Jacopo Arrosti Chroniche di Pisa*, f. 215.

dessèche; et frappant alors sur le limon putréfié, elle en fait 1499.
sortir des exhalaisons pestilentielles. En deux jours, la moitié de l'armée fut atteinte d'une fièvre maremmane. Paul Vitelli avoit annoncé qu'il donneroit l'assaut le 23 août : la brèche étoit praticable ; et le succès auroit été certain, s'il avoit pu mettre en mouvement assez de soldats pour exécuter ses projets : mais ses officiers, les commissaires florentins auprès de l'armée, et lui-même, tout étoit atteint de la même maladie. Cependant des ordres furent donnés aussitôt pour faire arriver au camp de nouveaux renforts, et mettre le général en état de livrer au jour fixé un assaut qui devoit être décisif. Toute leur diligence fut inutile; le nombre des malades croissoit plus rapidement encore que celui des arrivans, et chaque jour Vitelli étoit moins en état de faire un effort vigoureux. Des pluies chaudes succédèrent à la sécheresse, et, au lieu de rassainir l'air, elles augmentèrent la mortalité. Il ne restoit plus aucune possibilité de succès; aussi Paul Vitelli abandonna le siége, et transporta son armée à Cascina. Il fit embarquer sur l'Arno sa grosse artillerie, pour l'envoyer à Livourne : une partie de ce convoi tomba entre les mains des Pisans. Malgré les instances des commissaires florentins, il abandonna la tour de Stampace, déclarant qu'ébranlée comme elle l'étoit par ses propres batteries, elle ne pouvoit se défendre, et que la garnison qu'on y laisseroit seroit bientôt faite prisonnière de guerre (1).

Autant les Florentins avoient eu de confiance dans les talens de Paul Vitelli, autant ils éprouvèrent d'irritation de son mauvais succès. Ils crurent que les lenteurs et les précautions exagérées de leur général ne pouvoient avoir pour cause que sa perfidie. Déjà ils lui reprochoient le sauf-conduit qu'il avoit donné au duc d'Urbin et à Julien de

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 235.— *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 257. — *Jacopo Nardi Ist. Fior.* L. III, p. 100. — *Jacopo Arrosti Chroniche di Pisa*, mss[to], f. 219.

1499. Médicis, pour sortir de Bibbiéna; ils avoient aussi témoigné beaucoup de défiance des conférences que Paul Vitelli avoit eues avec ce même Julien et avec Pierre, encore qu'elles fussent publiques, en présence des deux armées, et que ces chefs ne conversassent qu'au travers de l'Arno, qui couloit entre eux. Cependant Vitelli avoit ensuite envoyé des présens aux Médicis; il avoit entretenu avec Pandolfe Pétrucci, tyran de Sienne, une correspondance presque aussi suspecte; il étoit entré en négociation avec Louis XII pour passer à son service; et tout l'ensemble de sa conduite étoit l'objet des soupçons publics et des accusations les plus graves. D'ailleurs, il existoit une violente jalousie entre lui et le comte Rinuccio de Marciano, qui avoit partagé avec lui le commandement. Vitelli s'étoit intimement lié avec la faction des *Arrabbiati*, et avec l'aristocratie, qui se rapprochoit secrètement des Médicis. Rinuccio étoit, au contraire, le favori des *Piagnoni* et des disciples de Savonarole. Ceux-ci, qui avoient perdu leur chef par un supplice cruel, saisirent avec empressement l'occasion de se venger sur la créature et l'instrument du parti contraire (1).

Vitelli, ayant conduit son armée à Cascina, demandoit à la seigneurie de lui envoyer des renforts suffisans pour qu'il pût recommencer ses opérations dès que les pluies se seroient arrêtées. Les Florentins lui firent passer en effet de nouveaux soldats, de l'obéissance desquels ils étoient sûrs: ils les firent conduire par deux commissaires, Antonio Canigiani et Braccio Martelli, auxquels les décemvirs de la guerre confièrent leurs ordres secrets. Les commissaires se rendirent dans le château de Cascina, à dix milles à l'est de Pise, sur la gauche de l'Arno: le camp de Vitelli étoit à un mille de distance de ce château. Mais ce capitaine, sur l'invitation des commissaires florentins, se rendit auprès d'eux à Cascina, et ils dînèrent ensemble. Vitel-

(1) *Comment. di Fil. de' Nerli.* Lib. IV, p. 84.

lozzo Vitelli, frère de Paul, qui avoit été invité à se rendre 1499.
à la même conférence, étoit resté malade dans son camp. Les commissaires dépêchèrent auprès de lui quelques hommes affidés pour l'arrêter. Déjà Vitellozzo avoit été placé sans bruit à cheval, et on l'emmenoit vers Cascina, lorsque quelques-uns de ses gendarmes le rencontrant, l'un d'eux lui tendit la lance qu'il portoit, en l'exhortant à ne pas se laisser conduire comme un mouton à la boucherie. Vitellozzo s'en saisit, et en fit vigoureusement usage pour se dégager. Les archers qui l'emmenoient, voyant la disposition des soldats, n'osèrent pas les provoquer à une résistance plus ouverte. Ils laissèrent échapper Vitellozzo, qui s'enfuit à Pise, où il fut reçu avec des transports de joie. Les commissaires florentins ayant manqué leur coup sur lui, arrêtèrent cependant Paul Vitelli, et l'envoyèrent aussitôt à Florence. Celui-ci fut immédiatement mis à la torture, pour lui arracher la confession des trahisons dont on l'accusoit. On n'avoit contre lui aucune preuve authentique, aucun écrit de sa main; et les tourmens qu'il supporta avec une grande constance ne tirèrent de lui aucune preuve nouvelle ni aucun aveu. Cependant il fut condamné à perdre la tête; et cette sentence cruelle fut exécutée le lendemain matin, 1er octobre, dans une des salles du palais (1).

La barbare jurisprudence qui admettoit l'usage de la torture, auroit dû elle-même garantir la vie de Paul Vitelli; car cette odieuse procédure n'avoit été inventée que parce qu'on regardoit la confession d'un prévenu comme nécessaire à sa conviction. La conduite de Vitelli avoit été suspecte; ses liaisons intimes avec les Orsini, amis et parens des Médicis, devoient faire craindre qu'il ne songeât comme eux à rétablir les Médicis à Florence. La corres-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 235. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 257. — *Jacopo Nardi.* Lib. III, p. 109. — *Istorie di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 144. — *Jacopo Arrosti Chroniche di Pisa*, f. 219-221.

1499. pondance de ses secrétaires, qui fut saisie chez lui, ne laissoit pas de doute qu'il ne fût engagé dans une machination secrète, dont on n'étoit point parvenu à connoître le but. La prudence ordonnoit de lui ôter un commandement qu'on n'auroit jamais dû lui confier; mais la justice exigeoit qu'on respectât sa vie, puisqu'il n'étoit convaincu d'aucun crime. Son supplice fut aussi impolitique qu'il étoit cruel; il laissa dans les seigneurs de città di Castello un violent ressentiment contre Florence, dont la république eut à souffrir aussi long-temps qu'elle continua d'exister; il irrita également tous les généraux français qui avoient servi avec les frères Vitelli dans la guerre de Naples, et qui avoient pour eux beaucoup d'estime. Or, pendant ce temps même, il étoit survenu en Lombardie des événemens qui rendoient plus important que jamais, pour les petits états italiens, de ménager les affections du roi et de l'armée française.

Justement à l'époque où la république de Venise acceptoit le duc de Ferrare pour arbitre de ses différends avec Florence, et retiroit ses armées de Toscane, elle concluoit avec Louis XII une négociation plus importante, et s'engageoit dans une alliance qui sembloit démentir sa réputation antique de prudence et de modération. Le traité entre la république de Venise et Louis XII fut signé le 9 février 1499; mais il fut dérobé pendant trois mois aux soupçons de Louis-le-Maure et de toute l'Italie : lorsqu'il fut publié plus tard, il porta la date de Blois et du 15 avril (1). Les Vénitiens, par ce traité, reconnoissoient les droits de Louis XII sur le duché de Milan, et s'engageoient à concourir avec lui pour l'en mettre en possession. Ils devoient lui fournir pour cela quinze cents chevaux et quatre mille fantassins, que le roi entretiendroit à ses frais, en même temps qu'ils promettoient d'attaquer le duché de Milan par

(1) *Pietro Bembo Hist. Ven.* Lib. IV, p. 85. — Léonard, Traités de paix. T. I, p. 419 et seq.

sa frontière orientale, au moment où l'armée française 1499.
l'attaqueroit par l'occidentale. En compensation de ce service, Louis XII leur cédoit Crémone et la Ghiara d'Adda, jusqu'à quatre-vingts pieds de distance de la rivière d'Adda; et les deux états se promettoient mutuellement de se garantir les possessions dont ils se partageoient par avance la conquête (1).

Sans avoir eu immédiatement connoissance de ce traité, Louis-le-Maure savoit du moins quelle étoit envers lui la malveillance des Vénitiens, et avec quelle activité Louis XII se préparoit à lui faire la guerre: aussi cherchoit-il de son côté à se fortifier par des alliances. Il avoit surtout compté sur celle de Maximilien, qui avoit épousé sa nièce, et qui, en retour de ses protestations d'attachement et de protection, lui empruntoit sans cesse de l'argent. Maximilien avoit contre les Français une animosité toujours prête à éclater: il vouloit faire revivre sur les provinces vénitiennes et sur toute l'Italie, les droits de l'empire oubliés depuis plusieurs siècles. Ses intérêts et ses passions sembloient donc concourir à la défense de Louis-le-Maure; mais on ne pouvoit pas plus compter sur ses projets que sur ses promesses: ne prenant conseil que du moment présent, il faisoit presque toujours ce qu'il n'avoit pas prévu, et ce qu'il n'avoit pas voulu. Il s'étoit engagé envers Louis-le-Maure, à ne faire aucune convention avec la France sans l'y comprendre; cela ne l'empêcha point de prolonger jusqu'à la fin du mois d'août la trève qu'il avoit conclue avec Louis XII, sans y faire aucune mention du duc de Milan (2). Pendant ce temps il faisoit la guerre dans la Gueldre. Mais vers la fin de février quelques hostilités éclatèrent entre ses sujets et les Suisses, dans le voisinage des sources du Rhin. La ligue de Souabe prit la défense

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 213.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 222. — *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 565.

1499 des possessions autrichiennes : Maximilien accourut aussitôt pour se mettre à la tête de ses armées ; il fit déclarer l'empire contre les Suisses : il entra dans leur pays avec des forces très-supérieures, il en fut constamment repoussé ; et sans pouvoir en venir à une grande bataille, il vit ses troupes se fondre sous ses ordres, dans des engagemens meurtriers. On assure que vingt mille hommes tombèrent sous le glaive dans cette courte guerre ; un bien plus grand nombre périt de famine et de misère. Maximilien, qui s'étoit engagé dans cette querelle par colère et par orgueil plutôt que par politique, brûloit les maisons, les châlets, les greniers, les villages, et se flattoit de faire périr par la faim, au milieu de leurs glaces et de leurs rochers, les paysans qu'il n'avoit pu atteindre. Mais ces actes féroces amenoient d'horribles représailles ; et Louis Sforza, en lui voyant consumer ses forces contre les Suisses, ne pouvoit placer aucune espérance en lui (1).

Louis-le-Maure avoit aussi cherché des secours auprès de Bajazeth II, empereur des Turcs ; il lui avoit envoyé deux de ses secrétaires, pour lui représenter que Louis XII formoit les mêmes projets de conquêtes que son prédécesseur ; qu'il menaçoit l'empire d'Orient, et que s'étant allié aux Vénitiens, il avoit bien plus de moyens de nuire à la Porte ottomane, que n'en avoit eu Charles VIII ; que c'étoit en conséquence contre les Vénitiens qu'il falloit tenter de bonne heure une diversion, et que les Turcs sauveroient

(1) Bilihald Pyrckeimer de Nuremberg, qui servoit dans l'armée de l'empereur, vit sur les frontières de la Valteline, pendant cette guerre, un troupeau de quarante enfans des deux sexes, conduit dans les champs par deux vieilles femmes, pour y cueillir des herbes crues dont ils pussent se nourrir. Leurs parens avoient été massacrés, leurs maisons brûlées, leurs provisions détruites, et il ne restoit que cette misérable nourriture. Au reste, elle soutenoit à peine leur existence ; le troupeau, d'abord composé de plus de quatre-vingts enfans, étoit déjà réduit à quarante, et ceux-ci, d'après leur maigreur et leur pâleur mortelle, paroissoient n'avoir plus qu'un souffle de vie. *Apud Raynald.*, *Annal. eccles.* 1499, § 14, p. 481.

la Grèce en attaquant l'Italie, Frédéric de Naples seconda 1499.
de tout son crédit les députés de Louis Sforza; et Bajazeth, à leur persuasion, donna des ordres pour attaquer les Vénitiens dans le Péloponèse, la Macédoine, et l'Istrie (1).

En effet, au mois d'octobre 1499, Scander Bassa qui gouvernoit la Bosnie, entra dans le Friuli, avec sa cavalerie, et le ravagea jusqu'aux rives de la Livenza, détruisant et livrant aux flammes toutes les richesses du pays qu'il parcouroit. Il y avoit enlevé un nombre prodigieux de captifs; mais lorsque dans sa retraite il fut parvenu sur les bords du Tagliamento, il ne voulut pas embarrasser son armée d'une si grande multitude, et, après avoir fait choix des prisonniers dont il pourroit tirer le meilleur service, il fit massacrer tous les autres (2).

Quoique les rois d'Espagne n'eussent presque point contribué à la guerre contre Charles VIII, ils étoient cependant entrés dans la précédente ligue d'Italie: mais le duc de Milan ne pouvoit plus placer en eux aucune confiance; ils avoient formellement renoncé à leurs précédens engagemens; et par le traité que Ferdinand et Isabelle avoient signé avec Louis XII à Marcoussi, le 5 août 1498, ils n'avoient nommé, parmi les alliés qu'ils se réservoient le droit de secourir même contre la France, que l'empereur, l'archiduc son fils, le duc de Lorraine, et le roi d'Angleterre, tandis qu'ils n'avoient fait une semblable réserve en faveur d'aucun des souverains d'Italie (3).

Le pape avoit donné quelques espérances à Louis-le-Maure: toute son ambition étoit de faire épouser à son fils, César Borgia, une princesse de sang royal, et il avoit

(1) *Ann. eccles.* 1499, § 5, p. 480. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. VIII, p. 231.

(2) *Ann. eccles.* 1499, §. 7 et 8, p. 480. — *Chron. Veneta*, p. 116. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediol.* Lib. VII, p. 662. — *Pauli Jovii de Vita magni Consalvi.* Lib. I, p. 188.

(3) Garnier, Hist. de France. T. XI, p. 55. — Dumont, Corps diplomatique. T. III.

1499. porté ses vues sur Charlotte, fille de Frédéric, roi de Naples. Il chargea Louis-le-Maure de négocier pour lui ce mariage, qui devoit être suivi d'une étroite alliance entre le pape, le roi de Naples, et le duc de Milan. Mais Frédéric et sa fille Charlotte sentoient, pour le prêtre apostat, bâtard et fils de prêtre, pour l'assassin de son frère et l'amant de sa sœur, une si invincible répugnance, qu'ils ne voulurent point à ce prix acheter leur sûreté. Sur leur refus, César Borgia épousa Charlotte, fille d'Alain d'Albret, et sœur du roi de Navarre. Cette alliance l'unissoit à la famille royale de France, et l'attachoit au parti français (1).

Le roi Frédéric de Naples avoit promis à Louis-le-Maure de lui envoyer Prosper Colonna, avec quatre cents cavaliers, et quinze cents fantassins ; mais, épuisé comme il l'étoit par la guerre précédente, il n'accomplit point cette promesse, encore qu'il l'eût faite autant pour son propre avantage que pour celui de son allié. Les Florentins, engagés dans la guerre de Pise, ne pouvoient donner au duc de Milan aucun secours; le duc de Ferrare, quoique beau-père de Louis Sforza, ne voulut pas lui promettre la moindre assistance, de peur de compromettre sa neutralité auprès du roi de France.

Louis Sforza, abandonné par tout le monde, ne s'abandonna du moins pas lui-même; il fortifia soigneusement le château d'Annone, à peu de distance d'Asti, aussi bien qu'Alexandrie et Novarre: il chargea Galéaz de San-Sévérino de s'opposer aux Français, qui du Piémont ou du Montferrat, voudroient pénétrer en Lombardie; il lui donna à commander seize cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers, dix mille fantassins italiens, et cinq cents Allemands: la guerre de la ligue de Souabe et des Suisses ne lui avoit pas permis de faire parmi ces derniers des levées

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 223. — *Belcarius, Comm. Rer. Gall.* Lib. VIII, p. 232.

plus considérables. Il avoit compté opposer le marquis de Mantoue, avec une autre armée, aux Vénitiens, mais il mécontenta ce marquis pour complaire à Galéaz de San-Sévérino, dont la vanité ne pouvoit souffrir qu'un autre général eût un titre supérieur au sien. Sur le refus de Gonzague, il confia cette armée au comte de Caiazzo. On assure qu'un serviteur fidèle avertit Louis-le-Maure, que ce Galéaz de San-Sévérino auquel il abandonnoit, avec le commandement de toutes ses forces, un si absolu pouvoir, le trahissoit. Louis réfléchit quelque temps sur les indices qu'on lui donnoit de cette perfidie, puis il répondit en soupirant qu'il ne pouvoit se figurer tant d'ingratitude, et que, fût-elle vraie, il ne sauroit comment y pourvoir; que personne ne pouvoit avoir plus de droits à sa confiance que ceux qu'il avoit comblés de bienfaits, et qu'il valoit autant pour lui risquer d'être trahi par ses amis, que de s'exposer à se priver de leurs secours sur des soupçons mal fondés (1). 1499.

Louis Sforza avoit recommandé à ses généraux d'éviter toute action décisive, de s'enfermer dans les places-fortes, et de traîner la guerre en longueur, pour laisser le temps à Galéaz Visconti, qu'il avoit envoyé en Suisse, de négocier un traité de paix entre Maximilien et les cantons, et de ramener à son service des armées qui s'affoiblissoient dans une guerre impolitique. San-Sévérino ne fit en effet aucun mouvement contre les Français qui s'assembloient en Piémont; et il attendit leur attaque. Ceux-ci passoient les Alpes sous les ordres de Jean-Jacques Trivulzio, de Louis de Luxembourg, comte de Ligny, et d'Éverard Stuard, seigneur d'Aubigny. Ils avoient sous leurs ordres 1600 lances, ou 9,600 chevaux, cinq mille Suisses, quatre mille Gascons, et quatre mille aventuriers levés dans le reste de la France. Louis XII étoit resté à Lyon, d'où

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 225. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. VIII, p. 234.

1499. il dirigeoit les mouvemens de ses généraux, et les renforts qu'il leur faisoit passer (1).

L'armée française étant enfin réunie, attaqua, le 13 août 1499, la petite forteresse d'Arazzo, située sur les bords du Tanaro, en face d'Annone. Cinq cents fantassins étoient chargés de la défendre : ils la rendirent lâchement dès les premiers coups de canon. Annone fut attaquée immédiatement après. Cette bourgade avoit été fortifiée avec soin par Louis Sforza : mais les sept cents hommes de garnison qu'il y avoit placés étoient de nouvelles levées; et lorsque San-Sévérino voulut y jeter du renfort, il ne fut plus à temps. La brèche fut ouverte dès le second jour; Annone fut prise d'assaut, et toute la garnison passée au fil de l'épée. Les Français se répandirent alors dans tout le pays d'outre Pô. Trivulzio faisoit en leur nom les promesses les plus magnifiques aux peuples; les soldats n'osoient pas se mesurer avec ces armées barbares, et les bourgeois craignoient le sort de ceux d'Annone; aussi Valenza, Basignano, Voghéra, Castel-Nuovo, Ponte-Corone, et enfin Tortone et sa forteresse, se hâtèrent-elles d'ouvrir leurs portes (2).

Le peuple de Milan supportoit avec impatience la domination de Louis Sforza; il se plaignoit des contributions excessives dont il étoit accablé : il trouvoit l'orgueil du souverain ridicule, sa politique imprudente autant qu'entachée de mauvaise foi; et il ne lui pardonnoit point son usurpation, à laquelle s'attachoit le soupçon de l'empoisonnement de son neveu. Cependant, lorsque Louis-le-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 226. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IV, p. 86. Ce dernier fait l'armée française plus nombreuse.

(2) *Arnoldi Ferroni.* Lib. III, p. 38.—*Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 226. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. III, p. 103. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IV, p. 87. Mais le nom de Novi est substitué, par faute d'impression peut-être, à celui de Non ou *Annone.*—*Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 92. —*Barth. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 566.—*Fr. Belcarii Comment.* Lib. VIII, p. 233.

Maure vit sa puissance ébranlée par les rapides conquêtes 1499.
des Français, il essaya de recouvrer sa popularité, pour associer ses sujets à sa défense. Il assembla un concile, auquel il invita tous les hommes distingués à Milan par leur rang, leurs richesses ou leur réputation. Il leur expliqua sa conduite, et la nécessité où il s'étoit trouvé d'entretenir beaucoup de troupes, de payer des subsides aux étrangers, et de lever en conséquence des impôts considérables, pour écarter la guerre loin des frontières de ses états. Il rappela que, pendant sa longue administration, le Milanès n'avoit jamais vu de soldats étrangers; que si son gouvernement avoit coûté beaucoup d'argent au peuple, il avoit d'autre part toujours été juste et légal; qu'il s'étoit toujours rendu lui-même accessible à tous ses sujets, qu'il n'avoit jamais négligé les soins et les travaux de l'administration pour se livrer à ses plaisirs; qu'on ne lui pouvoit reprocher aucune cruauté; qu'aucun souverain d'Italie n'avoit plus que lui épargné le sang et les supplices. Il invita les Milanais à comparer cette administration indulgente avec celle qu'ils devoient attendre des Français, étrangers de mœurs et de langage, orgueilleux, et toujours disposés à mépriser et à opprimer la nation italienne. Il ne s'agissoit, leur disoit-il, que d'opposer un peu de fermeté et de constance au premier choc de l'ennemi; et les secours du roi de Naples, de l'empereur, et des Suisses, ne tarderoient pas à leur arriver (1).

Mais ces discours faisoient peu d'impression sur les esprits d'un peuple ébranlé et intimidé, qui cherchoit à excuser son effroi, en affectant le mécontentement. Sforza avoit fait faire à Milan un dénombrement de tous les hommes en état de porter les armes; il avoit en même temps aboli plusieurs des impôts les plus onéreux; on ne vit dans ces mesures tardives que des preuves de *sa terreur*

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 227. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani.* L. VII, p. 658.

1499. et de sa foiblesse. Encore que les Vénitiens, l'attaquant en même temps que les Français, se fussent déjà emparés de Caravaggio (1), il rappela le comte de Caiazzo qui leur étoit opposé, pour le faire passer à Pavie, et lui faire rejoindre son frère devant Alexandrie. Mais ce frère, favori et gendre de Louis-le-Maure, ce Galéaz de San-Sévérino, qu'on regardoit comme un grand militaire, parce qu'on lui voyoit manier avec grâce sa lance dans les tournois, et vaincre dans des combats simulés, étoit déjà secrètement gagné par les Français. Trois jours après que ceux-ci furent arrivés à Alexandrie, il quitta lâchement, dans la nuit du 25 août, son armée, qui comptoit encore douze cents hommes d'armes, autant de chevau-légers, et trois mille fantassins. Lucio Malvezzi l'accompagna; et bientôt le bruit de son évasion s'étant répandu dans Alexandrie, les soldats ne songèrent plus qu'à s'enfuir ou à se cacher, et toute l'armée se dissipa (2).

Les Français entrèrent dans Alexandrie le matin suivant; ils dévalisèrent les soldats italiens qu'ils y trouvèrent encore, et ils livrèrent la ville au pillage. Cependant San-Sévérino, pour excuser sa fuite, publioit qu'il avoit reçu des ordres pressans de Louis-le-Maure de revenir à Milan. Quelques-uns crurent que les lettres qu'il alléguoit avoient été falsifiées par son frère le comte de Caiazzo; et, dans le désordre universel, on ne put point éclaircir s'il étoit perfide ou trompé : aussi Louis-le-Maure ne lui retira point sa confiance. Cependant les Français avoient passé le Pô; ils attaquèrent Mortara, et ils reçurent la capitulation de Pavie avant d'être arrivés jusqu'aux portes de cette ville. En même temps les Vénitiens s'étoient rendus maîtres de la forteresse de Caravaggio, et

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.* L. IV, p. 87. — *Chronica Ven.* T. XXIV, p. 98. — *Fr. Belcarii Comment.* L. VIII, p. 234.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 228.—*Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. IV, p. 87. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 99.

leurs avant-postes arrivoient jusqu'à Lodi. Une fermentation extrême régnoit dans toutes les villes de Lombardie; et à Milan même, le peuple déjà soulevé, tua en plein midi Antoine Landriano, trésorier du duc, comme il sortoit du château (1). Sforza sentant l'impossibilité de se maintenir plus long-temps, fit partir ses enfans pour l'Allemagne, sous la garde de son frère le cardinal Ascagne, avec les restes de son trésor, alors réduit à 240,000 ducats. Il tira de captivité François Sforza, fils de Jean-Galéaz, son neveu et son prédécesseur, et il le remit à sa mère, Isabelle d'Aragon, en la pressant cependant de le soustraire à la jalouse défiance de Louis XII. Isabelle, à qui il montroit une affection tardive, le craignoit plus encore que ses ennemis : au lieu de passer en Allemagne, elle préféra attendre les Français, et remettre son fils entre leurs mains; mais ces vengeurs qu'elle avoit invoqués se montrèrent bientôt plus cruels encore pour elle, que l'usurpateur auquel elle se félicitoit d'avoir échappé (2). 1499.

Louis-le-Maure fit entrer dans le château de Milan, qu'on regardoit comme presque imprenable, des provisions et des munitions de guerre qui suffisoient pour soutenir un long siége. Il en porta la garnison à trois mille fantassins, sous des officiers choisis avec soin : il en donna le commandement à Bernardino de Corte, natif de Pavie, qu'il avoit élevé, et en qui il avoit tant de confiance qu'il le préféra à son frère Ascagne, encore que celui-ci se fût offert à s'enfermer dans le château. Il laissa le commandement de Gênes à Agostino et à Giovanni Adorno; il distribua des grâces aux principaux gentilshommes de Milan; et le 2 septembre, il sortit de sa capitale, sous la protection d'un petit corps de troupes que commandoient Galéaz de San-Sévérino, et Lucio Malvezzi : il prit par la Valteline la route de l'Alle-

(1) *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani.* Lib. VII, p. 656.
(2) *Idem.* Lib. VII, p. 659.

1499. magne (1). Cependant à peine étoit-il sorti du château de Milan, que le comte de Caiazzo s'approcha de lui, pour lui déclarer que, puisqu'il abandonnoit ses états, il dégageoit par-là ses soldats de leur serment de fidélité, et les laissoit maîtres de pourvoir à leur propre sûreté. En même temps il arbora les étendards de France; et avec cette même troupe formée aux dépens du duc de Milan, il suivit ce prince en ennemi, jusqu'à ce qu'il fût sorti de ses états. Sforza, arrivé à Como, s'embarqua sur le lac, pour Bellagio, d'où il se rendit à Bormio, et ensuite à Inspruck (2).

Les Français s'avançoient rapidement pour profiter du soulèvement de la Lombardie et de la terreur de la famille Sforza. A six milles de Milan, ils trouvèrent des députés de cette ville, qui venoient leur offrir les clefs de ses portes, en se réservant cependant de traiter avec le roi lui-même, lorsqu'il viendroit prendre possession de ses nouveaux états. Crémone, déjà assiégée par les Vénitiens, offrit aussi aux Français de se rendre à eux; mais ceux-ci renvoyèrent les députés de cette ville aux généraux de la république. Gênes se soumit avec la même rapidité, les Adorni et Jean-Louis de Fieschi se disputant à qui montreroit le plus d'empressement pour la France. Enfin le commandant du château de Milan, que Sforza avoit choisi entre tous les siens, pour lui confier cette place importante, n'attendit pas même le premier coup de canon; le douzième jour depuis l'arrivée des Français, il leur rendit sa forteresse, moyennant une grosse somme d'argent: mais ceux mêmes qui l'avoient corrompu lui té-

(1) *Jacopo Nardi, Hist. Fior.* Lib. III, p. 104. — *Josephi Ripamontii.* L. VII, p. 659. — *Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 38.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 230. — *Burchardi Diarium*, T. V, p. 580. — *Raynald., Annal. eccles.* 1499, §. 17, p. 582. — *Petri Bembi Hist. Venetæ.* Lib. IV, p. 88. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 100. — *Barth. Senaregæ de Reb. Genuens.* T. XXIV, p. 568. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. IV, p. 235.

moignèrent tant de mépris que, ne pouvant supporter l'opprobre où il s'étoit plongé, il mourut de désespoir peu de jours après (1). 1499.

La conquête du duché de Milan n'avoit coûté aux Français que vingt jours. Le peuple, fatigué du gouvernement auquel il avoit été soumis jusqu'alors, s'étoit rangé de lui-même sous le joug des étrangers. Louis XII, averti de l'accueil qu'on avoit fait à ses capitaines, se hâta de passer en Italie, pour prendre possession de sa nouvelle conquête. A son approche, tous les ordres de citoyens s'avancèrent jusqu'à trois milles de Milan pour le recevoir : quarante enfans revêtus de drap d'or et de soie le précédèrent à son entrée; ils chantoient des hymnes devant lui, en l'appelant le grand roi et le libérateur de leur patrie. Les sénateurs, les juges, le clergé, la noblesse, les marchands, s'empressoient tous autour de Louis XII, comme s'il apportoit à leur pays la paix et la liberté (2).

Le premier soin de Louis XII fut de s'affermir dans sa possession nouvelle, par des traités avec les états d'Italie ses voisins. Il trouva dans sa capitale des ambassadeurs de tous leurs souverains, à la réserve du seul roi de Naples don Frédéric. Il accueillit avec faveur le marquis de Mantoue, auquel il savoit gré de n'être pas entré au service de Louis Sforza; mais avant de consentir à recevoir sous sa protection le duc de Ferrare, et Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, il exigea d'eux le paiement de sommes considérables, comme une compensation de la faveur qu'ils avoient montrée à Louis-le-Maure. Le roi accueillit plus mal encore les ambassadeurs de Florence. Tous les capitaines de son armée accusoient cette république d'avoir fait périr injustement Paul Vitelli, qui avoit servi avec

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 231.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. III, p. 105. — *Petri Bembi, Hist. Ven.* Lib. IV, p. 88. — *Ag. Giustiniani, Cron. di Genova.* Lib, V, f. 255.

(2) *Nauclerus.* Lib. II, *apud Raynaldi Annal. eccles.* 1499, §. 20, p. 483.

1499. eux dans le royaume de Naples, et qui avoit gagné leur estime et leur attachement. D'ailleurs ils n'avoient point renoncé à leur ancienne affection pour les Pisans, qu'ils trouvoient encore plus dignes d'estime depuis leur valeureuse résistance. Ils oublioient les longs services et l'ancienne alliance des Florentins, pour ne se souvenir que de la liaison que ceux-ci avoient récemment contractée avec Louis Sforza. Enfin le roi consentit, après beaucoup de difficulté, à renouveler l'alliance entre les deux états. Il promit que si les Florentins étoient attaqués, il les défendroit avec six cents lances, et quatre mille fantassins; les Florentins, de leur côté, promirent de garantir les états du roi en Italie, avec quatre cents lances et trois mille fantassins: ils s'engagèrent de plus à lui fournir cinq cents lances, et cinquante mille ducats, pour son expédition de Naples, mais seulement après qu'ils auroient recouvré Pise. A ces conditions, le roi promit de les aider à se remettre en possession de Pise et de Montepulciano (1).

Louis XII ne séjourna que peu de semaines à Milan; mais, pendant ce court espace de temps, il perdit la confiance populaire qui lui avoit procuré la domination de la Lombardie. Les partisans de la France, pour prévenir le peuple en sa *faveur*, lui avoient annoncé avec assurance que le roi étoit assez riche pour abolir tous les impôts, ou du moins pour les réduire au pied où ils étoient du temps des Visconti. Louis XII accorda en effet quelques grâces pécuniaires à ses nouveaux sujets, mais elles étoient bien au-dessous de l'attente imprudemment excitée; en sorte que le mécontentement fut aussi général que l'espérance avoit été trompeuse. D'ailleurs Jean-Jacques Trivulzio, que Louis XII avoit nommé à son départ pour être son lieutenant dans le duché de Milan, étoit bien plus propre

(1) *Fr. Guicciardini*, qui lui-même, d'après Nardi, étoit un des ambassadeurs. Lib. IV, p. 237. — *Jacopo Nardi*. Lib. III, p. 106. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 258.

à conquérir un état nouveau qu'à le conserver. Il étoit 1499.
chef du parti guelfe, et il n'oublioit point cette partialité au moment où il auroit dû songer seulement à gouverner les deux factions avec une égale justice, et à les rapprocher l'une de l'autre. Les nobles Gibelins ne voyoient en lui qu'un chef de factieux, la bourgeoisie qu'un soldat qui apportoit dans une grande ville la rudesse et la férocité des camps. On l'avoit vu tuer de sa main quelques bouchers sur la place du marché, parce qu'ils refusoient de payer la gabelle; et il avoit excité, par ses actes arbitraires et son arrogance, une haine universelle contre lui-même, et contre le souverain qu'il représentoit (1).

Cependant Louis-le-Maure et le cardinal Ascagne, arrivés auprès de Maximilien, l'avoient trouvé pacifié avec les Suisses. Ils avoient été reçus par lui avec cet intérêt vif que leur malheur devoit exciter, et avec ces promesses de secours dont Maximilien étoit toujours prodigue. Mais ce prince n'avoit *jamais* su accomplir une seule des grandes choses qu'il avoit annoncées : un de ses conseillers disoit de lui que *jamais* il ne prit conseil de personne, et qu'il ne fit en aucun temps sa propre volonté, parce que gardant un secret profond sur ses desseins, il n'admettoit *jamais* un homme sage à les méditer avec lui; tandis que, dès qu'il les faisoit connoître, en commençant à les exécuter, il se laissoit décourager par la première objection qui lui étoit adressée (2). Maximilien, après avoir promis les plus puissans secours au duc de Milan, dont il avoit épousé la nièce, n'eut pas honte de lui demander à emprunter, pour lever son armée, cet argent qui étoit, entre les mains de Sforza, le seul reste de son ancienne

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 247. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. III, p. 107. — *Chron. Veneta.* T. XXIV, p. 122. — *Diario Ferrarese anon.* T. XXIV, p. 375. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolan.* L. VII, p. 671. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VIII, p. 238.

(2) *Macchiavelli il Principe*, Chap. XXIII, p. 347.

1499. puissance. Mais Louis-le-Maure savoit bien que tout l'argent qu'il avanceroit au roi des Romains seroit immédiatement dissipé entre ses favoris; il aima mieux employer les restes de son trésor à lever lui-même des troupes. La guerre de Suisse, qui venoit de se terminer, avoit laissé, dans le pays même où il se trouvoit, beaucoup de soldats sans emploi. Il put donc sans peine rassembler et prendre à sa solde cinq cents gendarmes bourguignons, et huit mille fantassins suisses; et avant même que cette troupe fût en entier réunie sous ses drapeaux, il se mit en marche vers les frontières de la Lombardie (1).

Au moment où Jean-Jacques Trivulzio fut averti de l'approche de Sforza, il demanda au sénat de Venise de faire avancer ses troupes sur l'Adda; et il rappela Ives d'Allègre, qui s'étoit porté vers la Romagne, avec une armée, pour seconder les projets de César Borgia. Mais la rapidité de Louis Sforza ne laissa point aux Français et à leurs alliés le loisir de se réunir.

1500. Au commencement de février de l'an 1500, il passa les Alpes; il traversa le lac de Como dans les barques qu'il trouva sur ses bords. Les bourgeois de Como, en apprenant son arrivée, laissèrent éclater si vivement leur partialité pour lui, que les Français sentirent la nécessité de se retirer, et de lui abandonner cette ville. Les citoyens de Milan, et surtout ceux qui tenoient à la faction gibeline, avertis de l'entrée de Sforza à Como, célébrèrent son retour avec un enthousiasme menaçant pour leurs hôtes actuels. Trivulzio, se croyant au moment d'un soulèvement, s'enferma en hâte dans le château: après y avoir établi une garnison suffisante, il en sortit le lendemain, et il se retira vers Novare; mais le peuple insurgé le poursuivit

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 247. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 99. — *Cronica Veneta.* T. XXIV, p. 136. — *Diario Ferrarese anon.* T. XXIV, p. 378. — *Jos. Ripamontii Hist. urbis Mediol.* L. VII, p. 672. — *Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 39.

avec fureur jusqu'aux rives du Tésin. Trivulzio laissa encore quatre cents lances à Novare; puis il conduisit le reste de son armée à Mortara, pour y attendre les secours qu'il demandoit avec instance au roi de lui envoyer de France (1). 1500.

A peine les Français s'étoient retirés de Milan, que le cardinal Ascagne y rentra, et son frère le suivit de près; celui-ci étoit sorti de sa capitale le 2 septembre 1499, accompagné par les malédictions du peuple qui pressoit sa fuite: il y rentra cinq mois après, le 5 février 1500, et les Milanais sembloient ivres de joie de revoir leur ancien souverain. Ces changemens rapides ne sont point une marque de l'inconstance du peuple; ce peuple ressentoit toujours une égale horreur pour les vexations arbitraires, les extorsions des financiers, les perfidies de cour et le despotisme: seulement il prêtoit une oreille trop crédule aux promesses des princes; il s'empressoit avec une prévention trop favorable, à rejeter sur les ministres tous les vices des rois, et à attribuer à ces derniers tous les sentimens nobles et généreux: il croyoit trop facilement que le malheur auroit corrigé ceux qu'il voyoit exposés à ses coups; et le souverain actuel, ne manquant jamais de le dégager de sa foi par la violation de ses promesses, le peuple n'avoit d'autre tort que de conserver un souvenir trop tendre du souverain précédent: il étoit séduit par la constance de ses attachemens, bien plus que par sa légèreté.

Toute la Lombardie étoit animée des mêmes sentimens en faveur des Sforza; Parme et Pavie proclamèrent immédiatement leur ancien duc. Lodi et Plaisance étoient sur le point d'en faire autant; mais l'armée vénitienne, marchant rapidement sur ces deux villes, les contint. Alexan-

(1). *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 248. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 138. — *Fr. Belcarii Comment.* Lib. VIII, p. 239. — *Ag. Giustiniani, Cron. di Gen.* L. V, f. 255 v.

1500. drie, et tout le pays d'Outre-Pô, se trouvant plus exposé aux attaques des Français, attendit les événemens pour se décider : Gênes ne voulut pas prendre part à la révolution. Sforza cependant ne perdoit pas de temps; il ne négligeoit rien pour s'affermir dans l'état qu'il venoit de recouvrer : il envoya le cardinal de San-Sévérino à Maximilien, pour lui rendre compte de ses premiers succès, et lui demander des secours; l'évêque de Crémone à Venise, pour offrir à cette république de se soumettre à toutes les conditions que son sénat voudroit lui imposer : il fit demander aux Florentins de lui faire quelque paiement à compte des sommes qu'il leur avoit prêtées; ce que ceux-ci refusèrent avec plus de prudence que de bonne foi. Les petits princes saisirent avec plus d'empressement cette occasion de rentrer dans un service actif. Le frère du marquis de Mantoue, les seigneurs de La Mirandole, de Carpi et de Correggio, Philippe des Rossi et les comtes de Verme se rendirent maîtres des fiefs qui avoient été confisqués sur eux par les Français ou par Sforza lui-même; et ils joignirent ensuite le duc de Milan, avec les compagnies de gendarmerie que chacun d'eux avoit formées. Sforza réunit avec leur aide quinze cents gendarmes, et un grand nombre de fantassins italiens : il chargea son frère Ascagne d'assiéger le château de Milan, tandis que lui-même il passa le Tésin, prit Vigevano, et assiégea Novare. Pendant ce temps, Ives d'Allègre, revenant de Romagne avec l'armée française, et tous les Suisses demeurés en Italie à la solde de France, traversa le territoire de Parme et de Plaisance, après être convenu avec ces deux peuples d'une suspension d'hostilités pendant la marche de son armée. Arrivé à Tortone, il reçut une députation des Guelfes de cette ville, qui lui demandoient de les venger des Gibelins : ceux-ci, disoient-ils, avoient des intelligences avec ceux de Milan, et se réjouissoient de la fuite des Français. Ives d'Allègre se chargea volontiers de cette vengeance; il se fit ouvrir les

portes de la ville, et la livra tout entière au pillage, sans distinction de Guelfes ou de Gibelins. Il continua ensuite sa route vers Alexandrie (1). 1500.

Les Suisses, qui auparavant vivoient renfermés dans leurs montagnes, et ne faisoient la guerre que pour la défense de leur liberté, étoient depuis six années devenus presque les seuls soldats de l'Europe. Aucune autre infanterie ne pouvoit leur tenir tête; aussi toutes les puissances mettoient-elles leurs services à l'enchère : on leur permettoit tous les excès de l'indiscipline, on les couvroit d'or; et les conduisant dans les pays les plus riches et les plus voluptueux de l'Europe, on mettoit à leur portée toutes les jouissances de l'opulence. Une effroyable corruption avoit été la conséquence de ce changement subit dans toutes les habitudes d'un peuple autrefois renommé pour ses mœurs pures et sa bonne foi. La nation entière étoit devenue aventurière et mercenaire; la Suisse avoit fourni aux différentes armées des puissances en guerre, infiniment plus d'hommes qu'un gouvernement sage n'en armeroit, même pour la défense de la patrie dans le plus grand danger. L'habitude de ne voir dans la guerre que l'argent à gagner, et les jouissances d'une vie indépendante, s'étoit répandue dans toute la population : l'antique point d'honneur étoit sacrifié à la cupidité et au goût des plaisirs; et aussi long-temps que dura ce premier enivrement de jouissances nouvelles, la nation ne se ressembla plus à elle-même. Alors même elle étoit sur le point de souiller sa gloire par d'odieuses trahisons.

Ce furent les Français qui souffrirent les premiers du manque de foi des Suisses. Ceux qui avoient suivi Ives d'Allègre, et qui étoient entrés avec lui dans Novare au nombre de quatre mille pour en renforcer la garnison, ne tardèrent pas à converser avec leurs compatriotes qui les

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 249. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 109. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 141.

1500. assiégeoient : apprenant d'eux que dans le camp ennemi on étoit mieux nourri, mieux payé, et qu'autant qu'ils en pouvoient juger, on avoit plus d'espérances de succès, ils passèrent tous sous les drapeaux de Louis Sforza. Leur arrivée facilita la prise de Novare, qui se rendit par capitulation. Sforza fit religieusement conduire à Verceil la garnison française qui étoit demeurée dans la place; et il entreprit le siége de la citadelle, qu'il auroit peut-être mieux fait d'abandonner, pour aller attaquer l'armée française à Mortara, avant qu'elle eût reçu de nouveaux renforts (1).

En effet, Louis XII avoit opposé à la diligence de Sforza une diligence égale : dès qu'il avoit appris la révolution de Milan, il avoit hâté le départ de toute sa gendarmerie; il avoit envoyé le bailli de Dijon solder de nouveaux Suisses; et le cardinal d'Amboise, son premier ministre, avoit lui-même passé les Alpes, et étoit venu s'établir à Asti, pour presser le rassemblement de l'armée. Celle-ci devint bientôt formidable; La Trémouille lui amena quinze cents lances et six mille fantassins français, et le bailli de Dijon dix mille Suisses. Au commencement d'avril, cette armée se trouvant supérieure à celle de Sforza, elle vint se placer entre Novare et Milan. Dans l'une et l'autre armée les Suisses formoient seuls presque toute l'infanterie; et prêts à combattre les uns contre les autres, ils recommencèrent à se réunir aux avant-postes, à tenir entre eux des conférences, et à resserrer les liens d'amitié ou de parenté qui les unissoient les uns aux autres. Ceux qui servoient dans l'armée française avoient été fournis avec l'agrément exprès de la confédération, et ils marchoient sous les bannières de leurs cantons : ceux du duc au contraire s'étoient engagés individuellement à sa solde, et ils n'étoient point

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 249.—*Barth. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 571. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 148. — *Diario Ferrarese anon.* T. XXIV, p. 382.

reconnus par leurs gouvernemens. Les uns et les autres reçurent en même temps un ordre de la diète, qui les rappeloit dans leur patrie, et leur interdisoit de verser réciproquement le sang de leurs frères. Les Suisses du duc, séduits par les intrigues de leurs compatriotes, et probablement aussi par l'argent de la France, se regardèrent comme plus particulièrement obligés à obéir. Ils déclarèrent qu'en combattant contre les bannières de leurs cantons, ils se rendoient coupables de rébellion, et s'exposoient à un châtiment capital. Cependant ils cherchoient un prétexte pour abandonner le prince qu'ils servoient; et ils demandèrent à Sforza, avec des cris menaçans et tumultueux, de leur payer leur solde arriérée. Le duc courut aussitôt au milieu de leurs rangs, il se recommanda à leur générosité; il leur distribua toute son argenterie, et tout ce qu'il avoit d'effets précieux; il leur jura qu'il avoit fait demander de l'argent à Milan, et il les supplia d'attendre avec patience, seulement jusqu'à ce que cet argent fût arrivé. Il parvint ainsi à les calmer momentanément; puis il écrivit à son frère, pour le presser de lui amener quatre cents chevaux, et huit mille fantassins italiens qu'il avoit rassemblés, afin de lui servir de sauvegarde au milieu de cette soldatesque barbare (1). 1500.

Cependant les Français s'avançoient entre le Tésin et Novare : si Louis Sforza vouloit tenir ouverte sa communication avec Milan, il falloit qu'il leur livrât bataille; il s'y résolut : il fit sortir le 10 avril son armée des murs, et il engagea le combat avec sa cavalerie légère et ses gendarmes bourguignons. Mais les Suisses, déjà rangés en bataille, déclarèrent qu'ils ne combattroient point contre leurs compatriotes, et qu'ils vouloient retourner immédiatement dans leur patrie. En même temps ils rentrèrent tumultueusement dans la ville; et tout le reste

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 250. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediol.* Lib. VII, p. 672. — *Barth. Senaregæ de Reb. Genuens.* p. 572.

1500. de l'armée, se voyant abandonné par eux, fut obligé de les suivre. Sforza, désespérant de les conduire au combat, ou de remporter la victoire avec des troupes aussi mal disposées, demanda du moins, avec les instances les plus touchantes, que les troupes qui vouloient se retirer pourvussent auparavant à sa sûreté, ou l'emmenassent avec elles. C'étoit le devoir étroit des Suisses; l'honneur de leur nation y étoit tellement intéressé que leurs compatriotes, dans l'armée ennemie, l'auroient senti, et qu'il n'auroit pas été difficile de faire de la retraite de Sforza une condition expresse de leur capitulation : les Suisses le refusèrent durement; seulement ils offrirent à Sforza, et à ceux de ses généraux qui pouvoient craindre d'être personnellement maltraités, de les cacher sous leurs habits et dans leurs rangs. Sforza, déjà vieux, basané, et d'une taille grêle, ne pouvoit passer pour un de ces vigoureux montagnards. Il s'habilla en cordelier; et, monté sur un méchant cheval, il essaya de se donner pour leur chapelain. Galéazzo de San-Sévérino, Fracasca et Anton-Maria, ses frères, revêtirent des habits de soldats suisses : ils défilèrent ainsi entre les rangs de l'armée française; mais tous quatre furent reconnus et arrêtés, sans que leurs prétendus frères d'armes fissent un mouvement pour les défendre. Des traîtres parmi eux avoient ajouté à la honte des Suisses, en désignant ces quatre victimes à leurs ennemis (1).

(1) Mémoires de Louis de La Trémouille. T. XIV, chap. X, p. 162. L'auteur déclare avoir reconnu lui-même et arrêté Louis Sforza en habit de cordelier. Les autres parlent de son déguisement en soldat suisse. — Jean d'Auton, Histoire de Louis XII, p. 110. — Mémoires pour l'histoire de France, T. XIV, p. 292. — Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, publiée par Théod. Godefroi. *Paris*, 1622, in-4°, p. 159. — Garnier, Histoire de France. T. XI, p. 125, édit. in-4°. — *Chron. Venetà.* T. XXIV, p. 151. — Rodolphe de Salis, surnommé le Long, Grison et Gaspard Silen d'Ury, qui, tous deux, servoient dans l'armée de Louis-le-Maure, sont accusés de l'avoir fait connoître aux Français, par Giovo, et, d'après lui, par Beaucaire. *Comment. Rer. Gallic.* L. VIII, p. 240.

Les Suisses, après s'être souillés par cette trahison, reprirent le chemin de leurs montagnes. Cependant, à leur passage à Bellinzona, ceux d'entre eux qui étoient sortis des quatre cantons riverains du lac, s'emparèrent de cette ville, qui devenoit pour eux la clef de la Lombardie; et ils profitèrent de la multiplicité des occupations de Louis XII, pour s'affermir dans une conquête qu'ils avoient faite en pleine paix (1). 1500.

Les troupes italiennes, abandonnées à Novare par les Suisses, furent dévalisées. Le cardinal Ascagne, ne pouvant se défendre à Milan avec le peu de soldats qui lui restoient, s'enfuit avec les principaux chefs de la noblesse gibeline. Il prit la route de l'état de Plaisance, pour gagner ensuite le royaume de Naples; mais arrivé à Rivolta, chez Conrad Lando, gentilhomme, son parent et son ancien ami, il lui demanda l'hospitalité, pour se reposer une nuit de son extrême fatigue. Conrad lui promit toute sûreté, tandis qu'il fit avertir à Plaisance des capitaines vénitiens, qui, pendant la nuit, entourèrent sa maison, et arrêtèrent Ascagne avec tous les gentilshommes qui l'accompagnoient. Louis XII, averti que ces prisonniers avoient été conduits à Venise, les fit redemander au sénat. Il ne vouloit pas laisser entre les mains d'un peuple voisin, des prétendans à l'État qu'il venoit de conquérir; et il pressa ses demandes avec tant de hauteur et tant de menaces, que non-seulement le cardinal Ascagne et ceux qui avoient été arrêtés avec lui furent livrés à la France, mais que le sénat abandonna de même des gentilshommes milanais auxquels il avoit accordé une sauvegarde formelle (2).

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 250. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 110. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 100. — *Barth. Senaregæ de Rebus Genuens.* T. XXIV, p. 572. — *Jos. Ripamontii Hist. urbis Med.* L. VII, p. 673.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 251. — *Chronica Veneta.* T. XXIV,

1500. François Sforza avoit fondé sa souveraineté par ses talens militaires; et il avoit dû croire sa dynastie solidement établie : Louis XII, au contraire, qui se regardoit comme héritier légitime du duché de Milan, nourrissoit autant d'envie que de haine contre celui qu'il appeloit l'usurpateur. Il montra ces sentimens après sa victoire; et il disposa de toute la partie de la famille de François Sforza qui étoit tombée entre ses mains, d'après cette dureté impitoyable avec laquelle la médiocrité se venge du génie, quand la fortune lui devient favorable. Parmi les prisonniers du roi se trouvoient deux fils du grand François Sforza, Louis-le-Maure et Ascagne, un neveu légitime, Hermès, et deux bâtards, Alexandre et Contino, tous trois fils de Galéaz, enfin un petit-neveu, François, fils de Jean-Galéaz et d'Isabelle d'Aragon, que celle-ci avoit eu l'imprudence de remettre à Louis XII. Le roi contraignit ce dernier à revêtir en France l'habit monastique (1). Il fit enfermer le cardinal Ascagne dans la même tour de Bourges où lui-même avoit été deux ans prisonnier. Il fit jeter les trois fils de Galéaz dans une prison obscure. Louis-le-Maure, plus dangereux qu'eux tous, par ses grands talens, son éloquence, son esprit insinuant, le souvenir de son père, et la compassion qu'inspiroient son infortune et ses malheurs, fut amené à Lyon, où se trouvoit alors le roi. Il fut introduit dans cette ville en plein midi, au milieu d'une foule infinie, qui se réjouissoit de sa misère : il demanda avec instance à voir le roi, mais cette grâce lui fut refusée; et après avoir été transféré de Pierre-en-Scise au Lis Saint-Georges, il fut enfermé dans le château de Loches, où il finit ses

p. 153, 155, 157. — *Jos. Ripamontii Hist. Mediol.* L. VII, p. 673. — Mémoires de messire Louis de La Trémouille, T. XIV, p. 165.

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 247. — *Raynald. Annal. eccles.* 1499, §. 24, p. 483. — *Diario Ferrarese.* T. XXIV, p. 384.

jours après dix ans de captivité, de solitude absolue, de rigoureux traitemens et de douleurs (1). 1500.

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 252. — *Chronica Veneta.* T. XXIV, p. 161. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* Lib. XII, p. 675. — *P. Bizarro Sen. Populique Genuens. Hist.* Lib. XVI, p. 378. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. VIII, p. 241. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena*, Parte III, Lib. VI, f. 106 v. — Mémoires du chevalier Bayard, ch. XVI, T. XV des Mémoires pour servir à l'hist. de France, p. 1. — *Ag. Giustiniani Ann. di Genova.* Lib. V, f. 256. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. III, p. 41.

CHAPITRE C.

Conquête de la Romagne et invasion de la Toscane par César Borgia.— Alliance de Louis XII avec Ferdinand-le-Catholique contre don Frédéric d'Aragon. Ils se partagent le royaume de Naples.

1499 — 1500.

1499. L'Église avoit pour chef, à la fin du quinzième siècle, l'homme le plus immoral de la chrétienté, un homme qu'aucune pudeur ne contenoit dans ses débauches, qu'aucune bonne foi ne lioit dans ses traités, qu'aucun sentiment de justice n'arrêtoit dans sa politique, qu'aucune compassion ne modéroit dans ses vengeances. Ce prêtre, qui prétendoit encore être le défenseur de la foi et le vengeur des hérésies, n'avoit pas plus de respect pour la religion dont il étoit le premier pontife, que pour les choses humaines. Il scandalisoit les fidèles par des décisions contraires aux lois reconnues de son Église, autant que par sa conduite. Les divorces des princes, les vœux des prélats, les trésors destinés par les chrétiens à la guerre sacrée, tout étoit à ses yeux subordonné à la politique, tout étoit sacrifié au moindre avantage temporel ou de lui-même, ou de son fils.

Mais si quelque chose peut justifier, ou expliquer du moins cette profonde immoralité du souverain de Rome, c'est la déplorable corruption du pays soumis à son gouvernement. L'état de l'Église étoit peut-être alors, de tous les pays de la terre, le plus mal administré : chaque jour

tant d'exemples de brigandage, de perfidie et de férocité, 1499.
se renouveloient, l'habitude de les voir répéter avoit tellement diminué l'horreur qu'ils sont faits pour inspirer, que la morale publique avoit perdu une de ses plus grandes garanties, dans l'étonnement et l'effroi que devroit toujours causer la violation de ses règles fondamentales.

La partie du territoire de l'Église qui est plus rapprochée de Rome, avoit passé presqu'en entier sous la domination de deux puissantes familles, Orsini et Colonna. Les Orsini étendoient surtout leur domination sur le patrimoine de saint Pierre, à l'occident du Tibre; les Colonna, sur la Sabine et la Campagne de Rome, à l'orient et au midi du même fleuve. Les premiers étoient considérés comme chefs des Guelfes, les seconds des Gibelins; et ces noms de factions, qui ne désignoient plus des opinions opposées, mais seulement le souvenir d'anciennes haines, donnoient cependant plus d'acharnement à toutes les querelles qui ensanglantoient Rome et son territoire. Toute la noblesse se rangeoit encore sous ces deux étendards : les Savelli et les Conti suivoient d'ordinaire le parti Gibelin; les Vitelli, celui des Guelfes.

Ces familles avoient fondé leur puissance sur la profession des armes et l'amour des soldats, tandis que les gouvernemens avoient imprudemment abandonné la défense de l'état à des mercenaires. Tous les Orsini et tous les Colonna, tous les Savelli, tous les Conti, tous les Santa-Croce, tous les nobles feudataires romains enfin étoient condottiéri : chacun d'eux avoit sous ses ordres une compagnie de gendarmes plus ou moins nombreuse, qui lui étoit absolument dévouée; chacun traitoit séparément avec les rois, les républiques ou les papes, pour se mettre à leur service; chacun, pendant les intervalles de repos que lui laissoient les guerres étrangères, se retiroit dans un de ses châteaux, le fortifioit avec soin, et s'efforçoit d'aguerrir ses vassaux, pour trouver parmi eux des recrues.

1499. Ainsi, plus une famille comptoit de jeunes chefs, plus elle se sentoit puissante.

Les guerres fréquentes et acharnées des Colonna avec les Orsini, avoient absolument chassé les agriculteurs de la campagne. Tous les habitans vivoient dans des châteaux-forts; ils ne pouvoient trouver de sûreté pour leurs récoltes, leur bétail, leurs personnes mêmes qu'en s'y enfermant. Tout ce qu'ils auroient laissé dans une maison isolée seroit devenu la proie des soldats; ils ne pouvoient même espérer de profit d'aucune des cultures qui occupent long-temps la terre. Dans les cruelles dévastations auxquelles ils étoient si fréquemment exposés, leurs vignes auroient été arrachées et leurs oliviers brûlés : aussi ne demandoient-ils plus à leurs possessions que les produits uniformes et annuels du pâturage et des moissons. Ainsi s'étendoit la désolation des campagnes romaines : la terre sans habitans, sans arbres, sans ornemens, sans clôtures, ne différoit du désert que par un labeur fugitif, qui, au bout d'une année, ne laissoit déjà plus de traces. Cependant le village fortifié, dont les habitans vivifioient encore par un travail annuel la campagne environnante, ne pouvoit être ruiné par la guerre, sans que le district entier cessât d'être cultivé. Souvent, après qu'un village avoit été brûlé et ses habitans massacrés, leurs héritiers se trouvoient encore en état d'en relever les murailles et de s'y mettre en défense : mais si l'argent ou la force leur manquoit pour le faire, si leurs brèches demeuroient ouvertes, et s'ils n'étoient point en état de résister à un coup de main, ils ne pouvoient plus se flatter de jouir eux-mêmes des fruits de leurs sueurs, toutes leurs récoltes leur étoient alors enlevées; ils périssoient de misère, ou bien ils abandonnoient des propriétés devenues onéreuses, et ils alloient porter leur travail dans un pays où il pût assurer leur subsistance. Aussitôt le mauvais air du désert prenoit possession des champs abandonnés; et si, dans un temps plus tranquille,

leurs anciens habitans essayoient d'y revenir, ils succomboient aux fièvres maremmanes. Aussi long-temps, il est vrai, que les gentilshommes habitèrent ces châteaux-forts au milieu de leurs vassaux, ils se firent une affaire essentielle de réparer les désastres de la guerre; et tant qu'il leur restoit à eux-mêmes quelque fortune, ils relevèrent les fortifications abattues. Ils retinrent ainsi dans leurs fiefs quelque industrie, quelque population et quelque richesse. Mais lorsque dans un temps plus tranquille ils vinrent se fixer dans la capitale, les derniers effets des guerres funestes de leurs ancêtres se firent sentir à leur postérité, et les restes de la population disparurent des campagnes de Rome. 1499.

Alexandre VI n'étoit pas demeuré neutre entre les Colonna et les Orsini; il s'étoit brouillé avec les premiers dès les commencemens de son pontificat. Il les avoit trouvés dans le parti de la France, lorsque lui-même soutenoit celui des rois aragonais de Naples. Les Colonna, il est vrai, passèrent dès l'année suivante sous les étendards de Ferdinand II, et se réconcilièrent ainsi pour un temps avec le pape, qui en profita pour attaquer les Orsini : mais à son tour le pape changea bientôt de parti; et, en s'alliant à la France, il recommença à persécuter les Colonna. Il armoit sans cesse l'une de ces familles contre l'autre, et quelqu'une des deux qui fût humiliée ou ruinée, il croyoit y trouver un égal avantage. César Borgia, duc de Valentinois, son fils, prenoit un autre moyen pour les rabaisser encore : il s'étoit fait lui-même condottière; il avoit attiré à lui tous les gentilshommes qui servoient auparavant ces deux maisons; il leur avoit donné une paie, des soldats, des châteaux, et il avoit ainsi substitué l'attachement pour sa seule personne, à l'ancien esprit de faction qui favorisoit les Colonna ou les Orsini (1).

Si l'autorité du pontife étoit à peine reconnue dans la

(1) *Macchiavelli il Principe.* Cap. VII, p. 254.

1499. Campagne même de Rome, et s'il étoit obligé de faire la guerre jusque dans les rues de sa capitale, tantôt aux Colonna, tantôt aux Orsini, les provinces plus éloignées avoient secoué plus complètement encore son joug. Quelques villes conservoient toujours les formes d'une administration républicaine : Ancône, Assise, Spolète, Terni, Narni, avoient échappé au joug des tyrans domestiques, ou l'avoient secoué ; mais leurs propres factions, et les guerres constantes de leurs voisins, les avoient retenues dans un état de foiblesse et d'obscurité. Les autres villes avoient passé sous le joug de vicaires pontificaux, qui, moyennant la promesse d'un cens annuel qu'ils ne payoient jamais, avoient obtenu une complète indépendance. La Marche étoit presqu'en entier partagée entre les deux maisons de Varano et de Fogliano ; la première s'étoit élevée à la souveraineté de Camérino. Jules de Varano régnoit alors dans cette petite principauté : Jean de Fogliano, qui fut peu après inhumainement massacré par son neveu Oliverotto, régnoit dans celle de Fermo (1). Sinigaglia avoit été donnée en fief, en 1471, par Sixte IV, à son neveu Jean de La Rovère, avec le titre de préfet de Rome ; et ce prince étoit en même temps gendre et héritier présomptif du duc d'Urbin. La province montueuse située entre les Marches et la Toscane, étoit gouvernée par Guid' Ubaldo, illustre et dernier héritier de l'antique maison de Montefeltro ; elle comprenoit le duché d'Urbin ; dont il portoit le titre, le comté de Montefeltro, et la seigneurie d'Agobbio. L'Italie n'avoit pas d'habitans plus belliqueux, ni de cour plus lettrée et plus polie. Le duché d'Urbin confinoit au couchant avec les deux souverainetés que s'étoient formées, dans la vallée du Tibre, Jean-Paul Baglioni à Pérouse, et Vitellozzo Vitelli à Città di Castello. Tous deux suivoient la carrière des armes ; et Vitelli avoit donné de l'importance à son très-petit état, par les rares

(1) *Macchiavelli il Principe.* Cap. VIII, p. 264.

talens militaires qu'il avoit déployés, ainsi que ses quatre frères, et par l'excellente discipline à laquelle il avoit soumis ses vassaux. 1499.

Du côté de la Romagne, on trouvoit successivement Pésaro, petite principauté, détachée en 1445 de celle des Malatesti, par François Sforza, en faveur de la seconde branche de sa famille. Son souverain étoit alors Jean Sforza, qui, en 1497, avoit été divorcé d'avec Lucrèce Borgia, fille du pape. La principauté de Rimini, qui venoit ensuite, étoit bien déchue de la puissance où l'avoient élevée Pandolfe III et son frère Charles, au quatorzième siècle. Pandolfe IV la gouvernoit alors, dès l'année 1482. Ce prince, fils naturel de Robert Malatesti, et gendre de Jean Bentivoglio, ne s'étoit encore fait connoître que par ses débauches et ses cruautés. Cependant il étoit sous la protection de la république de Venise, qui, pour étendre plus sûrement son influence sur tous les bords de l'Adriatique, offroit une solde à tous les princes de cette province. Ceux qui vouloient l'accepter n'étoient point obligés à conduire eux-mêmes les compagnies de gendarmes qu'ils devoient entretenir, elles servoient seulement de prétexte à une pension honorable. Au couchant de Rimini, Césène se trouvoit alors sous le domaine immédiat de l'Église, qui en avoit dépouillé une des branches de la maison Malatesti (1). Mais Forli, ancienne seigneurie des Ordelaffi, avoit passé en 1480 à Jérôme Riario, neveu de Sixte IV, qui, dès l'année 1473, avoit aussi été investi par son oncle de la seigneurie d'Imola. Ces deux principautés, séparées l'une d'avec l'autre par celle de Faenza, étoient soumises dès l'an 1488 au jeune Octavien Riario, sous la tutelle de sa mère, la courageuse Catherine Sforza, fille naturelle de Galéaz, duc de Milan. Celle-ci avoit épousé en secondes noces Jean de Médicis, de la branche cadette de cette maison, dont elle eut un fils, devenu célèbre dans les

(1) *Guicciardini.* L. IV, p. 245.

1499. guerres d'Italie. Son mari étoit mort en 1498; mais Catherine n'en étoit pas restée moins fidèlement attachée à la république florentine, qui, en gage de sa protection, payoit une solde au jeune Octavien Riario. Entre les principautés de Forli et d'Imola se trouvoit enclavée celle de Faenza, qui, par le val de Lamone, s'étendoit jusqu'aux frontières de Toscane. Les Vénitiens avoient mis une grande importance à s'ouvrir ce passage pour attaquer la république florentine : ils s'étoient fait attribuer la tutelle du jeune Astorre III de Manfrédi, qui n'étoit encore âgé que de seize ans. Ils avoient apaisé des guerres civiles entre lui et son frère naturel Octavien, et ils étoient maîtres presque absolus de Faenza et du val de Lamone(1). Les mêmes Vénitiens s'étoient emparés de Ravenne et de Cervia, qu'ils avoient enlevées, la première à la maison de Pollenta, la seconde à une branche cadette de la maison Malatesti. Jean Bentivoglio régnoit depuis 1462, avec un pouvoir absolu, sur la riche et puissante ville de Bologne. Le duc Hercule d'Este étoit enfin le plus éloigné et le plus indépendant des feudataires de l'Église. Il tenoit d'elle le Ferrarois, qui depuis plusieurs siècles étoit dans sa famille; il l'unissoit aux fiefs impériaux de Modène et de Reggio, et il songeoit à peine que sa cause pût être commune avec celle des autres vicaires pontificaux.

Les nombreuses cours de tant de petits seigneurs donnoient à la Romagne une apparence d'élégance et de richesse : chaque capitale étoit ornée d'églises et de palais bâtis avec goût, chacune avoit sa bibliothèque; chaque cour cherchoit à se parer aussi du luxe de l'esprit : quelques poètes, quelques savans, quelques philologues, se trouvoient toujours parmi les complaisans pensionnés de chaque prince; et la rivalité de tous ces petits états contribuoit sans doute aux progrès des lettres, encore qu'elle

(1) *Andrea Navagiero, Storia Veneziana.* p. 1206. — *Petri Bembi Hist. Veneta.* Lib. III, p. 51.

dégradât le plus souvent le caractère des lettrés. Mais la toute-puissance engendre des vices dispendieux; tous les flatteurs du plus petit souverain mettent la magnificence au nombre de ses vertus; lui-même ne sait guère mieux gouverner ses désirs que s'il étoit souverain d'un grand empire. Aussi chacun des princes de Romagne trouvoit toujours ses revenus inférieurs aux besoins de sa défense, de sa vanité et de ses plaisirs. Il épioit sans cesse l'occasion d'arracher à ses sujets quelque partie de leur fortune. Comme les impôts étoient loin de lui suffire, il y joignoit le produit des amendes et des confiscations. « L'un de leurs » moyens déshonnêtes d'amasser de l'argent, dit Macchiavel, étoit de faire des lois portant prohibition de quel- » que action : puis ils étoient les premiers à donner occa- » sion de les enfreindre, et ils se gardoient de punir les » délinquans, jusqu'à ce qu'un très-grand nombre de ci- » toyens fussent tombés dans la même faute. Alors ils les » attaquoient tous ensemble, non par zèle pour l'obser- » vation des lois, mais pour recouvrer les amendes. Ainsi » les peuples s'appauvrissoient sans se corriger; et lors- » qu'ils étoient réduits à la misère, ils cherchoient à se re- » vancher de ce qu'ils avoient perdu, sur ceux qui ne pou- » voient se défendre (1). » 1499.

Il y a des crimes qui semblent appartenir en propre aux familles qui, séparées de toutes les autres, dégagées de tous les liens sociaux, n'ont point appris à sentir comme le commun des hommes, et ne se croient point soumises à la même morale. En effet, les maisons souveraines en Romagne avoient donné au peuple de fréquens exemples d'assassinat entre parens, d'empoisonnement, et de tous les genres de trahison. Les familles nobles croyoient de même faire preuve de l'indépendance dont elles jouissoient, par la cruauté de leurs vengeances; et jusque dans les villages, les chefs de parti nourrissoient

(1) *Macchiavelli de' Discorsi sopra Tito-Livio*. Lib. III, cap. 29, p. 145.

1499. des inimitiés héréditaires, qu'ils satisfaisoient par d'atroces cruautés. De nombreuses bandes de sicaires étoient sans cesse employées pour attaquer ou pour se défendre : les ennemis n'étoient point satisfaits tant qu'il restoit un seul individu, n'importe de quel sexe ou de quel âge, dans la maison qu'ils vouloient détruire. Lorsqu'Arcimboldo, archevêque de Milan, fut nommé cardinal de Sainte-Praxède et légat de Pérouse et de l'Ombrie, il trouva dans cette province un gentilhomme qui avoit brisé contre les murs la tête des enfans de son ennemi, et égorgé sa femme, qui étoit grosse; après quoi, venant à découvrir un enfant du même homme qui étoit demeuré vivant, il l'avoit cloué à la porte de sa maison, en trophée de sa vengeance, comme les chasseurs y clouent quelquefois les aigles et les chats-huans qu'ils ont tués. Bien plus, cette atrocité n'avoit point paru à ses compatriotes une chose extraordinaire (1).

De même que la désolation de la Campagne de Rome est encore de nos jours un monument des anciennes guerres des Colonna et des Orsini, le caractère actuel des Romagnols se ressent toujours de l'éducation que leur ont donnée le gouvernement de leurs petits princes, et l'exemple trop rapproché de tant de familles souveraines. Le Dante, dès l'an 1300, les dénonçoit à l'Italie comme cruels et perfides; et leurs voisins portent encore aujourd'hui sur eux le même jugement (2).

Un pareil gouvernement ne pouvoit être aimé par le peuple; la force l'avoit établi, la force le maintenoit : si l'on pouvoit le renverser aussi par la force, il ne devoit pas être difficile d'en établir ensuite un autre qui jetât dans les cœurs de plus profondes racines. Alexandre VI ayant résolu d'agrandir le domaine de son fils aux dépens du patrimoine de l'Église, César Borgia jugea avec raison

(1) *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani.* L. VII, p. 667.
(2) *Inferno.* Canto XXVII, Canto XXXIII, et passim.

que s'il pouvoit se rendre maître des petits états de Romagne, les peuples lui pardonneroient tous les crimes, toutes les cruautés, toutes les trahisons qui ne frapperoient que leurs anciens maîtres, pourvu que leur état à eux-mêmes devînt plus tranquille, et qu'on leur rendît la justice et la paix (1). 1499.

La condition secrète moyennant laquelle Louis XII avoit obtenu l'alliance du pape et la bulle pour son divorce, avoit été une promesse du roi de France de seconder César Borgia dans ses tentatives pour s'emparer de la Romagne. En effet, à peine le duché de Milan avoit-il été soumis, la première fois, par les Français, que le duc de Valentinois, qui étoit venu avec eux de France, obtint qu'on détachât de leur armée trois cents lances payées par le roi, sous les ordres d'Ives d'Allègre, et quatre mille Suisses, commandés par le bailli de Dijon, et payés par l'Église (2). Avec ces troupes, Borgia se présenta devant Imola à la fin de novembre 1499. La ville, qui étoit mal fortifiée, ouvrit immédiatement ses portes par capitulation; mais la citadelle fit quelque résistance, et pendant les trois derniers jours de novembre, son feu fit beaucoup de mal aux Français. Enfin elle fut aussi forcée à se rendre le 9 décembre (3). Valentinois se présenta ensuite devant Forli. Catherine Sforza avoit eu soin d'envoyer à Florence son fils et tout ce qu'elle possédoit de plus précieux. Elle ne jugea point la garnison sous ses ordres suffisante pour tenir la ville : aussi elle abandonna son enceinte, et s'enferma dans la citadelle, qu'elle défendit avec un courage digne de celui par lequel elle avoit sauvé cette même citadelle, en 1488, des mains des assassins de

(1) *Macchiavelli il Principe.* Cap. VII, p. 255.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. IV, p. 245. — *Jac. Nardi.* L. III, p. 106.

(3) *Diario Ferrarese.* T. XXIV, p. 573. On entendoit de Ferrare le feu de la citadelle. — *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 245. — *Jo. Burchardi Diarium Curiæ Romanæ, apud J. Georg. Eccardum, script. medii ævi.* T. II, p. 2109. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 259.

1499. son mari. Cependant l'artillerie française fit une large brèche à la muraille, qui, en s'écroulant, entraîna le terre-plein qu'elle soutenoit, et combla en partie le fossé. Catherine et ses soldats, abandonnant le reste de la citadelle, voulurent en défendre la tour maîtresse; mais les Français, montés à l'assaut, y pénétrèrent avec les fuyards : ils massacrèrent la plus grande partie de la garnison; ils firent Catherine prisonnière, et ils l'envoyèrent à Rome. Le pape la retint quelque temps enfermée au château Saint-Ange; mais Ives d'Allègre, honteux du mal qu'il avoit fait à une femme célèbre, intercéda si vivement pour elle qu'elle fut mise en liberté (1).

1501. A cette époque, les conquêtes de César Borgia furent interrompues par les révolutions de Milan. Ives d'Allègre fut rappelé en Lombardie par Trivulzio, au moment où Valentinois songeoit à attaquer Pésaro (2). La révolution de Milan causa même quelque refroidissement entre le pape et le roi, parce qu'Alexandre ne voulut donner aucune assistance aux Français. Mais Georges d'Amboise, cardinal de Rouen, et favori de Louis, mettoit trop d'importance à demeurer lié avec la cour de Rome, pour qu'il ne fût pas facile à Alexandre de se réconcilier avec la France. Le prix de cette réconciliation fut la mission de légat *à latere* en France, que le pape accorda au cardinal pour dix-huit mois : en même temps il s'engagea à seconder le roi de toutes ses forces, lorsque celui-ci tenteroit la conquête du royaume de Naples; et en retour, Louis renvoya d'Allègre en Romagne avec trois cents lances et deux mille fantassins; d'autre part il fit signifier à toutes les puissances d'Italie, qu'il regarderoit comme

(1) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 246. — *Diario Ferrarese.* p. 375-377. — *J. Burchardi Diarium curiæ Rom.*, p. 2111. — *Jacopo Nardi.* L. III, p. 106. — *Pietro Bembo, Hist. Ven.* L. V, p. 98.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. IV, p. 246. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 109. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 99.

une injure faite à lui-même toute opposition apportée aux conquêtes de César Borgia (1). 1500.

Les menaces de Louis XII servoient César Borgia plus puissamment encore que l'auroient pu faire ses armées. La seconde victoire des Français dans le Milanès avoit imprimé une terreur universelle; leurs alliés trembloient comme leurs ennemis. Jean Bentivoglio, qui avoit eu bien de la peine à se faire pardonner, moyennant une contribution de quarante mille ducats, les secours qu'il avoit fournis à Louis-le-Maure (2), s'abstint de donner aucune aide à Astorre III de Manfrédi, quoique celui-ci fût fils de sa fille. Le duc de Ferrare et les Florentins montrèrent la même crainte d'offenser la France, et refusèrent également tout secours; les Vénitiens enfin, qui s'étoient engagés à protéger les états de Manfrédi et de Malatesti, en contractant avec eux un traité d'alliance et de *condotta*, firent signifier à Astorre III, seigneur de Faenza, et à Pandolfe IV, seigneur de Rimini, qu'ils leur retiroient leur protection, et qu'ils renonçoient à leur alliance. En même temps ils firent inscrire le duc de Valentinois dans leur livre d'or, l'admettant ainsi au nombre des gentilshommes souverains de leur république (3).

César Borgia ayant joint aux troupes françaises sept cents hommes d'armes à lui, et six mille fantassins, entra en Romagne. A son approche, les seigneurs de Rimini et de Pésaro s'enfuirent, et lui abandonnèrent sans résistance leurs capitales et leurs deux états : le jeune Astorre de Manfrédi, au contraire, se prépara à se défendre dans Faenza, quoiqu'il n'eût d'autre appui que le zèle et l'affec-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 258. — *Fr. Belcarii Comm.* L. VIII, p. 244.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 255.—*Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 259.

(3) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 258. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. V, p. 109. — *Diario Ferrarese.* p. 389.

1500. tion de ses concitoyens. Toutefois une moitié de son petit état n'avoit point suivi les déterminations de la capitale : le val de Lamone, ainsi que la forteresse de Bersighella, qui en faisoit la clef, avoient été livrés à Valentinois par Dionigi Naldo, l'homme le plus considéré de cette vallée, qui étoit depuis long-temps au service de César Borgia. Ce dernier vint ensuite tracer son camp devant Faenza, entre les rivières de Lamone et de Marzano; et il ouvrit ses batteries le 20 novembre, du côté qui regarde Forli, et qui est nommé le bourg, quoiqu'il soit renfermé dans l'enceinte de la ville. Le cinquième jour il livra un assaut, qui fut vaillamment repoussé. Les Faventins, encouragés par ce succès, attaquèrent les assaillans par des sorties fréquentes et presque toujours heureuses. Ils avoient brûlé toutes les maisons autour de leurs murs, et coupé tous les arbres à une assez grande distance de leur ville : comme un hiver rigoureux commençoit déjà à se faire sentir, et que les troupes assiégeantes se trouvoient ensevelies dans de profondes neiges, le duc de Valentinois se vit obligé, le dixième jour, à lever son camp pour se retirer et prendre ses quartiers d'hiver. Cependant il jura qu'au printemps suivant il se vengeroit de la résistance inattendue qu'un enfant lui opposoit (1).

1501. Au commencement de janvier 1501, Borgia tenta de surprendre Faenza par escalade, mais il fut encore repoussé : il revint à la charge dès l'entrée du printemps; il s'empara de divers châteaux-forts qui dépendoient de cette petite principauté, et le 12 avril il fit ouvrir ses batteries contre la ville, du côté de la forteresse; le 18 il fit donner un premier assaut qui fut repoussé : le 21, Vitellozo, Paul et Giulio Orsini en donnèrent un second; ils traversèrent la muraille, mais au-delà ils furent arrêtés de

(1) *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 259. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 115. — *Scipione Ammirato*. Lib. XXVII, p. 261. — *Diario Ferrarese*. p. 390. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.* L. VIII, p. 244.

front par un fossé, tandis que l'artillerie de la place les frappoit par les flancs. Après avoir éprouvé une perte considérable, ils furent encore obligés de se retirer. Cependant les Faventins avoient, de leur côté, perdu beaucoup de monde dans ces divers combats; aucun allié ne leur offroit des secours, et les fortifications de leur ville étoient ruinées. Ils offroient de capituler, sous condition que leur jeune seigneur, Astorre de Manfrédi, auroit la liberté de se retirer où il voudroit, en conservant ses rentes patrimoniales. L'accord fut signé; et la ville de Faenza fut ouverte au duc de Valentinois le 22 avril 1501. Le duc accueillit avec une apparente bienveillance le jeune Manfrédi, qui n'avoit pas encore dix-huit ans; il déclara qu'il vouloit le retenir à sa cour, et le former lui-même au métier des armes. Sous ce prétexte, au bout de peu de jours, il l'envoya à Rome : là, le jeune prince de Faenza, après avoir été victime des débauches ou du pape ou de son fils, fut étranglé aussi bien que son frère naturel, et leurs corps furent jetés de nuit dans le Tibre (1). 1501.

La conquête de la Romagne étoit achevée par la soumission de Faenza; mais il falloit encore qu'un acte qu'on pût appeler légitime servît d'origine au pouvoir nouveau du duc de Valentinois. Le pape ne pouvoit point aliéner les domaines de l'Église sans le consentement de ses cardinaux. Alexandre VI, par une promotion nouvelle, s'assura la majorité dans le consistoire. Douze cardinaux nouveaux achetèrent leurs chapeaux à prix d'argent. Leurs trésors remplirent les coffres du pontife, et leurs suffrages furent engagés d'avance (2). Le sacré consistoire consentit à l'aliénation de la Romagne; elle fut érigée en duché en

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 262. — *Burchardi Diar. cur. Roman.* p. 2128. — *Jac. Nardi*. L. IV, p. 118. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 263. — *Diario Ferrarese*, p. 394, 395. — *Paolo Giovio Vita di Leon X.* Lib. I, p. 72. — *Annal. eccles.* 1501, §. 15, p. 507.

(2) *Franc. Guicciardini*. L. V, p. 259.

1501. faveur de César Borgia, qui, après en avoir reçu l'investiture, joignit ce nouveau titre à celui du duché de Valentinois (1).

César Borgia n'avoit épargné aucune trahison pour se rendre maître de la Romagne, et il continuoit à dresser des embûches aux petits princes qu'il avoit dépouillés, pour les faire périr; assuré qu'aussi long-temps que les familles des anciens souverains subsisteroient dans l'émigration, elles chercheroient à exciter des soulèvemens contre lui, et rendroient son trône chancelant. Mais en même temps il vouloit racheter aux yeux de ses peuples ces actes de cruauté par une administration qui leur apprît à connoître la justice et la sécurité. La province étoit infestée par un si grand nombre de malfaiteurs, elle étoit en proie à une si cruelle anarchie, qu'il jugea convenable d'employer d'abord la plus extrême sévérité pour y réprimer tant de crimes. Il lui donna pour gouverneur messire Ramiro d'Orco, homme prompt, inexorable, sévère par caractère plus encore que par principes, et qui sembloit prendre plaisir à ordonner des supplices. César Borgia lui abandonna un pouvoir sans limites. Ce juge suprême répandit la terreur dans toutes les villes par des exécutions sanglantes ; il poursuivit les malfaiteurs dans toutes leurs retraites; il en fit périr un grand nombre, il força les autres à s'enfuir de la province, et il y rétablit une régularité dans la police, et une sûreté sur les grandes routes et dans les campagnes, dont on avoit depuis long-temps perdu le souvenir. Néanmoins le duc de Valentinois ne voulut pas qu'on attribuât à lui-même ce qu'il y avoit eu de cruel dans l'administration de son lieutenant : l'ordre étoit rétabli, la cruauté n'étoit plus nécessaire; et les habitans de Césène furent glacés d'horreur et d'étonnement en trouvant un matin sur leur place publique, un échafaud dressé, sur

(1) *Franc. Guicciardini.* Lib. V, p. 262. — *Orlando Malavolti.* P. III, Lib. VI, f. 107 v.

lequel l'homme devant lequel ils avoient tremblé avoit été partagé en deux. Le billot, la hache sanglante, et les deux moitiés du cadavre, demeurèrent exposés à tous les yeux, sans autre explication (1). 1501.

La conquête de la Romagne, loin de satisfaire l'ambition de César Borgia, ne servit qu'à l'exciter à de plus hautes entreprises. Le Bolonois, la Toscane, les Marches et le duché d'Urbin, allumoient tour-à-tour sa cupidité, et lui paroissoient autant de récompenses promises à des travaux ultérieurs. La Toscane comptoit de nouveau quatre répu- 1500. bliques, Florence, Pise, Sienne et Lucques, et une petite principauté, celle de Piombino. Mais jamais cette région n'avoit été plus affoiblie par des guerres imprudentes, et n'avoit paru moins en état de résister à une invasion étrangère. L'une de ces républiques, celle de Sienne, sembloit même avoir entièrement renoncé à la liberté, qui avoit fait sa gloire. Elle s'étoit donné un maître, qui avoit besoin de toute son adresse et de toute sa puissance pour se tenir en défense contre ses propres concitoyens; et par conséquent elle ne pouvoit plus tourner au-dehors une force qui se consumoit dans le sein de l'état.

Dès l'année 1495, les Siennois redoutant la vengeance des Florentins, auxquels ils avoient enlevé Montepulciano, avoient introduit dans leur ville un corps permanent de troupes de ligne, auquel ils avoient donné pour chefs leurs concitoyens Lucio Bellanti et Pandolfo Pétrucci. Ils avoient en même temps revêtu ces deux capitaines d'un pouvoir judiciaire illimité, pour punir des conspirations dont ils se croyoient menacés. Les fonctions de ces deux juges militaires ne devoient durer que quelques mois (2); mais Pandolfo Pétrucci étoit trop ambitieux pour abandonner un pouvoir dont il avoit été une fois revêtu, et

(1) Cette exécution eut lieu le 23 décembre 1502. *Macchiavelli Legazione* 1a. Lettera 19, p. 63. — Idem, *il Principe.* Cap. VII, p. 255.

(2) *Orlando Malavolti Storia di Siena.* Part. III, Lib. VI, f. 102 v.

1500. trop habile pour se le laisser ravir. Les soldats qu'il commandoit lui étoient uniquement dévoués; il fit accuser son collègue Lucio Bellanti de secrètes intrigues avec les Florentins, et il le contraignit ainsi à s'enfuir. Son beau-père Nicolas Borghèse, chef d'une faction opposée à la sienne, cherchoit encore à limiter son autorité, Pandolfo Pétrucci le fit tailler en pièces sur la place publique, le 19 juillet 1500 (1). Ce fut, il est vrai, la seule occasion où il répandit du sang; il effraya ses autres adversaires, et les engagea à embrasser un exil volontaire. Il déguisa son autorité sous celle de l'ordre des Neuf auquel il appartenoit, et qu'il feignoit de servir. Il ne prit jamais de titre; il ne s'éloigna jamais des habitudes d'un simple citoyen; il ne chercha jamais, par son mariage ou ceux de ses enfans, à entrer dans des familles de princes, et il ne s'allia qu'avec ses concitoyens jusqu'alors ses égaux. Il ne déposa jamais le simple costume, le manteau noir que tous les Siennois portoient également. Il ne dépassa jamais dans ses repas la retenue d'un citoyen modeste et économe; il ne bâtit qu'une simple maison privée pour sa commodité, sans prétendre à la somptueuse élégance des palais; enfin, pendant tout le cours de sa vie, il chercha à dissimuler et à faire oublier son absolu pouvoir (2).

Le duc de Valentinois regardoit cependant la nouvelle principauté de Pandolfo Pétrucci, et la petite seigneurie de Jacques IV d'Appiano à Piombino, comme les deux parties de la Toscane sur lesquelles ses attaques pourroient avoir le plus de succès, et celles par lesquelles il devoit commencer à exécuter ses projets de conquêtes; en même temps les autres états de la province lui inspiroient fort peu de crainte. La république de Florence, qui dans les temps précédens avoit toujours été gardienne de l'indépendance de l'Italie, se trouvoit tellement épuisée par la guerre de

(1) *Orlando Malavolti Storia di Siena.* P. III, Lib. VI, f. 105.
(2) *Paolo Giovio, Elogi d'Uomini illustri.* Lib. V, p. 299.

Pise, par l'esprit de révolte de ses sujets, et par les désordres de son administration intérieure, qu'elle avoit tout à craindre du voisin ambitieux, qui attaquoit successivement, et soumettoit tous les états d'alentour avant de se mesurer avec elle. 1500.

Pendant le temps que César Borgia accomplissoit avec des troupes françaises la conquête de la Romagne, les Florentins avoient cherché à soumettre Pise, aussi avec des troupes françaises; mais ils n'avoient éprouvé que des revers. Louis XII, après la conquête de Milan, et tandis qu'il se préparoit à celle de Naples, avoit cherché à occuper ses soldats en Italie, et à les y maintenir aux dépens de ses alliés : pour cela il avoit prêté l'oreille aux négociations contradictoires des Florentins et des Pisans. Les premiers demandoient au roi l'accomplissement des traités si souvent renouvelés avec Charles VIII, et la restitution de Pise et de ses forteresses : les seconds demandoient au roi de garantir une indépendance que la France leur avoit donnée, et, de concert avec les Siennois, les Génois et les Lucquois, ils lui offroient cent mille ducats pour prix de la liberté de Pise, de Montepulciano, et de Piétra-Santa ; ils promettoient de plus un tribut annuel de cinquante mille ducats, si le roi forçoit les Florentins à rendre à Pise le port de Livourne, qui avoit autrefois appartenu à cette république. Jean-Jacques Trivulzio et Jean-Louis de Fieschi soutenoient avec chaleur les intérêts des Pisans ; mais le cardinal d'Amboise préféra dans cette occasion l'honneur et la parole du roi, à l'appât de l'argent qui lui étoit offert. Par tous ses traités, la France avoit garanti la restitution de Pise aux Florentins; et ceux-ci paroissoient avoir acquis de nouveaux droits à la reconnoissance du roi, par le zèle avec lequel ils avoient fourni des subsides en argent pour recouvrer le duché de Milan, après l'invasion de Louis-le-Maure. Georges d'Amboise conclut donc avec eux un nouveau traité par lequel il leur promettoit de les aider à

1500. recouvrer Pise et Piétra-Santa; et il s'engageoit à leur envoyer pour cet objet, dès le 1er mai de l'an 1500, six cents lances et cinq mille Suisses, avec l'artillerie et les munitions nécessaires. Pendant leur expédition les gendarmes devoient continuer à être à la solde du roi; mais les Suisses devoient recevoir leur paie de la république florentine (1).

Le roi avoit désigné Ives d'Allègre, un de ses meilleurs officiers, pour commander cette armée; mais les Florentins qui avoient eu à plusieurs reprises à se plaindre des généraux français, n'en avoient trouvé qu'un seul dont la loyauté leur inspirât une entière confiance: c'étoit Hugues de Beaumont, qui, chargé dans la précédente guerre du commandement de Livourne, leur avoit livré cette place au terme convenu, sans chercher à se faire payer pour l'accomplissement de ses devoirs, et sans songer, comme ses collègues, à vendre aux ennemis de son maître l'entrée de sa forteresse. Ils demandèrent avec instance à Louis XII, Beaumont, pour commander leur armée; et ils l'obtinrent de lui, encore que le roi trouvât ce gentilhomme trop peu élevé en dignité pour contenir suffisamment dans le respect et l'obéissance une armée aussi considérable (2).

Cependant Hugues de Beaumont se mit en marche; mais avant qu'il fût parvenu aux frontières de Toscane, les Florentins eurent de nouvelles occasions de se plaindre du peu de bonne foi des Français. Dès le 1er mai, les gens de pied étoient à la solde de la république; et l'on avoit calculé que le prêt lui coûteroit vingt-quatre mille ducats par mois, ce qui revient à 1 fr. 92 cent. de la monnoie actuelle, par jour, pour chaque fantassin suisse. Cependant tout le premier mois fut employé à mettre à contribution les petits

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 254. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 259. — *Jacopo Nardi Ist.* Lib. IV, p. 110. — *Istorie di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 150.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 254. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 110. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 259.

seigneurs de Carpi, de Correggio et de Mirandole, qui 1500.
s'étoient déclarés pour Louis Sforza. Après avoir tiré vingt mille ducats de ces petits princes lombards, et quarante mille de Jean Bentivoglio (1), l'armée française entra enfin en Toscane par Pontrémoli; mais ses premières hostilités furent dirigées contre le marquis Albéric Malaspina, allié de la république, que les Français dépouillèrent de la seigneurie de Massa, pour en gratifier son frère Gabriel. C'est là que les commissaires florentins, Gian Battista Ridolfi, et Luca-Antonio des Albizzi, trouvèrent l'armée de Hugues de Beaumont, et la passèrent en revue. Deux mille Suisses de plus que ceux qu'on avoit demandés avoient suivi les drapeaux; et il fallut commencer par leur payer deux mois de solde avant d'en avoir tiré aucun service. L'armée s'avança cependant, et se fit ouvrir les portes de Piétra-Santa; mais au lieu de remettre cette forteresse aux Florentins, conformément au traité, elle la garda en dépôt, jusqu'à ce que le roi pût décider, après la soumission de Pise, entre les droits de ceux qui y prétendoient (2).

Enfin l'armée arriva devant Pise; et le 29 juin elle ouvrit la tranchée, entre la porte de la Spiaggia, et la porte de Calci: pendant la nuit on mit les pièces en batterie, et le lendemain, lorsqu'il restoit encore trois heures de jour, quarante brasses de mur se trouvèrent abattues. Les Français et les Suisses coururent immédiatement à l'assaut, sans attendre davantage, et sans faire reconnoître la brèche. Mais aussitôt qu'ils eurent passé la muraille, ils furent arrêtés par un large fossé dont ils ne soupçonnoient pas l'existence, et qu'ils ne purent franchir. Après quelques efforts pour le traverser, durant lesquels ils perdirent beaucoup de monde, la nuit les força de se retirer dans

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 255.

(2) *Idem*, p. 255. — *Jacopo Nardi*. Lib. IV, p. 111. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 259.

1500. leur camp; et dès-lors il ne fut plus possible d'obtenir d'eux aucune attaque vigoureuse (1).

Ce n'étoit point le courage qui manquoit aux troupes françaises, mais bien la volonté de nuire aux Pisans. Ceux-ci n'avoient pas vu plus tôt approcher l'armée destinée à les combattre, qu'ils avoient trouvé moyen de réveiller en elle, par leur affection, par leur confiance, et en même temps par leur bravoure, l'ancienne partialité déjà si prononcée au temps de Charles VIII. L'armée française étoit encore dans le territoire de Lucques, lorsque deux ambasssadeurs pisans s'étoient présentés à Beaumont, pour lui déclarer qu'ils mettoient leur ville sous la protection du roi de France. D'autres étoient allés en même temps porter une déclaration semblable à Philippe de Rabenstein, gouverneur de Gênes, pour le roi; et ce capitaine l'avoit imprudemment acceptée au nom de Louis XII. Lorsque Beaumont eut envoyé un héraut d'armes sommer les Pisans de lui ouvrir leurs portes, ceux-ci répondirent qu'ils n'avoient point de plus vif désir que d'obéir au roi de France, et de recevoir son armée dans leurs murs; qu'ils n'y mettoient qu'une seule condition, c'est que le roi ne les soumettroit jamais aux Florentins (2).

De son côté, Hugues de Beaumont avoit député deux gentilshommes aux Pisans, Jean d'Arbouville, et Hector de Montenart, pour les inviter à se soumettre volontairement à leurs anciens maîtres. Ces chevaliers, conduits en cérémonie à l'hôtel-de-ville, y trouvèrent le portrait de Charles VIII exposé à la vénération du peuple, avec le titre de libérateur de Pise. On les supplia de ne point détruire l'ouvrage de ce roi protecteur de la liberté pisane; d'inviter plutôt leur chef à recevoir sous la domination française les affranchis de Charles, à leur promettre du

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 255.— *Jacopo Nardi.* Lib. IV, p. 112.— *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 260.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 256.

moins un asile en France ; car les Pisans étoient prêts à abandonner leurs maisons et leur patrie, plutôt que de retomber sous la domination florentine. Cinq cents jeunes filles vêtues de blanc vinrent ensuite les entourer, embrassant leurs genoux, les arrosant de larmes, et les sommant de se montrer, selon leur serment de chevalerie, les défenseurs des dames et des demoiselles, contre la brutale insolence de leurs ennemis. « Si vous ne pouvez, leur dit l'une d'elles, nous accorder le secours de vos épées, vous ne nous refuserez pas du moins celui de vos prières ; » et aussitôt elles les entraînèrent devant une image de la sainte Vierge, où elles se mirent a chanter *tant piteusement, et de voix si très-lamentables*, qu'il n'y eut personne à qui elles n'arrachassent des larmes (1). 1501.

Beaumont avoit réussi à conduire ses troupes à un premier assaut ; le sentiment du devoir et l'attachement à la discipline militaire, l'avoient emporté sur les affections du cœur. Mais, après avoir échoué dans cette première attaque, les Français cherchèrent avidement des prétextes pour n'en point tenter d'autres. Les Pisans ne refusoient jamais, ni de nuit ni de jour, l'entrée de leurs portes aux soldats français qui s'y présentoient. Ils les accueilloient toujours avec la même hospitalité et la même bienveillance, ils les combloient de présens, et leur montroient même les batteries masquées, afin que leurs amis, dans le camp opposé, ne s'y exposassent pas. Les Français n'étoient pas moins zélés dans les bons offices qu'ils rendoient aux Pisans ; ils laissoient entrer les renforts qui leur arrivoient des autres villes de Toscane ; ils laissèrent passer, entre autres, Tarlatino de Città di Castello, lieutenant de Vitellozzo, qui s'illustra dans cette guerre, par le talent et la constance avec lesquels il dirigea dès-lors la défense des Pisans. D'autre part, les Français pilloient les convois de vivres qu'on envoyoit à leur propre camp, pour avoir

(1) Garnier, Histoire de France, règne de Louis XII. T. XI, p. 130.

1500. ensuite occasion de se plaindre des Florentins qui les laissoient manquer de subsistances. Leur animosité contre ceux-ci éclatoit tous les jours davantage. Beaumont, ne pouvant rétablir la discipline dans son camp, annonça enfin à Lucas des Albizzi, commissaire demeuré auprès de lui, qu'il alloit lever le siége; et comme Albizzi s'y opposoit avec vivacité, pour l'honneur même du roi de France et de ses armes, les Suisses le firent prisonnier, déclarant qu'ils vouloient le garder pour gage de quelques soldes qui étoient dues à leurs compatriotes, dès le temps de la guerre de Livourne. Il fallut se soumettre à cette nouvelle violence : Lucas des Albizzi fut racheté au prix de treize cents ducats; et l'armée qui avoit fait une si honteuse campagne reprit, le 18 juillet, le chemin de Lombardie (1).

La retraite de l'armée française mit les Florentins au désespoir. Comptant sur sa puissante assistance, et ne pouvant faire une double dépense en même temps, ils avoient licencié leurs propres soldats; en sorte qu'ils se trouvoient presque absolument désarmés : aussi les Pisans n'eurent-ils point de peine à leur reprendre Librafratta, et le bastion de la Ventura. De plus, Louis XII, selon l'usage des puissans qui se trouvent associés à de plus foibles qu'eux, rejetoit sur les Florentins toute la faute des mauvais succès, causés par l'indiscipline de ses propres troupes. Son indignation étoit extrême contre la république, qu'il accusoit d'avoir mal pourvu son camp de vivres, d'avoir mal secondé ses généraux, et surtout de s'être obstinée à choisir Beaumont, de préférence à Ives d'Allègre. Il fallut songer à se justifier auprès de celui de qui on avoit lieu de se plaindre; et, en même temps, il fallut adoucir les refus que crut devoir faire la république, de

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 256. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 260. — *Jacopo Nardi Ist.* L. IV, p. 112. — *Istorie di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 151.

conduire, l'année suivante, une nouvelle armée française devant Pise, pour attaquer cette ville avec plus d'avantage (1). 1500.

Après cette campagne malheureuse, Florence resta sans forces, et entourée d'ennemis : les villes rivales, de Gênes, de Lucques et de Sienne se réjouissoient de son humiliation, et assistoient ouvertement les Pisans. Dans le territoire florentin même, le mécontentement et la disposition à la révolte s'accroissoient avec les malheurs de la métropole. A Pistoia les deux anciennes factions des Cancellieri et des Panciatichi recommencèrent une guerre civile dont on avoit cru tout souvenir perdu, pendant un siècle entier d'un gouvernement plus ferme. Au commencement de l'année 1501, tous les Panciatichi 1501.
furent chassés de la ville : le 25 février on les condamna comme rebelles ; on brûla leurs maisons, et on abandonna leurs biens aux soldats. Les Cancellieri les poursuivirent ensuite dans la campagne jusqu'à Saint-Michel, et les assiégèrent dans l'église de ce nom : mais ils y furent surpris par les partisans des Panciatichi, qui se rassemblèrent en grand nombre pour délivrer leurs chefs ; et les assiégeans y perdirent plus de deux cents des leurs (2). La république florentine, qui n'avoit presque plus de soldats sous ses ordres, et dont le trésor étoit épuisé par les demandes continuelles du roi de France, ne pouvoit ni tenir la campagne contre Pise, ni contenir les Pistoiois, ni punir les chefs de ces séditions nouvelles.

Le plus triste avenir sembloit menacer la liberté de la Toscane, une jalousie invincible aveugloit tous les voisins de Florence, et les faisoit conspirer à sa ruine : une fer-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 257. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 113. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 261.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 258. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 262. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 117. — *Istor. di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 152. — *Michel Angelo Salvi delle Istorie di Pistoia.* T. III, L. XVIII, p. 15-28.

1501. mentation universelle faisoit craindre de nouvelles révoltes parmi ses sujets ; l'instabilité d'un gouvernement qui se renouveloit tous les deux mois, et qui ne conservoit nulle part la tradition de son ancienne politique, inspiroit une égale défiance aux étrangers et aux citoyens. Venise avoit adopté la protection de la famille usurpatrice, qui vouloit remonter sur le trône ; les ducs de Milan et les rois de Naples ne tenoient plus alternativement la balance de l'Italie ; et le roi de France, qui avoit succédé à l'un et qui alloit renverser l'autre, ne protégeoit plus la république. Le pape, le plus proche voisin de celle-ci, étoit en même temps son ennemi le plus dangereux ; car, sacrifiant tout sentiment de devoir, tout soin de l'indépendance de l'Église, aussi bien que toute bonne foi et toute pudeur, à l'agrandissement de son fils, il combinoit les perfidies et les faux sermens avec les armes spirituelles et temporelles, pour soumettre la Toscane à César Borgia.

La république en désarmant, comme sa pauvreté la forçoit à le faire, sembloit témoigner à ses voisins ses dispositions pacifiques ; cependant elle fournit précisément ainsi à César Borgia le prétexte qu'il attendoit pour commencer les hostilités. Celui-ci, après avoir pris Faenza le 22 avril 1501, se disposoit à attaquer Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, lorsque le condottière Rinuccio de Marciano, licencié par les Florentins, passa au service de ce seigneur avec sa compagnie : le pape et son fils se récrièrent aussitôt sur ce que la république envoyoit des secours à leurs ennemis, et cherchoit seulement à les déguiser par une ruse grossière (1).

César Borgia s'étoit avancé vers la frontière du Bolonais jusqu'à Castel San-Pietro, sur la route d'Imola. Il y reçut un ordre de Louis XII de ne point passer outre, parce que Bentivoglio s'étoit mis sous la protection spéciale de la

(1) *Jacopo Nardi Ist.* Lib. IV, p. 117.

France (1). Il s'abstint en effet de l'attaquer; mais il profita du moins de l'effroi qu'il lui causoit, pour lui dicter de nouvelles conditions. Il obtint de lui la cession de Castel Bolognèse, entre Imola et Faenza; la promesse d'un tribut de neuf mille ducats, et celle de cent hommes d'armes et deux mille fantassins, que Borgia comptoit employer contre Florence. Pour prix de cette alliance, le perfide Borgia révéla à Bentivoglio les intelligences qu'il avoit formées avec les Marescotti, famille puissante, riche, et assurée d'une nombreuse clientelle, qui jusqu'alors avoit paru toute dévouée au prince. Bentivoglio chargea son fils Hermès d'assassiner Agamemnon Marescotti, chef de cette famille. Il fit massacrer ensuite trente-quatre de ses frères, fils, filles ou neveux, et deux cents de leurs parens ou amis. Jusqu'à ce que cette boucherie fût achevée, les portes de Bologne demeurèrent fermées. Bentivoglio contraignit tous les fils des familles les plus nobles à y prendre part, pour les rendre à leur tour l'objet du ressentiment du parti contre lequel il vouloit sévir, et pour les attacher à lui par la crainte des représailles (2). 1501.

Le duc de Valentinois n'avoit jamais compté de s'arrêter long-temps pour soumettre Bologne. Florence étoit l'objet de ses préparatifs : il avoit appelé à son armée Vitellozzo Vitelli, seigneur de Città di Castello, qui brûloit du désir de venger la mort de son frère, et les Orsini, parens et alliés des Médicis. Dès le mois de janvier il avoit fait passer à Pise des renforts commandés par Renier de la Sassetta, et par Pierre Gambacorti (3). Après avoir achevé la conquête de la Romagne, il envoya de nouveaux détachemens

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 263. — *Raynaldi, Ann. eccles.* 1501, §. 16, p. 507.

(2) *Diario Ferrarese.* T. XXIV, *Rer. Ital.* p. 595. — *Gio. Cambi.* T. XXI, p. 156. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 263. — *Jac. Nardi.* L. IV, p. 118. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 263.

(3) *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 116.

1501. à Pise, sous les ordres d'Oliverotto de Fermo, le favori et l'un des plus habiles lieutenans de Vitelli (1). Il avoit eu des conférences avec Julien de Médicis, qui s'étoit avancé jusqu'à Bologne; il espéroit, par son moyen, armer contre leur patrie tous les partisans de la famille exilée. Il savoit bien que, quelque débris de la souveraineté de la Toscane qu'il offrît aux Médicis, ceux-ci seroient toujours prêts à l'accepter aux plus honteuses conditions; et, en effet, Julien de Médicis, après être demeuré d'accord avec César Borgia, partit en poste pour la France, afin d'engager Louis XII à refuser tout secours aux Florentins (2).

Cependant toutes les opérations de Valentinois devoient demeurer subordonnées aux plus vastes projets que Louis XII avoit formés contre Naples. L'armée destinée à cette expédition commençoit à marcher. Sa plus forte colonne, conduite par d'Aubigny, devoit traverser la Romagne, et y recueillir les troupes françaises qui, sous les ordres d'Ives d'Allègre, avoient jusqu'alors secondé Valentinois; une autre colonne, conduite par le bailli d'Occan, devoit suivre le chemin de la Lunigiane, traverser Pise, et se réunir, dans l'état de Piombino, avec César Borgia, qui s'étoit engagé à suivre les généraux français à la conquête du royaume de Naples. C'étoit dans sa marche pour se rendre à cette destination qu'il comptoit accomplir les révolutions dont il menaçoit la Toscane.

César Borgia entra en Toscane par le Bolonais, avec sept cents hommes d'armes et cinq mille fantassins, annonçant à la république florentine qu'il vouloit traverser son territoire en ami pour se rendre à Rome, et qu'il ne demandoit autre chose que d'avoir des vivres pour de l'argent. Mais lorsqu'il eut passé les défilés des montagnes, et qu'il fut arrivé à Barberino, il changea de langage. Il déclara alors qu'il ne pouvoit se montrer l'ami de la ré-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 263.
(2) *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 116.

publique qu'autant qu'il verroit celle-ci soumise à un 1501.
gouvernement sur lequel il pût compter; que le rappel des Médicis pouvoit seul répondre à ses yeux de la stabilité de l'administration; qu'il demandoit donc le rétablissement de Pierre de Médicis dans toute l'autorité qu'il avoit autrefois exercée: et celui-ci attendoit à Loiano, sur la frontière bolonaise, ce qu'opéreroient pour lui ces menaces. Borgia demandoit encore que six citoyens désignés par Vitellozzo fussent remis entre ses mains, pour porter la peine de l'injuste sentence prononcée contre Paul Vitelli; que la seigneurie s'engageât à ne donner aucun secours au seigneur de Piombino; enfin qu'elle le prît lui-même à sa solde, avec une *condotta* proportionnée à sa haute dignité (1).

Les Florentins avoient alors à la tête de leur république une seigneurie qui n'inspiroit ni respect ni confiance; on soupçonnoit plusieurs de ses membres d'être secrètement d'accord ou avec Médicis, ou avec le duc de Valentinois, pour supprimer le grand conseil et retirer la souveraineté des mains du peuple. Aucun homme de talent, aucun homme d'un grand nom, n'avoit pris une influence décisive sur les résolutions du gouvernement; et comme les circonstances étoient réellement difficiles, aucun n'osoit prendre des mesures hardies pour s'en tirer. La seigneurie mit sur pied, il est vrai, une partie de la milice des campagnes, qu'elle cantonna à la Loggia de' Pazzi, à Fiésole et à Bello-Sguardo, pour défendre Florence : mais elle interdit toute hostilité; elle menaça d'une punition sévère les paysans qui opposeroient quelque résistance aux soldats de Borgia, et elle permit au dernier de traverser à petites journées le territoire florentin, en pillant et en dévastant tout devant lui, encore qu'il prétendît toujours être l'ami et le confédéré de la république.

Parmi les capitaines de César Borgia, il y en avoit deux

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 264. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 120. — *Comment. di Fil. de' Nerli.* L. V, p. 88.

1501. qui ne sembloient pas faits pour inspirer de la défiance aux Florentins : Raphaël de Pazzi et Marco Salviati étoient issus de deux familles illustrées par la conjuration de 1478, et l'on devoit peu s'attendre à ce qu'ils fissent cause commune avec les Médicis. Toutefois la vanité blessée des grandes familles se réconcilie plutôt avec toute espèce de tyrannie qu'avec le gouvernement populaire. Les deux fils de ceux qui avoient conjuré pour la liberté, conjurèrent pour le pouvoir absolu; ils convinrent avec leurs amis de Florence que les partisans des Médicis s'empareroient du palais, tandis qu'eux-mêmes, avec les soldats des Vitelli, se présenteroient devant les portes (1). Cette conspiration étoit sur le point d'éclater, lorsque César Borgia, réfléchissant qu'il n'avoit plus que peu de jours à passer en Toscane, et qu'il ne tireroit point d'une révolution, au moment où il se mettoit en marche pour Naples, tout le parti qu'il auroit pu espérer dans une autre conjoncture, préféra d'ajourner ses projets, et de profiter de la crainte qu'il avoit inspirée aux chefs de la république, pour extorquer d'eux une grosse somme d'argent. Il se fit assurer pendant trois ans une solde de 36,000 ducats par année, et il promit de tenir trois cents hommes d'armes prêts à secourir la république dans tous ses besoins. Il obligea la seigneurie à renoncer à la protection du seigneur de Piombino; mais il n'insista plus sur les changemens qu'il avoit demandés à la constitution, ou sur la satisfaction à donner à Vitellozzo (2).

Ce ne fut que le 4 juillet 1501, que César Borgia entra enfin sur le territoire de Piombino. Le seigneur de ce petit état, Jacques IV d'Appiano, avoit par avance dévasté son propre pays, brûlé les fourrages, coupé les arbres et les

(1) *Vita di Leone X, di Paulo Giovio, tradotta da mess. Lodovico Domenichi.* Firenze, 1551, in-12. L. I, p. 74.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 264. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 122. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 263. — *Istor. di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 161.

vignes, et détruit le petit nombre de fontaines qui don- 1501.
noient des eaux salubres. Il s'étoit ensuite enfermé dans le château de Piombino, avec ses vassaux les plus dévoués, et quelques Corses qu'il avoit à sa solde. En peu de jours Suvéréto, Scarlino, l'île d'Elbe et celle de Pianosa se soumirent au duc de Valentinois; mais le château de Piombino demandoit un siége régulier : il avoit déjà résisté plusieurs jours, lorsque Borgia se vit obligé de s'en éloigner le 28 juillet pour suivre l'armée française (1). Cependant il chargea ses lieutenans, Vitellozzo Vitelli, et Jean-Paul Baglioni, de continuer les opérations du siége. Jacques d'Appiano, qui se voyoit près de succomber, et qui redoutoit de tomber entre les mains cruelles de Valentinois, passa le 17 août à Livourne, et ensuite à Gênes, espérant engager les Génois à acheter son petit fief, et le mettre ainsi sous la protection de la France: mais la garnison, qu'il n'animoit plus par sa présence, se rendit le 3 septembre; et Borgia commença ainsi à établir sa puissance sur la Toscane (2).

L'accomplissement des projets ambitieux de César Borgia étoit suspendu par la marche de l'armée française au travers de l'Italie; et la politique de tous les états de cette contrée étoit subordonnée à celle de la cour de France. Celle-ci ne regardoit plus déjà la conquête du Milanès que comme un acheminement à celle du royaume de Naples : l'entreprise imprudente de Chales VIII sembloit devenue, pour son successeur, d'une exécution facile et sûre. Les troupes françaises, après avoir passé les Alpes, trouvoient en Lombardie des greniers abondans,

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 265. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 123. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 264. — *Orl. Malavolti Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 107 v.

(2) *Barth. Senaregæ de Rebus Genuens.* p. 574. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 264. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 126. — *Burchardi Diarium Curiæ Rom.* p. 2133. — *Orl. Malavolti.* P. III, Lib. VI, f. 108 v. — *Agost. Giustiniani Annal.* L. VI, f. 257.

1501. des places-fortes qui leur étoient ouvertes, et qui assuroient leur route jusqu'au centre de l'Italie. La république de Venise qui avoit traversé les projets de Charles VIII, étoit alliée de Louis XII : d'ailleurs elle étoit alors même engagée dans une guerre dangereuse avec l'empire turc; et l'on ne devoit pas craindre qu'elle provoquât des hostilités sur sa frontière opposée. La Toscane, divisée et affoiblie, attendoit les ordres de la France; les princes limitrophes des Vénitiens n'étoient pas moins obéissans. Le pape, ne prenant conseil que de l'ambition de son fils, étoit devenu lui-même un serviteur dévoué du roi. Don Frédéric, que l'affection des peuples avoit remis sur le trône de Naples, n'avoit ni trésor ni armée : son royaume dévasté, ses fortifications renversées, ses arsenaux épuisés, ne lui laissoient presque aucun moyen de résistance; et ses sujets ruinés par une guerre cruelle ne pouvoient payer les impôts nécessaires pour rétablir tout ce qui avoit été détruit.

Mais si Louis XII regardoit comme facile la conquête du royaume de Naples, il ne se sentoit point si assuré de le conserver : il craignoit les rois d'Espagne, qui, des ports de la Catalogne et de la Sicile, pouvoient avec une extrême facilité faire passer des renforts au roi de Naples, en même temps qu'ils pouvoient tenter une diversion du côté des Pyrénées; il craignoit Maximilien, qui, publiant dans chaque diète son ressentiment, pouvoit enfin armer contre lui l'Allemagne; il craignoit les Suisses, qui, rendus plus inquiets et plus intraitables depuis qu'ils avoient trahi Louis Sforza, sembloient vouloir effacer, par quelque entreprise brillante, la honte dont ils s'étoient couverts, et qui, se fortifiant à Bellinzone, menaçoient toute la Lombardie. Enfin Louis XII craignoit de perdre ses propres troupes par les chaleurs de ce climat méridional, dont elles avoient auparavant senti la funeste influence.

Don Frédéric de son côté connoissoit bien toute sa

foiblesse; il n'avoit épargné ni les sollicitations, ni les démarches les plus respectueuses, pour obtenir la paix. Il avoit offert de se reconnoître pour feudataire du roi de France, de lui payer un tribut, de lui livrer ses places les plus fortes, et d'y recevoir garnison française. Il s'étoit montré prêt à céder au roi tous les avantages d'une conquête, sans exposer les soldats français aux chances de la guerre, et le pays contesté à ses ravages (1). Par une étrange infatuation Louis XII rejeta toutes ces offres; et il préféra traiter à des conditions bien moins avantageuses, avec un homme qui devoit lui inspirer bien plus de défiance, et qui, ne pouvant le seconder que par une perfidie, auroit dû le faire rougir d'une semblable association. 1501.

Louis XII renoua donc avec Ferdinand-le-Catholique, des négociations que celui-ci avoit déjà entamées sous le règne de Charles VIII, mais qu'il avoit ensuite rompues en démentant ses agens, lorsqu'il avoit cru n'avoir plus rien à craindre de ce monarque. Ferdinand prétendoit qu'Alphonse Ier n'avoit point eu le droit de disposer du royaume de Naples, sa conquête, en faveur de son fils naturel; il se portoit lui-même pour héritier de ce monarque: mais il offroit à Louis XII de diviser un royaume auquel la maison de France prétendoit comme héritière de celle d'Anjou, et la maison d'Aragon comme héritière de celle de Duraz; au lieu d'en appeler de nouveau à la force des armes, sur des droits contestés qui avoient ensanglanté si long-temps l'Italie. Il répondoit à Louis XII du succès de leur entreprise, puisque Frédéric ouvriroit lui-même ses places-fortes aux troupes espagnoles qu'il introduiroit pour les défendre, et qui n'y entreroient que pour les livrer. Un traité d'alliance fut signé à Grenade, le 11 novembre 1500, entre Louis XII et Ferdinand et Isabelle; mais il fut enseveli dans le secret le plus profond. Les deux monarques convinrent d'attaquer en même

(1) *Summonte dell' Istoria di Napoli.* Lib. VI, cap. IV, p. 534.

1501. temps le royaume de Naples, et de le partager entre eux de telle sorte que Louis demeurât maître de Naples, de la terre de Labour et des Abruzzes, avec les titres de roi de Jérusalem et de Naples, et que le roi Ferdinand demeurât maître de la Pouille et de la Calabre, avec le titre de duc de ces deux provinces. Les deux rois ne s'obligeoient point à s'assister réciproquement pour conquérir chacun leur partage, mais seulement à ne pas se nuire. Ils devoient ensuite recevoir tous deux l'investiture du pape, et relever immédiatement de lui (1).

Dans le temps même où Ferdinand signoit ce traité, il s'étoit mis en mesure de l'exécuter, sans éveiller les soupçons ni de don Frédéric, ni d'aucun prince de l'Europe, mais au contraire, en affectant, selon sa politique ordinaire, d'être uniquement occupé de l'avantage de l'Église et de la défense de la chrétienté. Il s'étoit montré vivement touché des conquêtes que les Turcs avoient faites sur les Vénitiens, dans le Péloponèse et l'Adriatique; et il avoit envoyé au secours des derniers, son meilleur général, Gonzalve de Cordoue, avec une flotte de près de soixante vaisseaux armés à Malaga, qui portoient douze cents chevaux et huit mille fantassins d'élite. Cette armée, qui, comme nous le verrons ailleurs, seconda vaillamment les Vénitiens, passa ensuite l'hiver en Sicile, pour être prête à exécuter les desseins secrets de Ferdinand-le-Catholique (2).

Louis XII faisoit plus ouvertement ses préparatifs de guerre, pour exécuter un traité aussi imprudent que honteux; par lequel il introduisoit dans cette Italie dont il

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 260. — Histoire de Louis XII, par Jean de Saint-Gelais, p. 167. *Paris*, 1622, 4°. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. IX, p. 248. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. I, p. 193. — *Summonte Ist. di Napoli.* L. VI, cap. IV, T. III, p. 535.—*Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 43.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. I, p. 191, 192.

étoit maître, un rival qui pourroit un jour l'en chasser. 1501.
D'Aubigny commandoit son armée, qui étoit forte de mille lances, quatre mille Suisses, et six mille Gascons et aventuriers. En même temps Philippe de Rabenstein, frère du duc de Clèves et gouverneur de Gênes, conduisoit dans le royaume de Naples seize vaisseaux bretons et provençaux, trois caraques génoises, et six mille cinq cents hommes de débarquement (1).

De son côté, don Frédéric, qui avoit pris les Colonna à sa solde, avoit sous ses ordres sept cents hommes d'armes, six cents chevau-légers, et six mille fantassins : cependant il mettoit surtout sa confiance dans Gonzalve de Cordoue, qu'il savoit en Sicile, à la tête d'une armée composée d'excellentes troupes, et qui lui étoit annoncé par son cousin Ferdinand, comme étant prêt à le défendre. Frédéric pressoit Gonzalve de venir se réunir à lui à Gaëte, et il lui faisoit ouvrir toutes les places de guerre de la Calabre, dans lesquelles ce général prétendoit qu'il avoit besoin de mettre des garnisons, pour assurer les positions de son armée. En même temps Frédéric sollicitoit l'empereur des Turcs de défendre un royaume qu'il pouvoit considérer comme le boulevard avancé de son empire. Il envoyoit à Tarente, la plus forte ville de ses états, Ferdinand, son fils aîné, qui étoit encore enfant; et il alla camper à San-Germano, où il avoit donné rendez-vous aux troupes que lui amenoient les Colonna, et à celles de Gonzalve de Cordoue (2).

Mais, le 6 juin 1501, l'armée française étant déjà entrée en deux colonnes dans l'état de l'Église, les ambassadeurs français et espagnols se présentèrent ensemble au pape et au sacré collége, pour leur notifier le traité de partage du royaume de Naples, signé six mois auparavant par leurs souverains. Ils déclarèrent en même temps que leurs maî-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 265.
(2) *Idem. Ibid.*

1501. tres n'avoient d'autre vue, en se mettant en possession du royaume de Naples, que de se donner plus de moyens pour attaquer en commun l'empire ottoman. Ils demandèrent au pape de seconder une aussi pieuse intention, en accordant à leurs souverains l'investiture des provinces qui étoient échues en partage à l'un et à l'autre. Alexandre VI ne pouvoit qu'applaudir à un arrangement qui devoit l'établir arbitre entre ses deux puissans feudataires. Il ne publia cependant la sentence qui privoit Frédéric du trône de Naples que lorsqu'il ne lui resta plus aucun doute sur le succès de la guerre. Elle avoit été prononcée, dès le 25 juin, dans un consistoire secret (1).

Ferdinand étoit le plus proche parent de don Frédéric; il étoit son plus intime allié; il lui avoit inspiré une confiance sans mesure; il venoit tout récemment de solliciter et d'obtenir le surnom de Catholique, et il occupoit sans cesse la chrétienté de son zèle hypocrite pour l'avancement de la foi, et la défense de l'Église, aussi son insigne trahison excita-t-elle presque autant l'indignation des étrangers que de don Frédéric lui-même. Gonzalve de Cordoue, voulant tromper jusqu'au bout ce malheureux prince, lui écrivit encore pour démentir ce que l'ambassadeur espagnol avoit publié à Rome, et pour déclarer qu'il étoit toujours prêt à défendre avec son armée le neveu, et le plus cher allié de son maître. Ces protestations lui servirent à calmer les provinces qu'il vouloit traverser, et à les lui faire occuper plus facilement : ce ne fut qu'après que l'armée française fut parvenue aux frontières du royaume que Gonzalve, avouant sa honteuse commission, envoya six galères à Naples pour ramener les deux vieilles reines, l'une sœur et l'autre nièce de son roi (2).

(1) *Raynaldus, Annal. eccles.* T. XIX, 1501, §. 50 à 72, p. 519-527. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2129-2131. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 266. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* L. IX, p. 249. — *Scipione Ammirato.* T. XXVII, p. 264.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 267.

Les moyens de résistance que Frédéric avoit préparés, n'étoient plus suffisans pour repousser cette double agression. Les Colonna, ses seuls alliés, étoient de leur côté attaqués par Alexandre VI; et ils avoient pris le parti d'abandonner tous leurs châteaux, à la réserve d'Amélia, et de Rocca di Papa, où ils avoient mis garnison (1). La rébellion avoit déjà éclaté à San-Germano, et dans les lieux voisins; non que Frédéric n'y fût aimé plus que les Français, mais ses sujets se refusoient à s'engager avec lui dans une guerre qui ne leur laissoit aucune espérance. Frédéric, encore incertain sur le parti qu'il devoit prendre, et ne pouvant tenir la campagne, enferma ses troupes dans ses meilleures places, pour se donner le temps de juger sa propre situation. Fabrice Colonna, auquel fut associé le comte Rinuccio de Marciano, récemment entré au service de Naples, fut chargé de la défense de Capoue, avec trois cents hommes d'armes, quelques chevau-légers, et trois mille fantassins : don Frédéric occupa Averse, avec une autre partie de son armée; et Prosper Colonna entreprit la défense de Naples (2). 1501.

Cependant d'Aubigny, en avançant, avoit livré aux flammes Marino, Cavi, et d'autres châteaux des Colonna, pour punir ceux-ci de ce qu'ils avoient fait tuer à Rome quelques barons napolitains, partisans de la France. Giulio Colonna, qui devoit défendre Montefortino, abandonna cette place d'une manière peu honorable; et l'armée française se trouva maîtresse de toute la frontière jusqu'au Vulturne. Ce fleuve n'auroit pas été facile à passer devant Capoue; mais d'Aubigny, se rapprochant des montagnes, le traversa plus près de sa source, et occupa Averse, d'où Frédéric fut obligé de se retirer : il soumit encore Nola, et tout le pays jusqu'à Naples. Il revint ensuite vers Capoue,

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 267.—*Burchardi Diarium Curiæ Rom.* p. 2129.
(2) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 268.

1501. et investit cette ville des deux côtés de la rivière à la fois. La garnison repoussa avec vaillance le premier assaut que donnèrent les Français; mais elle éprouva de son côté une perte considérable : elle avoit vu le danger de près, et elle craignoit de succomber dans une seconde attaque; en sorte que le 24 juillet 1501 elle offrit de capituler. Le comte de Caiazzo fut admis sur le bastion à une conférence avec Fabrice Colonna, pour traiter des conditions auxquelles la place seroit livrée. La garnison, qui depuis huit jours étoit appelée à des veilles continuelles, crut pouvoir se relâcher de sa vigilance, au moment où l'on étoit presque d'accord; et tandis qu'on parlementoit, les Français pénétrèrent dans l'enceinte de la ville. On assure qu'un des bourgeois leur en ouvrit l'entrée, mais qu'il fut immédiatement après tué par les vainqueurs. Capoue, surprise tandis qu'elle croyoit se rendre, fut traitée avec toute la cruauté qui signaloit alors les guerres des ultramontains en Italie : sept mille habitans furent massacrés dans les rues (1), toutes les propriétés furent pillées, toutes les femmes abandonnées à la brutalité des soldats; mais l'horreur qu'ils inspiroient étoit si grande, qu'un très-grand nombre de dames se précipitèrent dans des puits pour se soustraire par la mort au déshonneur. Les églises et les couvens ne furent point épargnés; et tant que les malheureux Capouans eurent quelque chose à perdre, les généraux français, qui, vis-à-vis de ces nouveaux sujets, prétendoient représenter le souverain légitime, n'étendirent point sur eux leur protection. Enfin le pillage avoit cessé, le soldat s'étoit calmé, et la discipline étoit rétablie, lorsqu'on découvrit qu'une tour de la ville avoit servi de refuge à un grand nombre de femmes. César Borgia les fit toutes conduire devant lui; et après les avoir examinées

(1) *Burchardi Diar. Curiæ Romanæ.* p. 2132. — *Fr. Belcarii Comment.* L. IX, p. 250. — *Summonte Stor. di Napoli.* L. VI, cap. IV, p. 535.

avec soin, il fit choix des quarante plus belles, qu'il envoya dans son palais à Rome pour y former son sérail (1). 1501.

Fabrice Colonna, don Hugues de Cardone, et plusieurs autres capitaines distingués, demeurèrent au nombre des prisonniers. Le comte Rinuccio de Marciano, blessé d'une flèche d'arbalète, étoit aussi tombé entre les mains des soldats du duc de Valentinois; mais il mourut dès le second jour, et l'on crut que Vitellozzo Vitelli avoit fait empoisonner ses blessures, se souvenant que la rivalité de ce capitaine avec son frère Paul Vitelli, avoit été une des causes du supplice de ce dernier (2).

La prise de Capoue porta le dernier coup à la fortune déjà si chancelante de Frédéric. Il abandonna sa capitale qu'il ne pouvait plus défendre; il s'enferma dans le château Neuf, et il permit aux villes de Naples et de Gaëte d'ouvrir, sans coup férir, leurs portes aux Français. La première se racheta du pillage par une contribution de soixante mille ducats. Le 25 août, six jours après l'entrée des Français dans Naples, don Frédéric leur remit lui-même le château Neuf. Il convint avec d'Aubigny de le mettre paisiblement en possession de tout ce qu'il possédoit encore dans la partie du royaume qui étoit échue en partage aux Français; et il ne se réserva que l'île d'Ischia, qui devoit pendant six mois être à l'abri de toute hostilité. Il stipula en même temps une amnistie pour tous ceux qui s'étoient déclarés contre la France, depuis la conquête de Charles VIII; et il réserva aux cardinaux Colonna et d'Aragon, la jouissance de leurs rentes ecclésiastiques dans le royaume (3).

Jamais on n'avoit vu plus d'illustres victimes des révolutions politiques, que n'en rassembloit alors l'île d'Ischia.

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 268. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 124. — *Orl. Malavolti Stor. di Siena.* P. III, Lib. VI; f. 108.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib V, p. 269.

(3) *Idem.* L. V, p. 269. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 125. — *Barchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2132.

1501. Dans son château se trouvoit Béatrix d'Aragon, sœur de don Frédéric, d'abord mariée au grand Mathias Corvinus, roi de Hongrie, puis fiancée à Uladislas, roi de Bohême. Elle avoit par son crédit fait obtenir à ce dernier la couronne de Hongrie ; mais en retour il l'avoit répudiée, et il avoit épousé une autre femme. On y voyoit encore Isabelle, duchesse de Milan, femme de Louis-le-Maure et fille d'Alphonse de Naples; l'un et l'autre avoient perdu leurs états : son père étoit mort dans l'exil, son mari et son fils étoient prisonniers. Enfin Frédéric lui-même se trouvoit dans cette forteresse, avec sa femme et quatre enfans en bas âge. Il ne demeura pas long-temps il est vrai dans cette retraite, où il auroit fait plus sagement d'attendre les chances d'une nouvelle fortune. Son indignation contre son cousin Ferdinand d'Aragon étoit si violente, qu'il aima mieux encore se jeter entre les bras d'un ennemi qui l'avoit toujours combattu à force ouverte. Il suivit le conseil de Philippe de Rabenstein, qui étoit arrivé devant Ischia avec sa flotte; il obtint de lui un sauf-conduit pour se rendre en France, avec cinq galères légères, tandis qu'il envoya la meilleure partie de ses gendarmes à Tarente, qui se défendoit toujours, au nom de son fils aîné. Il confia le commandement d'Ischia au marquis del Guasto, et à la comtesse de Francavilla. Il laissa aussi dans cette île Fabrice et Prosper Colonna, dont le premier avoit été obligé de payer sa rançon aux Français après la prise de Capoue. Louis XII, touché de la confiance de don Frédéric, lui accorda en effet le duché d'Anjou et trente mille ducats de rente, en compensation du royaume qu'il avoit perdu : mais il y mit pour condition que cet hôte illustre ne sortiroit jamais de France; et quoiqu'il ne fût point son prisonnier, et qu'il fût venu sur la foi d'un sauf-conduit, Louis XII le mit sous la garde du marquis de Rothelin, qui, avec trois cents hommes, fut chargé de veiller à sa sûreté, ou plutôt à son obéissance (1).

(1) *Summonte Ist. di Napoli.* Lib. VI, cap. IV, p. 537. — *Fr. Guic-*

La conquête de l'autre moitié du royaume de Naples, par Gonzalve de Cordoue, ne fut pas tout-à-fait si rapide: il l'avoit commencée plus tard et avec moins de forces; il trouvoit aussi plus de résistance dans les habitans. Ceux-ci regrettoient le partage de leur patrie; et puisqu'elle devoit cesser d'avoir un roi pour elle seule, ils auroient préféré du moins passer sous la domination de la France. Cependant, comme leur souverain les avoit abandonnés, et qu'aucun autre prince ne se présentoit pour les défendre, ils se soumirent successivement, à mesure que les Espagnols vinrent les sommer de le faire. Les seules villes de Manfrédonia et de Tarente soutinrent un siége: celui de Manfrédonia fut court; mais celui de Tarente fut fort long, encore que Gonzalve de Cordoue le dirigeât lui-même. La ville située dans une île, unie par deux ponts au continent, et pourvue abondamment de vivres, étoit assez forte pour défier long-temps les efforts des assiégeans; et Jean de Guévara, comte de Potenza, gouverneur du jeune Ferdinand, qui y commandoit, se reposant sur la force de la place, évitoit les sorties, les escarmouches, et tous les petits combats qui auroient pu épuiser sa garnison. Enfin Gonzalve de Cordoue ayant transporté une vingtaine de bateaux armés, dans le bassin de dix-huit milles de circuit que les Tarentins nomment la Mer intérieure, le comte de Potenza, qui de ce côté ne craignoit aucune attaque, et n'avoit élevé aucune fortification, se montra disposé à capituler, d'autant plus que Gonzalve lui fit offrir les conditions les plus honorables et les plus avantageuses. Le général du roi Catholique jura sur l'hostie, de la manière la plus solennelle, qu'il accorderoit au jeune Ferdinand, duc de Calabre, la liberté de se retirer où bon lui sembleroit. La ville fut livrée à cette 1501.

ciardini. L. V, p. 269. — Jean de Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, p. 163. — *Barth. Senaregæ de Reb. Genuens.* p. 573. — *Istor. di Gio. Cambi.* T. XXI, p. 166. — *Raynaldi Ann. eccles.* 1501, §. 74, p. 166. — *Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 43.

1501. condition, et le jeune prince se hâta, selon l'ordre qu'il en avoit reçu de son père, de prendre le chemin de Bitonte, pour se rendre dans la partie du royaume qu'occupoient les Français. Mais à peine fut-il arrivé dans cette ville, qu'il y fut arrêté par ordre de Gonzalve, ramené à Tarente, puis embarqué et envoyé prisonnier en Espagne, malgré ses réclamations et celles de son gouverneur, qui se reprochoit amèrement de l'avoir précipité dans le piége. Gonzalve de Cordoue étoit un homme religieux jusqu'à la superstition et au fanatisme; il se rendoit néanmoins coupable, par politique, du plus insigne parjure : mais ayant renoncé à éclairer sa propre conscience, il s'en remettoit à son directeur, et il trouva des théologiens qui lui dirent et qui publièrent pour lui, que le serment qu'il avoit fait, il l'avoit prêté pour son maître, non pour lui-même; en sorte qu'il n'étoit point personnellement lié; et que son maître ne l'étoit pas davantage, puisque Gonzalve s'étoit engagé pour lui à son insu (1).

Ainsi tomba, pour ne plus se relever, cette branche de la maison d'Aragon, qui avoit régné à Naples avec tant de lustre pendant soixante-cinq ans, et qui avoit eu une si grande influence sur les progrès des lettres italiennes. Frédéric, par sa retraite trop précipitée, s'ôta les moyens de profiter des chances avantageuses que ne pouvoit manquer de lui présenter la discorde entre les monarques rivaux qui s'étoient partagé son royaume. Il mourut en Anjou, le 9 septembre 1504. Son fils don Ferdinand, duc de Calabre, mourut en Espagne, seulement en 1550, après avoir été marié deux fois, mais toujours, d'après la politique espagnole, avec des femmes dont la stérilité avoit été reconnue. Alphonse, le second fils, qui avoit suivi son père en France,

(1) Paul Jove, qui rapporte ce sophisme, paroît le regarder lui-même comme un argument auquel il n'y a rien à répliquer. *Vita magni Consalvi*. L. I, p. 195-199. — *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 270. — *Fr. Belcarii Comm*. Lib. IX, p. 251.

mourut à Grenoble en 1515, non sans soupçon de poison ; le troisième, César, mourut à Ferrare, à l'âge de dix-huit ans. Parmi les filles du roi Frédéric, la seule Charlotte, mariée au comte de Laval, a laissé une postérité (1). 1501.

(1) *Summonte Ist. di Napoli.* Lib. VI, cap. IV, p. 537. — *Muratori Annali d'Italia.* Ann. 1501, T. X, p. 7. —Nicolas, comte de Laval, gouverneur et amiral de Bretagne, qui épousa Charlotte, ne laissa qu'une fille, Anne de Laval, mariée à François de la Trémouille : c'est par elle que la maison de la Trémouille a revendiqué des droits sur le royaume de Naples.

CHAPITRE CI.

Guerre dans le royaume de Naples entre Louis XII et Ferdinand-le-Catholique; révolte d'Arezzo; conquêtes de César Borgia; massacre de Sinigaglia; bataille de Cérignoles; les Français chassés du royaume de Naples.

1501 — 1503.

1501. **Les ultramontains, qui au commencement du seizième siècle faisoient la guerre en Italie, ne dissimuloient point les sentimens de défiance, de mépris ou de haine qu'ils entretenoient pour la nation qu'ils venoient combattre. Ces sentimens se montrent à découvert dans les écrits des contemporains; et comme les événemens subséquens les ont plus d'une fois justifiés, ils ont contribué à établir dans toute l'Europe un préjugé défavorable contre la nation qui finit par succomber. Cependant, à cette époque du moins, l'aversion des ultramontains pour les Italiens n'étoit autre chose que la haine commune à tous les barbares contre les nations plus civilisées. Ils sentoient la supériorité d'esprit, de jugement, de connoissances de leurs ennemis ; mais ils se révoltoient contre elle. Ils représentoient ces avantages comme nécessairement liés à la dissimulation et à la perfidie; ils prenoient pour eux-mêmes la palme de la valeur ouverte et celle de la franchise, et ils abandonnoient avec mépris aux Italiens celle de la finesse et de la souplesse. Chaque nation, en se comparant à eux, s'attribuoit des qualités incompatibles avec ces artifices mesquins, partage**

d'un peuple trop civilisé ; elles parloient tour-à-tour de la 1501.
bonne foi teutonique, de la rude franchise helvétique, de l'honneur français, de la loyauté castillane. Cependant chacune de ces nations sembla prendre à tâche de donner, dans le cours de peu de mois, en Italie même, des preuves d'une mauvaise foi que les plus diffamés parmi les politiques italiens n'avoient jamais égalée.

Maximilien d'Autriche, qui avoit la prétention d'être plus encore chevalier que roi, n'avoit pas jusqu'alors pris une part importante aux affaires d'Italie ; ce fut plus tard, et dans ses démêlés avec Venise, qu'il montra surtout son mépris pour ses engagemens. Cependant son inconséquence avoit déjà rendu son alliance fatale à tous ceux à qui il l'avoit vendue : elle avoit trompé les Pisans, elle avoit causé la ruine de Louis Sforza, elle venoit encore de contribuer à celle de Frédéric d'Aragon. Ce roi de Naples avoit prêté à Maximilien quarante mille florins, sous condition que celui-ci ne feroit aucun accord avec la France sans l'y comprendre. Mais Maximilien, que sa prodigalité insensée mettoit dans la dépendance de tous les événemens, et qui pendant tout son règne ne fit autre chose que donner des paroles pour de l'argent, et les fausser pour une nouvelle somme, consentit, moyennant un subside que lui paya la France, à faire avec celle-ci une trève de plusieurs mois, sans y comprendre don Frédéric : il donna ainsi à Louis XII le temps d'attaquer le roi de Naples, et de le précipiter du trône (1).

La trahison des Suisses à Novare, dont Louis Sforza fut victime, laissoit à cette nation peu de sujet de vanter sa loyauté ; d'autant plus que cette transaction fut précédée et suivie par plusieurs autres, moins éclatantes pour l'importance des événemens, moins funestes dans leurs conséquences, mais non moins contraires à la fidélité et à l'honneur militaires.

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 260.

1501. La conduite du gouvernement français avoit été presque toujours entachée par une égale mauvaise foi; il avoit fait commerce de ses alliances avec les Pisans, les Florentins, le duc de Valentinois: il avoit abandonné à leurs ennemis, pour une somme d'argent, ceux à qui il avoit le plus solennellement promis sa protection; et sa constante alliance avec César Borgia l'avoit fait participer à tous les crimes de cet homme perfide. L'Espagne cependant surpassoit toutes les autres puissances, par l'impudence de sa mauvaise foi. Ferdinand-le-Catholique sembloit se faire honneur de ne donner des paroles que pour les fausser, de jouer avec les sermens, comme les enfans avec des osselets, de multiplier les tromperies par-delà même ce que demandoit la réussite de ses projets. Les deux Espagnols, Alexandre VI et César Borgia son fils, fondèrent en quelque sorte par leur exemple la terrible école macchiavélique: le héros même de l'Espagne, Gonzalve de Cordoue, n'évita point à plusieurs reprises le reproche de perfidie.

Mais aucune transaction du siècle ne portoit l'empreinte d'une violation plus perfide de tous les droits, de tous les devoirs, que le traité de Grenade pour le partage de la monarchie de Naples. Aucune ne dévoiloit, dans ceux qui le signèrent, un plus profond mépris pour les obligations morales et pour celles de l'honneur. Il falloit être aveuglé par la cupidité, pour espérer que l'une ou l'autre partie exécuteroit de bonne foi un accord fondé sur la subversion de toute foi et de tout principe. Une pareille convention ne pouvoit enfanter que la guerre et non la paix; et, en effet, à peine la conquête du royaume de Naples étoit-elle achevée par les deux princes, qui s'étoient accordés pour une trahison, qu'ils commencèrent à s'en disputer les provinces.

Le traité de partage de Grenade avoit été fondé sur l'ancienne division du royaume de Naples en quatre provinces, dont deux avoient été allouées à chaque puissance. La

Campanie comprenoit ce que nous nommons aujourd'hui 1501.
la terre de Labour et les deux principautés; l'Abruzze comprenoit les deux Abruzzes modernes et le comté de Molise. C'étoient les provinces garanties à la France. La Pouille comprenoit la Capitanate, la terre de Bari et celle d'Otrante; la Calabre comprenoit la Basilicate et les deux Calabres modernes. Cependant cette ancienne division des provinces avoit été changée par le roi Alphonse Ier. Les provinces de la Capitanate et de la Basilicate, détachées l'une de la Pouille, l'autre de la Calabre, n'étoient point désignées clairement par le traité de Grenade, comme devant demeurer au roi d'Espagne. Quelques places de la première avoient été occupées sans réclamation au nom du comte de Ligny, à qui elles avoient été accordées par Charles VIII: d'ailleurs la Capitanate sembloit ne pouvoir être séparée de l'Abruzze; le produit presque entier de ces deux provinces consistoit dans les troupeaux voyageurs, qui broutoient en été les pâturages des hautes montagnes de l'Abruzze, et en hiver ceux des plaines brûlées de la Pouille (1).

Les hostilités commencèrent à Atripalda, dans la Basilicate : les Français s'y étoient établis; les Espagnols les y surprirent et les en chassèrent. Cependant ni les uns ni les autres n'étoient encore prêts pour une nouvelle guerre. Louis d'Armagnac, duc de Nemours, vice-roi de Naples au nom de Louis XII, consentit à s'aboucher avec Gonzalve de Cordoue dans l'église de Saint-Antoine, entre Atella et Melphi, pour régler les points sur lesquels ils étoient en différend. Ils convinrent que jusqu'à la décision de leurs deux monarques, en éclaircissement du traité, les villes contestées seroient gouvernées en commun par les deux vice-rois, que les drapeaux des deux nations y seroient

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. I, p. 199. — *Alfonso de Ulloa Vita de' imp. Carlo V*. L. I, f. 18. *Venezia*, 1574, in-4°. — *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 274. — *Fr. Belcarii Comm.* Lib. IX, p. 253.

1501. arborés, et que la gabelle sur le passage des troupeaux, qui produisoit cent mille ducats par année, et qui formoit le revenu le plus net du royaume, mais qui auroit été perdue en entier pour les Français, s'ils avoient renoncé à la Capitanate, seroit partagée entre eux et les Espagnols, par égales parts (1).

Cet arrangement favorable aux Français n'avoit été accepté par Gonzalve que parce qu'il se sentoit le plus foible. Il donna le temps d'écrire aux deux cours. Les deux rois confessèrent qu'ils ne connoissoient pas le pays, qu'ils n'avoient point prévu la difficulté qui se présentoit; mais tous deux, sentant bien que le maintien de la paix étoit impossible, au lieu de recommander à leur lieutenant de terminer le différend par un arrangement équitable, l'invitèrent à tirer le plus de parti qu'il pourroit des circonstances, et à expliquer à son avantage tout ce qui seroit demeuré obscur. Tous deux vouloient la guerre; mais les Français furent les premiers prêts. Aussi Nemours fit-il déclarer le 19 juin 1502 à Gonzalve, que si
1502. celui-ci ne lui restituoit pas la Capitanate, les Français se feroient justice à eux-mêmes par les armes : aussitôt après il attaqua l'Atripalda, il s'en empara de nouveau; et il commença en même temps les hostilités sur toute la ligne. Gonzalve, apprenant que les princes de Salerne et de Bisignano s'étoient déclarés pour les Français, et que tout le pays étoit en fermentation, s'échappa de nuit d'Atella, et se retira successivement sur Andria, Bitonto et Barlette; distribuant tout ce qu'il avoit de troupes dans les places-fortes, et abandonnant les campagnes aux incursions des Français (2).

(1) *Pauli Jovii de Vitâ magni Consalvi*. L. II, p. 201. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 18. — *Fr. Guicciardini*. L. V, p. 275.

(2) *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 276. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 202. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V*. L. I, f. 18.

Gonsalve de Cordoue avoit fait choix de Barlette, pour 1502.
y rassembler son armée, y attendre les secours d'Espagne, et donner aux Français le temps de s'épuiser par une guerre de postes. Cette ville, bâtie par l'empereur Héraclius, au sud-est de l'embouchure du fleuve Ofanto, avoit été souvent la résidence des plus anciens rois de Naples; son port étoit médiocre; il n'étoit point abrité contre tous les vents, et ses vieilles murailles n'étoient point terrassées. Mais Gonzalve y rassembloit ses plus braves soldats, et les barons qui s'étoient déclarés pour l'Espagne. L'ancien parti aragonais lui étoit demeuré fidèle : il n'avoit point partagé dans toute sa vivacité le ressentiment de Frédéric; et tandis que ce roi avoit préféré de se livrer à la France, plutôt que de se confier à son cousin, presque tous ceux qui l'avoient suivi dans son exil, et particulièrement Prosper et Fabrice Colonna, étoient alors auprès de Gonzalve. L'ancien parti d'Anjou, au contraire, s'étoit partout déclaré pour les Français; et il étoit plus puissant justement dans les provinces qui avoient été cédées à l'Espagne.

Dans le conseil de guerre que le duc de Nemours consulta sur son plan de campagne, André Mathieu d'Aquaviva, duc d'Adria, le plus distingué des barons angevins et dans les lettres et dans les armes, proposa d'assiéger Bari, la ville la plus florissante, et le meilleur des ports que les Espagnols occupassent sur l'Adriatique. Il assuroit que sa conquête entraîneroit celle de Giovénazzo et de Bitonto, et la révolte de toute la province. Mais Isabelle d'Aragon, fille d'Alphonse II, et veuve de Jean-Galéaz Sforza, commandoit à Bari, qui lui avoit été donné pour apanage; et les généraux français ressentoient quelque répugnance à s'attaquer à une femme dont ils avoient détrôné le père et le mari, dont ils retenoient le fils prisonnier; à une femme qu'ils avoient rendue si malheureuse, et dont ils respectoient le caractère. Ives d'Allègre et La Palice déclarèrent qu'ils croyoient plus conforme au caractère des chevaliers

1502. français, et en même temps aux règles de l'art militaire, d'attaquer Gonzalve lui-même dans la ville où il s'étoit enfermé, de lui refuser le temps d'en augmenter les fortifications, et de profiter de l'impétuosité française pour mettre fin à la guerre sur la brèche même de Barlette (1).

Le duc de Nemours, qui n'avoit ni des talens ni un caractère distingué, se décida, comme font le plus souvent les hommes médiocres, pour un parti moyen entre ceux qui lui étoient proposés; et, par une trompeuse prudence, il renonça aux avantages de l'un et de l'autre. En attaquant Bari, il craignit de laisser Gonzalve en liberté; en assiégeant Barlette, il craignit d'avoir à lutter avec les talens d'un grand général, et la vigueur d'une nombreuse armée. Il se décida à former seulement le blocus de cette dernière ville. Louis d'Ars, Châtillon de Formant, et Chandieu ou Chandenier, commandant des Suisses, se rangèrent à son avis. D'Aubigny fut détaché avec un tiers de l'armée française pour envahir la Calabre. Il s'étoit fait aimer et respecter dans cette province, pendant la précédente guerre, par la justice et la douceur de son gouvernement; et en effet, aussitôt qu'il y fut rentré, les princes de Salerne et de Bisignano, de la maison de San-Sévérino, et le comte de Miléto, se rangèrent sous ses drapeaux; toutes les villes, et même Cosenza, capitale de la province, ouvrirent leurs portes aux Français, et les accueillirent comme des libérateurs : les garnisons et les magistrats espagnols se retirèrent en Sicile, et d'Aubigny étendit sa domination jusqu'au détroit de Messine (2).

Pendant ce temps, le duc de Nemours prenoit des positions autour de Barlette; il s'emparoit de tous les châteaux du voisinage; il cherchoit à couper à Gonzalve les vivres

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 203. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* Lib. II, f. 18.

(2) *Pauli Jovii de Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 204. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 19.

et les communications avec le reste du royaume; il ne conduisoit ses troupes qu'à des escarmouches qui ne pouvoient rien décider, et il répétoit la faute dans laquelle plus d'un général français est tombé, celle de laisser languir le soldat, de lui faire contracter de l'ennui et de l'impatience, et de dissiper ainsi sans fruit cette ardeur et cette impétuosité nationales qui lui auroient assuré la victoire. 1502.

Tandis que les deux généraux évitoient les batailles rangées et les actions meurtrières, l'un par prudence, et l'autre par impéritie, les deux armées, dont toute la cavalerie étoit composée d'une courageuse noblesse, changeoient la guerre en tournois et en défis pour des combats en champ clos. Les gendarmes français, en reconnoissant la bravoure de l'infanterie espagnole, méprisoient la cavalerie, qu'ils regardoient comme formée à l'école des Maures, et plus propre à caracoler qu'à combattre. Les Espagnols leur répondoient qu'à armes égales et en nombre égal, ils ne craignoient pas les Français. Un combat de onze chevaliers contre onze fut résolu. Du côté des Français on remarquoit, parmi les champions, Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche, et François d'Urfé, seigneur d'Orose; du côté des Espagnols, Diégo de Vera et Diégo Garcia de Parédès. Les Vénitiens, qui commandoient à Trani, et qui observoient une exacte neutralité entre les deux armées, accordèrent le champ clos, et nommèrent les juges du combat. Il devoit se terminer au coucher du soleil, et ceux qui seroient renversés de leurs chevaux ou chassés de la lice ne devoient plus y prendre aucune part. Dès le premier choc, sept Français furent renversés ou leurs chevaux tués; mais les quatre restans, savoir, Bayard, Orose, Torcy, lieutenant de La Palice, et Montdragon, s'enfermant comme dans un rempart derrière les chevaux de leurs compagnons, qui étoient couchés sur le champ de bataille, s'y défendirent avec tant de valeur et tant de constance, qu'après six heures d'efforts inutiles, le soleil

1502. s'étant couché, les juges du combat séparèrent les combattans, et déclarèrent la gloire égale entre eux (1).

Les deux nations avoient arrêté un cartel pour les prisonniers, et elles se faisoient un point d'honneur de les traiter humainement. Don Alonzo de Sotomayor, qui avoit été prisonnier du chevalier Bayard, se plaignit d'avoir été détenu par lui avec trop de sévérité. Bayard assuroit qu'il ne l'avoit resserré qu'après que Sotomayor eut tenté de s'évader, malgré sa parole donnée. Le deux chevaliers vidèrent leur querelle dans un combat en champ clos, où Sotomayor fut tué; et les Espagnols eux-mêmes applaudirent à la victoire du guerrier qu'ils respectoient; ils la considérèrent comme un jugement de Dieu contre leur compatriote (2).

Ces combats en champ clos, ces égards chevaleresques entre les guerriers des deux armées ne s'étendoient qu'aux gentilshommes; les fantassins roturiers n'en étoient pas traités avec moins de cruauté, les paysans n'en étoient pas dépouillés avec moins de barbarie. Cependant Gonzalve ajoutoit chaque jour de nouvelles fortifications à *Barlette*; et Nemours, qui avoit négligé de l'attaquer de vive force au premier moment, n'auroit plus pu désormais le faire avec aucune chance de succès. Il se contenta de soumettre les places environnantes, Cérignoles, l'ancien château de Géryon, qui avoit résisté à Annibal, et où Zarate et d'Acunha commandoient aux Espagnols, et Canosa, dont Pietro Navarro avoit entrepris la défense. L'un et l'autre siége fut soutenu avec bravoure : mais Gonzalve, reconnoissant que ces garnisons devroient enfin succomber, et ne voulant point s'exposer à perdre d'aussi bons officiers et

(1) *Pauli Jovii Vita Consalvi.* L. II, p. 205. — Mémoires du chevalier Bayard, T. XV, ch. XXIII, p. 36. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 19.

(2) *Pauli Jovii Vita Consalvi.* Lib. II, p. 206. — *Arnoldi Ferroni.* Lib. III, p. 45. — Mém. de Bayard, Chap. XIX-XXII, p. 15 et seq. — *Alf. Ulloa.* L. I, f. 19.

d'aussi braves soldats, leur donna ordre d'évacuer ces deux villes, et de se retirer à Barlette (1). 1502.

Il y avoit déjà plusieurs mois que Gonzalve contenoit son armée dans les murs d'une ville pauvre, et qui lui offroit peu de ressources. La cour d'Espagne, avec sa lenteur ordinaire, n'avoit encore rien fait pour le secourir. Il n'avoit plus d'argent, plus d'habits, presque plus de vivres et plus d'armes pour ses soldats; mais il avoit su leur inspirer une telle affection, il avoit si bien connu le caractère espagnol, et il avoit mis si habilement à profit l'orgueil, la constance et la sobriété nationales, qu'au milieu de tant de privations, ses soldats ne donnèrent aucun signe d'impatience, d'indiscipline ou de découragement. Enfin un vaisseau de Sicile apporta à Gonzalve les blés dont il avoit le plus pressant besoin; un autre lui apporta de Venise des armes, des habits, des souliers, dont sa troupe étoit absolument dépourvue: il acheta tous ces objets sur le crédit d'Isabelle d'Aragon et des plus riches marchands de Bari; et tandis qu'il étoit absolument sans argent, il persuada à ses guerriers qu'un coffre qu'il leur montroit étoit encore plein d'or, et qu'il le réservoit pour leur payer leur solde le lendemain de la bataille (2).

La campagne tout entière de 1502 se consuma de cette manière. Cependant le duc de Nemours, avant de distribuer ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, les ramena au pied des murs de Barlette, et invita Gonzalve, par un héraut d'armes, à venir se mesurer avec lui en rase campagne. Gonzalve le remercia de son offre, mais lui fit dire qu'il auroit plus d'obligation encore à Nemours, s'il obtenoit de lui d'attendre sa propre convenance, d'autant plus

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 207. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* L. I, f. 20.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 209. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V.* L. I, f. 20. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 295.

1502. que ce n'étoit pas son usage de prendre conseil de son ennemi sur le moment où il étoit opportun de se battre ou de ne se battre pas. Nemours, satisfait d'avoir terminé la campagne par cette bravade, se retira vers Canosa; et ne conservant aucune crainte d'un ennemi qui refusoit le combat, il marcha dès-lors avec peu d'ordre, laissant ses bataillons s'écarter à une grande distance l'un de l'autre. Tout-à-coup Diégo de Mendoza, qui l'avoit suivi avec Prosper Colonna, tomba sur l'arrière-garde, l'enveloppa avec sa gendarmerie italienne, et lui fit un grand nombre de prisonniers (1).

Parmi ceux-ci se trouvoit Charles Hennuyer de la Mothe, officier français distingué, qui, avec ses compagnons d'infortune, fut invité le lendemain à un festin chez Mendoza, dont il étoit prisonnier. Le capitaine espagnol, en rendant justice à la valeur française, attribua tout le succès du combat de la veille à l'intrépidité et à la précision des manœuvres de la cavalerie italienne, commandée par Prosper Colonna. Les Français vouloient bien partager avec les Espagnols la palme de la valeur; mais être comparés aux Italiens, leur paroissoit un affront intolérable. La Mothe se récria sur ce que les Italiens, tant de fois vaincus, ne pouvoient, avec aucune sorte d'armes, dans aucune sorte de combats, être égalés aux Français. Il ne se refusa point à répéter le lendemain et de sang-froid, ces paroles injurieuses devant Prosper Colonna, qui l'avoit interpellé pour le faire, et qui en réponse lui donna un démenti. L'honneur des deux nations parut intéressé à cette querelle privée; les deux généraux consentirent à en appeler solennellement à la décision des armes. Treize Italiens et treize Français, armés de toutes pièces, durent se rencontrer en champ clos, pour combattre à outrance. Le champ fut choisi à égale distance, entre Barletta, Qua-

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 216. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 20 v.

drata et Andria; on lui donna un huitième de mille en 1502.
carré, et il fut marqué simplement avec un sillon de charrue : cependant il fut convenu que, quiconque seroit poussé hors de cette enceinte, seroit reconnu pour vaincu, et ne pourroit plus prendre part à la bataille. Les deux généraux en chef, qui avoient consenti à une trêve, s'étoient avancés, avec les deux armées rangées en bataille, pour la garde du champ clos. Les champions avoient été choisis avec soin, mais surtout du côté italien, l'honneur national y paroissant plus particulièrement intéressé. Aux termes du défi de La Mothe, chaque parti devoit s'armer à sa volonté et comme il croiroit devoir le faire pour son avantage; en sorte que les armes n'étoient point égales. Les Italiens avoient des lances plus longues d'un pied, et ils avoient de plus planté sur le champ de bataille, deux épieux en réserve pour l'usage des cavaliers qui se trouveroient démontés. Les vaincus devoient demeurer prisonniers des vainqueurs, à moins qu'ils ne se rachetassent chacun au prix de cent écus d'or.

Ce combat, auquel les Italiens attachèrent plus d'im- 1503.
portance qu'à aucune bataille rangée, fut livré le 13 février 1503. Leurs champions avoient été choisis parmi les gendarmes de Prosper Colonna; mais celui-ci avoit eu soin d'en prendre quelqu'un dans chacune des régions de l'Italie. Les vœux des généraux, de l'armée, du peuple, les accompagnèrent;[1] et l'on ne doit pas s'étonner qu'une nation opprimée, bien plus divisée que vaincue, et qui répandoit son sang pour les étrangers, sans trouver l'occasion de le verser pour sa propre indépendance, ait embrassé avec ardeur une chance de sauver son honneur, lorsque tout le reste étoit perdu, ou qu'elle ait accueilli avec des transports de joie et d'enthousiasme les champions qui le défendirent. Ces champions furent victorieux. Au lieu de donner carrière à leurs chevaux, comme leurs adversaires, ils les attendirent de pied ferme, et les trompant ainsi sur l'es-

1503. pace qu'ils devoient parcourir, ils les mirent en désordre. Quelques chevaux français s'emportèrent, passèrent le sillon, et leurs cavaliers furent exclus du combat. D'autres cavaliers furent renversés par les lances plus longues des Italiens, sans pouvoir les atteindre à leur tour. Deux cavaliers italiens, démontés au premier choc, saisirent les épieux mis en réserve, et abattirent plusieurs chevaux français. Un seul Français fut tué: ses camarades, renversés les uns après les autres, se rendirent successivement aux Italiens, qui les faisoient prisonniers; et, après une lutte obstinée, ils se reconnurent pour vaincus, et furent emmenés en triomphe à Barletta: aucun d'eux n'avoit apporté les cent écus convenus pour sa rançon, parce qu'aucun n'avoit cru à la possibilité de sa défaite (1).

1501. Tandis que les généraux français conservoient leur supériorité dans le royaume de Naples, plus par l'avantage du nombre que par celui des talens, leurs frères d'armes n'étoient pas sans inquiétude dans le duché de Milan. Les fils de Louis-le-Maure s'étoient réfugiés auprès de Maximilien, roi des Romains. Ce prince avoit épousé leur cousine, il étoit lié par l'amitié aussi bien que par des traités avec leur père; il avoit de tout temps ressenti contre la France une jalousie qui n'attendoit que l'occasion pour éclater. Il n'avoit point reconnu les prétentions de la maison d'Orléans, il refusoit à Louis XII l'investiture du duché de Milan, et par ce refus, suivant le droit féodal, il invalidoit sa conquête. Le ministère français n'avoit jamais pu obtenir de Maximilien que des trèves de quelques mois; il les avoit toutes achetées à prix d'argent. Il craignoit à toute heure que l'empereur n'envahît la Lombardie, et ne mît

(1) Tous les historiens italiens ont parlé de ce combat avec une complaisance marquée et de longs détails. *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 296-298. — *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. IV, p. 211-214. — *Ejusd. Vita di Pompeo Colonna*, p. 354. — *Summonte Istor. di Napoli.* L. VI, cap. IV, p. 542-552. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V*, Lib. I, f. 21. — *Arnoldi Ferroni.* L. III, p. 47.

le royaume de Naples en danger. Le cardinal d'Amboise, 1501.
premier ministre de Louis XII, étoit déterminé à ne rien épargner pour conserver la paix avec Maximilien; il se rendit à Trente, pour avoir avec lui une conférence. Louis XII n'avoit pas de fils; Amboise offrit la fille de ce roi, madame Claude de France, en mariage au petit-fils de Maximilien, Charles, fils de Philippe et de Jeanne de Castille, qui venoit à peine de naître. Ces deux époux enfans devoient avoir pour apanage le duché de Milan, dont Maximilien donneroit l'investiture. Philippe, souverain des Pays-Bas, avoit été éclairé par l'intérêt de ses industrieux sujets; il désiroit conserver la paix avec la France, et il se chargeoit avec zèle du rôle de médiateur entre Maximilien son père, et Louis XII son redoutable voisin. La négociation entamée long-temps avant la conférence de Trente, sembloit donc en bon train: le cardinal d'Amboise y avoit joint le projet de réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, et il croyoit par là s'ouvrir une voie au souverain pontificat. Aussi se rendit-il facile sur toutes les conditions accessoires, et promit-il entre autres la mise en liberté de Louis Sforza, du cardinal Ascagne, et de tous les prisonniers milanais. Mais la question principale n'étoit pas facile à régler. Louis XII pouvoit encore avoir un fils, et il ne vouloit pas le déshériter par avance en faveur de sa fille. Jamais l'empereur ne voulut consentir à la réserve que Louis vouloit faire de ce droit contingent; et la conférence fut rompue, sans autre résultat que d'avoir prolongé la trève de quelques mois (1).

Cependant Maximilien, qui se croyoit appelé à faire re- 1502.
vivre tous les droits des maisons de Saxe ou de Hohenstauffen sur l'Italie, y envoya deux ambassadeurs, le marquis Hermès Sforza et le prévôt de Brixen, pour revendiquer les prérogatives de ses prédécesseurs. Ils firent leur entrée à Florence le 21 février 1502. Ils exposèrent

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 271.

1502. à la seigneurie que leur maître se préparant à venir prendre la couronne impériale à Rome pour aller ensuite combattre les Turcs : il demandoit à leur république, comme membre de l'empire, et en conséquence de ses antiques obligations, de payer cent mille florins pour les frais de l'expédition, moitié comptant, et moitié au passage du monarque; et à ce prix il se déclaroit prêt à mettre en oubli la prédilection que les Florentins avoient toujours montrée pour la maison de France (1).

Les Florentins désiroient fort peu traiter avec Maximilien, surtout à des conditions si onéreuses; mais le bruit seul de cette négociation leur fut avantageux. Louis XII, depuis la malheureuse expédition de M. de Beaumont, ne leur avoit point pardonné les torts qu'il avoit eus lui-même : il leur avoit retiré sa protection, et les avoit abandonnés aux intrigues du duc de Valentinois. Il craignit enfin que les Florentins délaissés ne cherchassent dans Maximilien un nouveau protecteur; il consentit, le 16 avril, à signer avec eux un traité, par lequel, moyennant un subside annuel de quarante mille florins, il garantissoit pendant trois ans leurs possessions actuelles, les laissant à leurs propres efforts pour recouvrer celles qu'ils avoient précédemment perdues (2).

La protection de la France, quoiqu'elle n'obligeât celle-ci à aucun effort, étoit pour la république une puissante sauvegarde, et la garantissoit des attaques ouvertes de César Borgia, qui, entourant déjà sa frontière, et tenant sous les armes une redoutable gendarmerie, menaçoit à toute heure son existence même. Borgia, maître de la Romagne, arbitre suprême de tout l'état de l'Église, venoit encore de fortifier sa maison par une puissante alliance. Le 4 sep-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 273. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 127. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 265.

(2) *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 266. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 128. — *Francesco Guicciardini.* Lib. V, p. 270.

tembre 1501, il avoit fait épouser sa sœur Lucrèce, à Alphonse fis aîné du duc de Ferrare; et, le 5 janvier 1502, Lucrèce étoit partie de Rome pour sa nouvelle cour (1). 1502.

Le duc de Ferrare avoit vu César Borgia attaquer successivement tous les vicaires pontificaux; il l'avoit vu secondé par la France, ménagé par les Vénitiens, et ne trouvant d'obstacle nulle part. Il ne savoit point si son tour à lui-même n'alloit pas bientôt venir; et il se mit avec empressement à l'abri des attaques d'un voisin si puissant et en même temps si perfide, par une alliance que l'illustre maison d'Este devoit, il est vrai, trouver bien honteuse. Lucrèce Borgia, toute jeune qu'elle étoit, avoit déjà été mariée trois fois. Son père, avant d'être parvenu au pontificat, l'avoit donnée à un gentilhomme napolitain, lorsqu'elle n'étoit point encore nubile. Mais, après avoir été fait pape, il prononça son divorce, pour la marier à Jean Sforza, seigneur de Pésaro. Bientôt les Borgia trouvèrent que l'alliance d'un si petit prince n'étoit plus assez brillante pour eux; et le pape prononça, en 1497, un second divorce, pour marier sa fille l'année suivante à Alphonse d'Aragon, duc de Biséglia, prince de Salerne, et fils naturel d'Alphonse II de Naples (2). Sur ces entrefaites, le royaume de Naples fut conquis par les Français; le prince de Biséglia, qui n'avoit que dix-sept ans au moment de son mariage, au lieu d'être le neveu d'un grand roi, ne fut plus que celui d'un proscrit. Les Borgia n'avoient jamais prétendu être fidèles à ceux que la fortune abandonnoit. Le 25 juillet 1501, le troisième époux de Lucrèce fut assassiné sur l'escalier de la basilique de Saint-Pierre. Toutes poursuites furent interdites contre ses meurtriers; et, comme il ne mouroit pas assez tôt de ses blessures, il fut étranglé

(1) *Diario Ferrarese*. T. XXIV, p. 397-405. — *Petri Bembi Hist. Venetæ*. L. VI, p. 128. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2133 et 2136.

(2) *Burchardi Diar. Curiæ Romanæ*, p. 2096.

1502. dans son lit le 18 août (1). Les désordres de la vie privée de Lucrèce passoient encore le scandale de ses mariages et de ses divorces : le public l'accusoit d'avoir été la maîtresse et de son père et de ses frères; on l'avoit vue présider aux repas honteux de courtisanes, et aux fêtes scandaleuses par lesquelles Alexandre souilloit le Vatican : au lieu de tournois elle y instituoit des luttes de libertinage; elle jugeoit par ses yeux des combats, et elle distribuoit des prix aux vainqueurs (2).

Lucrèce porta cent mille ducats de dot à son époux, la cession de quelques fiefs ecclésiastiques en Romagne, et la protection du pape pour la maison d'Este, qui valoit plus que tous ces avantages. En retour, l'alliance du duc de Ferrare couvroit le nouveau duché de Romagne sur la frontière par laquelle il étoit le plus vulnérable, et elle laissoit à César Borgia la possibilité de tourner toutes ses forces et toute son attention vers la Toscane et l'Ombrie. Il partit de Rome le 13 juin 1502, pour se rapprocher de ces provinces (3).

Dès le 1er mai de l'année précédente, le pape avoit prononcé en consistoire une sentence contre Jules-César de Varano, seigneur de Camérino, par laquelle, en punition du meurtre de son frère Rodolphe, et de l'asile qu'il avoit accordé aux exilés et aux rebelles de l'état de l'Église, Varano étoit privé de son fief, et la petite principauté de Camérino étoit réunie à la chambre apostolique (4). Le duc de Valentinois, arrivé sur les frontières de Pérouse, annonça qu'il vouloit mettre cette sentence à exécution. Il envoya le duc de Gravina Orsini, et Olivérotto de Fermo ses lieutenans, ravager la marche de Camérino. En même temps, il demanda à Guid'Ubaldo de Montéfel-

(1) *Burchardi Diar.* p. 2122, 2123. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 126. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1501, §. 21, p. 511.

(2) *Burchardi Diar. Curiæ Rom.*, p. 2134.

(3) *Idem*, p. 2138.

(4) *Raynaldi Annal. eccles.* 1501, §. 17, p. 508.

tro, duc d'Urbin, de lui prêter ce qu'il avoit d'hommes 1502.
d'armes et d'artillerie. Guid'Ubaldo, qui n'avoit aucun différend avec le pontife, et aucun motif de défiance, s'empressa d'obéir, pour ne pas se compromettre avec un si redoutable voisin. Mais Borgia, s'étant fait livrer tous les moyens de défense du duc, conduisit à l'improviste ses troupes dans le duché d'Urbin, et s'empara le même jour de Cagli, une des quatre villes de cet état. Guid'Ubaldo, épouvanté, s'enfuit sans faire aucune résistance; il se retira à Ravenne, en habit de paysan, et de là il passa à Mantoue: son petit-fils François-Marie de La Rovère, préfet de Rome et seigneur de Sinigaglia, s'enfuit en même temps; et César Borgia ne trouva aucun obstacle à réduire en sa puissance tout le duché d'Urbin, à la réserve des forteresses de San-Lé et de Maiolo (1).

C'est ici une des occasions assez rares où l'existence de la république de San-Marino est remarquée par les historiens. Deux villages vers le sommet de la montagne du Titan, composent tout ce petit état, qui s'étoit conservé libre jusqu'alors, mais sous la protection du duc d'Urbin. Les habitans, effrayés de la ruine de leur protecteur, offrirent aux Vénitiens de se donner à eux, s'ils vouloient les défendre contre César Borgia; mais les Vénitiens n'osèrent pas les accepter. Borgia, d'autre part, leur demanda seulement de recevoir un podestat de ses mains; les citoyens de San-Marino y consentirent; ils profitèrent ensuite des premières révolutions de la Romagne, pour se mettre en liberté (2).

Pendant que Valentinois conquéroit le duché d'Urbin, et surveilloit les révolutions qui éclatoient en Toscane,

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 278. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2138. — *Petri Bembi Hist. Ven.* L. VI, p. 130. — *Jacopo Nardi, Istor. Fior.* L. IV, p. 132. — *Ist. di Giov. Cambi*, p. 179.

(2) *Petri Bembi Hist. Veneta*. Lib. VI, p. 130. — *Mecchiore Delfico Memorie Storiche di San-Marino*. Cap. VI, p. 175.

1502. son lieutenant Vitellozzo Vitelli, seigneur de Città di Castello, avoit lié une conspiration avec quelques citoyens d'Arezzo, pour se faire livrer cette ville. Guillaume des Pazzi, qui étoit commissaire de la république florentine, la découvrit, et fit arrêter deux des plus coupables; mais le parti des rebelles étoit plus nombreux qu'il ne l'avoit supposé; toute la ville prit les armes pour les délivrer, le commissaire lui-même fut à son retour fait prisonnier avec tous ses officiers; les Arétins proclamèrent ce même jour, 4 juin 1502, le rétablissement de leur ancienne république, et ils entreprirent le siége de leur citadelle (1).

Cosimo des Pazzi, évêque d'Arezzo, et fils du commissaire, s'étoit enfermé dans cette forteresse; il fit demander en hâte des secours à Florence, mais ceux des rebelles étoient plus rapprochés : Vitellozzo Vitelli entra presque aussitôt dans Arezzo avec les gendarmes de Città di Castello. Jean-Paul Baglioni, seigneur de Pérouse, le suivit de près, conduisant avec lui Fabio, fils de Paul Orsini, et les deux Médicis, Pierre et son frère le cardinal, toujours prêts à s'engager avec tous les ennemis de leur patrie. Pandolphe Pétrucci leur envoya de Sienne de l'argent et de l'artillerie, et le 18 de juin la citadelle d'Arezzo, qui n'avoit pu être secourue, se rendit à eux (2).

Tous les capitaines qui avoient concouru à la révolte d'Arezzo, Vitellozzo, les Orsini, Baglioni et Pétrucci, étoient à la solde du duc de Valentinois; et si celui-ci n'avoit pas eu de part au complot, du moins il sembloit se tenir prêt pour en recueillir les fruits : mais comme il étoit sur le point d'entrer en Toscane, il reçut communication du traité de protection, signé le 16 avril, entre le roi de France et la république, et une prohibition formelle de

(1) *Jacopo Nardi, Istor. Fior.* L. IV, p. 129. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 177. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 267.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 275. — *Burchardi Diar.* p. 2128. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 130. — *Orlando Malavolti Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 108 v.

Louis XII, de molester les Florentins. Il se crut obligé 1502.
d'obéir, du moins en apparence, et il se contenta de faire passer secrètement à Vitellozzo tous les gendarmes dont il pouvoit disposer (1). En même temps il tourna ses forces du côté de Camérino; il entra dans cette ville par surprise; il se rendit maître de la personne de Jules-César de Varano et de deux de ses fils, et il les fit aussitôt étrangler (2).

Vitellozzo cependant avoit sous ses ordres huit cents hommes d'armes et trois mille fantassins; il prenoit le titre de général de l'armée de l'Église, et il poursuivoit la guerre contre Florence. Comme toutes les moissons étoient sur pied, les paysans, de peur de les exposer à être brûlées, n'osoient faire aucune résistance; aussi Vitellozzo ne trouva-t-il point de difficulté à se rendre maître de Monte San-Sovino, de Castiglione Arétino, de Cortone, et de toutes les places fortes du Val de Chiana (3). S'il avoit poussé immédiatement dans le Casentin, il seroit parvenu jusqu'aux murs de Florence: aucune armée n'étoit prête pour lui résister, les fantassins rassemblés à Quadrata, au moment de la révolte d'Arezzo, avoient été frappés d'effroi par la reddition des châteaux du Val de Chiana, et ils s'étoient tous dissipés. Mais Vitellozzo se soucioit fort peu de rétablir les Médicis à Florence, tandis qu'il pouvoit espérer de garder toute conquête qu'il feroit dans le voisinage de son petit état de Città di Castello. Au lieu donc d'avancer, il planta ses batteries d'abord devant Anghiari, et ensuite devant Borgo San-Sepolcro, et il se rendit maî-

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 277. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 132. — *Orlando Malavolti, Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 109. — *Paulo Giovio Vita di Leone X.* L. I, p. 79. — *Fr. Belcarii Comment.* L. IX, p. 254.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 279. — *Burchardi Diarium.* p. 2141. — *Scipione Ammirato.* L. XXVII, p. 268. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 134.

(3) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 131. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 178. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 267.

1502. tre de ces deux places. Les Florentins d'autre part avoient recouru dès le commencement de cette guerre à Chaumont d'Amboise, gouverneur du Milanès, pour lui demander les secours auxquels Louis XII étoit obligé. Déjà deux cents lances françaises, commandées par le capitaine Imbault, étoient arrivées à Florence; deux cents autres approchoient. Vitellozzo, qui venoit de faire sommer le château de Poppi, averti de leur approche, se retira immédiatement, et s'enferma dans Arezzo (1).

Vitellozzo ne s'étoit point engagé dans cette entreprise sans l'agrément du duc de Valentinois; mais dès que celui-ci avoit vu qu'elle excitoit réellement la colère du roi de France, que les plaintes élevées par l'Italie entière contre lui avoient ébranlé Louis XII à son arrivée à Asti, et l'avoient enfin déterminé à mettre des bornes à l'ambition de son protégé; que ce roi avoit envoyé à Parme Louis de La Trémouille avec deux cents lances et un gros train d'artillerie; qu'il y faisoit marcher trois mille Suisses, et qu'il s'apprêtoit à forcer au repos les capitaines trop turbulens de l'état de l'Église, le duc de Valentinois se hâta de désavouer son lieutenant : il le menaça même de l'attaquer de son côté à force ouverte; et Vitellozzo, qui savoit bien qu'il n'avoit à attendre de son patron ni pitié ni bonne foi, qui venoit de voir par l'exemple du duc d'Urbin et du seigneur de Camérino, jusqu'où pouvoient aller sa cruauté et sa perfidie, trembloit d'être sacrifié par lui. Pour sortir avec quelque honneur de son expédition, il se hâta de traiter avec le capitaine Imbault; il lui remit le 1er août Arezzo, et tout ce qu'il avoit conquis en Toscane, se soumettant au jugement du roi de France, sur le sort de la province (2).

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 279. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 131. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 267. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X.* Lib. I, p. 80. — *Fr. Belcarii.* Lib. IX, p. 255.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 280. — *Macchiavelli de' Discorsi sopra Tito-Livio.* Lib. I, cap. 38, p. 167. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV,

La colère de Louis XII contre César Borgia, sembloit annoncer une révolution rapide dans l'état de l'Église; tous les ennemis de cet homme cruel et perfide, toutes les victimes échappées à ses précédentes trahisons, tous ceux qui craignoient d'y succomber bientôt, s'étoient réunis à Asti auprès du roi de France, pour le solliciter de délivrer, et du père et du fils, l'Église ainsi que l'humanité. Mais, de leur côté, Alexandre et César Borgia ne restoient point inactifs. Ils envoyoient auprès de Louis et du cardinal d'Amboise leurs négociateurs les plus habiles. Ils savoient que ce cardinal aspiroit au souverain pontificat, que pour s'y élever il avoit besoin de faire entrer de nouvelles créatures à lui dans le sacré collége; et Alexandre VI lui promit en effet de faire une promotion toute de son choix; il lui confirma pour dix-huit mois le titre de légat *à latere* en France, et il flatta sa vanité en lui faisant jouer le rôle de protecteur de l'Église. Le cardinal d'Amboise, gagné par les Borgia, représenta alors à Louis XII qu'il ne pouvoit placer aucune confiance dans ses négociations avec Maximilien; que les prétentions de quatre cantons sur Bellinzona pouvoient amener une brouillerie avec tout le corps helvétique, que la guerre de Naples avec les rois d'Espagne pouvoit devenir inquiétante; que les Vénitiens, toujours occupés de la guerre des Turcs, voyoient les progrès de la France avec jalousie; que le pape et son fils étoient enfin les seules puissances de l'Italie qui eussent une armée, un trésor, et une position digne d'être achetée. Aussitôt que César Borgia sut que Louis XII s'étoit laissé apaiser par ces considérations politiques, il partit en poste de Rome, le 5 août 1502, et il se rendit à Milan auprès du roi (1). Louis XII l'y reçut avec des honneurs et des témoi- 1502.

p. 135. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 180. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVII, p. 268.

(1) *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2142. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 136. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* L. IX, p. 256.

1502. gnages d'affection, désespérans pour ceux qui avoient imploré justice contre lui. L'alliance entre la France et la maison Borgia fut confirmée; les troupes françaises envoyées en Toscane furent rappelées; la république de Sienne et Pandolfe Pétrucci, en payant quarante mille ducats, furent reçus de nouveau sous la protection de la France; deux mille Suisses et deux mille Gascons reçurent ordre de passer dans le royaume de Naples, pour y joindre le duc de Nemours; et Louis XII, content d'avoir réglé ainsi les affaires d'Italie, en repartit au mois de septembre, pour retourner en France (1).

Les conditions de la nouvelle alliance de Valentinois avec le roi ne furent connues qu'après le départ de celui-ci; mais elles excitèrent une indignation universelle. Louis XII, s'associant aux perfidies du fils du pape, lui prêtoit trois cents lances françaises pour les continuer. Il n'avoit point réclamé en faveur du prince de Piombino et du duc d'Urbin, tous deux ses alliés, et qui tous deux avoient fourni leurs petits contingens à ses armées. Il étoit de même l'allié de Jean Bentivoglio, et il avoit reçu en argent le prix de la protection qu'il lui avoit promise : cependant il le sacrifioit à son tour à Valentinois. Les trois cents lances qu'il prêtoit à celui-ci devoient être employées contre Bologne, Pérouse et Città di Castello, pour en chasser Bentivoglio, Jean Paul Baglioni, et Vitellozzo Vitelli (2).

On ne savoit point si la république florentine avoit été également abandonnée par le roi à la cupidité de César Borgia; mais le traité qui l'unissoit à Louis XII, et qu'elle avoit regardé jusqu'alors comme faisant sa sûreté, n'étoit pas plus précis ou plus sacré que ceux du prince de Piombino, du duc d'Urbin, de Jean Bentivoglio, qu'on voyoit Louis fouler aux pieds. D'ailleurs on savoit qu'Alexandre VI et

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 282. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 138. — *Agost. Giustiniani.* L. VI, p. 258.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 283.

son fils s'étoient accusés de pusillanimité pour n'avoir pas poussé plus vivement leurs avantages contre les Florentins; ils se tenoient pour assurés par la connoissance qu'ils avoient acquise de la cour de France, que cette cour pardonneroit toujours les choses faites, et que s'ils avoient attendu de traiter avec elle, après s'être rendus maîtres de Florence, ils n'auroient pas eu plus de peine à faire leur paix qu'ils n'en avoient eu en ménageant cette ville (1). 1502.

Les Florentins avoient été remis en possession au mois d'août de toutes les villes et les châteaux que Vitellozzo leur avoit enlevés; mais ils n'avoient dû cette restitution qu'à une protection étrangère, tandis que leurs revers donnoient la mesure de leur foiblesse. Épuisés depuis huit ans par la guerre de Pise, cette plaie intérieure rongeoit sans cesse leurs finances, en même temps qu'ils souffroient avec tout le reste de l'Italie de l'invasion des étrangers, et de toutes les calamités publiques. Le roi, ayant témoigné qu'il les verroit avec déplaisir prendre à leur solde le marquis de Mantoue, qu'il regardoit comme son ennemi, ils n'avoient engagé ni ce capitaine, ni aucun autre, par égard pour cette insinuation, et ils restoient presque désarmés (2).

A ces dangers extérieurs se joignoient pour les Florentins ceux qui venoient de l'instabilité de leur propre gouvernement. Depuis qu'il n'y avoit plus de balie, plus d'élections faites à la main, plus de faction en dehors de l'administration qui gouvernât secrètement les magistrats, depuis que ceux-ci étoient choisis tous les deux mois par les suffrages du grand-conseil, l'on sentoit beaucoup plus vivement l'inconvénient de n'avoir dans l'état aucune autorité stable. La politique extérieure avoit entièrement changé de nature : elle étoit concentrée dans le cabinet

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 284. — *Macchiavelli, della natura de' Francesi.* T. III, Opera, p. 195.

(2) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 284.

1502. d'un petit nombre de princes absolus, elle demandoit du secret, de la finesse, une connoissance personnelle des hommes et des ministres; elle exigeoit l'emploi, non de bons citoyens, mais de diplomates. Les puissances étrangères ne cessoient de reprocher aux Florentins ce renouvellement continuel de leur administration, qui ne permettoit point de les initier dans les mystères de la politique. Le duc de Valentinois et le roi de France, dans leurs négociations avec la seigneurie, avoient plusieurs fois objecté que lui confier leurs secrets, c'étoit les rendre publics : les partisans des Médicis n'avoient pas d'autre prétexte à faire valoir, pour recommander le rétablissement de la tyrannie. Les amis de la liberté sentirent de leur côté que dans une crise aussi fâcheuse, ils devoient donner quelque chose de plus stable à leur gouvernement. Alamanno Salviati, l'un des prieurs, proposa à la seigneurie de mettre à la tête de la république un gonfalonier à vie, comme l'étoit le doge de Venise; de loger ce gonfalonier au palais, avec un traitement de cent ducats par mois; de lui donner le droit d'intervenir à tous les conseils et à tous les tribunaux, et le partage de l'initiative avec le *proposto* journalier de la seigneurie; mais de déclarer en même temps que ces hautes fonctions ne le mettroient point à l'abri d'un jugement capital, s'il étoit rendu contre lui par le tribunal suprême des Huit de la balie. Cette proposition, approuvée d'abord par la seigneurie et les collèges, reçut le 19 août 1502 la sanction du grand-conseil (1).

Au moment où cette loi fut portée, les vœux du peuple n'étoient encore arrêtés sur aucun individu; mais le grand conseil, où se réunirent plus de deux mille citoyens, consulté par un scrutin secret, présenta trois candidats pour cette haute dignité, le juge Antonio Malegonnelle, Giovacchino Guascone, et Piéro Sodérini. Le dernier, dans

(1) *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 181. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. V, p. 138. — *Scip. Ammirato.* L. XXVIII, p. 269.

un second tour de scrutin, réunit seul la pluralité absolue, et fut proclamé le 22 septembre, quoiqu'il ne dût entrer en fonctions que le 1er novembre. C'étoit un homme d'un âge mûr, d'une fortune indépendante, d'une famille illustre, d'une réputation intacte. Il n'avoit point d'enfans, en sorte qu'on n'avoit pas lieu de craindre qu'une ambition de famille ralentît ses efforts pour le bien de tous (1). Peu de temps auparavant, on avoit aussi réformé l'ordre judiciaire à Florence. Une loi du 15 avril 1502 avoit supprimé les offices de podestat et de capitaine de justice, et fondé la rote florentine; on l'avoit composée de cinq juges, dont quatre devoient être d'accord pour porter une sentence. On avoit conservé cependant le titre de podestat pour le donner au président de ce tribunal. Chacun de ses membres exerçoit cette fonction à tour de rôle pendant six mois; cette rotation a fait donner aux tribunaux, en Italie, le nom de *ruota*, roue (2). 1502.

Après avoir affermi, par ces réformes intérieures, la stabilité de leur gouvernement, les Florentins se mirent en mesure de se défendre: ils obtinrent de Louis XII cent cinquante lances françaises dont ils payèrent la solde; et en même temps ils envoyèrent Jean-Victor Sodérini en ambassade à Rome, et Nicolas Macchiavelli, l'historien, à Imola, auprès du duc de Valentinois, pour savoir jusqu'à quel point ils pouvoient compter sur la durée de la paix (3).

Les vicaires pontificaux et les condottieri, contre lesquels le duc de Valentinois avoit déclaré qu'il vouloit conduire son armée et les troupes que la France lui avoit prêtées, étoient tous ennemis secrets ou déclarés de la république florentine: tous d'autre part, au commence-

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 281. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 183. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 269.

(2) *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 172. — *Scipione Ammirato.* Lib. XXVIII, p. 270.

(3) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 138.

1502. ment de cette même année, étoient encore à la solde de Borgia, et long-temps ils avoient servi d'instrumens à sa politique. Les Florentins pouvoient donc craindre, ou que leur discorde apparente ne fût qu'une ruse destinée à tromper leurs voisins, ou que leur réconciliation ne s'opérât aux dépens de la république. Mais ces capitaines connoissoient mieux eux-mêmes le danger qu'ils couroient. Borgia avoit déclaré qu'il vouloit ramener Bologne, Pérouse et Città di Castello à l'obéissance de l'Église: c'étoit annoncer qu'il vouloit s'emparer de ces villes, et faire périr les familles de leurs seigneurs, comme il avoit fait périr celles de Varano et de Manfrédi. Les Orsini, unis intimement aux Vitelli, comprenoient que leur tour ne tarderoit pas à venir. Pandolfe Pétrucci se sentoit enlacé de tous les côtés par les conquêtes de Valentinois, qui, maître de la Romagne, de l'Ombrie et du Patrimoine, fortifioit encore Piombino. Ces capitaines de Borgia avoient les mêmes droits que Vitellozzo à la reconnoissance, mais ils ne pouvoient plus douter que la reconnoissance ne fût sans influence sur son ame. Les Vitelli, Orsini et Pétrucci, qui voyoient l'orage prêt à fondre sur eux, se réunirent donc secrètement à la Magione, dans l'état de Pérouse, pour se mettre de concert en état de défense. La plupart d'entre eux étoient encore à la solde de César Borgia: mais ils avoient eu soin de faire retirer en lieu sûr leur gendarmerie; et par le compte qu'ils en firent, ils virent qu'ils étoient en état de réunir immédiatement sept cents hommes d'armes, quatre cents arbalétriers à cheval, et neuf mille fantassins. Ils occupoient d'ailleurs tout le pays situé entre la Romagne et Rome; et ils espéroient pouvoir couper toute communication entre César Borgia et son père (1).

On voyoit, à la diète de la Magione, le cardinal Orsini, qui avoit bravé la défense du pape pour se rendre à Milan

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 284.

auprès de Louis XII, et qui n'osoit plus retourner à Rome; 1502.
Paul Orsini, son frère, qui étoit maître d'une grande partie du Patrimoine de saint Pierre; Vitellozzo Vitelli, seigneur de Città di Castello; Jean-Paul Baglioni, seigneur de Pérouse; Hermès Bentivoglio, qui représentoit son père, Jean, seigneur de Bologne; Antonio de Vénafro, ministre et confident de Pandolfe Pétrucci, seigneur de Sienne; enfin Olivérotto, qui, par une perfidie exécrable, venoit de se rendre maître de la seigneurie de Fermo et de sa Marche (1). Demeuré orphelin dès sa plus tendre enfance, il avoit été élevé par Jean de Fogliani, son oncle maternel, et traité avec toute la tendresse qu'auroit pu avoir un père pour un enfant chéri. Fogliani, voulant le faire entrer dans la carrière militaire, l'avoit placé auprès de Paul Vitelli, où Olivérotto se distingua. Après la mort de Paul, il fut compté entre les plus habiles et les plus entreprenans des lieutenans de Vitellozzo; enfin l'expédition de Borgia contre Camérino le ramena sur les frontières de sa patrie : il écrivit alors à Fogliani, qu'il désiroit revoir la maison paternelle, et s'y montrer avec les honneurs qu'il avoit acquis à la guerre, en se faisant accompagner par cent de ses cavaliers. Fogliani obtint pour lui la permission de les introduire dans la ville; il lui ménagea l'accueil le plus flatteur, il le logea chez lui avec toute sa troupe; et peu de jours après il donna, pour lui faire honneur, un repas à toute la magistrature de Fermo. Au milieu de ce repas, Olivérotto fit entrer les soldats qui l'avoient suivi, fit massacrer Fogliani et tous ses convives, fit assiéger la seigneurie qui étoit demeurée au palais, et la força à le reconnoître pour prince de Fermo et de son territoire (2).

Les ennemis de César Borgia n'étoient ainsi ni moins

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 286.
(2) *Macchiavelli, il Principe.* Cap. VIII, p. 264. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 290.

1502. perfides, ni moins souillés de crimes que lui; aussi ne pouvoient-ils prendre confiance les uns dans les autres, ou en inspirer à leurs voisins. Ils cherchèrent vainement à faire intervenir les Florentins dans leur association; ceux-ci refusèrent d'avoir rien de commun avec eux (1). Les Vénitiens, soit pour le même motif, soit à cause de l'embarras et de l'inquiétude que leur causoit toujours leur guerre avec les Turcs, refusèrent également d'entrer dans leur ligue; mais ils écrivirent à Louis XII pour le détourner de seconder plus long-temps les entreprises du duc de Valentinois. Ils lui représentèrent combien il faisoit de tort à sa réputation et au nom de très-chrétien qu'il portoit, en favorisant un monstre dont aucune pudeur, aucun sentiment humain ne modéroit l'ambition; un tyran qui n'épargnoït ni les femmes, ni les enfans, ni ses propres frères; qui faisoit périr les captifs à qui il avoit promis la vie sauve sous la foi du serment; qui poursuivoit par le poignard ou le poison ceux qui cherchoient à se dérober à sa puissance, et qui avoit donné au monde des exemples de férocité jusqu'alors inconnus. Louis XII répondit aux remontrances des Vénitiens, comme font les puissans dont l'orgueil est blessé de ce qu'on les trouve en faute : il déclara que personne ne pouvoit empêcher le pontife de disposer, selon son bon plaisir, des terres de l'Église; que personne ne pouvoit trouver mauvais que lui-même secondât le pape dans une entreprise aussi légitime, et que si les Vénitiens tentoient d'y mettre quelque obstacle, il les traiteroit en ennemis. Non content d'avoir répondu ainsi, il envoya copie de sa lettre au duc de Valentinois, qui la fit voir à Macchiavel (2).

Les confédérés de la Magione invitèrent aussi le duc

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 139.

(2) *Macchiavelli, Legazione al duca Valentino, lettera Ia*, p. 2, ediz. di Firenze, 1767, in-8°. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 285. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.* L. IX, p. 258.

d'Urbin, alors réfugié à Venise, à prendre part à leur ligue. Celui-ci, qui, ayant tout perdu, ne couroit plus de risque, se joignit à eux avec empressement. Il aborda à Sinigaglia: des intelligences le rendirent maître de la forteresse de San-Léo, et tous les peuples du duché d'Urbin, qui le chérissoient, prenant aussitôt les armes en sa faveur, il recouvra la possession de son état aussi rapidement qu'il l'avoit perdue (1). Ainsi éclata, au commencement d'octobre, la révolte des capitaines de César Borgia contre lui: il n'y étoit nullement préparé; plusieurs d'entre eux faisoient encore partie de son armée, et il avoit compté s'assurer des soldats de tous les autres avant d'attaquer Bentivoglio, le seul qu'il eût encore ouvertement menacé. Au moment où il apprit la révolte du duché d'Urbin, il étoit à Imola avec peu de troupes; et Bentivoglio, qui avoit quelques compagnies à Castel San-Pietro, leur fit battre le pays jusqu'à Doccia, à peu de distance d'Imola. Valentinois écrivit en hâte à don Hugues de Cardone et à don Michel, deux de ses capitaines qui étoient dans le duché d'Urbin, d'éviter tout combat, de se replier devant l'ennemi, et de lui ramener à Rimini cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers et cinq cents fantassins qu'ils commandoient. Mais ces deux lieutenans n'exécutèrent point ses ordres; ils furent tentés, par une occasion qui se présenta à eux, de s'emparer de la Pergola et de Fossombrone; ils rentrèrent dans le duché d'Urbin, et se laissèrent surprendre près de Cagli par Paul Orsini et le duc de Gravina, son cousin, qui avoient six cents fantassins de Vitellozzo avec eux. Les troupes de Borgia furent battues; don Hugues de Cardone fut fait prisonnier; son lieutenant fut tué, et don Michel se réfugia à Fano, d'où il se retira à Pésaro (2).

1502.

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 140. — *Burchardi Diarium Curiæ Roman.* p. 2142.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 287.

1502. Le duc de Valentinois couroit un grand danger à Imola. Il y rassembloit des soldats aussi rapidement qu'il pouvoit : mais ceux que lui avoit promis le roi de France ne lui étoient point encore arrivés ; et les Italiens qu'il engageoit, n'avoient pas moins de raison de se défier de lui que ceux qui portoient alors les armes contre lui. Une attaque un peu brusque des confédérés l'auroit probablement mis en déroute ; mais ceux-ci redoutoient par-dessus toute chose de s'attirer l'indignation du roi de France : ils lui avoient fait déclarer que, loin de vouloir combattre ses soldats, ils étoient prêts à exécuter ponctuellement ses ordres. Ils avoient même refusé d'admettre les Colonna dans leur ligue, uniquement parce que ceux-ci étoient ennemis déclarés de la France. Ces vains ménagemens donnèrent le temps à César Borgia et à son père de négocier, soit pour se réconcilier avec les chefs ennemis, soit pour les diviser entre eux. Alexandre VI cherchoit surtout à regagner la confiance du cardinal Orsini, par l'entremise de son frère Giulio Orsini, qui étoit resté à Rome (1).

César Borgia avoit un talent sans égal pour les négociations, et une facilité très-remarquable pour gagner les hommes qui l'approchoient. Ce tyran, si faux et si perfide, savoit surtout emprunter le langage de la franchise et de la confiance. On retrouve parfois dans les lettres que Macchiavelli écrivoit à la seigneurie, pendant sa légation auprès de lui, l'empreinte de ce ton de bonhomie qu'il portoit dans ses négociations. Souvent le secrétaire florentin rapporte les propres mots de la conversation qu'il vient d'avoir. « Quand tu es venu pour la première fois auprès » de moi, lui disoit Borgia, le 23 octobre, je ne t'ai point » parlé si clairement (de mon entière satisfaction de la » conduite de la république, et de mon empressement à » la servir), parce que je me trouvois alors dans une assez » mauvaise position; Urbin venoit de se révolter, je ne

(1) *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 286.

» savois sur quel appui ce duc pouvoit compter; chez moi 1502.
» tout étoit en désordre, et rien ne pouvoit paroître stable
» avec ces états nouveaux: aussi je ne voulois pas que tes
» seigneurs se figurassent que la grande peur que j'avois,
» me faisoit abonder en promesses. A présent que j'ai
» moins de craintes, je te promets davantage; et quand
» je ne craindrai plus du tout, les faits au besoin suivront
» les promesses. » Macchiavel, après avoir rapporté dans sa lettre du même jour cette conversation dans tous ses détails, ajoute: « Vos seigneuries voient de quelles paroles
» se sert ce seigneur, encore que je n'en écrive pas la
» moitié; elles considéreront d'autre part la personne qui
» parle, et elles en jugeront selon leur prudence accou-
» tumée (1). »

L'immobilité de Borgia, qui depuis le commencement de la guerre passa dix semaines à Imola, sans avancer ni reculer, persuada aux confédérés qu'il sentoit sa foiblesse, et qu'il acheteroit à grand prix sa réconciliation; ils entrèrent donc avec joie en négociation avec lui, d'autant plus que pendant le même temps ils poursuivoient leurs avantages. Le peuple de Camérino s'étoit révolté, et il avoit rappelé de son exil à l'Aquila, Jean-Marie de Varano, fils du dernier seigneur. Vitellozzo avoit pris la forteresse de Fossombrone, puis les citadelles d'Urbino, Cagli et Agobbio; en sorte que dans le duché d'Urbin, Sant' Agata, seule, restoit entre les mains des officiers de Borgia. Fano et toute sa province avoient aussi été conquis par les confédérés. Cependant Valentinois appeloit à sa solde de toutes parts des *lances brisées* : on appeloit ainsi de petits gentilshommes qui n'avoient sous leurs ordres que cinq ou six cavaliers, et qui se mettoient séparément à la solde de celui qui les engageoit. Comme ils n'arrivoient point par compagnies, et qu'ils n'étoient point conduits par un capi-

(1) *Macchiavelli Legazioni.* Leg. Iª, Lett. Iª, p. 5 et 6.

1502. taine de réputation, ils ne paroissoient point former une armée (1).

Valentinois vouloit engager Paul Orsini à venir en personne traiter à Imola avec lui; pour l'y attirer il consentit à envoyer aux confédérés le cardinal Borgia en otage. Paul Orsini, en retour, arriva en effet à Imola le 25 octobre (2). Valentinois lui fit un accueil amical; il convint qu'il ne devoit accuser que sa propre imprudence, si des capitaines qui l'avoient servi jusqu'à ce jour avec tant de fidélité s'étoient tout-à-coup aliénés de lui. C'étoit sa faute, disoit-il, de n'avoir pas agi avec eux, de manière à les tenir en garde contre des soupçons si mal fondés. Mais puisque cette brouillerie n'avoit eu aucune cause réelle, il espéroit que, loin de laisser entre eux des germes d'inimitié, elle établiroit au contraire une union perpétuelle et indissoluble; car, d'une part, ses capitaines, voyant que le roi de France le secouroit de toute sa puissance, reconnoîtroient qu'ils ne pouvoient l'accabler; et, d'autre part, lui-même avoit ouvert les yeux par cette expérience, et il confessoit ingénument que c'étoit à leurs conseils et à leur valeur, qu'il devoit attribuer toute sa félicité et toute sa réputation (3).

Les protestations de César Borgia étoient accueillies avec d'autant plus de confiance par Paul Orsini, que celui-ci étoit persuadé qu'un pape ne pouvoit se maintenir, lorsqu'il avoit en même temps contre lui les deux familles des Orsini et des Colonna. Telle fut son infatuation que croyant ne courir aucun danger de la part du duc, lorsque celui-ci ne témoignoit aucun ressentiment, il signa avec lui, le 28 octobre, une convention, en vertu de laquelle toutes les injures reçues de part et d'autre devoient être oubliées. La solde que les condottieri confédérés avoient eue autre-

(1) *Macchiavelli.* Legazione Ia, Lett. IV, p. 16 et passim.

(2) *Macchiavelli.* Legaz. Ia, Lett. II, p. 8. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 141.

(3) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 287.

fois dans les armées du duc, devoit leur être conservée; ils s'engageoient à l'aider de toutes leurs forces à recouvrer les états d'Urbin et de Camérino, sans s'obliger cependant à venir en personne dans ses armées, ou à se mettre en son pouvoir. Enfin, les différends du pape avec Jean Bentivoglio, sur la souveraineté de Bologne, devoient être soumis à l'arbitrage du cardinal Orsini, du duc de Valentinois, et de Pandolfe Pétrucci (1). 1502.

Mais cette convention, qui fut communiquée à Macchiavel, par un secrétaire du duc, avec un sourire ironique (2), avoit besoin, pour recevoir son effet, d'être ratifiée par le pape et par chacun des confédérés. Il ne fut pas difficile de traîner en longueur cette formalité, et d'augmenter ainsi la défiance de Jean Bentivoglio, qui voyoit avec beaucoup de peine ses intérêts demeurer en suspens, tandis que ceux de tous les autres étoient réglés. Valentinois en profita pour conclure avec lui, par l'entremise de son fils le protonotaire, un traité de paix particulier, qui fut signé à Imola le 2 décembre. Bentivoglio s'engagea à se détacher absolument des Vitelli et des Orsini; il promit de servir à ses frais le duc dans ses guerres, avec cent hommes d'armes et cent arbalétriers à cheval; et, à ce prix, sa souveraineté sur Bologne fut reconnue par l'Église : de plus, il devoit payer à César Borgia, sous le titre de condotta, pour cent lances, douze mille ducats par année. Son fils Annibal devoit épouser la sœur de l'évêque d'Enna, nièce du duc de Valentinois. Enfin le roi de France, qui voyoit avec peine l'incorporation de Bologne à l'état de l'Église, devoit, ainsi que le duc de Ferrare et les Florentins, être garant de ce traité (3).

(1) Macchiavelli envoie, dans sa lettre du 10 novembre, le texte de cette convention à la seigneurie. Legaz. I[a], Lett. VIII, p. 30. — *Jacopo Nardi Ist.* Lib. IV, p. 141.

(2) *Macchiavelli.* Legaz. I[a], Lett. IV, p. 20.

(3) *Franc. Guicciardini.* Lib. V, p. 288. — *Macchiavelli*, Legaz. I[a], Lett. XIV, p. 48.



1502. Cependant la ratification du traité des Orsini étant arrivée, et le traité de Bentivoglio étant signé, le duc d'Urbin comprit que, quelque attachement que lui montrassent ses sujets, il ne pouvoit défendre sa principauté. Il se hâta donc de démolir toutes ses forteresses, pour n'avoir pas besoin de les assiéger dans des temps plus heureux; et il se retira à Città di Castello. Valentinois fit publier un pardon universel, pour les peuples soulevés du duché d'Urbin, et ils rentrèrent sous son obéissance le 8 décembre (1).

L'état de Camérino suivit l'exemple de celui d'Urbin, et le seigneur se réfugia de nouveau dans le royaume de Naples. Vitellozzo retira ses troupes de Fano, et la guerre paroissoit finie. Ce fut le moment que Valentinois choisit pour se mettre en mouvement avec son armée. Il partit d'Imola le 10 décembre (2).

La marche de Borgia, avec une si puissante armée, qui sembloit lui être devenue inutile, répandit l'inquiétude et l'effroi autour de lui. Les Vénitiens veilloient à la garde de leurs terres de Romagne, avec autant de défiance que si l'ennemi avoit été campé sous leurs murs; les Florentins craignoient que la réconciliation de tant de capitaines, qu'ils redoutoient tous également, ne se fût faite à leurs dépens : surtout les condottieri nouvellement rentrés en grâce avec le duc, commençoient à croire qu'ils pourroient bien être victimes de sa duplicité (3). Mais tout-à-coup, le 22 décembre, les quatre cent cinquante lances françaises qui accompagnoient le duc, le quittèrent à Césène, et reprirent la route de Bologne, sans qu'on pût

(1) *Macchiavelli.* Legaz. Iª, Lett. XVI, p. 51. — *Jac. Nardi.* L. IV, p. 142. — *Petri Bembi Hist. Ven.* Lib. VI, p. 131. — *Jo. Burchardi Diar. Cur. Roman.* p. 2143.

(2) *Macchiavelli.* Legaz. Iª, Lett. XVII, p. 54. — *Jac. Nardi.* Lib. IV, p. 142.

(3) *Macchiavelli.* Legaz. Iª, Lett. XVII et XVIII, p. 54 et 55.

comprendre si une brouillerie subite avec la France les y 1502.
avoit déterminées, ou si elles étoient rappelées dans le duché de Milan par quelque besoin imprévu (1). Borgia toutefois, abandonné par la moitié de ses forces, et délaissé, du moins en apparence, par l'allié qui avoit inspiré tant de terreur, continua sa marche avec un appareil bien moins menaçant. Il lui restoit deux mille cinq cents fantassins ultramontains et autant d'Italiens. Olivérotto de Fermo fut le premier des confédérés de la Magione qui osât se rendre auprès de lui. Ils mirent ensemble en délibération s'ils attaqueroient la Toscane ou Sinigaglia; et César Borgia se décida pour Sinigaglia. Cette petite principauté étoit gouvernée par une fille de Frédéric, précédent duc d'Urbin, qu'on nommoit la préfetesse. Le pape Sixte IV l'avoit fait épouser à son neveu, Jean de La Rovère, qu'il avoit nommé préfet de Rome. Demeurée veuve, elle avoit envoyé François-Marie de La Rovère, son fils, en France, pour l'y mettre en sûreté contre les embûches de Valentinois; il étoit héritier présomptif du duché d'Urbin, car le duc régnant, Guid'Ubaldo, son oncle, n'avoit point d'enfans. La préfetesse étoit restée dans Sinigaglia, sous la protection des confédérés de la Magione; elle comprit qu'elle ne pouvoit se défendre sans eux, et elle se retira par mer à Venise: mais ceux à qui elle avoit confié le commandement de sa citadelle, déclarèrent ne vouloir la rendre qu'au duc de Valentinois lui-même, en sorte qu'Olivérotto et les Orsini l'invitèrent à s'approcher pour en prendre possession (2).

Borgia, qui avoit déjà renvoyé les troupes françaises, pour dissiper les soupçons des capitaines confédérés, compta davantage encore sur leur confiance, quand il se

(1) *Macchiavelli.* Legaz. I[a], Lett. XIX, p. 60.

(2) *Macchiavelli, del modo tenuto dal duca Valentino*, etc. T. III, p. 148. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 289. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 142. — *Joann. Burchardi Diarium Curiæ Roman.* p. 2147.

1502. vit appelé par eux. Il les fit avertir de distribuer leurs soldats dans les villages du territoire de Sinigaglia, pour laisser aux siens des logemens dans la ville même; et le 31 décembre il partit de Fano, pour arriver le même jour à cette ville, n'ayant avec lui pas moins de deux mille chevaux et dix mille fantassins. Vitellozzo Vitelli, Paul Orsini, et François Orsini, duc de Gravina, s'avancèrent sans armes pour rencontrer le duc de Valentinois et lui faire honneur. Avant d'arriver à lui ils eurent à traverser toute sa cavalerie, qui étoit rangée en haie des deux côtés du chemin. Le duc les salua avec bienveillance, puis les consigna à deux gentilshommes, chargés de leur servir de cortége, et de ne pas les quitter qu'ils ne fussent arrivés au palais. Olivérotto manquoit encore; il tenoit en parade sa compagnie, qui seule étoit demeurée à Sinigaglia, pour honorer l'entrée de Valentinois, un des confidens de celui-ci vint avertir Olivérotto que s'il ne faisoit pas rentrer ses soldats dans leurs quartiers, on ne pourroit empêcher les troupes arrivantes d'occuper ces logemens. Olivérotto renvoya alors ses gendarmes, et s'avança auprès du duc, qui le reçut avec la même distinction que les trois autres, mais qui, sous le même prétexte de lui faire honneur, le fit garder à vue comme eux. Tous ensemble descendirent de cheval au logis qui avoit été préparé pour le duc : les quatre capitaines n'y furent pas plus tôt entrés, qu'ils furent arrêtés. Aussitôt Valentinois remonta à cheval, et, conduisant ses gendarmes à l'attaque des quartiers d'Olivérotto, il fit dévaliser ses soldats. Il donna ordre d'attaquer en même temps ceux des Orsini et de Vitelli, qui étoient logés à cinq ou six milles de distance : mais ceux-ci furent avertis à temps de ce qui se passoit, et se retirèrent en bon ordre. Le même soir, Borgia fit étrangler Vitellozzo et Olivérotto : il attendit jusqu'au 18 janvier, pour faire subir le même sort à Paul Orsini et au duc de Gravina, parce qu'il vouloit savoir auparavant si son père avoit exé-

cuté les mesures concertées contre les autres membres de 1502.
la maison Orsini. (1).

La perfidie avec laquelle César Borgia venoit de traiter les chefs de bandes rassemblés à Sinigaglia, n'indisposoit point les peuples contre lui. Ces capitaines étoient pour la plupart aimés de leurs soldats et détestés de leurs sujets: la peur seule pouvoit contenir ces derniers dans l'obéissance envers un pouvoir purement militaire, et qui n'étoit accompagné d'aucune justice et d'aucune modération; et César Borgia étoit trop habile pour n'avoir pas rendu son joug sur ses nouveaux sujets plus léger que celui des condottieri. Il voulut profiter sans retard de l'effroi de ses ennemis, assuré que les peuples se déclareroient pour lui;

(1) *Macchiavelli.* Legaz. Iª, Lett. XXI, du 1er janvier 1503, p. 67. — Idem, *del modo tenuto dal duca Valentino*, etc. T. III, p. 153. — *Jacopo Nardi.* Lib. IV, p. 143. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 290. — *Burchardi Diar. Curiæ Roman.* p. 2148. — *Istor. di Giov. Cambi.* p. 184. — *Fr. Belcarii.* Lib. IX, p. 260.

M. Roscoe avance comme *très-probable* que Macchiavel fut un des auteurs du complot exécuté à Sinigaglia (*Vie et Pontificat de Léon X.* T. I, chap. VI, pag. 356 de la trad., note 1). Ce soupçon, élevé si légèrement contre un homme qui, jusqu'ici, n'a été accusé d'aucun crime, n'auroit pas même pu se présenter à l'esprit de l'auteur, s'il avoit lu les lettres du secrétaire florentin à la seigneurie pendant cette première légation. Le progrès naïf de ses doutes, de ses craintes, de ses conjectures, à mesure que les événemens avancent, les difficultés qu'il trouve à parler à Valentinois, parce qu'il étoit un homme *trop peu important*, ses demandes réitérées pour qu'on envoyât à sa place un ambassadeur, chaque ligne enfin de ces vingt-neuf lettres détruisent victorieusement un soupçon aussi injurieux. Le plus grand argument de M. Roscoe, c'est que Macchiavel, dans sa relation séparée de cet événement, n'accompagne son récit d'aucunes réflexions : il me semble qu'elles n'étoient pas nécessaires, et que les faits parlent assez d'eux-mêmes. Il peut être vrai que Macchiavel n'avoit ni estime ni compassion pour ces ennemis de son pays; et, en effet, ils étoient fort peu estimables. Quant au duc de Valentinois, il admiroit son habileté, et il voyoit en lui un grand prince. Mais, à cette époque, les noms de *prince*, d'*usurpateur*, de *tyran*, étoient tous synonymes; Macchiavel ne fait jamais aucune différence entre eux, et il ne croyoit pas possible d'y associer aucune vertu morale, autre que de la grandeur de courage, du caractère et de l'habileté.

1503. et dès le 1er janvier 1503 il partit par Conrinaldo, Sasso-Ferraro et Gualdo, pour s'approcher d'Agobbio, et menacer de là en même temps Pérouse et Città di Castello (1). Dès le 4 du mois, il reçut des ambassadeurs de Città di Castello, qui lui annonçoient que l'évêque de cette ville et tous les Vitelli s'étoient enfuis, et que le reste des habitans s'empressoient de l'assurer de leur obéissance. Giulio Vitelli, demeuré chef de sa famille, après que ses quatre aînés, tous distingués dans les armes, avoient successivement péri d'une mort violente, étoit parti pour Venise avec le duc d'Urbin, tandis qu'il avoit envoyé ses neveux à Pitigliano (2). Jean-Paul Baglioni, à la nouvelle du massacre de Sinigaglia, s'étoit aussi enfui de Pérouse : les citoyens de cette ville envoyèrent alors à Florence, pour demander à cette république de les aider à maintenir leur liberté; mais les Florentins répondirent qu'en toute occasion ils avoient si peu pu compter sur l'amitié et les bons offices de Pérouse, qu'ils ne vouloient pas, pour sauver de tels voisins, courir risque de se brouiller avec un pape aussi puissant. Les Pérugins envoyèrent alors au duc de Valentinois des ambassadeurs qui se présentèrent à lui le 5 janvier, pour lui déclarer que les troupes des Orsini, des Vitelli et des Baglioni, ayant évacué leur ville pour se retirer à Sienne, ils avoient proclamé César Borgia comme leur souverain. Cependant Borgia, soit que tel fût l'ordre de son père, ou qu'il lui convînt de cacher ses vues ultérieures, ne reçut l'hommage de Pérouse et de Castello que comme gonfalonier de l'Église, et non point en son propre nom. Il déclara qu'il s'étoit proposé de chasser les tyrans de tout l'héritage des pontifes romains, et d'y éteindre les factions, mais qu'il ne vouloit point étendre sa propre do-

(1) *Macchiavelli*. Legaz. Ia, Lett. XXI, XXII, p. 72. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 145.

(2) *Macchiavelli*. Legaz. Ia, Lett. XXV, p. 76. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior*. Lib. V, p. 145.

mination au-delà de son duché de Romagne, et qu'il jugeoit en conséquence que le pape quel qu'il fût qui parviendroit à la chaire de saint Pierre après Alexandre VI, lui auroit de l'obligation pour avoir détruit tous les ennemis du pouvoir pontifical. Il n'entra même point dans ces deux villes soumises : il ne ramena point les exilés à Pérouse; mais il se mit aussitôt en mesure de forcer Pandolfe Pétrucci à sortir de Sienne. Il regardoit cet homme distingué pour son habileté, comme l'ame du parti. Il le voyoit enfermé dans une ville très-forte, bien pourvu d'argent, et entouré d'une armée nombreuse, qui lui étoit fort dévouée. Il demanda en conséquence à Macchiavel d'engager sa république à se joindre à lui, pour expulser ce dernier ennemi, que les Florentins devoient redouter autant qu'il faisoit lui-même. Il vouloit que ceux-ci fissent marcher des troupes sur leurs frontières, tandis qu'il avanceroit avec les siennes; et, dans le même temps, Alexandre VI entamoit une négociation avec Pandolfe Pétrucci, pour le tromper, s'il étoit possible, et trouver l'occasion de se saisir de lui (1). 1503.

Les Siennois n'étoient point disposés à courir tous les dangers d'un siége, dans le seul but de sauver Pandolfe Pétrucci; mais ils se défioient du pape et de son fils, et ils étoient bien résolus de se défendre à outrance, si, sous prétexte de chasser un tyran, César Borgia vouloit entrer dans leur ville, ou faisoit quelque tentative pour s'emparer de la souveraineté. Pandolfe Pétrucci profita de cette disposition pour négocier, et ne céder à l'orage qu'avec mesure. Il consentit à sortir de Sienne, pourvu que le duc de Valentinois, qui s'étoit avancé jusqu'à Pienza, sortît en même temps du territoire de la république. Cette convention fut exécutée le 28 janvier : Pandolfe Pétrucci se retira

(1) *Macchiavelli.* Legaz. Iª, Lett. XXVII, du 10 janvier, p. 82. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 291. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 109 v.

1503. à Lucques avec Jean-Paul Baglioni, et le reste des troupes des Vitelli : mais ses partisans continuèrent à exercer à Sienne toute l'autorité, tandis que Valentinois ramena son armée vers Rome, pour mettre à profit les massacres de Sinigaglia, et achever d'abaisser les Orsini (1).

Le pape s'étoit empressé de seconder les crimes de son fils : averti par lui de ce qui venoit de se passer à Sinigaglia, il fit inviter le cardinal Orsini à se rendre au Vatican pour une conférence. Le cardinal avoit eu l'imprudence de revenir à Rome; il n'avoit aucune défiance, aucun soupçon de l'arrestation de ses deux parens : il se rendit aussitôt au palais, et en y entrant il fut arrêté. Alexandre VI fit saisir en même temps dans leurs maisons Rinaldo Orsini, archevêque de Florence, le protonotaire Orsini, l'abbé d'Alviano, frère de Barthélemi, et Jacob de Santa-Croce. Ces prisonniers, effrayés des menaces du pape, consentirent à lui livrer toutes leurs forteresses; et à ce prix ils furent remis en liberté, à la réserve du cardinal : Alexandre vouloit forcer celui-ci à lui consigner tous ses biens. Il avoit fait occuper sa maison à Monte-Giordano, et fait apporter tous ses meubles et ses effets au palais pontifical. En examinant les livres de compte du cardinal, il trouva que celui-ci avoit une créance de deux mille ducats contre quelqu'un dont le nom étoit demeuré en blanc; il vit aussi qu'il avoit acheté pour le prix de deux mille ducats une perle qui ne se retrouvoit pas. En conséquence, le 1er février il fit refuser l'entrée de la prison du cardinal, à ceux qui lui apportoient de la nourriture de la part de sa mère; et il déclara que ce malheureux prélat ne mangeroit point, jusqu'à ce que ces deux effets fussent retrouvés. La mère du cardinal paya aussitôt les deux mille ducats, de sa cassette; et sa maîtresse, revêtant des habits d'homme, vint

(1) *Macchiavelli, Ultima Lettera della prima Legazione*, n° 29, p. 93. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 146. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena*. P. III. Lib. VI, f. 110.

elle-même présenter au pontife la perle qu'elle avoit reçue de ce prélat : Alexandre permit alors qu'on rendît au cardinal la nourriture qui lui étoit destinée ; mais auparavant il lui fit donner un breuvage empoisonné qui le fit périr le 22 février (1). 1503.

Mais tous les Orsini n'étoient point tombés entre les mains du pape ou de son fils ; leur famille étoit d'autant plus nombreuse, que tous les jeunes fils se marioient, parce que suivant le métier des armes, ils trouvoient une carrière ouverte devant eux. Giulio Orsini, avec plusieurs de ses parens, se fortifioit à Pitigliano ; Fabio, fils de Paul Orsini, étranglé à Sinigaglia, et Organtino Orsini, rassembloient leur cavalerie à Cervétri. Mutio Colonna étoit revenu du royaume de Naples, et étoit entré dans Polombara, qu'il avoit enlevée au pape. Les Savelli s'étoient réconciliés avec les Orsini ; en sorte que toute la haute noblesse de Rome faisoit cause commune contre les Borgia. Gian Giordano Orsini étoit alors au service du roi de France dans le royaume de Naples ; Nicolas, comte de Pitigliano, au service des Vénitiens ; et ces deux capitaines intéressoient à leur défense les maîtres puissans pour lesquels ils faisoient la guerre. Borgia voulut se hâter de les accabler avant qu'ils pussent obtenir d'assistance, persuadé qu'il lui seroit plus facile de se justifier lorsqu'il n'y auroit plus moyen de sauver ceux qu'il vouloit détruire. Mais quoiqu'il réussît à se rendre maître de Palombara et de Céri, les autres forteresses des Orsini lui opposèrent une assez longue résistance pour donner le temps au roi de France et aux Vénitiens de déclarer hautement qu'ils prenoient Gian Giordano Orsini et le comte de Pitigliano sous leur protection (2).

(1) *Burchardi Diar. Curiæ Rom.* p. 2149. — *Raphael Volaterranus, apud Raynaldum, Ann.* 1503, §. 8, p. 540. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 291. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 146.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 293.

1503. Les menaces du roi déterminèrent César Borgia à lever le siége de Bracciano, mais non sans se plaindre hautement de la France; tandis qu'Alexandre VI faisoit condamner par les tribunaux ecclésiastiques tous les Orsini comme rebelles, Louis XII, qui vit que les Borgia commençoient à ne plus respecter son autorité, et qui en même temps ressentoit déjà de l'inquiétude au sujet des affaires de Naples, résolut d'arrêter l'accroissement rapide de la puissance du duc de Valentinois, prévoyant que, dès qu'il sentiroit son indépendance, il mettroit son amitié à un trop haut prix. Il lui parut surtout important de mettre la Toscane à *l'abri* de nouvelles entreprises, et pour cela de former une alliance entre les villes de Florence, Sienne, Lucques et Bologne : il chargea Francesco Cardulo de Narni, protonotaire apostolique, de la négocier. Celui-ci se présenta, le 14 mars, à la balie de Sienne, et offrit aux partisans de Pandolfe Pétrucci de ramener dans leur ville ce chef de parti avec le consentement des Florentins : la restitution de Montépulciano fut promise aux derniers en dédommagement; l'alliance fut signée, et Pandolfe rentra à Sienne le 29 mars 1503, sans que la révolution qui l'avoit chassé, ou celle qui le rétablissoit, eussent été accompagnées d'aucun désordre (1).

Mais Pandolfe ne fut pas plus tôt rentré à Sienne, qu'il demanda des délais avant de restituer Montépulciano. Il prétendit que les Siennois étoient tellement attachés à cette possession, qu'ils n'acheteroient point à ce prix l'alliance des Florentins : ceux-ci, de leur côté, malgré les instances du ministre français ne vouloient entrer dans la ligue qu'à cette condition; et l'on ne pouvoit obtenir la ratification du traité, sans lequel la Toscane paroissoit demeurer à la merci du duc de Valentinois (2).

(1) *Jacopo Nardi Ist.* L. IV, p. 149. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 294. — *Fr. Belcarii Comment.* T. IX, p. 262. — *Orl. Malavolti.* P. III, T. VI, f. 111.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 309.

D'ailleurs les affaires de Pise, qui, depuis près de dix ans, avoient sans cesse rallumé des guerres prêtes à s'éteindre, excitoient de nouveau la défiance et l'animosité des peuples toscans. Les Florentins avoient mis à la tête de leurs armées le bailli d'Occan, capitaine français, qui, avec l'agrément du roi, leur avoit amené cinquante lances : ils avoient compté que les drapeaux français seroient pour eux une sauvegarde contre les entreprises du pape et de son fils, dont aucun traité ne les mettoit à l'abri. Ils avoient envoyé leur armée dans l'état de Pise pour dévaster les moissons, jugeant que cette ville seroit réduite par la famine, si elle perdoit plusieurs années de suite ses récoltes : déjà l'année précédente ils avoient fauché, avant leur maturité, tous les blés des Pisans. Cette fois ils détruisirent ceux du val d'Arno; mais ils ne pénétrèrent pas dans le val de Serchio, qui étoit mieux défendu (1). 1503.

Cependant le bailli d'Occan, après avoir ravagé le pays, conduisit son armée devant Vico-Pisano, que défendoient cent fantassins suisses à la solde de Pise. Le bailli les menaça de les faire pendre, s'ils portoient les armes contre un roi allié de leur nation : en même temps les Florentins leur offrirent de l'argent, et les Suisses, intimidés ou corrompus, rendirent, le 16 juin, la place qu'ils devoient défendre. Leur trahison ouvrit aux Florentins l'abord de la forteresse bien plus importante de la Verrucola, qui, attaquée du côté de Vico-Pisano, d'où jusqu'alors on n'avoit jamais pu la menacer, se rendit le 18 juin. Elle dominoit la plaine de Pise; et de ses murs on la découvroit si bien tout entière, que rien ne pouvoit entrer ou sortir des portes de la ville sans être aperçu de la Verrucola. Autant cette position avoit été avantageuse aux Pisans pour déjouer les attaques de leurs ennemis, autant elle pouvoit leur devenir

(1) *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 309. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. IV, p. 151, 152. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 175 et 187. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 271.

1503. fatale, depuis que les Florentins s'en étoient emparés (1).

Cet échec réveilla l'intérêt des Siennois et des Lucquois en faveur de leurs voisins. Tous deux oublièrent la ligue toscane, encore que Pandolfo Pétrucci dût aux Florentins son rétablissement tout récent dans sa patrie; tous deux envoyèrent des secours aux Pisans : ceux-ci, de leur côté, firent offrir au duc de Valentinois de se donner à lui. Aucune acquisition n'étoit plus ardemment désirée par ce prince; il la regardoit comme lui assurant presque la conquête de toute la Toscane. Mais tant que le roi de France avoit été tout-puissant en Italie, Valentinois, pour ne pas s'exposer à son ressentiment, n'avoit point osé accepter des offres si séduisantes. Depuis quelque temps la fortune sembloit abandonner les armes françaises; et Valentinois, qui n'étoit jamais le dernier à s'éloigner de ceux que le bonheur délaissoit, prenoit avec les généraux de Louis XII un ton plus audacieux : il traitoit secrètement avec Gonzalve de Cordoue et avec l'Espagne; il temporisoit avec les Pisans, il s'armoit, il mettoit son alliance à un prix toujours plus haut; et il attendoit néanmoins, pour prendre une décision définitive, une dernière épreuve des forces des deux rois, qui sembloit ne pouvoir tarder (2).

Ferdinand-le-Catholique avoit laissé, pendant toute la première année de la guerre, son général Gonzalve de Cordoue, dépourvu de tout secours. Ce ne fut que depuis le commencement de la campagne de 1503, que quelques-uns des renforts qu'il avoit préparés pour lui vinrent le joindre. Avant même leur arrivée, Gonzalve de Cordoue reçut à Barlette un premier soulagement, qu'il ne dut qu'à l'imprudence et à l'avarice des généraux français. Ives d'Allègre s'étoit emparé de la ville de Foggia, et il y avoit

(1) *Fr. Guicciardini.* L. VI, p. 310. — *Jacopo Nardi.* L. IV, p. 152, 153. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 271. — *Istor. di Giov. Cambi.* T. XXI, p. 193.

(2) *Fr. Guicciardini.* Lib. VI, p. 511.

trouvé d'immenses magasins de grains, produit des récoltes 1503.
de cette fertile province. Au lieu de consentir à les vendre à crédit aux Napolitains, qui en avoient un besoin urgent, ou de les tenir en réserve pour l'usage de son armée, la pénurie le détermina à les vendre à des marchands vénitiens, qui les transportèrent ensuite à Barlette (1). Bientôt après, l'amiral espagnol Liscano remporta, devant la pointe de la terre d'Otrante, ou l'ancien promontoire Japyge, une victoire sur M. de Préjan, qui commandoit la flotte française : celle-ci auroit été absolument détruite, si elle n'avoit trouvé un refuge dans le port d'Otrante, qui appartenoit aux Vénitiens, et qui étoit également respecté par les deux nations belligérantes. Après cette victoire, la mer demeura libre pour les vaisseaux espagnols et siciliens; et ils transportèrent sans crainte des soldats, des vivres et de l'argent à Barlette. Les Français, loin de pouvoir les en empêcher, n'étoient pas même instruits de leurs manœuvres (2).

Néanmoins l'armée française continuait à faire des conquêtes dans l'intérieur des terres. D'une part, Nemours avoit réduit à son obéissance toutes les villes de la Pouille, qui formoient un cercle autour de Barlette : savoir, Canosa, Altamura, Cérignoles, Quadrata, Robio, Foggia et Siponto; de l'autre, il avoit pénétré jusqu'à l'extrémité de la terre d'Otrante, et il avoit forcé Lecce, San-Pietro, Nardo, Rodeia, Oria et Motula à se soumettre à lui. Il n'avoit point pu, il est vrai, se rendre maître de Gallipoli ni de Tarente, mais il avoit contraint le comte de Conversano à passer à son parti, et il avoit laissé garnison à Castellanéta, pour réprimer les incursions des troupes espagnoles, que Piétro Navarra commandoit à Tarente (3).

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 214. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 23 v.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 214. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 24.

(3) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. L. II, p. 215. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. L. I, f. 24.

1503. Nemours étoit déjà de retour devant Barlette, lorsqu'il apprit que les habitans de Castellanéta, rebutés par l'insolence des soldats français logés dans leur ville, avoient ouvert leurs portes aux Espagnols de Tarente, et leur avoient livré leurs hôtes qui avoient été faits prisonniers. Dans sa colère, il ne voulut point écouter les représentations d'Aquaviva, qui lui annonçoit que Gonzalve ne tarderoit pas à se mettre en mouvement. Il partit pour Castellanéta avec son armée; et, s'acharnant à sa vengeance, il ne voulut point recevoir les habitans à composition, aux termes qu'ils offroient. Mais Gonzalve de Cordoue, profitant de son absence, sortit de nuit de Barlette avec toutes ses troupes, et laissa même cette ville tellement dégarnie que, pour s'assurer de sa fidélité, il se crut obligé d'emmener ses magistrats en otage; puis il vint surprendre Rubio, où commandoit La Palice. Dès les premières décharges, son artillerie ouvrit plusieurs brèches aux murs : ses soldats montèrent vaillamment à l'assaut; et quoique les Français se défendissent pendant sept heures avec une égale bravoure, La Palice blessé fut fait prisonnier, et la ville de Rubio fut prise et pillée. Gonzalve n'essaya point de la conserver; il emmena en hâte son butin à Barlette, et il étoit rentré dans son fort avant que Nemours, qui, sur la nouvelle de cette expédition, avoit abandonné l'attaque de Castellanéta, fût de retour à Rubio avec son armée (1).

Pendant ce temps, Hugues de Cardone avoit rassemblé en Sicile trois mille fantassins et trois cents chevaux, qu'il transporta à Rhégio. Il rencontra d'abord Jacob de San-Sévérino, comte de Miléto, qu'il battit; il dégagea Diégo Ramirez, assiégé dans la forteresse de Terra-Nova; il pilla et brûla cette ville, mit en fuite le prince de Ros-

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 216. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 24 v. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 296. — *Arn. Ferroni.* Lib. III, p. 48.

sano, et fit prisonnier M. d'Humbercourt. Ce fut dans ce dernier combat qu'Antonio de Leyva, qui étoit tout récemment arrivé d'Espagne, et qui servoit encore comme simple soldat, fit ses premières armes en Italie. Il devoit ensuite passer par tous les grades de la milice, avant de commander en chef les armées, et d'être compté parmi les premiers généraux de Charles-Quint (1). 1503.

Au moment du débarquement de Cardone, d'Aubigny étoit occupé dans une autre partie de la Calabre; mais il accourut pour s'opposer aux progrès du capitaine espagnol. Les princes de Salerne et de Bisignano, de la maison San-Sévérino, se joignirent à d'Aubigny à Cosenza, avec un grand nombre de barons angevins. Don Hugues de Cardone, averti de leur marche, eut d'abord l'intention de se retirer vers les montagnes; mais il fut retenu par l'arrivée de don Emmanuel de Bénavidès, qui lui amenoit quatre cents chevaux et quatre bataillons d'infanterie de la Sicile : d'ailleurs, ses espions lui avoient donné lieu de croire qu'il falloit encore deux jours à d'Aubigny pour arriver à lui, lorsqu'il le vit déboucher dans la plaine au midi de Terra-Nova. Les cavaliers siciliens et espagnols ne purent soutenir l'impétuosité des gendarmes de d'Aubigny, et surtout de ses Écossais; l'infanterie fut également maltraitée par les Suisses et les Gascons; l'armée de Hugues de Cardone fut dissipée, et lui-même se sauva à pied dans les montagnes, après avoir coupé les jarrets de son cheval. M. de Grignan, lieutenant d'Aubigny, qui avoit eu le plus de part à cette victoire, fut tué dans la poursuite (2).

La bataille de Terra-Nova n'avoit point suffi pour af-

(1) *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 294. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.* Lib. IX, p. 263. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 14.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 218. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 25. — *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 295. — *Arnoldi Ferroni*. L. III, p. 49.

1503. fermir la domination des Français sur les Calabres, d'autant plus que dans le même temps la flotte nouvelle que Ferdinand avoit armée à Carthagène, étoit arrivée en Sicile, et ensuite à Rhégio. Elle portoit six cents chevaux, commandés par Alphonse Carvajal, et cinq mille fantassins de Galice, de Biscaye et des Asturies, sous les ordres de Ferdinand d'Andradès. Le roi d'Espagne avoit donné le commandement général de cette expédition à Porto Carréro, de la maison Boccanégra, de Gênes, qu'il avoit choisi, parce que lui et Gonzalve avoient épousé deux sœurs; en sorte qu'on devoit s'attendre à ce qu'ils agissent avec une plus parfaite intelligence. Mais il se passa un assez long temps avant que cette nouvelle armée fût en état de combattre, d'abord parce que la flotte fut retardée par des vents contraires dans sa traversée, ensuite parce que Porto Carréro, à son arrivée à Rhégio, fut atteint d'une maladie grave dont il mourut, après avoir nommé d'Andradès pour lui succéder (1).

Des nouvelles inquiétantes sur les affaires de Naples circuloient déjà dans le reste de l'Italie, lorsque les trois petits cantons suisses qui s'étoient emparés de Bellinzona, impatientés de ce que la France leur disputoit la possession de cette ville, attaquèrent avec impétuosité Locarno, sur le lac Majeur, et la Murata. Après plusieurs assauts, ils s'emparèrent de cette dernière, qui étoit une longue muraille destinée à arrêter leurs incursions: mais ils ne purent se rendre maîtres du château de Locarno, et ils se trouvèrent bientôt bloqués par les Français, et exposés à de cruelles privations. Cependant Louis XII, qui sentoit combien il étoit important pour lui d'éviter une guerre dans le Milanès, tandis qu'il avoit des affaires aussi sérieuses dans le royaume de Naples, et qui surtout avoit besoin de recruter ses armées avec de l'infanterie suisse,

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 219. — *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 26. — *Fr. Guicciardini*. Liv. V, p. 295.

pour l'opposer à celle des Allemands et des Espagnols, donna ordre à ses commissaires de satisfaire les Suisses à tout prix. Un nouveau traité de paix entre la France et la ligue helvétique, fut signé le 11 avril 1503, au camp devant Locarno; et Louis XII céda aux trois petits cantons le comté de Bellinzona en toute souveraineté (1). 1503.

Dans le temps même que la guerre entre la France et l'Espagne prenoit dans le royaume de Naples une nouvelle activité, l'archiduc Philippe d'Autriche, fils de Maximilien, et gendre de Ferdinand et d'Isabelle, traversoit la France pour se rendre dans sa souveraineté des Pays-Bas. Peu de mois auparavant il l'avoit traversée une première fois, pour accompagner sa femme à la cour d'Espagne; il en étoit reparti brusquement le 22 décembre 1502, laissant Ferdinand jaloux de lui, Isabelle mécontente de son manque d'égard pour sa fille, et Jeanne, dont la seconde grossesse étoit avancée, dans un état de désespoir qui troubla sa raison. Philippe, à son entrée en France, y fut accueilli avec le respect qu'on lui avoit prodigué dès son premier passage. Il désiroit la paix pour l'avantage de ses états des Pays-Bas; il la désiroit encore pour augmenter son crédit à la cour de Castille, et il entreprit avec empressement de s'en faire le médiateur. Deux ambassadeurs des rois d'Aragon et de Castille l'accompagnoient; ils intervinrent aux conférences que Philippe eut avec Louis XII, et le 5 avril ils signèrent avec eux, à Lyon, un traité de paix entre les deux monarchies. Tous les droits de la France au royaume de Naples devoient être donnés pour dot à madame Claude de France, fille de Louis XII, que Charles, fils de Philippe, qui fut depuis Charles-Quint, devoit épouser. Les deux enfans devoient être déclarés roi et reine de Naples; mais jusqu'à la consommation de

(1) *Leonard.* T. IV. — Histoire de la Diplomatie française. T. I, p. 457. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 299. — *Fr. Belcarii.* L. IX, p. 264. — *Jacopo Nardi.* Lib. IV, p. 149.

1503. ce mariage, le traité de partage de Grenade devoit recevoir son exécution (1).

Cette convention paroissoit mettre fin à la guerre à des conditions équitables, mais dont tout l'avantage étoit pour l'Espagne, puisque l'objet en contestation étoit cédé en entier à l'héritier de cette monarchie. Aussi Philippe avoit-il montré beaucoup d'empressement pour conclure, et comme les pouvoirs qu'il avoit produits étoient illimités, Louis XII ne douta pas que le traité de Lyon ne fût ratifié; il ne songea plus à faire passer des secours à ses lieutenans en Italie, auxquels il se contenta de recommander d'éviter tout engagement, jusqu'à ce que l'échange des ratifications mît un terme définitif aux hostilités. Mais Gonzalve de Cordoue, après avoir été si long-temps confiné dans un angle du royaume de Naples, commençoit à entrevoir la possibilité de reconquérir ce royaume tout entier. Il ne vouloit pas devoir à un traité ce qu'il pouvoit obtenir à force ouverte; et ses maîtres, dès qu'ils connurent mieux la situation des affaires, eurent la même ambition, et refusèrent leur ratification au traité de Lyon.

Ferdinand d'Andradès avoit pris le commandement de l'armée de Calabre; il avoit réuni aux troupes amenées par Porto Carréro le reste de celles de Hugues de Cardone; et après leur avoir payé leurs soldes arriérées, il les conduisit au travers de la Calabre jusque près de Séminara. C'étoit dans ce même lieu que sept ans auparavant Ferdinand II et Gonzalve avoient été battus par d'Aubigny; et Terra-Nova, où le même d'Aubigny avoit remporté une victoire plus récente sur les Espagnols, n'étoit qu'à peu de distance: aussi ce général français s'avançoit-il avec confiance, ne

(1) *Petri Martyris Anglerii epistola*, 255. — Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, p. 170. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1503, §. 3, p. 539. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 299. — *Jacopo Nardi.* Lib. IV, p. 150. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena.* P. III, L. VI, f. 111, v. — *Istor. di Giov. Cambi.* p. 192. — *Fr. Belcarii.* L. IX, p. 265.

doutant point que par une troisième victoire il ne délivrât la Calabre de ses ennemis. Encore que ses forces fussent un peu inférieures à celles d'Andradès, il le fit défier au combat. Les deux armées se rencontrèrent, le 21 avril, au passage de Fiume Secco, entre Gioia et Séminara. Emmanuel Bénavidès, qui commandoit l'avant-garde espagnole, s'arrêta sur une des rives du fleuve pour parlementer avec d'Aubigny, qui étoit sur l'autre rive. Pendant que ce dernier étoit distrait par cette conférence, Carvajal, qui commandoit l'arrière-garde espagnole, passa le fleuve un mille et demi plus haut, et vint tomber sur les derrières de l'armée française, en même temps qu'elle étoit attaquée de front. Un moment de confusion et de désordre la perdit; la gendarmerie rompue fut forcée à s'enfuir, et d'Aubigny avec elle: Honoré et Alphonse de San-Sévérino, qui commandoient le second et le troisième corps d'armée, composés de Calabrois, ne firent pas une longue résistance : tous deux furent faits prisonniers, et en une demi-heure de temps presque toute l'infanterie française fut passée au fil de l'épée. D'Aubigny s'étoit enfui à Gioia, où il retrouva le capitaine de son infanterie Malherbe : ils poursuivirent ensemble leur course ; mais arrivés à la forteresse d'Angitula, ils furent obligés de s'y enfermer, parce que les Espagnols étoient à leurs trousses : ceux-ci ne vouloient pas laisser échapper de leurs mains le général français qu'ils redoutoient le plus; et à peine étoit-il entré dans Angitula, qu'ils l'y assiégèrent (1). 1503.

A peu près dans le temps où d'Andradès dissipoit l'armée d'Aubigny à Séminara, Gonzalve de Cordoue vit arriver à Barlette un corps de deux mille Allemands que lui

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 220. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 26. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 301. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* Lib. IV, p. 150. — *Zurita, Anales de Aragon.* T. V, Lib. V, c. 15. — *Ann. eccl. Raynaldi,* 1503, §. 5, p. 539. — *Fr. Belcarii.* L. IX, p. 266. — *Arn. Ferroni.* Lib. III, p. 51.

1503. amenoit Octavien Colonna, et qui après être sorti des montagnes de la Carniole, s'étoit embarqué à Trieste. Il y avoit sept mois que Gonzalve étoit enfermé dans Barlette; et il avoit réussi, par la force de son caractère, et son talent pour manier les esprits, à y soutenir la constance de ses soldats, au milieu de toutes les privations. Toutes les villes de son voisinage étoient au pouvoir des Français, à la réserve de celle d'Andria: mais aussitôt qu'il eut reçu les troupes allemandes, qu'il avoit si long-temps attendues, il résolut d'entrer en campagne; et il fit passer à *Piétro* Navarra, et à don Luis de Erréra, l'ordre de lui amener de Tarente le plus de soldats qu'ils pourroient. Nemours, de son côté, averti des mouvemens qu'on remarquoit dans Barlette, voulut aussi réunir ses meilleurs officiers. Il écrivit à André Mathieu d'Aquaviva, qui étoit à Conversano, de se rendre à Altamura, pour y rencontrer Louis d'Ars, et revenir avec lui. Ces deux officiers eurent quelque correspondance ensemble, pour concerter leur marche: une des lettres de Louis d'Ars tomba entre les mains de *Piétro* Navarra; et celui-ci, connoissant par elle la marche d'Aquaviva, lui dressa une embuscade à son passage. Aquaviva, surpris par une attaque inattendue, fut grièvement blessé et fait prisonnier, son frère Jean fut tué, et toute sa cavalerie prise ou dissipée (1).

L'arrivée à Barlette de Navarra et d'Erréra, qui conduisoient prisonnier le plus sage et le plus respecté des barons angevins et des capitaines de l'armée ennemie, parut de bon augure à Gonzalve et à ses soldats. Ils ne voulurent pas tarder davantage à rompre le blocus dans lequel ils avoient été si long-temps enfermés. Le 28 avril, l'armée espagnole sortit de Barlette, passa l'Ofanto, et, se dirigeant à l'ouest, arriva le même jour devant Cérignoles. La chaleur étoit

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 221. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. Lib. I, f. 26 v. — *Fr. Guicciardini*. Lib. V, p. 301. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.* Lib. IX, p. 266.

déjà extrème dans les plaines de la Pouille; le soldat ne trouvoit point d'eau dans ces campagnes brûlées, et il y souffrit cruellement de la soif, encore que Gonzalve, au passage de l'Ofanto, eût fait remplir des outres, qu'il faisoit porter à la suite de l'armée. Pour soulager les fantassins accablés par la chaleur, il ordonna encore à chaque cavalier de prendre un piéton en croupe; et lui-même donna l'exemple aux autres, en faisant monter derrière lui sur son cheval un enseigne allemand. Cérignoles, qui n'est guère éloignée que de dix milles de Barlette, est un château bâti sur le haut d'une colline, dont toute la pente est plantée de vignes. Le bas de ces vignes est séparé de la plaine par un fossé. Prosper et Fabrice Colonna, qui avoient pris les devans, tracèrent le camp espagnol derrière ce fossé; ils l'élargirent, et, avec la terre qu'ils en tirèrent, ils élevèrent sur son bord intérieur un petit parapet. Gonzalve dirigea lui-même ces travaux, et y fit placer immédiatement ses canons en batterie (1). 1503.

Nemours, parti de Canosa, étoit arrivé devant Cérignoles presque en même temps que Gonzalve; dans le conseil de guerre qu'il consulta, Châtillon et Louis d'Ars insistèrent pour qu'on différât la bataille jusqu'au lendemain, afin d'étudier la position de l'ennemi, et de donner aux soldats le temps de se reposer. Chandieu, au contraire, qui commandoit les Suisses, et Ives d'Allègre, vouloient que l'on profitât de l'ardeur française, pour attaquer à l'heure même. L'altercation entre ces capitaines se prolongea, et fit perdre un temps précieux. Dans sa vivacité, d'Allègre donna à entendre que la lenteur du général lui faisoit soupçonner ou son courage ou son habileté. Nemours, blessé dans son honneur, eut la foiblesse de se déterminer, contre sa propre opinion, à combattre, pour se laver de ce reproche. Mais il prit ce parti si tard, qu'au moment où la

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 221. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 27.

1503. bataille fut engagée, il ne lui restoit qu'une demi-heure de jour. Dans l'armée française on comptoit cinq cents lances, quinze cents chevau-légers, et quatre mille fantassins (1). L'armée espagnole étoit formée de dix-huit cents chevaux pesamment armés, cinq cents chevau-légers, deux mille fantassins espagnols, et deux mille Allemands (2). Nemours mena ses troupes à l'ennemi dans l'ordre oblique, en refusant sa gauche. Il étoit avec Louis d'Ars, à la tête de l'aile droite, qui devoit engager le combat; Chandieu avec les Suisses, au centre, un peu en arrière; Allègre avec le reste de la cavalerie, à la gauche, et plus en arrière encore (3).

Gonzalve, qui avoit divisé son armée en six bataillons, avoit envoyé en avant toute sa cavalerie légère, sous les ordres de Fabrice Colonna, et de Diego de Mendoza, pour retarder l'ennemi. Les pieds des chevaux élevèrent, dans les champs brûlés de la Pouille, une si épaisse poussière qu'elle déroba entièrement aux Français la connoissance des positions espagnoles. Les fenouils, qui sont dans ces campagnes d'une grandeur démesurée, cachoient absolument le fossé et le rempart qui fermoient le camp. L'artillerie, par sa fumée, achevoit de voiler les objets. Une des premières décharges mit le feu au magasin à poudre des Espagnols. Gonzalve, loin d'en paroître effrayé, s'écria: « C'est un heureux présage; nous n'avions plus besoin de » poudre, car la victoire est à nous. » Nemours cependant, qui marchoit sur les Allemands, et sur la cavalerie de leur gauche, fut tout-à-coup arrêté par le fossé, dont il ne soupçonnoit pas l'existence; et comme il cherchoit un passage, en se détournant sur le côté, il fut atteint d'une balle, et tomba mort à la tête de ses troupes. Dans ce mo-

(1) *Sabellicus Enneadum XI.* L. II, *apud Rayn.*, *Ann. eccl.* 1503, §. 5, p. 540.

(2) *Barthol. Senaregæ de Reb. Genuens.* T. XXIV, *Rer. Ital.* p. 578.

(3) *Pauli Jovii Vita Consalvi.* L. III, p. 222. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 27, v.

ment, Chandieu arrivoit sur le bord du même fossé avec les Suisses. Mais les Allemands, qui occupoient l'autre bord, les repoussoient avec leurs hallebardes, tandis que les arquebusiers espagnols les prenoient en flanc; ils furent mis en désordre, et perdirent beaucoup de monde. Chandieu, qui se faisoit distinguer au milieu d'eux par les plumes blanches dont son casque étoit orné, et qui combattoit à pied à leur tête, fut tué dans le fossé qu'il s'efforçoit de franchir. Louis d'Ars et Ives d'Allègre, voyant la déroute de leurs compagnons, prirent la fuite. Châtillon, qui fuyoit aussi, fut ramené prisonnier par la cavalerie espagnole. En une demi-heure, l'armée française avoit été dissipée, et avoit perdu de trois à quatre mille hommes. Tous ses bagages et tous ses vivres tombèrent entre les mains de l'ennemi (1). 1503.

Gonzalve fit surtout preuve de ses talens par le parti qu'il sut tirer de sa victoire. L'obscurité de la nuit, qui avoit commencé au moment où la déroute de ses ennemis venoit à peine de se décider, avoit mis à couvert les fuyards : mais Louis d'Ars et Ives d'Allègre n'avoient point pris la même route; le premier s'étoit dirigé sur Vénosa, et le second vers le duché de Bénévent. Gonzalve les fit poursuivre rapidement pour les empêcher de se réunir. Garcias de Parédès se mit sur les traces de Louis d'Ars, don Pédro de Paz sur celles d'Allègre : ce dernier s'étoit associé dans sa fuite à Trajan Caraccioli, comte de Melfi; mais avec quelque rapidité qu'ils cherchassent à s'échapper, la nouvelle de leur désastre les précédoit toujours: aussi toutes les villes, tous les châteaux se fermoient à leur approche; et à peine

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* Lib. II, p. 223. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* Lib. I, f. 28. — *Fr. Guicciardini.* Lib. V, p. 303. — Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, p. 171. — Mémoires de Fleuranges. T. XVI, p. 15. — Mémoires de Louis de la Trémouille. T. XIV, chap. XI, p. 166. — *Summonte, Istor. di Napoli.* L. VI, cap. IV, p. 552. — *Paolo Giovio, Vita del card. Pompeo Colonna.* p. 355. — *Fr. Belcarii Comm.* L. IX, p. 267. — *Arnoldi Ferrare.* L. III, p. 52.

1503. pouvoient-ils obtenir, à force de prières et d'argent, qu'on leur tendît du haut des murs, avec des cordes, quelques vivres dans des corbeilles. Ives d'Allègre, s'étant arrêté un seul jour à Atripalda, prit la route de Naples; mais en approchant de cette ville, il apprît bientôt qu'elle s'étoit soulevée, et que la garnison qu'il y avoit laissée s'étoit enfermée dans les châteaux avec les trésoriers du roi, les magistrats français et les partisans les plus déclarés de la France. Il tourna alors vers Capoue et Suessa; et sans s'arrêter dans l'une ou l'autre de ces villes, il poursuivit jusqu'à Gaëte, et il rassembla les débris de l'armée française entre cette forteresse et Tragitto (1).

Les Espagnols vainqueurs s'avançoient dans tous les sens sur les traces des fuyards, et occupoient toutes les provinces du royaume. Fabrice Colonna marchoit sur Aquila, et soumettoit les Abruzzes; Prosper Colonna se faisoit ouvrir les portes de Capoue et de Suessa, et se rendoit maître de la *Campagna Felice*, chassant les Français au-delà du Garigliano. Toutes les villes de la Pouille et de la Capitanate, instruites les premières de la victoire, avoient aussi les premières fait leur soumission au vainqueur. Les Calabres avoient embrassé le même parti dès la nouvelle de la bataille de Séminara. D'Aubigny se défendoit encore dans le fort d'Angitula; mais quand il fut instruit à n'en pouvoir douter du désastre de ses compagnons d'armes, il capitula, se dévouant seul à demeurer prisonnier de guerre, tandis que tous les soldats qui servoient sous ses ordres eurent la liberté de retourner en France (2).

Gonzalve de Cordoue reçut à Acerra des députés napolitains qui venoient lui porter les clefs de leur ville, et lui demander la confirmation de ses priviléges; il la promit

(1) *Pauli Jovii Vita Consalvi.* Lib. II, p. 224. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V.* L. I, f. 28 v. — *Fr. Guicciardini.* L. V, p. 304.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi.* L. II, p. 224. — *Raynaldi Annal. eccles.* 1503, §. 6, p. 540.

au nom de son maître. Il fit, le 14 mai, son entrée solennelle dans la capitale du royaume. Le lendemain il reçut au nom du roi Ferdinand le serment des six *seggi* ou tribus, qui représentoient la noblesse et le peuple de Naples. Les deux châteaux dans lesquels les Français s'étoient retirés, et qu'on étoit accoutumé à voir opposer la plus longue résistance aux armées qui les assiégeoient, succombèrent en peu de jours aux attaques des Piétro Navarra qui, le premier, avoit introduit à la guerre l'art de faire jouer des mines avec la poudre, et qui, par ces explosions inattendues, avoit inspiré aux soldats ennemis une terreur que leurs chefs n'avoient pu vaincre. Lorsque le 11 juin le jeu des mines de Navarra renversa une moitié des murailles du château Neuf, sur leurs défenseurs, et ouvrit aux Espagnols une effroyable brèche, par laquelle ils montèrent à l'assaut, Gonzalve de Cordoue abandonna à ses soldats tout le pillage des riches magasins qui y avoient été rassemblés, et des trésors qu'on avoit cru y mettre en sûreté. Cependant à peine ce pillage étoit-il achevé que beaucoup de soldats accoururent auprès de Gonzalve pour se plaindre qu'ils n'y avoient eu aucune part. « Pour vous » dédommager, allez piller mon propre palais, » leur dit gaiement le général; et en effet, celui où il avoit été logé, et qui appartenoit au prince de Salerne, fut immédiatement pillé par les Espagnols (1). 1503.

Le château de d'Œuf, bâti sur un roc isolé, au pied du promontoire de Sant-Elmo, et au milieu des flots, fut pris vingt-un jours après le château Neuf, et par les mêmes moyens. L'explosion renversa une partie du rocher sur la chapelle, où dans ce moment même le commandant du fort avoit assemblé un conseil de guerre : presque tous ceux qui y assistoient, furent écrasés par les débris de la mon-

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*. Lib. II, p. 225. — *Alfonso de Ulloa*, *Vita di Carlo V*. L. I, f. 29. — *Jacopo Nardi*. L. IV, p. 150. — *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 307. — *Fr. Belcarii*. Lib. IX, p. 269.

1503. tagne. Le royaume entier se trouva ainsi soumis aux Espagnols, à la réserve de Gaëte, où s'étoient réunis les restes de l'armée française; de Santa-Sévérina, où le prince de Rossano étoit assiégé, et de Vénosa, où Louis d'Ars s'illustra par une longue et valeureuse résistance (1).

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi*, L. II, p. 228. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*. L. I, f. 30 v. — *Fr. Guicciardini*. L. VI, p. 308. — *Summonte Istoria di Napoli*. L. VI, c. IV, p. 553.

FIN DU TOME NEUVIÈME.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME NEUVIÈME.

FIN DE LA TABLE.

